

Table des matières

Résumé.....	i
Remerciements.....	iii
Table des matières.....	v
Introduction générale.....	1
Chapitre I : Bilan historiographique.....	12
Introduction.....	12
1.1 Adrien Arcand, l'ami des nationalistes canadiens-français.....	28
1.2 L'Église catholique face à Arcand.....	34
1.3 La dévotion d'Adrien Arcand.....	37
1.4 Les mentors antisémites d'Adrien Arcand.....	40
1.5 L'arrestation des cadres du PUNC en mai 1940.....	45
Conclusion.....	52
Chapitre II : <i>Le Goglu</i>, un étrange oiseau pour les nationalistes canadiens-français.....	57
Introduction.....	57
2.1 Arcand au service de Joseph Ménard.....	60
2.2 Arcand acquiert une tribune.....	63
2.3 Arcand préside un mouvement.....	67
2.4 Arcand a un programme politique.....	72
2.5 Adrien Arcand à la protection de Camillien Houde.....	77
Conclusion.....	82

Chapitre III : les goglus migrent à l'extrême-droite.....85

Introduction.....85

3.1 L'affaire des écoles juives.....87

3.2 Le réseau antisémite du *Commonwealth*.....96

3.3 L'antisémitisme d'Adrien Arcand.....100

3.4 Adrien Arcand vs Camillien Houde.....113

3.5 Arcand cherche à Québec un autre mécène.....120

3.6 Arcand devient l'organisateur électoral des *tories*.....126

Conclusion.....131

Chapitre IV : Adrien Arcand porte la croix gammée au Canada.....134

Introduction.....134

4.1 Les deux rencontres d'Arcand avec Kurt Ludecke.....138

4.2 Bennett désavoue Arcand.....141

4.3 Arcand entre au service d'Eugène Berthiaume.....148

4.4 Les Juifs poursuivent Arcand en Justice.....152

4.5 Arcand noyaute l'Ordre de Jacques-Cartier.....159

4.6 Des manifestants mettent Arcand hors d'état de nuire.....169

Conclusion.....182

Conclusion générale.....186

Bibliographie.....199

Un accommodement déraisonnable? Une explication de la survie des organisations fascistes d'Adrien Arcand pendant l'entre-deux-guerres

INTRODUCTION GÉNÉRALE

Né à Montréal en 1899, Adrien Arcand travaille à titre de chroniqueur culturel et judiciaire de *La Presse* avant de se faire congédier de ce quotidien en 1929. Il s'associe ensuite avec l'imprimeur Joseph Ménard afin de mettre sur pied *Le Miroir*, *Le Goglu* et *Le Chameau*, des hebdomadaires nationalistes canadiens-français indépendants. Puis, désireux de trouver des solutions face aux terribles problèmes socioéconomiques qui affectent ses compatriotes durant la Grande Dépression, Arcand propose tout d'abord à ses lecteurs d'adopter un programme politique nationaliste et antisémite. Il met ensuite ses idées en branle en fondant l'Ordre patriotique des goglus, un mouvement nationaliste canadien-français xénophobe et d'extrême-droite. En 1933, après avoir subi plusieurs dizaines de poursuites judiciaires pour cause de diffamation, les entreprises journalistiques de Ménard font faillite. Adrien Arcand redescend aussitôt dans l'arène politique en promouvant cette fois des idées antisémites et fascistes. Il est en effet séduit par le programme politique d'Adolf Hitler¹, qui est selon lui le seul politicien capable

¹ Né en 1889 à Braunau am Inn, Adolf Hitler s'enrôle dans l'armée allemande durant la Première Guerre mondiale, où il subit deux blessures. Après la Grande Guerre, des officiers de la *Wehrmacht* le mandatent comme agent de propagande auprès des vétérans. Il s'intéresse alors à la politique et adhère au Parti national-socialiste des travailleurs allemands (1919). Il tente tout d'abord de commettre un coup d'État, mais il se fait arrêter et incarcérer à deux reprises pour cela (1922-1923). Il parvient cependant à prendre le pouvoir en se faisant élire par les Allemands (janvier 1933). S'il devient populaire à l'intérieur de son pays en parvenant à relancer l'économie du *Reich*, sa politique extérieure expansionniste (remilitarisation de la Rhénanie en 1936, appui à Franco de 1936 à 1939, *Anschluss* en 1938, conquête de la Tchécoslovaquie et de la Pologne en 1939) incite la grande majorité des pays occidentaux à se liguer contre lui (1939-1945). Après avoir perdu la guerre, Hitler se suicide dans son bunker (1945). Ian Kershaw. *Hitler*, Paris, Flammarion, 1999-2000, 2 vol.

d'affronter les Juifs². Il croit également que ses compatriotes seraient prêts à adopter le fascisme, car plusieurs d'entre eux remettent en question les fondements du capitalisme et du système parlementaire britannique depuis la crise économique de 1929. Il tente alors de convaincre les Canadiens d'adopter ses idées antisémites et fascistes en publiant en 1934 le premier numéro du *Patriote*, avant de mettre sur pied le Parti national social chrétien (PNSC) de 1934 à 1938 et le Parti de l'unité nationale du Canada (PUNC) de 1938 à 1939. Il doit cependant suspendre ses activités politiques au début de la Seconde Guerre mondiale, car les autorités policières et gouvernementales canadiennes le soupçonnent de pactiser avec le régime allemand. En 1940, il décide néanmoins de poursuivre sa campagne antisémite et fasciste, ce qui provoque la colère de plusieurs citoyens canadiens. Le gouvernement procède alors à la dissolution du PUNC en internant Adrien Arcand et plusieurs de ses lieutenants de 1940 à 1945. Peu après sa libération, Arcand remet sur pied le PUNC et reprend de nouveau ses activités politiques jusqu'à sa mort en 1967. En tout, moins de dix mille personnes auront rejoint les rangs de l'ensemble des organisations dirigées par Adrien Arcand.

Cependant, nous pouvons nous demander comment Arcand a pu réussir à mener pendant plusieurs décennies une intense campagne fasciste avec l'aide d'un nombre aussi réduit de partisans. Nous allons tenter d'apporter un élément d'explication en avançant cette hypothèse qui n'a jamais été énoncée par les historiens : Adrien Arcand a notamment pu diriger ses mouvements d'extrême-droite en se procurant du financement au sein de plusieurs formations politiques canadiennes. C'est ce que nous allons tenter de prouver au cours des prochains chapitres.

² Le terme « juif » désigne non seulement une affiliation religieuse, mais aussi un groupe ethnique. Voilà pourquoi nous employons la majuscule pour désigner le nom « Juif ».

En tout premier lieu, nous allons démontrer dans ce mémoire qu'Adrien Arcand n'a pas toujours été fasciste. Il s'est tout d'abord fait connaître sous un jour respectable en étant durant les années 1920 le titulaire des colonnes judiciaires et culturelles du journal *La Presse*. Puis, en 1929, l'imprimeur Joseph Ménard fonde les hebdomadaires *Le Miroir* et *Le Goglu*, qui sont deux journaux nationalistes canadiens-français indépendants. Ménard fonde également en novembre 1929 l'Ordre patriotique des goglus, un groupe de pression composé de citoyens militant pour que le gouvernement du Québec adopte les idées formulées par les principaux ténors du mouvement nationaliste canadien-français. Joseph Ménard ne possède cependant pas les qualités nécessaires pour s'occuper lui-même de la direction de ses journaux et de son mouvement. Il demande donc à Adrien Arcand d'assumer la direction de ses entreprises. En 1929 et en 1930, Arcand fait de l'Ordre patriotique des goglus une organisation populaire, qui a une certaine crédibilité au sein de l'opinion publique. C'est surtout sous ces angles nationalistes que des Québécois ont appris à connaître et à apprécier le journaliste Arcand.

Cependant, à partir du moment où le gouvernement de Louis-Alexandre Taschereau³ adopte la Loi sur les écoles juives en 1930, l'épiscopat catholique demande à Adrien Arcand une série d'articles en vue de dénoncer ce projet de loi visant à accorder aux Juifs leur propre réseau scolaire au sein du système éducatif public. Arcand accepte cette mission avant de mener une recherche au sujet du peuple juif. Il s'intéresse alors

³ Né à Québec le 5 mars 1867, Louis-Alexandre Taschereau devient avocat le 9 juillet 1889. Il subit tout d'abord la défaite dans le comté provincial de Dorchester (1892), mais il est par la suite constamment réélu dans Montmorency sous la bannière du Parti libéral du Québec (1900-1936). Il a par la suite été Premier ministre du Québec (1920-1936), mais il a dû démissionner pour cause de corruption le 11 juin 1936. Il a créé de nombreuses institutions durant ses mandats, dont la Commission des liqueurs (1921), la Loi sur l'assistance publique (1921) et la Commission des accidents du travail (1931). Il meurt en 1952. Assemblée nationale du Québec. *Louis-Alexandre Taschereau*, (page consultée le 13 décembre 2010), [en ligne], adresse URL : <http://www.assnat.qc.ca/fr/deputes/taschereau-louis-alexandre-5481/biographie.html>.

particulièrement aux théories véhiculées par l'antisémite Henry Hamilton Beamish⁴. Il se convainc ensuite que Beamish a raison, surtout lorsque ce dernier prétend que les Juifs conspirent avec le diable depuis la résurrection du Christ afin de mener à l'échelle internationale une lutte apocalyptique contre la chrétienté.

À partir de 1930, Adrien Arcand entreprend de nouer une correspondance nourrie avec la plupart des leaders antisémites mondiaux. Puis, après avoir appris qu'Adolf Hitler est sur le point de se faire élire à la chancellerie en Allemagne, Adrien Arcand demande à ses correspondants antisémites de l'informer davantage au sujet de la plateforme électorale nazie. À ce moment-là, il se persuade qu'Hitler est le seul leader capable de faire appliquer ses nouvelles idées antisémites sur la scène politique internationale. Par conséquent, il demande à Kurt Ludecke, l'émissaire du NSDAP en Amérique du Nord, de venir le rencontrer à Montréal. Ludecke consent à ces entretiens à deux reprises. Au terme de la deuxième rencontre en 1932, Adrien Arcand devient un porte-parole indéfectible de la doctrine nazie au Canada. Il oblige désormais ses militants à porter des chemises bleues et à se réunir périodiquement afin de mener des exercices paramilitaires. Il demande également à ses disciples d'effectuer à chaque semaine une parade au pas de l'oie dans les rues de Montréal, en plus de les inciter à apposer des autocollants antisémites sur les vitrines des magasins juifs. Il défie également ouvertement la loi en

⁴ Né en 1873, Henry Hamilton Beamish sert durant la Guerre des Boers avant de s'enrôler au sein du régiment du Natal pendant la Première Guerre mondiale. De retour en Angleterre, il subit la défaite en se présentant comme candidat indépendant dans Clapham (juin 1918). Puis, en mars 1919, il accuse publiquement le commissaire aux travaux publics Sir Alfred Mond d'être un traître. Ce dernier poursuit alors Beamish en lui réclamant 5 000 livres sterling pour dommages et intérêts. Refusant de payer cette amende, Beamish s'exile jusqu'à sa mort en 1948 en Rhodésie. Il s'occupe activement en Afrique des *Britons*, une organisation qu'il a fondée en 1918 dans le but d'apporter de l'aide à l'ensemble des mouvements antisémites de la planète. Gisela C. Lebzelter. "Henry Hamilton Beamish and the Britons: Champions of Anti-Semitism", in Kenneth Lunn, Richard C. Thurlow. *British Fascism: Essays on the Radical Right in Inter-War Britain*, Londres, Croom Helm Limited, 1980, pp. 41-56.

distribuant par la poste du matériel de propagande provenant d'un grand nombre de mouvements fascistes étrangers.

Adrien Arcand perd aussitôt toute forme de crédibilité au sein de l'opinion publique québécoise en commettant ces gestes illégaux et en s'engageant aussi résolument dans la voie du national-socialisme. Tout d'abord, les entrepreneurs qui publiaient jusque-là des annonces dans les pages du *Goglu* et du *Miroir* retirent leurs commandites afin d'éviter que le public associe leurs produits à ces publications haineuses. Pendant ce temps, Arcand et Ménard se font poursuivre par des dizaines de personnes pour avoir publié des articles diffamatoires à leur endroit, tandis que des criminels incendient à au moins trois reprises les ateliers de Joseph Ménard.

Pendant ce temps, le Ministre fédéral de la Justice Ernest Lapointe⁵ sait pertinemment que les troupes fascistes dirigées par Adrien Arcand commettent des gestes subversifs et nuisibles pour la sécurité nationale. Des agents de la GRC lui envoient régulièrement des rapports accablants à cet effet. Pourtant, le gouvernement canadien refuse de prendre des mesures adéquates afin de mettre un terme aux activités des chemises bleues.

Selon nous, cette tolérance du gouvernement à l'endroit des organisations fascistes canadiennes s'explique notamment par le fait qu'Arcand et ses hommes ont

⁵ Né le 6 octobre 1876 à Saint-Éloi, Ernest Lapointe devient avocat (juillet 1898) avant de se lancer en politique fédérale. Il est constamment réélu député dans Kamouraska (de 1904 jusqu'à sa mort en 1941), devenant ainsi ministre de la Marine et des Pêcheries (1921-1924), puis ministre de la Justice et solliciteur-général (1924-1930, 1935-1941). En 1939, il promet solennellement aux électeurs francophones qu'il n'y aurait pas de conscription en temps de guerre s'ils votaient pour le Parti libéral du Canada. Bibliothèque et archives Canada. *Un vrai compagnon et ami : le journal de William Lyon Mackenzie King*, (page consultée le 13 décembre 2010), [en ligne], adresse URL : <http://www.collectionscanada.gc.ca/king/023011-1050.29-f.html>; John Macfarlane. *Ernest Lapointe and Quebec's Influence on Canadian Foreign Policy*, Toronto, University of Toronto Press, 1999, 270 p.; Lita-Rose Betcherman. *Ernest Lapointe: Mackenzie King's Great Quebec Lieutenant*, Toronto, University of Toronto Press, 2002, 426 p.

organisé les campagnes électorales de nombreux politiciens à partir de 1929. En effet, cette année-là, Joseph Ménard ne dispose pas des capitaux nécessaires pour maintenir la viabilité financière de ses entreprises journalistiques. Il doit donc demander à son rédacteur en chef de monnayer son appui à un politicien disposé à regarnir sa trésorerie. Dans un premier temps, c'est Camillien Houde⁶ qui consent à devenir le principal contributeur des entreprises journalistiques de Ménard. Arcand constate à partir de ce moment-là qu'il aurait toujours la liberté de mener sa campagne antisémite s'il obtenait l'appui financier et la protection d'un important leader politique au pays. Il n'aurait en retour qu'à le louer dans ses articles. Puis, si ce politicien l'abandonnait pour une raison ou pour une autre, il n'aurait qu'à rechercher le patronage d'un autre homme politique disposé à l'appuyer.

C'est ainsi qu'Arcand et ses partisans vont soutenir sur la scène provinciale la cause du Parti conservateur du Québec (1929-1930, 1932-1935), puis celle du Parti libéral du Québec (1930-1932) et celle de l'Union nationale (1935-1967). Le chef fasciste québécois organise enfin sur la scène fédérale les campagnes électorales du Parti conservateur du Canada en 1930 et en 1935, avant d'appuyer de manière épisodique la cause des conservateurs et des créditistes après la Seconde Guerre mondiale. Nous allons tenter de prouver tout ce que nous avons avancé en traitant de chacun des aspects suivants.

⁶ Né en 1889 à Montréal, Camillien Houde est élu sous la bannière conservatrice provinciale dans Sainte-Marie (1923-1927, 1928-1931) avant de devenir chef du Parti conservateur du Québec (1929-1932). Il a aussi été élu comme député indépendant dans la circonscription provinciale de Montréal-Sainte-Marie (1939-1944) et comme député indépendant dans le comté fédéral de Papineau (1949-1953). Son rôle politique le plus marquant a certainement été celui de maire de Montréal (1928-1932, 1934-1936, 1938-1940, 1944-1954). Les autorités fédérales l'ont également arrêté et emprisonné de 1940 à 1944 pour avoir incité ses compatriotes à ne pas participer à la campagne d'enregistrement national, pourtant obligatoire en temps de guerre. Il est mort en 1958. Assemblée nationale du Québec. *Camillien Houde*, (page consultée le 31 août 2011), [en ligne], adresse URL : <http://www.assnat.qc.ca/fr/deputes/houde-camillien-3657/biographie.html>.

Tout d'abord, nous allons dresser le bilan historiographique dans le premier chapitre. Comme nous pourrons le constater, les historiens partagent presque tous les mêmes idées lorsque vient le temps d'analyser la plupart des éléments marquants de la carrière politique et journalistique d'Arcand. Ces historiens adoptent cependant des positions différentes à propos de cinq autres éléments concernant les mouvements fascistes dirigés par Adrien Arcand : l'attitude du mouvement nationaliste canadien-français à l'égard d'Arcand, le rôle de l'Église par rapport aux organisations fascistes canadiennes, les croyances religieuses d'Adrien Arcand, le ou les mentors ayant convaincu ce dernier de devenir le principal porte-étendard du nazisme au Canada et enfin, les motifs ayant poussé le gouvernement canadien à arrêter Arcand et ses principaux lieutenants durant la Seconde Guerre mondiale.

Dans le deuxième chapitre, nous allons expliquer comment Arcand parvient à gagner le respect de ses compatriotes en soutenant la cause des nationalistes canadiens-français. Ensuite, comme nous le verrons dans le troisième chapitre, le journaliste Arcand remet fortement en question l'ensemble de ses convictions politiques à la suite d'un événement majeur. En 1930, l'archevêque coadjuteur Georges Gauthier⁷ lui demande de commettre une série d'articles afin d'empêcher le gouvernement provincial de créer un réseau d'écoles juives à l'intérieur du système scolaire public.

En tout premier lieu, Arcand consent bien à reprendre à son compte les arguments du clergé, mais il ne tarde pas à formuler des propos antisémites afin de justifier son

⁷ Né le 9 octobre 1871 à Montréal, Georges Gauthier obtient un doctorat en théologie à l'Apollinaire et au Collège romain après avoir été ordonné (1894). Il enseigne le Droit canonique au Grand séminaire de Montréal (1897-1912), avant d'être nommé évêque auxiliaire dans l'archidiocèse de Montréal (23 juin 1912), recteur à l'Université de Montréal (1920), archevêque coadjuteur de Montréal (1923) et archevêque de Montréal (1939). Il meurt le 31 août 1940. Diocèse de Montréal. *Cinquième évêque et troisième archevêque de Montréal : M^{gr} Georges Gauthier*, (page consultée le 13 décembre 2010), [en ligne], adresse URL : <http://www.diocesemontreal.org/histoire/eveques/gauthier/index.htm>.

désaccord face à la création d'un réseau scolaire public juif. De nombreux lecteurs retirent alors leur appui au rédacteur en chef du *Goglu* et du *Miroir*, car ils désapprouvent fortement ses dérives racistes. Le maire Camillien Houde comprend à ce moment-là qu'il doit rompre son association avec Adrien Arcand s'il veut continuer à mener sa carrière politique.

Par conséquent, Adrien Arcand doit trouver l'appui d'un autre politicien disposé à regarnir la trésorerie asséchée de son patron Joseph Ménard. Il parvient finalement à obtenir le soutien de Richard Bedford Bennett⁸ en organisant sa campagne électorale en 1930. Cependant, tout comme Camillien Houde, le chef du Parti conservateur du Canada comprend lui aussi rapidement que sa réputation serait ternie si le public apprenait qu'il a recouru aux services d'un homme aussi résolument engagé dans la voie du nazisme. Il cesse donc momentanément de le soutenir de 1932 à 1934, mais cela ne l'empêche pas de recourir de nouveau à ses services lors des élections législatives fédérales de 1935.

Dans le quatrième chapitre, nous allons expliquer comment Adrien Arcand en vient à épouser l'ensemble des idéaux du nazisme. Nous soutiendrons ensuite qu'Arcand n'a nullement été inquiété par les autorités policières et gouvernementales à la suite de cette conversion, car ce n'est que durant la guerre que son mouvement sera rendu illégal par le gouvernement fédéral. Nous démontrerons également que c'est en organisant la campagne électorale des conservateurs fédéraux en 1935 et en menant d'intenses activités de soutien en faveur des unionistes (1935-1940) qu'Adrien Arcand a pu obtenir en haut

⁸ Né en 1870 à Hopewill Hill, Richard Bedford Bennett devient avocat (1893) avant d'être élu député conservateur à la législature albertaine (1909). Faisant ensuite le saut dans l'arène fédérale, il se fait élire député (1911-1917, 1925-1938), avant d'être nommé ministre des Finances (1926-1927), chef du Parti conservateur du Canada (1927-1938) et Premier ministre du Canada (1930-1935). Incapable de trouver des solutions à la crise économique, il meurt dans l'oubli en 1947. Bibliothèque et Archives Canada. *The Right Honourable Richard Bedford Bennett*, (page consultée le 16 décembre 2010), [en ligne], adresse URL : <http://www.collectionscanada.gc.ca/2/4/h4-3281-e.html>.

lieu la protection nécessaire à la survie de son mouvement fasciste. De plus, les agents de la GRC sont jusqu'en 1938 absolument persuadés que les organisations communistes constituent la principale menace à la sécurité collective des Canadiens. Ils appuient donc de manière tacite les organisations fascistes d'Adrien Arcand, car les policiers fédéraux sont persuadés que ces dernières contribuent à maintenir la stabilité du système politique national en livrant de véritables combats de rue contre les groupes d'extrême-gauche. Cependant, au fur et à mesure que les chefs d'État des pays de l'Axe mènent une politique de plus en plus expansionniste sur la scène internationale, au moins trois groupes de personnes s'inquiètent de la présence des chemises bleues au Canada.

Les Juifs constituent le premier de ces groupes, car ils ont tout intérêt à empêcher Arcand de salir la réputation des gens avec ses articles diffamants. Ils ont tout d'abord convaincu les commanditaires du *Goglu* et du *Miroir* de retirer leurs annonces de ces publications au début des années 1930. Ils ont ensuite persuadé le député Peter Bercovitch de déposer à l'Assemblée législative du Québec un projet de loi contre la publication des libelles collectifs. Cependant, pour des motifs dont nous allons étudier les causes et les conséquences, la majorité des députés provinciaux décide de rejeter ce projet de loi. Toutefois, comme nous l'expliquerons plus loin, les Juifs ont finalement permis au gouvernement fédéral de procéder à la dissolution du PUNC en présentant aux autorités policières de nombreux documents qui prouvaient hors de tout doute qu'Arcand a mené des activités de propagande illégales pendant de nombreuses années. Les Judéo canadiens ont obtenu ces preuves documentaires en demandant à des membres du Congrès juif canadien de s'infiltrer à l'intérieur des organisations fascistes dirigées par Adrien Arcand.

Les nationalistes canadiens-français forment le deuxième de ces groupes. Comme nous l'avons déjà mentionné, Adrien Arcand avait adopté l'ensemble du credo nationaliste canadien-français pendant sa jeunesse. Il est donc normal que le chef de l'Ordre patriotique des goglus ait noué des liens d'amitié et de collaboration avec plusieurs leaders du mouvement nationaliste canadien-français. Toutefois, comme nous le démontrerons, ces derniers véhiculent leurs idées dans la société civile québécoise en militant activement au sein de regroupements tels que la Société Saint-Jean-Baptiste ou la Ligue achat chez nous. Ils font également partie de l'Ordre de Jacques-Cartier, une société secrète dont les membres s'engagent à infiltrer les organisations nationalistes canadiennes-françaises afin de s'assurer qu'elles travaillent effectivement en faveur des intérêts supérieurs de la collectivité francophone.

Pour sa part, Adrien Arcand connaît l'existence et la mission de l'Ordre de Jacques-Cartier. Il prend rapidement conscience qu'il pourrait insuffler davantage ses idéaux fascistes s'il parvenait à noyauter cette société secrète infiltrée à l'intérieur de plusieurs organismes de la société civile québécoise. Puis, comme nous le démontrerons, c'est après avoir constaté qu'ils se faisaient noyauter par les chemises bleues que les nationalistes canadiens-français ont décidé de rompre leurs liens avec Adrien Arcand. Ils ont alors demandé à l'archevêché de Montréal s'il était permis à un catholique de militer au sein du PNSC. Après avoir mené une enquête approfondie, le clergé québécois décide à partir de 1936 de condamner les mouvements fascistes canadiens.

En outre, plusieurs journalistes font en 1937 et en 1938 des séries de reportages à propos des exercices paramilitaires menés par les chemises bleues. Plusieurs citoyens se demandent alors avec inquiétude si Arcand ne pourrait pas éventuellement commettre un

putsch en vue de s'emparer du pouvoir. Voilà pourquoi ils demandent avec insistance au gouvernement fédéral de mener une enquête et de procéder à la dissolution des mouvements fascistes. En mai 1940, le gouvernement cède à ces demandes en arrêtant Adrien Arcand et plusieurs de ses lieutenants, car il ne veut pas nuire à l'effort de guerre en laissant les fascistes canadiens en liberté.

Pour étayer toutes ces analyses, nous nous sommes référé à des milliers d'articles de journaux rédigés par le chef fasciste québécois, aux documents retrouvés dans des fonds archivistiques dédiés à Adrien Arcand et à de nombreuses autres sources primaires publiées par les contemporains de ce dernier. Il convient ici de signaler les importants fonds du Congrès juif canadien et des recueils de sources primaires commentées par David Rome, ainsi que les riches fonds de Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BAnQ) et de Bibliothèque et Archives Canada. Nous avons également dépouillé des centaines de sources secondaires dont le sujet concerne l'ensemble des mouvements fascistes canadiens, incluant des articles publiés dans des revues scientifiques, des chroniques parues dans des articles de journaux et dans des ouvrages de vulgarisation scientifique, des entrées encyclopédiques, des monographies, des mémoires de maîtrise, des thèses de doctorat, des documents officiels et des sites Internet.

L'étude de ces abondantes sources secondaires nous a permis de constater qu'il y a une riche historiographie à propos des mouvements fascistes dirigés par Adrien Arcand. Il est nécessaire de l'aborder avant de nous attaquer à notre principal sujet, qui est de comprendre les stratégies employées par Adrien Arcand afin de pouvoir mener librement une carrière politique au Canada de 1929 à 1967.

Chapitre I

BILAN HISTORIOGRAPHIQUE

INTRODUCTION

Après avoir consulté des dizaines de monographies, d'articles scientifiques, d'articles de journaux, de documents officiels, de mémoires, de thèses et de sites Internet, nous avons constaté que de nombreux auteurs⁹ partagent presque tous les mêmes points de vue à propos de la plupart des éléments concernant la vie publique d'Adrien Arcand. Par conséquent, nous allons dresser dans ce chapitre une courte biographie d'Arcand en rassemblant l'ensemble des aspects faisant consensus au sein de la communauté

⁹ Alain Goldschläger. « Le Juif d'Adrien Arcand », in Nadia Khouri (dir.). *Discours et mythes de l'ethnicité*, Montréal, Association canadienne-française pour l'avancement des sciences, 1992, pp. 185-196; Andrew Horrall. « R.B. Bennett, la poste et l'affaire Goglu », *Cap-aux-Diamants*, n°. 56 (hiver 1999), p. 53; David Rome. *Clouds in the Thirties: On Anti-Semitism in Canada 1929-1939, a Chapter on Canadian Jewish History*, Montréal, Canadian Jewish Congress, 1977-1980, Vol. 1 à 5, Vol. 7, pp. 1-103 et Vol. 10, pp. 388-504; Denise Robillard. *L'Ordre de Jacques-Cartier 1926-1965 : une société secrète pour les Canadiens français catholiques*, Montréal, Fides, 2009, 541 p.; Hughes Théorêt. *Les chemises bleues : Adrien Arcand, journaliste antisémite canadien-français*, Québec, Septentrion, 2012, 410 p.; Jean-François Nadeau. *Adrien Arcand : Führer canadien*, Montréal, Lux, 2010, 404 p.; Jean-Philippe Damiani. *Destins : « L'île du Diable, repaire nazi »*, Historia TV (2006), 60 min., coul.; Jean-Pierre Charland. *L'été de 1939 avant l'orage*, Montréal, Hurtubise HMH Ltée., 2006, 492 p.; John Offenbeck. *The Nazi Movement and German-Canadians 1933-1939*, mémoire de maîtrise (histoire), University of Western Ontario, 1970, 195 p.; Lita-Rose Betcherman. *The Swastika and the Maple Leaf. Fascist Movements in Canada in the Thirties*, Toronto, Fitzhenry & Whiteside, 1978, 167 p.; Louise Gauthier Fraser. *L'incidence de l'Holocauste, l'antisémitisme et Adrien Arcand sur les personnages de Mordecai Richler*, mémoire de maîtrise (arts), Université Laval, 1989, 120 p.; Martin Robin. *Le spectre de la droite*, Montréal, Balzac-Le Griot éditeur, 1998, 304 p.; Michelle McBride. *From Indifference to Internment: An Examination of RCMP Responses to Nazism and Fascism in Canada from 1934 to 1941*, mémoire de maîtrise (histoire), Memorial University of Newfoundland, 1997, 319 p.; Pierre Trépanier. « La religion dans la pensée d'Adrien Arcand », *Les cahiers des dix*, n°. 53 (1999), pp. 167-233; Raymond Ouimet. *L'affaire Tissot: campagne antisémite en Outaouais*, Montpellier, Écrits des Hautes-Terres, 2006, 155 p.; Réal Caux. *Le Parti national social chrétien (Adrien Arcand, ses idées, son œuvre et ses influences)*, mémoire de maîtrise (sciences politiques), Université Laval, 1958, 94 p.; René Durocher. « Le Fasciste canadien, 1935-1938 », in Fernand Dumont, Jean Hamelin, Jean-Paul Montminy. *Idéologies au Canada français : 1930-1939*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1978, 361 p.; Robert Rumilly. *Histoire de la province de Québec*, Ottawa, Fides, 1959-1969, 8 vol.; Rollande Montsion. *Les grands thèmes du mouvement national social chrétien et d'Adrien Arcand vus par les principaux journaux fascistes au Canada français : 1932-1938*, mémoire de maîtrise (histoire), Université d'Ottawa, 1975, 126 p.; Stanley R. Barrett. "Fascism in Canada", *Contemporary Crises*, n°. 8 (1994), pp. 345-377; Stéphane Morisset. *Adrien Arcand: sa vision, son modèle et la perception inspirée par son programme*, mémoire de maîtrise (histoire), Université Laval, 1995, 86 p.

historienne. Nous traiterons ensuite des cinq éléments faisant l'objet de discussions auprès des historiens à propos de la carrière politique du chef fasciste québécois.

Le 8 octobre 1899, Adrien Arcand naît à Montréal au sein d'une famille ouvrière. Il est le quatrième d'une famille de douze enfants et devient bilingue durant sa jeunesse en jouant avec de jeunes anglophones de son voisinage. Après avoir mené des études primaires à l'école Saint-Stanislas, il débute son cours classique en fréquentant le Collège Saint-Jean-d'Iberville. Puis, en 1917, Arcand souhaite embrasser la carrière sacerdotale en étudiant au Collège de Montréal, mais il renonce rapidement à la prêtrise en raison de ses « faiblesses morales »¹⁰. Adrien Arcand complète finalement ses études en 1919 en suivant durant le jour des cours de philosophie au Collège Sainte-Marie. Pendant ce temps, le soir, il étudie au Laboratoire des produits forestiers de la *McGill University* afin d'obtenir un diplôme d'ingénierie-chimie. Adrien Arcand doit cependant interrompre ses études universitaires cette année-là, car il est gravement atteint par la grippe espagnole. Il est cloué au lit durant neuf mois. Au bout de sa convalescence, Arcand change de vocation et devient journaliste.

En 1919, Adrien Arcand commence sa carrière journalistique en étant embauché à titre de chroniqueur ouvrier au journal *La Patrie*¹¹. Tous les articles d'Arcand parus dans ce journal conservateur ont été signés sous le pseudonyme de « Narcisse ». Adrien Arcand tenait ainsi à rendre hommage à son père Narcisse, qui a milité toute sa vie en

¹⁰ Jean-Philippe Damiani. « *Destins : l'île du Diable, repaire nazi* », Montréal, HistoriaTV, 2006, 60 min., coul.

¹¹ Conrad Bernier. « J'ai marché sur 500 000 \$ pour rester libre », *Nouvelles et potins* (1^{er} décembre 1956), in David Phillips. *Arcand ou... la vérité retrouvée*, Saint-Léonard, Béluga, 2002, pp. 594-595; Hughes Théorêt. *La campagne antisémite d'Adrien Arcand d'après-guerre : 1945 à 1967*, mémoire de maîtrise (histoire), Université d'Ottawa, 2009, p. 40; Jean-François Nadeau, *op. cit.*, pp. 31-32.

faveur de l'amélioration des conditions de vie des travailleurs du Québec¹². Puis, pour des raisons inconnues, Adrien Arcand quitte en 1920 l'équipe rédactionnelle de *La Patrie*. Il est alors affecté à la rubrique politique du *Montreal Daily Star*¹³. Au bout de quelques mois, il délaisse le poste qu'il occupe au sein de ce média anglophone pour entrer au service du journal *La Presse*. Il atteint sans doute l'apothéose de sa carrière journalistique en devenant, de 1920 à 1929¹⁴, le chroniqueur judiciaire et culturel de ce quotidien ayant le plus fort tirage au Canada français à cette époque¹⁵. En 1923, Arcand participe à la

¹² Né le 24 avril 1871 à Saint-Joseph-de-Deschambault, Narcisse Arcand s'installe à Montréal en 1895 afin d'y exercer son métier de menuisier. Narcisse Arcand adhère ensuite à la Fraternité unie des charpentiers et des menuisiers d'Amérique (1900), avant de se rallier au Parti ouvrier (1902). Il sera un syndicaliste militant jusqu'à sa mort en 1927. Bernard Dansereau. *Arcand, Narcisse*, (page consultée le 8 novembre 2010), [en ligne], adresse URL: http://www.biographi.ca/009004-119.01-f.php?id_nbr=8009&&PHPSESSID=vchzfqkvzape; Jean-François Nadeau, *op. cit.*, pp. 26-27; Kenneth G. Wright. "Stronger Than Ever Here. Is Arcand's Fascist Boast", *The Montreal Gazette* (23 février 1947); Le Vieux Gustave. « Père d'Adrien Arcand, le Führer du Canada : Narcisse Arcand, charpentier-menuisier », *Le monde ouvrier* (mai-juin 2010), 1 p.

¹³ Martin Robin, *op. cit.*, p. 82.

¹⁴ Il faudrait également que des personnes effectuent un jour l'analyse exhaustive de l'ensemble des articles rédigés par Arcand dans *La Patrie*, dans le *Montreal Daily Star* et dans *La Presse*. Nous serions sans doute étonné de constater à quel point Adrien Arcand analyse de manière lucide la situation politique, culturelle et économique du Québec durant les années 1920. Nous avons constaté cela en dépouillant chacun de ces titres : Adrien Arcand. « Créons un bon film canadien », *La Presse* (5 janvier 1923), p. 2; Adrien Arcand. « Créons un bon film canadien », *La Presse* (16 janvier 1923), p. 2; Adrien Arcand. « Créons un bon film canadien », *La Presse* (9 mars 1923), p. 1; « Adrien Arcand, critique musical », *La Presse* (22 février 1923), p. E7; Adrien Arcand. « Entre Euterpe et Terpsichore », *Le Passe-Temps*, Vol. 29, no. 727 (3 mars 1923), p. 67; Adrien Arcand. « *La Presse* en avant », *La Presse* (3 janvier 1923); Adrien Arcand. « Notes de cinéma », *La Presse* (10 mars 1923), p. 27; Adrien Arcand. « Un concert inoubliable : Mlle Emma Calvé », *La Presse*, Vol. 39, no. 135 (13 avril 1923), p. 4; Daniel Proulx. « Le « führer canadien » : Adrien Arcand, le chantre du fascisme fleurdélié », *La Presse* (5 septembre 1993), p. A8; Germain Lacasse. « La naissance d'une passion : les Québécois et le septième art », *Cap-aux-Diamants : la revue d'histoire du Québec*, no. 38 (1994), p. 22; Germain Lacasse. « Vestiges narratifs. Les Premiers Temps du scénario québécois », *Études littéraires*, Vol. 26, no. 2 (1993), pp. 61-63; Pierre Vernat. « En 1928, Montréal a connu la Semaine du livre », *La Presse* (2 novembre 1997), p. B9.

¹⁵ David Rome. *Clouds in the Thirties. On Antisemitism in Canada: 1929-1939*, Montréal, Canadian Jewish Congress, 1977, Volume 1, pp. 84-87; Hughes Théorêt. *La campagne antisémite d'Adrien Arcand d'après-guerre : 1945 à 1967*, *op. cit.*, p. 40; Jean Côté. *Adrien Arcand : une grande figure de notre temps*, Montréal, Pan-Am, 1994, pp. 29-40, p. 81; Jean-François Nadeau, *op. cit.*, pp. 29-40; Le Vieux Gustave, *loc. cit.*, 1 p.; Lita-Rose Betcherman, *op. cit.*, p. 5; Martin Robin, *op. cit.*, pp. 82-83; Parti de l'unité nationale du Canada. *Adrien Arcand devant le tribunal de l'histoire : scandale à la Société Radio-Canada*, Montréal, Parti de l'unité nationale du Canada, 1983, pp. 5-7; Réal Caux, *op. cit.*, p. 20; *Serviam* (octobre et novembre 1966), p. 9; Stéphane Morisset, *op. cit.*, p. 4; Université de Sherbrooke. *Bilan du siècle : Adrien Arcand (1899-1967) Homme politique*, (page consultée le 6 mai 2006), [en ligne], adresse URL: <http://www.bilan.usherb.ca/bilan/pages/clips/42.html>.

fondation de la Société des écrivains du Canada français avant d'accéder à la vice-présidence de celle-ci. Adrien Arcand forme ensuite avec des amis le Théâtre intime, constituant ainsi l'une des premières troupes de théâtre amateur à Montréal. Le 20 novembre 1923, ces comédiens montent sur scène pour la première fois au Monument national¹⁶. Arcand s'inscrit ensuite au sein du 63^e régiment d'infanterie légère de la Milice royale du Canada. Promu lieutenant de ce corps de réservistes en 1924, il se distingue à titre de milicien en peignant avec son frère, le major Louis-Georges, l'écusson officiel du régiment de Châteauguay. Le 14 avril 1925, Adrien Arcand épouse Yvonne Giguère. En 1927, Arcand devient membre perpétuel de la Société astronomique de France¹⁷ et remporte une bourse afin d'aller étudier en Europe¹⁸.

Adrien Arcand constate cependant que les journalistes de l'entre-deux-guerres gagnent un faible salaire pour effectuer de nombreuses heures de travail. Ils ont également peu de notoriété publique, car ils doivent souvent signer leurs articles sous un pseudonyme. Cet anonymat n'assure en effet aucune sécurité d'emploi pour les journalistes, car les patrons peuvent remplacer plus facilement un reporter inconnu du

¹⁶ Lucie Robert. « Jeanne Maubourg (1875-1953) : l'apprentissage de la modernité théâtrale », *Jeu : revue de théâtre*, Vol. 124, no. 3 (2007), p. 179. Parmi les membres du Théâtre intime, il y a Adrien Arcand, Camille Bernard, Fernande Bissonnette, Marie-Anne Brabant, Germaine Brière, Charles-Émile Brodeur, Olivier Carignan, Marcelle De Cotret, Marguerite Deliste, Georges-Léonce Fortin, Élixa Gareau, Armand Gauthier, Lucienne Gauthier, Claire Gervais, Sabine Girard, Irène Jolie, Léontine Laurendeau-Chaillé, Paul-Émile Leblanc, Armand Lefebvre, Marguerite Le Tourneau, Simone Martineau, Marcel Noël, Henri Letondel, Lucien Quintal, Marcel Ravreau, Charles Simard, Raymond Tanghe, Honoré Vaillancourt, Émile Verteuil et Muriel Walsh. C'est une certaine Berthe Dulude-Simpson qui a convaincu les membres du Théâtre intime de monter sur les planches. Elle désire former à Montréal une troupe permanente de comédiens amateurs.

¹⁷ David Phillips, *op. cit.*, p. 16; Hughes Théorêt. *La campagne antisémite d'Adrien Arcand d'après-guerre : 1945 à 1967*, *op. cit.*, pp. 39-40; Jean-François Nadeau, *op. cit.*, pp. 34-37; Martin Robin, *op. cit.*, pp. 82-83; Parti de l'unité nationale du Canada. *Adrien Arcand devant le tribunal de l'histoire : scandale à la Société Radio-Canada*, *op. cit.*, pp. 5-7; *Serviam* (janvier 1966), p. 11; *Serviam* (octobre et novembre 1966), p. 9.

¹⁸ Castell Hopkins. "Adrien, A.", *The Canadian Annual Review: 1927-1928*, Toronto, The Canadian Review Company Limited, 1927, p. 423.

grand public. Adrien Arcand adhère donc au mouvement syndical catholique afin de tenter d'améliorer les conditions de vie des journalistes¹⁹.

Arcand s'associe finalement en 1929 avec Hervé Gagné, un autre reporter de *La Presse*, pour fonder le Syndicat catholique des journalistes de Montréal. Arcand est aussitôt élu président de cette association syndicale. Le futur chef fasciste propose ensuite à ses collègues de venir assister à une réunion secrète, où il leur propose de s'accréditer auprès du Syndicat catholique des journalistes de Montréal. Cette réunion a lieu un samedi matin, car Arcand et Gagné veulent éviter que leurs patrons n'intriguent en vue d'empêcher la naissance de ce syndicat. Des mouchards ont cependant révélé en coulisses les intentions d'Arcand à Pamphile-Réal Du Tremblay, le propriétaire de *La Presse*²⁰. Le lundi matin suivant, le patron de ce quotidien rédige une missive dactylographiée à chacun de ses employés. Hervé Gagné et Adrien Arcand, les meneurs du syndicat catholique, reçoivent un avis de congédiement. Les autres journalistes sont sommés de signer une déclaration, selon laquelle ils promettent de ne plus entreprendre de démarche en vue de se syndiquer. Par crainte de subir le même sort qu'Arcand et

¹⁹ Cyrille Felteau. *Histoire de La Presse : le plus grand quotidien français d'Amérique, 1916-1984*, Montréal, La Presse, Vol. 2, p. 27 et p. 111; Jean-François Nadeau, *op. cit.*, p. 34 et p. 39.

²⁰ Cyrille Felteau, *op. cit.*, pp. 162-163; Jean-François Nadeau, *op. cit.*, pp. 37-40. Né le 5 mars 1879 à Sainte-Anne-de-la-Pérade, Pamphile Réal Du Tremblay devient avocat (8 juillet 1901) tout en assumant la présidence de nombreuses firmes oeuvrant dans les domaines des médias et des assurances. Il se marie en 1907 avec Angéline Berthiaume, la fille de Trefflé. Ce dernier est le propriétaire du journal *La Presse* (1894-1904, 1906-1915), mais décède en 1915. Trefflé Berthiaume lègue à son gendre Du Tremblay et à chacun de ses fils des parts de ses entreprises. Du Tremblay finit par assumer seul la présidence de la compagnie de publication *La Presse Limited* (de 1932 jusqu'à sa mort le 6 octobre 1955). Il est en outre directeur de plusieurs clubs libéraux montréalais. Il a aussi été élu député fédéral sous la bannière libérale dans Laurier-Outremont (1917-1921), avant d'être nommé conseiller législatif de la division de Sorel (3 janvier 1925 – 19 novembre 1942) et sénateur de la division de Repentigny (19 novembre 1942 – 6 octobre 1955). Assemblée nationale du Québec. *Pamphile-Réal Du Tremblay*, (page consultée le 3 mai 2011), [en ligne], adresse URL : <http://www.assnat.qc.ca/fr/patrimoine/anciens-parlementaires/du-tremblay-pamphile-real-145.html>; Assemblée nationale du Québec. *Trefflé Berthiaume*, (page consultée le 3 mai 2011), [en ligne], adresse URL : <http://www.assnat.qc.ca/fr/patrimoine/anciens-parlementaires/berthiaume-treffle-45.html>; Cyrille Felteau, *op. cit.*, pp. 95-96; Jean-François Nadeau, *op. cit.*, p. 32; « M^r. P.R. Du Tremblay, avocat : président du Club Papineau », *Album Universel*, Vol. 22, no. 1137 (3 février 1906), p. 1260.

Gagné²¹, l'ensemble des reporters de *La Presse* se résignent à apposer leur signature à cette déclaration²². Adrien Arcand décide à partir de ce moment-là de suspendre toute forme de contribution en faveur du Syndicat catholique des journalistes de Montréal. Il tient cependant à conserver son titre de président, car il refusera jusqu'à sa mort en 1967 de dissoudre cette organisation professionnelle dont il sera désormais le seul membre²³.

Pendant ce temps, l'imprimeur Joseph Ménard a déjà fondé le 28 avril 1929 *Le Miroir*, un journal du dimanche destiné à faire connaître le contenu de la pensée nationaliste canadienne-française à un public élargi²⁴. Il souhaite cependant depuis

²¹ Après son congédiement de *La Presse* en raison de ses activités syndicales, Hervé Gagné devient l'un des premiers directeurs de l'information de *L'illustration*, un journal conservateur. Jean-François Nadeau, *op. cit.*, pp. 37-40.

²² Cyrille Felteau, *op. cit.*, pp. 162-163; David Rome. *Clouds in the Thirties. On Antisemitism in Canada: 1929-1939*, Montréal, Canadian Jewish Congress, Vol. 1, p. 84; Hughes Théorêt. *La campagne antisémite d'Adrien Arcand d'après-guerre : 1945 à 1967*, *op. cit.*, pp. 39-40; Jean Côté, *op. cit.*, pp. 29-40; Martin Robin, *op. cit.*, pp. 82-83.

²³ Archives et Bibliothèque nationale du Québec (BANQ). Fonds de la famille Clément-Arthur Dansereau. *Lettre d'Arcand à Berthiaume*, 8 juillet 1935, 1 p.; Jean-François Nadeau, *op. cit.*, pp. 37-40.

²⁴ Cette pensée nationaliste canadienne-française a surtout été formulée par Henri Bourassa et Lionel Groulx. Selon ces derniers, les Canadiens français constituent en Amérique du Nord un peuple et une nation distincts depuis que les Britanniques ont envahi le Canada en 1763. D'après eux, l'existence de la nation canadienne-française est sans cesse remise en question, car elle est constituée d'un petit groupe de francophones et de catholiques qui vivent dans un continent habité par des millions d'anglophones et de protestants. Cependant, l'existence de la nation canadienne-française est de nouveau remise en question avec l'arrivée des entreprises anglo-américaines au Québec, qui détourneraient les ouvriers francophones de leur culture traditionnelle. Des milliers de Québécois ont en effet quitté la campagne pour venir travailler dans les usines et les commerces anglo-saxons de la ville. Les nationalistes canadiens-français prétendent ainsi que le gouvernement du Québec se fait le complice du capital anglo-saxon en permettant aux entrepreneurs anglophones d'exploiter les ouvriers canadiens-français. Les nationalistes canadiens-français suggèrent donc à leurs compatriotes de reprendre leur mode de vie traditionnel afin de redevenir les maîtres de leur destinée. Ils demandent donc au gouvernement provincial de mener des politiques en faveur de l'agriculture et de la colonisation, car ils prétendent que les Canadiens français constituent essentiellement un peuple de ruraux et de paysans et non un groupe d'ouvriers et de marchands urbains. Ils veulent enfin laisser à l'Église catholique le contrôle de l'ensemble des affaires sociales du Québec (santé, éducation, aide aux nécessiteux, loisirs, etc.), car ils affirment que le clergé va permettre au peuple canadien-français de retrouver son identité en continuant à lui transmettre ses valeurs traditionnelles et catholiques. Frédéric Boily. *La pensée nationaliste de Lionel Groulx*, Sillery, Septentrion, 2003, 229 p.; Gérard Bouchard. *Les deux chanoines : contradictions et ambivalence dans la pensée de Lionel Groulx*, Montréal, Boréal, 2002, 313 p.; Gilles Gougeon. *Histoire du nationalisme québécois : entrevues avec sept spécialistes*, Montréal, VLB éditeur, 1993, pp. 87-127; Jean-Pierre Gaboury. *Le nationalisme de Lionel Groulx : aspects idéologiques*, Ottawa, Université d'Ottawa, 1970, 226 p.; Michel Sarra-Bournet (dir.). *Les nationalismes au Québec du XIXe au XXIe siècle*, Saint-Nicolas, Presses

plusieurs mois fonder un journal satirique afin de rejoindre par la voie humoristique un lectorat différent de celui du *Miroir*. Ce journal satirique, qui porte le nom de *Goglu*, est diffusé à partir du 8 août 1929. Puis, à partir du 30 mars 1930, Ménard met également sur le marché la première édition du *Chameau*, un journal dont le contenu est encore plus vitriolique que celui du *Goglu*. Ménard a cependant besoin d'un journaliste expérimenté afin de publier des chroniques intéressantes et divertissantes pour ses lecteurs. Il embauche donc Adrien Arcand à titre de rédacteur en chef peu après son licenciement à *La Presse*. Arcand réussira l'exploit de rédiger presque à lui seul la plupart des articles des trois médias détenus par Joseph Ménard²⁵.

En outre, en novembre 1929, Ménard fonde un mouvement patriotique afin que des militants dévoués puissent concrétiser les idées de ses journaux²⁶. Il baptise ce mouvement du nom d'Ordre patriotique des goglus et demande à Adrien Arcand d'en assumer la direction. Arcand parvient rapidement à persuader un grand nombre d'abonnés de faire partie de l'Ordre patriotique des goglus, un groupe de pression ayant comme objectif de convaincre les politiciens d'aller en direction de l'intérêt des Canadiens français. Ces membres, qui se donnent eux-mêmes le nom de « goglus », peuvent appuyer n'importe quelle formation politique, en autant que celle-ci a un programme électoral dont le contenu répond réellement aux besoins du peuple canadien-français. Arcand se donne donc officiellement le droit de retirer son appui à un parti

de l'Université Laval, 2001, 364 p.; Susan Mann Trofimenkoff. *Visions nationales : une histoire du Québec*, Toronto, Éditions du Trécarré, 1986, pp. 315-357.

²⁵ David Rome. *Clouds in the Thirties. On Antisemitism in Canada: 1929-1939*, Montréal, Canadian Jewish Congress, 1977, Vol. 1, p. 84; Jean-François Nadeau, *op. cit.*, p. 40; Martin Robin, *op. cit.*, p. 83; René Durocher, *op. cit.*, p. 73.

²⁶ David Rome. *Clouds in the Thirties. On Antisemitism in Canada: 1929-1939*, Montréal, Congrès juif canadien, 1977, Vol. 1, pp. 85-86; Lita-Rose Betcherman, *op. cit.*, p. 5.

politique s'il juge que celui-ci devient nuisible pour la patrie canadienne-française²⁷. La mise sur pied de trois journaux et d'un mouvement politique permet à Arcand de se faire connaître sur la scène publique québécoise. Les résultats de cette stratégie politique sont palpables : il parvient toujours à remplir les salles à pleine capacité lorsqu'il tient ses premières assemblées publiques²⁸.

Cependant, tout change à partir de l'affaire des écoles juives en mars 1930. Les Juifs de Montréal demandent alors au gouvernement provincial de constituer leur propre réseau d'écoles au sein du système éducatif public québécois. Athanase David, le secrétaire provincial²⁹, dépose aussitôt un projet de loi allant dans ce sens. Arcand est contre ce projet de loi, car il prétend que le monde scolaire québécois ne serait plus chrétien si un réseau juif était inséré à l'intérieur du système public éducatif. Adrien Arcand décide alors de mener des études pour en apprendre davantage au sujet du peuple juif. C'est ainsi qu'il se met à lire la documentation d'Henry Hamilton Beamish, d'Arnold Spencer Leese³⁰ et de sir Oswald Mosley³¹, qui sont tous trois des antisémites

²⁷ Adrien Arcand. *Chrétien ou Juif? (Les Juifs forment-ils une « minorité » et doivent-ils être traités comme tels dans la province de Québec?)*, Montréal, Adjutor Ménard éditeur, 1930, pp. 16-17, p. 42; David Rome. *Clouds in the Thirties. On Antisemitism in Canada : 1929-1939*, Montréal, Congrès juif canadien, 1977, Vol. 1, p. 87; Jean-François Nadeau, *op. cit.*, p. 51; Martin Robin, *op. cit.*, p. 85; Réal Caux, *op. cit.*, p. 40; Stéphane Morisset, *op. cit.*, p. 4.

²⁸ David Rome. *Clouds in the Thirties. On Antisemitism in Canada : 1929-1939*, Montréal, Congrès juif canadien, 1977, Vol. 1, p. 89; Jean-François Nadeau, *op. cit.*, p. 52.

²⁹ Né à Montréal en 1882, Athanase David devient avocat (7 juillet 1905) avant d'être élu député libéral provincial dans Terrebonne (1916-1936) et d'être nommé secrétaire provincial (25 août 1919 – 27 juin 1936). Il ne s'est pas représenté lors des élections de 1936, mais il a été réélu dans le comté de Terrebonne en 1939. Il démissionne cependant de son poste pour devenir sénateur de la division de Sorel (du 14 février 1940 jusqu'à sa mort en 1953). Assemblée nationale du Québec. *Athanase David*, (page consultée le 10 mai 2012), [en ligne], adresse URL : <http://www.assnat.qc.ca/fr/deputes/david-athanase-2771/biographie.html>.

³⁰ Né en 1878, Arnold Spencer Leese s'enrôle durant la Première Guerre mondiale au sein du *Royal Army Veterinary Corps*, car il est un expert dans le traitement des maladies contractées par les chameaux. Leese fonde ensuite l'*Imperial Fascist League* (1928) afin de lutter contre la supposée influence des Juifs dans le *Commonwealth*. Il meurt en 1956. Jean-François-Nadeau, *op. cit.*, p. 70; John E. Morell. *Arnold Leese : His Life and Work, His Ideas and His Place in British Fascism*, mémoire de maîtrise, University of Sheffield, 1975; Lita-Rose Betcherman, *op. cit.*, p. 12; Martin Robin, *op. cit.*, pp. 103-104; Robert Marshall Gorman.

britanniques notoires. Arcand entre aussitôt en contact avec ces gens. C'est à partir de ce moment-là qu'Adrien Arcand intègre des éléments antisémites à sa pensée nationaliste canadienne-française. Ainsi, il n'accusera plus seulement le gouvernement de trahir les intérêts de la nation canadienne-française. Il prétendra également que ce gouvernement est un instrument de la « Juiverie internationale »³².

À partir de 1931, Adrien Arcand déclare à de nombreuses reprises qu'aucun des partis politiques existant actuellement au Québec et au Canada ne représente réellement les intérêts des Canadiens français. Par ailleurs, ses correspondants issus de l'Internationale fasciste l'informent à propos de la doctrine et des récents succès électoraux d'Adolf Hitler. Arcand est séduit par ce mouvement allemand, mais il souhaite en apprendre davantage avant de l'adopter définitivement. Il invite donc Kurt Ludecke, l'émissaire du NSDAP en Amérique du Nord, à venir le rencontrer à l'automne 1932. Ce dernier lui conseille tout d'abord de fonder son propre parti politique afin de pouvoir lui-même mettre en branle ses idées antisémites. Il lui assure par la suite qu'il recevrait régulièrement du matériel de propagande nazi de l'Allemagne. Arcand est ravi de cette

Swastika over England: The Life and Thought of Arnold Spencer Leese, mémoire de maîtrise, Georgia College, 1975, 143 p.

³¹ Né en 1896 à Londres, Sir Oswald Mosley est déployé en France durant la Première Guerre mondiale au sein du 16^e régiment des *Lancers* et auprès de la *Royal Flying Corps*. Démobilisé, il se lance en politique en se faisant élire député conservateur (1918-1922), puis député indépendant (1922-1924) dans le comté d'Harrow. Il se joint ensuite au Parti travailliste (1924), pouvant ainsi faire partie du gouvernement de Ramsey Macdonald (1929-1931). Il propose à ce dernier un plan de reconstruction nationale afin de relancer l'économie de la Grande-Bretagne, mais Macdonald le rejette. Mosley quitte alors le Parti travailliste et fonde le *New Party* en février 1931. Mosley est par la suite séduit par le modèle politique mussolinien et fonde la *British Union of Fascists* (octobre 1932). Il tente d'instaurer un régime politique fasciste en Grande-Bretagne, mais il se fait incarcérer en mai 1940 pour avoir contrevenu à l'article 18B des *Règlements concernant la défense de la Grande-Bretagne*. Libéré en 1943 pour des raisons de santé, Mosley se fera jusqu'à sa mort en 1980 le champion de la cause néofasciste au Royaume-Uni. Jan Dalley. *Un fascisme anglais : 1932-1940, l'aventure politique de Diana et Oswald Mosley*, Paris, Autrement, 2001, 391 p.; Robert Benewick. *The Fascist Movement in Britain*, London, The Penguin Press, 1972, 339 p.; Stephen M. Cullen. *The British Union of Fascists, 1932-1940: Ideology, Membership and Meetings*, mémoire de maîtrise, University of Oxford, 1987.

³² Adrien Arcand. *Chrétien ou Juif?*, op. cit., pp. 7-8.

entrevue, car il devient à partir de cet instant un nazi convaincu. Il tentera ensuite tout le long de sa vie d'implanter le national-socialisme au Canada en alliant cette doctrine avec celles de l'antisémitisme et du nationalisme canadiens-français³³.

Les Judéo canadiens et plusieurs regroupements politiques protestent vivement contre cette attitude raciste du chef des goglus. L'imprimerie du *Goglu* est maintes fois vandalisée, tandis qu'Adrien Arcand et Joseph Ménard se font poursuivre à de nombreuses reprises pour cause de diffamation³⁴. Ménard ne dispose pas des moyens financiers suffisants pour faire face à cette situation et il doit donc déclarer faillite en mars 1933³⁵.

Le 22 février 1934, le mouvement d'Adrien Arcand renaît de ses cendres lorsque ce dernier fonde le Parti national social chrétien (PNSC). Ce parti politique adopte comme emblème la croix gammée et véhicule un antisémitisme exacerbé³⁶. Par exemple, lors de son premier discours en tant que chef du PNSC, Arcand promet d'ordonner la déportation de tous les Judéo canadiens à la Baie d'Hudson dans de « confortables traîneaux à chiens [notre traduction]³⁷ » s'il est porté au pouvoir.

De 1934 à 1937, Adrien Arcand parvient à recruter plusieurs centaines de membres au sein de son organisation. Il s'attire tout d'abord l'attention des grands médias canadiens en faisant régulièrement des déclarations fracassantes et en ordonnant à ses

³³ Réal Caux, *op. cit.*, p. 43; Richard A. Jones. « Le Führer canadien », *Horizon Canada*, Vol. 5, no. 60, pp. 1432-1433.

³⁴ Parti de l'unité nationale du Canada. *Adrien Arcand devant le tribunal de l'histoire : scandale à la Société Radio-Canada*, *op. cit.*, p. 8; Robert Rumilly. *Pages d'histoire politique*, Montréal, Ligue de l'autonomie des provinces.

³⁵ David Rome. *Clouds in the Thirties. On Antisemitism in Canada: 1929-1939*, Montréal, Congrès juif canadien, 1977, Vol. 1, pp. 86-87.

³⁶ David Rome. *Clouds in the Thirties. On Antisemitism in Canada: 1929-1939*, Montréal, Congrès juif canadien, 1977, Vol. 1, p. 87; David Rome. *Clouds in the Thirties. On Antisemitism in Canada : 1929-1939*, Montréal, Congrès juif canadien, 1978, Vol. 5, p. 3; Rollande Montsion, *op. cit.*, p. 5.

³⁷ Lita-Rose Betcherman, *op. cit.*, p.38; Richard A. Jones, *loc. cit.*, p. 1433.

troupes de livrer de véritables combats de rue contre les groupes communistes. Cette montée en puissance du Parti national social chrétien fait peur à bien des Canadiens. Ils sont d'ailleurs de plus en plus nombreux à se demander si Arcand ne serait éventuellement pas prêt à commettre des actes de sabotage en vue d'aider son mentor Hitler à envahir le Canada³⁸.

Face à ce désaveu croissant de la population à son endroit, Arcand commence à être contesté par ses propres troupes. En effet, en mai 1938, onze de ses cadres quittent le PNSC afin de protester contre la conduite de leur ancien chef. Ils l'accusent tout d'abord de ne plus consulter ses principaux lieutenants avant de prendre ses décisions. Ils affirment ensuite qu'il procure des avantages indus à ses parents et à ses proches amis. Ils s'inquiètent également de le voir se compromettre aussi dangereusement avec un régime nazi condamné par l'Église. Ils préféreraient plutôt voir le Parti national social chrétien se rapprocher de l'Italie de Benito Mussolini³⁹, car ce dernier est parvenu à instaurer un régime fasciste tout en restaurant la souveraineté temporelle du Vatican. Ces dissidents désirent enfin voir le Québec disposer de plus d'autonomie politique à l'intérieur du

³⁸ David Rome. *Clouds in the Thirties. On Antisemitism in Canada : 1929-1939*, Montréal, Congrès juif canadien, 1978, Vol. 5, p. 20; Lita-Rose Betcherman, *op. cit.*, pp. 117-118; Richard A. Jones, *loc. cit.*, pp. 1433-1434.

³⁹ Né à Predappio en 1883, Benito Mussolini émigre en Suisse afin de trouver du travail (1902-1910). Il milite alors auprès des groupes de gauche en étant chroniqueur à *L'Avvenire del Lavoratore*, qui est l'organe des socialistes italo-helvétiques. Mussolini s'enrôle ensuite dans l'armée italienne (septembre 1915) avant de fonder le Parti fasciste italien (mars 1919). Il obtient ensuite du roi Victor-Emmanuel III les pleins pouvoirs afin de former un nouveau gouvernement (1922). Il relance aussitôt l'économie italienne et fait la paix avec l'Église en signant avec la papauté les accords du Latran (11 février 1929). Il s'attire cependant l'ire des puissances démocratiques en envahissant l'Éthiopie (1935-1936) et l'Albanie (1939). Il signe le Pacte d'acier avec l'Allemagne et le Japon (1939) pour vaincre l'isolement diplomatique de son pays. En juin 1940, Mussolini déclare la guerre à la France et à ses alliés, mais l'armée italienne subit de nombreuses défaites (1940-1943). Il doit ensuite signer un armistice après le débarquement des Alliés en Sicile (juillet 1943). Les Allemands tentent bien par la suite de le placer à la tête de la république de Salò (1943-1945), mais il est finalement tué par des résistants italiens (1945). BBC HISTORIC FIGURES. *Benito Mussolini (1883-1945)*, (page consultée le 13 décembre 2010), [en ligne], adresse URL : http://www.bbc.co.uk/history/historic_figures/mussolini_benito.shtml

Canada, alors qu'Adrien Arcand est un monarchiste et un fédéraliste centralisateur. Toutes ces tensions ont conduit ces onze cadres à quitter avec fracas le Parti national social chrétien. Arcand réplique le 20 mai 1938 en envoyant un communiqué à l'ensemble de ses militants. Il leur indique que ces onze personnes seraient exclues de son parti si elles ne se rétractaient pas immédiatement. Seulement cinq des onze bannis ont accepté de se soumettre à la volonté d'Adrien Arcand. Les six autres ont été chassés du PNSC⁴⁰.

Comprenant finalement qu'il doit cesser de s'affilier aussi ouvertement à un pays contre qui l'Occident craint une guerre imminente, Arcand délaisse certains éléments reliés à la symbolique nazie en fondant une nouvelle formation politique. Celle-ci portera à partir du 4 juillet 1938 le nom de Parti de l'unité nationale du Canada (PUNC). Il invite pour cela l'ensemble des chefs fascistes du Canada anglais à se joindre à sa cause en fusionnant chacun de leurs mouvements d'extrême-droite sous la bannière du PUNC⁴¹.

Le PUNC a comme devise « Le Canada aux Canadiens ». Cette formation politique préconise le corporatisme, la coopération entre les classes sociales, l'abolition des partis politiques, la reconnaissance officielle du christianisme et la loyauté au roi⁴². Arcand décide également de faire remplacer le svastika par une torche enflammée. Ces changements d'ordre cosmétiques par rapport au programme électoral du Parti national social chrétien ne dupent personne. La plupart des Canadiens demeurent persuadés

⁴⁰ Archives du Congrès juif canadien. Fonds Adrien Arcand. *Memorandum*, p. 4; Archives publiques du Canada. Fonds Adrien Arcand. MG30D91, Vol. 3, *Appendice II*, 1 p.; David Rome. *Clouds in the Thirties. On Antisemitism in Canada : 1929-1939*, Montréal, Congrès juif canadien, 1977, Vol. 1, p. 85; Lita-Rose Betcherman, *op. cit.*, p. 116; Richard A. Jones, *loc. cit.*, p. 1434.

⁴¹ David Rome. *Clouds in the Thirties. On Antisemitism in Canada : 1929-1939*, Montréal, Congrès juif canadien, 1978, Vol. 5, p. 16; Parti de l'unité nationale du Canada. *Adrien Arcand devant le tribunal de l'histoire : scandale à la Société Radio-Canada*, *op. cit.*, p. 9; Réal Caux, *op. cit.*, p. 47; Richard A. Jones, *loc. cit.*, p. 1432; Robert Rumilly. *Histoire de la province de Québec*, Montréal, Fides, 1968, Tome XXXVII : premier gouvernement Duplessis, p. 112.

⁴² Martin Robin, *op. cit.*, pp. 232-233.

qu'Adrien Arcand et ses troupes sont toujours à la solde de l'Allemagne nazie. Voilà pourquoi chaque réunion du PUNC est toujours accompagnée d'un vif mouvement de protestation de la part de nombreux groupes de citoyens canadiens⁴³.

Puis, le 3 septembre 1939, la France et le Royaume-Uni déclarent la guerre à l'Allemagne. Sept jours plus tard, le Canada décide lui aussi de déclencher les hostilités contre le III^e Reich afin de prêter main-forte à la Grande-Bretagne. Toutes les personnes ayant milité en faveur des idées fascistes au Canada durant les années 1930 sont soupçonnées de pactiser avec l'ennemi. Voilà pourquoi des centaines de Germano canadiens et d'Italo canadiens ont été arrêtés et jetés en prison en vertu de la Loi sur les mesures de guerre et des Règlements concernant la défense du Canada. Pendant ce temps, des agents de la GRC demandent dès le début des hostilités à Adrien Arcand de cesser de mener des activités politiques en temps de guerre. Arcand respecte durant quelques mois cette consigne des policiers, mais il ne peut ensuite s'empêcher de prononcer des discours clandestins dans les maisons de ses partisans⁴⁴.

Au printemps 1940, des citoyens se regroupent un peu partout à travers le Canada afin de former des groupes de surveillance. Ces gens accusent en effet les membres du PUNC de fournir des renseignements stratégiques à l'ennemi en temps de guerre. Le gouvernement fédéral se doit d'intervenir. Le 23 mai 1940, des agents de la GRC saisissent dans les locaux du PUNC l'ensemble de la correspondance entretenue par Arcand avec les leaders fascistes étrangers. Ces agents emplissent ainsi six camions de biens ayant appartenu au Parti de l'unité nationale du Canada. Le 27 mai 1940, 10 000 personnes manifestent sur la colline parlementaire à Ottawa afin de demander au

⁴³ Richard A. Jones, *loc. cit.*, p. 1431; Time-Life. *Fascist Meet*, (page consultée le 31 janvier 2013), [en ligne], adresse URL : <http://www.time.com/time/magazine/article/0,9171,760011,00.html?iid=chix-sphere>.

⁴⁴ David Phillips, *op. cit.*, p. 574; Richard A. Jones, *loc. cit.*, p. 1435; *Serviam* (janvier 1966), p. 11.

gouvernement la mise en détention de l'ensemble des militants fascistes au pays. Trois jours plus tard, la GRC arrête Arcand et vingt-six de ses principaux lieutenants⁴⁵. Puis, le 6 juin 1940, Ernest Lapointe, le ministre fédéral de la Justice, déclare illégal le fait de militer ou de tenir des réunions en faveur du Parti de l'unité nationale du Canada. Lapointe suspend ensuite le 21 juin le procès d'Arcand et incarcère un certain nombre de fascistes canadiens au camp de Petewawa. Il explique ce geste en déclarant s'assurer que les fascistes canadiens ne commettront pas de gestes illégaux durant le conflit si leurs chefs sont emprisonnés. Il promet ensuite que le procès d'Adrien Arcand se poursuivra après la guerre afin que ce dernier soit formellement condamné⁴⁶.

Finalement, malgré les protestations d'un grand nombre de citoyens et d'organisations syndicales⁴⁷, le gouvernement fédéral décide en 1945 de libérer Arcand et

⁴⁵ Stéphane Morisset, *op. cit.*, pp. 78-80. Du 30 mai au 4 juin 1940, dix lieutenants d'Arcand sont arrêtés. Il s'agit d'Henri Arcand, Maurice Scott, Noël Décarie, G.R. Barck, Paul Giguère, Marius Gatien, Hughes Clément, Joseph C. Farr, John Lorimer et Léo Brunet.

⁴⁶ Hughes Théorêt. *La campagne antisémite d'Adrien Arcand d'après-guerre : 1945 à 1967*, *op. cit.*, pp. 74-77; "Jail for Duration Urged for Guilty Fifth Columnists", *The Montreal Standard* (1^{er} juin 1940), 1 p.; *Le fascisme au Canada et au Québec*, (page consultée le 7 mars 2006), [en ligne], adresse URL : http://history.cbc.ca/history/?Mival=EpicContent.html/&series_id=1&episode_id=13&chapter_id=5&page_id=3&lang=F; Lita-Rose Betcherman. *The Swastika and the Maple Leaf. Fascist Movements in the Thirties*, *op. cit.*, p. 146; OTTAWA, DOMINION DU CANADA. *Compte-rendu officiel des débats de la Chambre des communes : sixième session, dix-huitième législature et Première session, Dix-neuvième législature : 4 George VI, 1940*, Ottawa, Edmond Cloutier, 1940, p. 280; OTTAWA, DOMINION DU CANADA. *Compte-rendu officiel des débats de la Chambre des communes : sixième session, dix-huitième législature et première session, dix-neuvième législature : 4 George VI, 1940*, Ottawa, Edmond Cloutier, 1940, pp. 1284-1285; Parti de l'unité nationale du Canada. *Adrien Arcand devant le tribunal de l'histoire : scandale à la Société Radio-Canada*, *op. cit.*, pp. 37-39; Robert Rumilly. *Pages d'histoire politique*, *op. cit.*; W. Stewart Wallace. "Arcand, Adrien (1900-1967)", *The Macmillan Dictionary of Canadian Biography*, Toronto, Macmillan of Canada, 1978, p. 20.

⁴⁷ En ordre chronologique : Archives nationales du Canada. *Lettre de Sara Ronttenberg à Louis-Stephen Saint-Laurent*, 5 juillet 1945, 1 p.; *Lettre de P.M. Anderson à A.T. Whelan et à Louis-Stephen Saint-Laurent*, 6 juillet 1945, 1 p.; *Lettre de P.M. Anderson à A.T. Whelan*, 9 juillet 1945, 1 p.; *Lettre de A.G. Shultz à Mackenzie King*, 12 juillet 1945, 1 p.; *Lettre de L. Wood à Mackenzie King*, 13 juillet 1945, 1 p.; *Lettre de W.J. Robson à Louis-Stephen Saint-Laurent*, 13 juillet 1945, 1 p.; *Mémoire de P. Acland au Bureau du Premier ministre du Canada*, 14 juillet 1945, 1 p.; *Télégramme du Shipyard General Workers Federation of British-Columbia*, 18 juillet 1945, 1 p.; *Lettre de F.P. Varcoe à W.J. Robson*, 19 juillet 1945, 1 p.; *Lettre de J.H. Poirier à Pat Conroy*, 19 juillet 1945, 1 p.; *Mémoire de R.F. à Varcoe*, 19 juillet 1945, 1 p.; *Lettre de J.L. Kidd à Louis-Stephen Saint-Laurent*, 20 juillet 1945, 1 p.; *Mémoire de R.G. Robertson au Bureau du Premier ministre du Canada*, 20 juillet 1945, 1 p.; *Lettre du colonel H.L. Cameron à Malcolm MacLeod*,

d'abandonner toute forme de poursuites judiciaires intentées contre lui. Adrien Arcand peut également continuer à mener ses activités politiques, car les tribunaux et le gouvernement statuent qu'il est redevenu légal de militer en faveur d'un mouvement fasciste au Canada après la Seconde Guerre mondiale⁴⁸.

Arcand remet donc sur pied le Parti de l'unité nationale du Canada le 9 novembre 1947⁴⁹. Il publie aussi de temps à autre des journaux mensuels, mais il ne dispose plus de

21 juillet 1945, 1 p.; *Lettre de A.P. Burke à Mackenzie King*, 23 juillet 1945, 1 p.; *Lettre de E.F. Liesmer à Mackenzie King*, 23 juillet 1945, 1 p.; *Mémoire de F.P.V. à Monsieur Forsyth*, 23 juillet 1945, 1 p.; *Télégramme des Boilermakers and Iron Shipbuilders Union à A.G.L. McNaughton*, 24 juillet 1945, 1 p.; *Télégramme des Boilermakers and Iron Shipbuilders Union à Louis-Stephen Saint-Laurent*, 24 juillet 1945, 1 p.; *Télégramme des Boilermakers and Iron Shipbuilders Union à Mackenzie King*, 24 juillet 1945, 1 p.; *Lettre de R.G. Robertson à A.P. Burke*, 25 juillet 1945, 1 p.; *Lettre du colonel H.L. Cameron à William L. White*, 25 juillet 1945, 1 p.; *Télégramme des Shipwrights Joiners and Caulkers Independant Union à Louis-Stephen Saint-Laurent*, 25 juillet 1945, 1 p.; *Lettre de F.P. Varcoe à William L. White*, 26 juillet 1945, 1 p.; *Lettre du colonel H.L. Cameron à J.W. Marvins*, 26 juillet 1945, 1 p.; *Mémoire de R.G. Robertson au Bureau du Premier ministre du Canada*, 26 juillet 1945, 1 p.; *Télégramme du West Laurier Club à Louis-Stephen Saint-Laurent*, 26 juillet 1945, 1 p.; *Lettre de F.P. Varcoe à A.G. Schultz*, 27 juillet 1945, 1 p.; *Lettre de F.P. Varcoe au Labour Progressive Party*, 27 juillet 1945, 1 p.; *Lettre de George H. Brown à Louis-Stephen Saint-Laurent*, 30 juillet 1945, 1 p.; *Lettre de Pat Conroy à Louis-Stephen Saint-Laurent*, 30 juillet 1945, 1 p.; *Lettre de A. Bilecki à Louis-Stephen Saint-Laurent*, 31 juillet 1945, 1 p.; *Lettre de F.P. Varcoe à P. Conroy*, 1^{er} août 1945, 2 p.; *Lettre de A.W. Whitelaw à F.P. Varcoe*, 2 août 1945, 1 p.; *Lettre de F.P. Varcoe à A. Bilecki*, 6 août 1945, 1 p.; *Lettre de F.P. Varcoe à A.W. Whitelaw*, 6 août 1945, 1 p.; *Lettre de E. Miall à George H. Brown*, 9 août 1945, 1 p.; *Lettre du colonel H.L. Cameron à George H. Brown*, 10 août 1945, 1 p.; *Lettre de A. Dewhurst à Louis-Stephen Saint-Laurent*, 17 août 1945, 2 p.; *Lettre de J.H. Matthews à Mackenzie King*, 17 août 1945, 1 p.; *Télégramme de G.M. Morrison à Louis-Stephen Saint-Laurent*, 17 août 1945, 1 p.; *Lettre de H.L. Raketti à Louis-Stephen Saint-Laurent*, 18 août 1945, 1 p.; *Lettre de J.M. Smith à Lapointe*, 18 août 1945, 2 p.; *Télégramme du Comité exécutif du Club Ouellette au Parti ouvrier-progressiste à Mackenzie King*, 18 août 1945, 1 p.; *Lettre de William Briggs à Mackenzie King*, 19 août 1945, 1 p.; *Lettre de l'International Woodworkers of America – C.I.O. of Ladies Auxiliaries à Mackenzie King*, 20 août 1945, 3 p.; *Lettre d'Otto Koskinen à Louis-Stephen Saint-Laurent*, 20 août 1945, 1 p.; *Lettre de Harold Pritchell à Louis-Stephen Saint-Laurent*, 22 août 1945, 1 p.; *Lettre de F.P. Warcoe à Otto Koskinen*, 23 août 1945, 1 p.; *Télégramme du UMWA à Louis-Stephen Saint-Laurent*, 22 août 1945, 1 p.; *Lettre à Otto Koskinen*, 23 août 1945, 1 p.; *Mémoire de R.G. Robertson au Premier ministre du Canada*, 23 août 1945, 1 p.; *Mémoire de R.G. Robertson au Bureau du Premier ministre du Canada*, 24 août 1945, 1 p.; *Lettre de R.G. Robertson à Louis-Stephen Saint-Laurent*, 25 août 1945, 1 p.; *Lettre de J.L. Gibson à Louis-Stephen Saint-Laurent*, 27 août 1945, 1 p.; *Lettre de W.J. Robson à Louis-Stephen Saint-Laurent*, 27 août 1945, 1 p.; *Lettre de R.G. Robertson à Harold Pritchett*, 28 août 1945, 1 p.; *Lettre de R. Loraas à King*, 30 août 1945, 2 p.; *Lettre de M.M. Maclean à F.P. Varcoe*, 31 août 1945, 2 p.; *Resolution on Adrien Arcand by A.P. Burke*, 1 p.

⁴⁸ « Fascisme d'Adrien Arcand pas mort au Québec », *Vrai*, Vol. 2, no. 18 (18 février 1956), p. 12; Jacques Hébert. « Arcand », *Vrai* (3 mars 1956), p. 3; Stuart Keate. *Interview at Lanoraie*, (page consultée le 5 juin 2007), [en ligne], adresse URL : <http://www.time.com/time/magazine/article/0,9171,934140,00.html>.

⁴⁹ Archives du Congrès juif canadien. *Mémoire de Saul Hayes et de J.H. Fine à H.M. Caiserman*, 12 novembre 1947, 1 p.; Jean-François Nadeau, *op. cit.*, pp. 283-285.

l'audience et des moyens financiers de naguère. Ses journaux et sa formation politique n'existent que d'une manière irrégulière et épisodique. Plusieurs dizaines de fidèles continuent cependant à militer en faveur de ses idées, allant même jusqu'à organiser les campagnes électorales des politiciens qui ont sa faveur⁵⁰. Arcand tente lui-même à deux reprises de se faire élire à titre de député fédéral indépendant en 1949 et en 1953. Il finit à chaque fois deuxième à l'issue du scrutin⁵¹. Après ces tentatives électorales infructueuses, Adrien Arcand parvient quelquefois à s'attirer l'attention des journalistes lorsqu'il prononce des discours devant ses militants à la fin des années 1950 et au début des années 1960. Le chef du PUNC meurt finalement d'un cancer le 1^{er} août 1967⁵².

Cette courte biographie d'Arcand fait consensus au sein de la communauté historique. Les historiens ont cependant des interprétations divergentes lorsqu'ils traitent de cinq sujets controversés. Nous allons regrouper à l'intérieur de chacune de ces cinq thématiques le point de vue des historiens ayant étudié les organisations d'Arcand, avant de soutenir le nôtre.

Rapport-gratuit.com 
LE NUMERO 1 MONDIAL DU MÉMOIRES

⁵⁰ « Adrien Arcand n'a pas abandonné ses combats », in *Almanach Éclair*, Montréal, Distributions Éclair Limitée, juillet 1956 – juillet 1957, pp. 167-168; Archives nationales du Canada. Fonds Adrien Arcand; David Phillips, *op. cit.*, p. 231, pp. 627-629; Françoise Côté. « Fasciste d'un autre âge : Adrien Arcand », *Le Magazine MacLean*, Vol. 1 (mars 1961), p. 47; Parti de l'unité nationale du Canada. *Adrien Arcand devant le tribunal de l'histoire : scandale à la Société Radio-Canada*, *op. cit.*, p. 15.

⁵¹ "Adrien Arcand Rides Again!", *Vrai*, Vol. 2, no. 37 (30 juin 1956), p. 2; Lita-Rose Betcherman. *The Swastika and the Maple Leaf. Fascist Movements in the Thirties*, *op. cit.*, p. 146; Parti de l'unité nationale du Canada. *Adrien Arcand devant le tribunal de l'histoire : scandale à la Société Radio-Canada*, *op. cit.*, p. 15.

⁵² Archives du Congrès juif canadien. Fonds Adrien Arcand. *A History of the Meeting Hold by the Parti de l'Unité nationale on the 3rd April at the Botanical Garden Avenue Pie IX Montréal*, 3 p.; Archives du Congrès juif canadien. *Lettre d'Allan Bronfman à Saul Hayes le 6 avril 1966*, 1 p.; David Phillips, *op. cit.*, pp. 623-624; Jean Côté, *op. cit.*, p. 15 et p. 180; Jean-François Nadeau, *op. cit.*, p. 339; « Les derniers hommages rendus à Adrien Arcand », *Journal de Montréal* (5 août 1967); Parti de l'unité nationale du Canada. *Adrien Arcand devant le tribunal de l'histoire : scandale à la Société Radio-Canada*, *op. cit.*, pp. 15-16; Richard A. Jones, *loc. cit.*, p. 1435; Stanley R. Barrett, *loc. cit.*, p. 353.

1.1 ADRIEN ARCAND, L'AMI DES NATIONALISTES CANADIENS-FRANÇAIS

Comme nous le soutiendrons au cours du prochain chapitre, Adrien Arcand est tout d'abord un nationaliste canadien-français lorsqu'il commence à exercer son métier de journaliste. En effet, les gens qui l'initient à la politique durant les années 1920 sont des nationalistes canadiens-français aussi notoires que Victor Barbeau, Ubald Paquin, Édouard Montpetit, le notaire Victor Morin, les frères Chauvin, Léon Lorrain, le juge Édouard Fabre-Surveyer, le Dr Philippe Panneton, Armand Lavergne et Louis Francoeur⁵³. Leurs convictions nationalistes ont grandement influencé celles d'Arcand, car ce dernier conservera plus tard la plupart de leurs idées lorsqu'il adoptera un discours antisémite et fasciste. Cela signifierait-il que les nationalistes canadiens-français auraient eu des sympathies envers le mouvement des goglus? La réponse à cette question diffère beaucoup d'un auteur à l'autre.

Selon Pierre Trépanier, l'Église catholique et les nationalistes francophones souhaitent maintenir en place les institutions parlementaires britanniques, car la Chambre des communes est la seule assemblée décisionnelle où les Canadiens français peuvent exprimer leurs préoccupations face à l'occupant britannique. Par conséquent, les nationalistes canadiens-français cessent d'appuyer Arcand à partir du moment où ce dernier souhaite remplacer le Parlement d'Ottawa par un Grand conseil fasciste. Ces nationalistes prétendent également que les francophones auraient encore moins de sièges au Grand conseil fasciste qu'ils n'en ont déjà à la Chambre des communes⁵⁴.

⁵³ David Phillips. *Lettre d'Arcand au chanoine G. Panneton*, 4 novembre 1965, p. 327; Jean Côté, *op. cit.*, p. 59; John Offenbeck, *op. cit.*, p. 9.

⁵⁴ Pierre Trépanier. « La religion dans la pensée d'Adrien Arcand », *loc. cit.*, p. 224.

De son côté, Antonin Dupont souligne qu'Arcand devrait naturellement être l'allié des groupes conservateurs et clérico-nationalistes, car il est tout comme eux critique face au gouvernement de Louis-Alexandre Taschereau. Les clérico-nationalistes se méfient cependant d'Arcand, car ils déplorent les méthodes douteuses employées par ce dernier afin de véhiculer ses opinions. Par exemple, le 10 décembre 1932, l'abbé Édouard Lavergne écrit dans son journal *La Bonne Nouvelle* :

M. Taschereau n'aime pas *Le Goglu*. Certes les méthodes du *Goglu* sont loin d'être convenables. Traiter le Premier ministre de « hareng boucané », le caricaturer avec une tête d'abruti, des gigues de dégénérés alcooliques, ne prouvent rien et ne peut produire aucun bien. J'ai déjà eu l'occasion d'en dire toute ma pensée, et jusqu'à quel point je réproouve de tels procédés. ... Il est peu probable que les sorties de M. Taschereau contre les « bouts d'encyclique », et *L'Action catholique* aux flancs de laquelle il colle *Le Goglu* contribuent à glorifier son sens catholique, et sa juste appréciation des valeurs. Elles n'ajouteront rien à sa réputation d'homme aux discours honnêtes⁵⁵.

Réal Caux ajoute même que les nationalistes canadiens-français remettent en question l'intégrité d'Arcand. C'est le cas notamment de Paul Bouchard⁵⁶, qui accuse Arcand d'être à la solde de l'Allemagne nazie⁵⁷.

Le politologue Martin Robin et l'anthropologue Stanley R. Barrett ont pour leur part repris les conclusions du sociologue Everett Cherrington Hughes, dans son étude de

⁵⁵ Antonin Dupont. *Taschereau*, Montréal, Guérin, 1997, pp. 23-24.

⁵⁶ Paul Bouchard. « Adrien Arcand, rastaquouère et cabotin », *La Nation*, no. 37 (22 octobre 1936), p. 1. Né à Québec en 1908, Paul Bouchard étudie le Droit à Oxford après avoir remporté une Bourse *Rhodes* (1931-1934). Durant son séjour européen, il est séduit par les mouvements fascistes et se met à croire en l'existence d'une vaste civilisation latine unifiée à travers l'Occident. Puis, de 1934 jusqu'à sa mort en 1997, il milite activement afin d'éviter que les Canadiens français ne perdent leur caractère latin en s'assimilant dans le monde anglo-saxon. Il fonde tout d'abord le mouvement politique des Faisceaux républicains et le journal *La Nation* (1936) afin de réclamer la création d'un État fasciste indépendant dans la vallée du Saint-Laurent. Il devient ensuite l'un des principaux propagandistes de l'Union nationale afin d'appuyer la politique autonomiste de Maurice Duplessis (1945-1960). À partir de l'après-guerre, il enseigne la géographie économique et l'histoire hispanique à l'Université Laval tout en étant président de la Société de géographie de Québec (1960-1994). Jean Côté. *Paul Bouchard : flamboyante figure de notre époque : 1908-1997*, Montréal, Québecor, 1998, 240 p.; Louis-Edmond Hamelin. « Paul Bouchard (1908-1997). Sa contribution à la géographie », *Cahiers de géographie du Québec*, Vol. 41, no. 113 (1997), pp. 209-219; Robert Comeau. *Les indépendantistes québécois, 1936-1938*, mémoire de maîtrise (histoire), Université de Montréal, 1971, 2 v.

⁵⁷ Réal Caux, *op. cit.*, p. 73.

Drummondville durant les années 1930⁵⁸. Selon Robin, Hughes et Barrett, les élites nationalistes francophones refusent d'attribuer aux anglophones la cause de l'infériorité économique des Canadiens français, car ils craignent la puissance des Anglo-Saxons. Ces élites jettent par contre leur dévolu sur la communauté juive, car celle-ci est encore trop faible pour être en mesure de se défendre. Cependant, de l'avis de Robin, les Québécois sont beaucoup moins obsédés par la communauté juive qu'Arcand⁵⁹. David Rome partage ce point de vue. Les disciples de Lionel Groulx se contenteraient en effet de dénoncer les Judéo canadiens à partir du moment où ces derniers s'opposeraient aux intérêts des Canadiens français sur la scène politique nationale. Toutefois, contrairement à Arcand, ils refuseraient d'attribuer aux Juifs du monde entier la responsabilité de l'ensemble des problèmes socioéconomiques vécus à l'échelle internationale⁶⁰.

Par contre, Louise Gauthier Fraser et John Offenbeck soutiennent qu'Adrien Arcand est devenu antisémite et fasciste au contact de l'abbé Groulx⁶¹. Le chanoine prêche en effet dans sa revue *L'Action nationale* la nécessité pour les Canadiens français de conserver leurs vertus françaises et catholiques afin de maintenir leur homogénéité. Le prêtre-historien prône aussi des idées de plus en plus fascisantes et xénophobes durant la Grande Dépression. Il recommande entre autre l'arrêt de l'immigration non catholique au Canada et espère la venue d'un chef providentiel fort, capable de relever les Canadiens français de leur misère. Gauthier Fraser et Offenbeck soutiennent qu'Arcand s'inspirerait de ces idées de l'abbé Groulx en rédigeant ses « principes de citoyenneté nationale » dans

⁵⁸ Everett Cherrington Hughes. *French Canada in Transition*, Chicago, The University of Chicago Press, 1943, p. 76.

⁵⁹ Martin Robin, *op. cit.*, pp. 93-99; Stanley R. Barrett, *loc. cit.*, p. 22.

⁶⁰ David Rome. *Clouds in the Thirties. On Antisemitism in Canada: 1929-1939*, Montréal, Congrès juif canadien, 1977, Vol. 4, pp. 26-28.

⁶¹ John Offenbeck, *op. cit.*, p. 9; Louise Gauthier Fraser, *op. cit.*, p. 3 et pp. 11-13.

la plate-forme électorale du PNSC. D'après Adrien Arcand, le Canada est un pays composé de Canadiens français et de Canadiens anglais. Parmi les immigrants, seuls les Aryens assimilés à l'un des deux peuples fondateurs pourraient recevoir la citoyenneté canadienne. Les autres groupes issus des communautés culturelles recevraient uniquement les protections négatives garanties par la *Magna Carta* de 1215 : le droit de ne pas se faire saisir sa propriété par l'État, le droit de ne pas subir la torture, etc. Pour notre part, nous estimons ces rapprochements grossiers entre la pensée de Groulx et celle d'Arcand. En effet, contrairement au chef fasciste québécois, le prêtre-historien ne fait pas du racisme le moteur de son idéologie.

Avec plus de justesse, Lita-Rose Betcherman soutient qu'Adrien Arcand obtient une certaine popularité parmi les Québécois au début des années 1930 en reprenant à son compte les théories formulées par Lionel Groulx. Arcand s'isole cependant de plus en plus sur la scène politique canadienne à partir du moment où il adopte graduellement les éléments de la philosophie hitlérienne. La plupart des Canadiens français de l'époque, très attachés à l'Église catholique, se méfient de la politique antireligieuse du *Reich*⁶². Les nationalistes canadiens-français se demandent donc pourquoi Adrien Arcand préfère l'Allemagne païenne à l'Italie, dont le chef Mussolini a restauré la souveraineté temporelle du pape sur le Vatican⁶³. Aussi, selon Betcherman, les Canadiens craignent à partir de 1938 la politique expansionniste de l'Allemagne nazie. Ils sont de plus en plus nombreux à soupçonner Arcand d'être un espion à la solde du troisième *Reich*. Adrien Arcand doit donc trouver un message politique sachant plaire à l'ensemble des électeurs canadiens s'il veut assurer la survie de ses organisations fascistes. Voilà pourquoi le chef

⁶² Lita-Rose Betcherman. *The Swastika and the Maple Leaf. Fascist Movements in the Thirties*, op. cit., pp. 30-31.

⁶³ *Ibid*, p. 88.

nazi prononce des discours impérialistes en présence de ses concitoyens anglophones tout en adoptant des prises de position isolationnistes devant les Canadiens français.

Puis, constatant que le PUNC est à toute fin pratique inexistant au Canada anglais en 1939, soutient toujours Betcherman, Arcand tente de nouveau de se rapprocher des nationalistes canadiens-français en s'opposant à toute forme de participation du Canada à une guerre européenne. Voilà pourquoi le chef nazi promet de consulter le peuple canadien par voie référendaire avant de déclarer la guerre à une puissance étrangère⁶⁴.

Pour sa part, Jean-François Nadeau affirme que les militants nazis d'Adrien Arcand soutiennent des idées similaires à celles des nationalistes canadiens-français⁶⁵. Toutefois, de l'avis de Nadeau, ces deux groupes se querellent en raison de leurs origines sociales. Les disciples bourgeois de Lionel Groulx regardent en effet de haut les militants d'Arcand, car ceux-ci sont majoritairement issus des milieux ouvriers⁶⁶.

Avec Stéphane Morisset, Hughes Théorêt, Louise Gauthier Fraser et Denise Robillard, nous croyons plutôt qu'Adrien Arcand essaie de noyauter les organisations nationalistes canadiennes-françaises afin de les utiliser à son profit. Par exemple, en 1933, Fernand de Haerne et J.H. Marcotte⁶⁷ fondent la Ligue de l'achat chez nous dans le but d'inciter les Canadiens français à aller faire leurs emplettes chez leurs compatriotes francophones. Selon Morisset, Théorêt, Gauthier Fraser et Robillard, Arcand dénature les

⁶⁴ *Ibid*, pp. 128-129. Betcherman soutient cependant de manière erronée qu'Arcand milite en faveur de l'indépendance du Québec.

⁶⁵ Jean-François Nadeau, *op. cit.*, p. 36.

⁶⁶ *Ibid*, pp. 101-102 et pp. 163-164.

⁶⁷ Il est à signaler que Fernand de Haerne est l'un des directeurs de la Ligue de l'achat chez nous, tandis que J.H. Marcotte en est l'organisateur. Archives de l'Université Laval. *Répertoire numérique du fonds Georges-Henri Lévesque (P151)*, (page consultée le 24 janvier 2013), [en ligne], adresse URL : http://www.archives.ulaval.ca/fileadmin/documents/Documents/P151_Rep_num_Levesque.pdf.

objectifs de cette organisation en demandant à ses membres d'en faire partie tout en menant une campagne de boycott contre les commerçants juifs⁶⁸.

Aussi, comme l'ont noté avec perspicacité tous les analystes ayant étudié la carrière politique d'Adrien Arcand, il y a selon nous deux différences entre l'idéologie de ce dernier et celle des nationalistes canadiens-français. Tout d'abord, les nationalistes francophones n'émettent des propos antisémites qu'à partir du moment où les Juifs s'opposent aux intérêts des francophones. Ils ne sauraient pas faire comme Adrien Arcand, c'est-à-dire attribuer aux Juifs du monde entier la responsabilité de l'ensemble des problèmes internationaux. L'autre différence entre les groulxistes et les nazis québécois concerne la question nationale. Les disciples de Lionel Groulx sont généralement autonomistes et revendiquent l'indépendance totale du Canada face à la Grande-Bretagne. Arcand prône par contre un fédéralisme centralisateur et se dit favorable au maintien de la monarchie parlementaire canadienne.

Enfin, il convient de souligner que les convictions nationalistes canadiennes-françaises d'Arcand sont sincères, puisqu'il voudra tout le long de sa vie amalgamer des composantes de ce discours nationaliste avec ses convictions politiques antisémites et fascistes. Il sait par exemple que les nationalistes canadiens-français sont très attachés à l'Église catholique. Il respecte par ailleurs lui-même la plupart des éléments du dogme, mais il ne peut s'empêcher de désobéir aux rares directives du clergé qui ne cadrent pas avec ses convictions politiques. Il est cependant parfaitement conscient du fait que ses compatriotes manifestent un profond sentiment d'attachement à leur Église. Voilà pourquoi il cherche constamment à obtenir l'appui du clergé afin de renforcer la

⁶⁸ Denise Robillard, *op. cit.*, p. 79; Hughes Théorêt. *La campagne antisémite d'Adrien Arcand d'après-guerre : 1945 à 1967*, *op. cit.*, p. 16 et pp. 49-52; Louise Gauthier Fraser, *op. cit.*, pp. 14-16; Stéphane Morisset, *op. cit.*, p. 39.

légitimité de ses mouvements au sein de l'opinion publique. Cette réalité nous amène à nous demander quelles ont été les relations entre l'Église catholique et Adrien Arcand.

1.2 L'ÉGLISE CATHOLIQUE FACE À ARCAND

Selon l'ensemble des historiens ayant étudié la carrière publique d'Adrien Arcand, l'Église catholique a joué un rôle important dans la vie de ce dernier. C'est en effet M^{gr} Georges Gauthier, l'archevêque coadjuteur de Montréal, qui lui a demandé de mener une croisade en faveur de l'épiscopat lors de l'affaire des écoles juives en 1930. Arcand a tout d'abord accepté de répondre à cette demande en menant des recherches approfondies sur le peuple juif. Au cours de ses investigations, Adrien Arcand se met à lire de la documentation haineuse rédigée par des groupes d'extrême-droite britanniques. Le jeune journaliste devient alors un antisémite convaincu, ce qui a vraisemblablement amené les clercs à se demander s'ils devaient continuer à avoir recours aux services d'Arcand afin de les aider à mener leurs combats politiques. Leur réponse à cette question est plutôt ambiguë, car les historiens ne s'entendent pas pour définir l'attitude adoptée par l'Église catholique à l'égard des mouvements fascistes canadiens.

Selon Martin Robin, l'Église tolère les mouvements fascistes pendant la Grande Dépression, car ceux-ci combattent avec vigueur les organisations communistes athées. Robin soutient cette affirmation en citant ce passage de la *Lettre sur le communisme*, rédigée par M^{gr} Georges Gauthier en 1938 :

Si quelques centaines de jeunes gens font de l'exercice physique ou de l'entraînement quasi militaire, ne serait-ce pas parce que, selon eux, on ne prend pas, contre le péril qui nous menace, les mesures qu'on devrait prendre [...]. Il est [...] important pour nous de savoir si le raisonnement de ces jeunes gens ne contient pas une part de vérité, et si nos faiblesses, nos évasions et nos attitudes velléitaires ne profitent pas finalement au communisme. [...] S'il n'existait pas, c'est notre comportement qui ferait naître le fascisme⁶⁹.

⁶⁹ Martin Robin, *op. cit.*, p. 154.

Réal Caux ajoute que l'archevêque coadjuteur condamne modérément les idées d'Arcand, car ce dernier l'a aidé à combattre avec succès la Loi sur les écoles juives en 1930⁷⁰. De plus, d'après Rome, Caux, McBride, Wade et Betcherman, plusieurs curés antisémites acceptent de louer leur salle paroissiale aux membres des organisations du chef nazi canadien, car ils sont tout comme eux persuadés que les politiciens fédéraux anglo-saxons tentent d'assimiler les francophones en incitant des milliers de Juifs anglophones à immigrer au Québec⁷¹. Toutefois, indique Betcherman, la plupart des prêtres condamnent Adrien Arcand à partir de 1937, au moment où le pape Pie XI publie l'encyclique *Mit Brennender Sorge*. Dans cette encyclique, le souverain pontife accuse les dirigeants de l'Allemagne nazie d'avoir rompu les clauses du concordat de 1933 en obligeant les catholiques allemands à rendre un véritable culte idolâtrique à l'État⁷².

Par contre, d'après Hughes Théorêt, le haut clergé québécois s'inspire à la fin des années 1930 de *Mit Brennender Sorge* pour réprimander sévèrement les organisations nazies d'Arcand⁷³. Jean-François Nadeau ajoute que les évêques interdisent formellement aux prêtres de louer une salle paroissiale à Adrien Arcand depuis le milieu des années 1930. Les organisateurs de ce dernier doivent signer un faux nom dans un formulaire de location afin de pouvoir présider une réunion politique dans un sous-sol d'église⁷⁴.

⁷⁰ Réal Caux, *op. cit.*, pp. 66-70.

⁷¹ David Rome. *Clouds in the Thirties: On Antisemitism in Canada: 1929-1939*, Montréal, Canadian Jewish Congress, 1978, Vol. 4, p. 7; Lita-Rose Betcherman. *The Swastika and the Maple Leaf. Fascist Movements in the Thirties*, *op. cit.*, p. 92; Mason Wade. *Les Canadiens français de 1760 à nos jours*, Ottawa, Le Cercle du livre de France, 1963, Tome II (1911-1963), p. 334; Michelle McBride, *op. cit.*, pp. 68-70; Réal Caux, *op. cit.*, pp. 66-70.

⁷² Lita-Rose Betcherman. *The Swastika and the Maple Leaf. Fascist Movements in the Thirties*, *op. cit.*, p. 115.

⁷³ Hughes Théorêt. *La campagne antisémite d'Adrien Arcand d'après-guerre : 1945 à 1967*, *op. cit.*, p. 66.

⁷⁴ Jean-François Nadeau, *op. cit.*, pp. 110-111.

Alain Goldschläger n'est pas de cet avis. Selon lui, Adrien Arcand présente les mêmes arguments antisémites que M^{gr} Georges Gauthier lorsqu'il s'oppose à la création d'un réseau scolaire public juif⁷⁵. De plus, remarque Goldschläger, l'Église donne parfois l'impression d'approuver la doctrine fasciste durant la crise. En effet, elle condamne très peu les mouvements d'extrême-droite, alors qu'elle jette un véritable anathème sur les organisations communistes athées⁷⁶.

Denise Robillard soutient pour sa part que le clergé a mené une enquête rigoureuse à propos du PNSC en 1936. Les théologiens en sont rapidement venus à la conclusion qu'il n'était pas permis pour un catholique de militer en faveur des mouvements fascistes dirigés par Adrien Arcand. Les hauts dirigeants de cette institution religieuse ont ensuite indiqué à de nombreuses reprises qu'ils désapprouvaient les doctrines du chef nazi québécois⁷⁷. Nous sommes d'accord avec les conclusions de Robillard, dont nous nous servirons plus loin afin d'analyser les motifs ayant conduit les clercs à rejeter avec autant de force les organisations d'Arcand. Ce dernier prend alors conscience que cette condamnation de l'Église le discrédite fortement au sein de l'opinion publique. Voilà pourquoi il déclare ensuite à maintes reprises que le pape n'a jamais condamné le fascisme en tant que tel dans son encyclique. Il soutiendra également tout le long de sa vie qu'il croit profondément en la véracité du dogme catholique. Ce genre de déclarations a amené les historiens à s'interroger à propos des convictions religieuses d'Arcand.

⁷⁵ Alain Goldschläger, *op. cit.*, p. 187.

⁷⁶ *Ibid*, p. 190.

⁷⁷ Denise Robillard, *op. cit.*, p. 140.

1.3 LA DÉVOTION D'ADRIEN ARCAND

Adrien Arcand a souvent traité de la religion dans ses écrits. Mais le faisait-il par opportunisme ou par conviction personnelle? Les historiens ne s'entendent pas sur cette question. En 1978, l'historien René Durocher a analysé 88 pages du *Fasciste canadien*. Parmi ces 88 pages de l'organe du PNSC, seulement 5,7 % des articles rédigés par Arcand sont consacrés à la religion. De plus, 82 % de ces rares chroniques religieuses servent à justifier le discours antijudaïste du chef nazi canadien. Durocher prétend donc qu'Adrien Arcand se contente de rechercher l'appui du clergé catholique à son endroit pour s'attirer les faveurs de l'électorat québécois⁷⁸. Louise Gauthier Fraser ajoute pour sa part qu'Arcand se sert de l'opposition de l'Église et des conservateurs à la Loi sur les écoles juives afin de mettre sur pied une campagne antisémite à partir de 1930⁷⁹.

Par contre, selon Pierre Trépanier, Adrien Arcand tente sincèrement de mettre en place un régime fasciste dont toutes les lois seraient approuvées par le magistère de l'Église. Par exemple, il expose en 1936 l'ensemble de son credo dans son *Livre d'heures*. Il dit ainsi croire à presque tous les éléments du dogme catholique⁸⁰. Mieux que cela, d'après Jean-François Nadeau, Adrien Arcand a voulu obtenir l'approbation de l'autorité diocésaine avant de mettre sur pied le PNSC en 1934. Cela signifie donc qu'Arcand n'aurait jamais pensé à outrepasser les directives du clergé avant que celui-ci ne condamne formellement certains éléments du nazisme en 1937⁸¹. David Rome prétend également qu'Adrien Arcand est un catholique sincère, car il a toujours respecté le message pacifiste de la *Bible* en refusant de commettre des actes de violence contre les

⁷⁸ René Durocher, *op. cit.*, p. 258.

⁷⁹ Louise Gauthier Fraser, *op. cit.*, pp. 9-10.

⁸⁰ Pierre Trépanier, *loc. cit.*, p. 209.

⁸¹ Jean-François Nadeau, *op. cit.*, p. 112.

membres de la communauté juive⁸². Hughes Théorêt tient enfin à réfuter les arguments de René Durocher. Selon lui, les articles du *Fasciste canadien* sont une source inappropriée pour évaluer la sincérité de la foi d’Arcand. Le chef nazi québécois traite rarement de la religion dans cet organe mensuel, car il se sert du *Fasciste canadien* pour communiquer ses directives aux membres de son parti. Arcand fait plutôt connaître ses convictions religieuses en rédigeant *Mon livre d’heures*. Trépanier aurait donc eu raison d’analyser cette monographie afin d’évaluer la foi d’Adrien Arcand, soutient Hughes Théorêt⁸³.

La théologienne Denise Robillard a pour sa part recueilli un témoignage des disciples d’Arcand en exploitant le riche fonds d’archives de l’Ordre de Jacques-Cartier. Des membres de cette société secrète ayant infiltré le PNSC rapportent qu’Adrien Arcand aurait promis à ses militants de combattre l’influence de l’Église dans la société si son parti était porté au pouvoir:

Ils [les cadres d’Arcand] trouvent que les jésuites ont une trop grande influence et qu’on les fera sauter. Arcand serait le véritable artisan de la fusion de l’ACJC et de la JOC, que l’évêché l’aurait ordonnée après son intervention. [...] Il résume ainsi son témoignage : au point de vue catholique, le PNSC ne garde que ce qui est favorable au parti, certaines doctrines générales que l’on préfère l’Évangile à la main. On annonce le projet de destruction des sociétés catholiques et des ordres religieux, tout comme le fait Hitler en Allemagne⁸⁴.

Nous soutenons pour notre part une position différente de celle de tous ces auteurs. Selon nous, Adrien Arcand est davantage un antisémite et un fasciste qu’un catholique. Certes, le chef des goglus croit en presque tous les dogmes de l’Église et essaie toujours de concilier dans sa pensée les principes du clergé avec ses valeurs

⁸² David Rome. *Clouds in the Thirties: On Antisemitism in Canada: 1929-1939*, Montréal, Canadian Jewish Congress, 1977, Vol. 1, p. 5, pp. 80-81; David Rome. *Clouds in the Thirties: On Antisemitism in Canada: 1929-1939*, Montréal, Canadian Jewish Congress, 1977, Vol. 3, p. 90; David Rome. *Clouds in the Thirties: On Antisemitism in Canada: 1929-1939*, Montréal, Canadian Jewish Congress, 1978, Vol. 4, p. 3.

⁸³ Hughes Théorêt. *La campagne antisémite d’Adrien Arcand d’après-guerre : 1945 à 1967*, op. cit., pp. 53-56.

⁸⁴ Denise Robillard, op. cit., p. 146.

antisémites et fascistes. Cependant, à chaque fois que l'épiscopat québécois donne des directives allant dans le sens contraire à ses préceptes nazis, Adrien Arcand essaie dans un premier temps de contourner ces directives en prétendant que celles-ci sont conciliables avec son programme politique. Puis, lorsqu'il constate que ses principes sont contraires à ceux du clergé, Arcand se rebelle et refuse d'obéir aux directives du magistère de l'Église. Deux exemples illustrent bien ce propos.

Tout d'abord, le curé de sa paroisse lui signale en 1961 que le pape Pie XI a condamné le nazisme dans *Mit Brennender Sorge* en 1937. Adrien Arcand tient à lui répondre dans une lettre que Pie XI est le fils d'une mère catholique d'origine juive. Il prétend néanmoins dans cette même lettre que Pie XI n'a jamais condamné Hitler dans son encyclique :

J'ai peut-être cent fois lu, dans ses textes allemand, latin, anglais et français cette lettre-encyclique et je n'y ai jamais rien vu qui condamnât le national-socialisme. Certes, il y a des allusions contre Alfred Rosenberg et ses 90 000 wotonistes (sur 80 000 000 d'Allemands) mais aucune contre Hitler. En temps opportun, j'avais écrit à une très haute autorité pour exiger, en tant que catholique et pour le salut éternel de mon âme, qu'on me renseigne sur ce qu'il y avait de condamnable dans *Mein Kampf* et dans les discours d'Hitler. On ne put m'indiquer rien de condamnable. Hitler a mis au ban de la loi : le communisme, le socialisme, les clubs d'athées et de libres-penseurs, les Témoins de Jéhovah, les clubs d'homosexuel, la franc-maçonnerie, toutes choses que l'Église a toujours condamnées. Seul chef de l'Occident, il a eu l'immense honneur de lancer ses forces armées contre l'URSS. Il a imposé le port du brassard aux Juifs, copiant les papes du Moyen Âge qui imposaient le port de la rouelle aux mêmes Juifs⁸⁵.

Puis, lorsque l'Église condamne l'antisémitisme et toute autre forme de discrimination lors du Concile Vatican II, Adrien Arcand essaie encore une fois de contourner cette directive du clergé en affirmant dans une lettre que les pères conciliaires ont lutté avec la plus grande énergie contre toutes les persécutions menées par les Juifs contre les chrétiens :

L'Église a toujours condamné [...] toute haine raciale. [...] Mais l'Église n'a jamais condamné la lutte contre le Talmud judaïque [...] au contraire, c'est Elle qui a donné

⁸⁵ David Phillips. *Lettre d'Adrien Arcand au curé de Saint-Joseph-de-Lanoraie*, 27 novembre 1961, p. 144.

l'exemple en poursuivant, condamnant et brûlant l'enseignement satanique du Talmud. [...] Vatican II déclare solennellement qu'on ne peut accuser TOUS les Juifs du temps de notre Dieu Jésus, ni TOUS les Juifs d'aujourd'hui, du crime de déicide. [...] Au temps de Jésus, les apôtres, les disciples, les quelques 5 000 partisans de Jésus étaient contre Son martyr et Sa mort; donc, ce n'étaient pas TOUS les Juifs qui étaient contre Lui⁸⁶.

Arcand prétend ensuite que l'Église est infiltrée par les Juifs. Bref, le chef des goglus respecte le dogme catholique jusqu'au moment où celui-ci contredit son programme politique. Cela signifie donc qu'Adrien Arcand est plus proche des nazis d'Allemagne que des ecclésiastiques du Vatican. Dans ce cas, quel est le nom de la personne qui a convaincu Arcand d'adhérer avec une telle conviction au fascisme?

1.4 LES MENTORS ANTISÉMITES D'ADRIEN ARCAND

Comme nous l'avons déjà souligné, tous les auteurs ayant étudié la vie d'Arcand soutiennent que ce dernier est en accord avec l'ensemble des principes véhiculés par les disciples de Lionel Groulx⁸⁷ et d'Henri Bourassa⁸⁸ en 1929 et en 1930. Cependant, à partir de l'affaire des écoles juives en 1930 jusqu'à la fondation du Parti national social

⁸⁶ David Phillips. *Lettre d'Adrien Arcand au chanoine G. Panneton*, mars 1966, p. 356.

⁸⁷ Né le 13 janvier 1878 à Vaudreuil, Lionel Groulx est ordonné le 28 janvier 1903. Il enseigne la littérature et l'histoire au Collège de Valleyfield (1903-1906), avant de mener des études théologiques et linguistiques dans des universités à Fribourg et à Rome (1906-1909). Revenu au Canada, il devient jusqu'à sa mort en 1967 l'un des historiens les plus respectés et l'un des penseurs nationalistes les plus influents parmi les francophones. Frédéric Boily, *op. cit.*, 229 p.; Gérard Bouchard, *op. cit.*, 313 p.; Jean-Pierre Gaboury, *op. cit.*, 226 p.; Susan Mann Trofimenkoff. *Groulx, Lionel-Adolphe*, (page consultée le 12 décembre 2010), [en ligne], adresse URL : <http://www.thecanadianencyclopedia.com/index.cfm?PgNm=TCE&Params=F1ARTF0003472>.

⁸⁸ Né le 1^{er} septembre 1868 à Montréal, le petit-fils de Louis-Joseph Papineau détient le journal *L'Interprète* (1892-1895), avant de fonder *Le nationaliste* (1904) et *Le Devoir* (1910). Sur le plan politique, il fait connaître à la population ses idées nationalistes canadiennes-françaises en se faisant élire maire de Montebello en 1889 et maire de Papineauville en 1896. Il devient ensuite député fédéral libéral dans Labelle en 1896, mais démissionne de ce poste pour protester contre la participation canadienne à la Guerre des Boers (26 octobre 1899). Les électeurs de Labelle confirment ce choix de Bourassa en le réélisant en 1900 et en 1904. Il représente ensuite les comtés provinciaux de Saint-Hyacinthe et de Montréal n° 2 en 1908 avant de devenir député fédéral indépendant dans Labelle (1925-1930). Durant la Seconde Guerre mondiale, il appuie le Bloc populaire canadien afin de protester contre la conscription. Il meurt le 4 septembre 1952. Assemblée nationale du Québec. *Henri Bourassa*, (page consultée le 12 décembre 2010), [en ligne], adresse URL : <http://www.assnat.qc.ca/fr/deputes/bourassa-henri-2229/biographie.html>; Robert Rumilly. *Henri Bourassa : la vie publique d'un grand Canadien*, Montréal, Chanteclerc, 1953, 791 p.; Susan Mann Robertson. "Variations on a Nationalist Theme: Henri Bourassa and Abbé Groulx in the 1920's", *Historical Papers*, Vol. 5, no. 1 (1970), pp. 109-119.

chrétien (PNSC) en 1934, Adrien Arcand se radicalise en intégrant des éléments antisémites et fascistes dans son discours nationaliste canadien-français. Les historiens ayant analysé les organisations du chef nazi canadien s'interrogent à propos de la source de la conversion de ce dernier aux idées d'extrême-droite à partir de 1930. Selon Hughes Théorêt, Adrien Arcand a forgé sa doctrine antisémite en lisant les œuvres d'Édouard Drumont, car il cite fréquemment cet auteur dans ses écrits⁸⁹. Théorêt indique également qu'Arcand entretient des liens épistolaires avec Henry Coston⁹⁰, l'un des principaux disciples de Drumont. Cependant, ajoute Hughes Théorêt, le chef nazi canadien a mis sur pied ses organisations politiques en se référant aux règles de fonctionnement internes des mouvements fascistes anglais. Arcand partagerait enfin avec ces leaders d'extrême-droite du Royaume-Uni leur attachement envers l'Empire britannique et envers la doctrine corporative⁹¹.

Par contre, selon David Rome, Arcand s'inspire des écrits de M^{gr} Louis-Adolphe Pâquet⁹² et de l'abbé Antonio Huot⁹³ pour établir les fondements de sa doctrine

⁸⁹ Né à Paris le 3 mai 1844, Édouard Drumont devient en 1886 reporter pour le journal *La Liberté*, détenu par les frères juifs Pereire. Ces derniers le congédient aussitôt en raison de ses propos antisémites. Drumont inspire ensuite plusieurs générations d'antisémites en publiant entre autre *La France juive* (avril 1886). Il est par la suite élu député d'Alger à l'Assemblée nationale de France (1898-1902). Il meurt en 1917. Michel Winock. *Édouard Drumont et Cie : antisémitisme et fascisme en France*, Paris, Seuil, 1982, 218 p.; Pierre Pierrard. *Juifs et catholiques français : d'Édouard Drumont à Jacob Kaplan (1886-1994)*, Paris, Cerf, 1997, 456 p.

⁹⁰ Né à Paris en 1910, Henry Georges Coston développe à l'âge de 16 ans des idées antisémites et antimaçonnique en étant journaliste à *L'Express du midi*, une publication monarchiste de Toulouse. En 1941, le gouvernement de Vichy lui demande de mener une enquête sur la franc-maçonnerie. Durant la Libération en 1944, Coston fuit la France et se réfugie en Autriche. Arrêté en 1946 par la Justice française pour faits de collaboration, il est condamné à la perpétuité (1948) avant d'être gracié en raison de sa santé fragile (1955). Il rédige avant de mourir en 2001 de nombreux livres d'extrême-droite, dont le *Dictionnaire de la Politique Française*. Pierre Assouline. « Henry Coston : itinéraire d'un antisémite », *L'Histoire*, no. 148 (octobre 1991), pp. 56-58.

⁹¹ Hughes Théorêt. *La campagne antisémite d'Adrien Arcand d'après-guerre : 1945 à 1967*, op. cit., p. 169.

⁹² Né le 4 août 1859 à Saint-Nicolas, Louis-Adolphe Pâquet est ordonné en 1871 avant de soutenir avec succès sa thèse de doctorat en théologie (juin 1883). Il devient ensuite professeur à la Faculté de théologie de l'Université Laval (de 1883 jusqu'à sa mort en 1942) et directeur du Grand séminaire de Québec. Complexe muséal du Musée de la Civilisation. *Fonds Louis-Adolphe Paquet*, (page consultée le 12

antijudaïste. Tout comme ces hommes d'Église, Arcand ne détesterait pas les Juifs en raison de leur origine ethnique, mais en raison de leurs croyances religieuses. Huot et Paquet prétendent par exemple tous deux que l'existence des meurtres rituels juifs est un fait historique authentique. Arcand se réfère donc aux écrits de ces deux ecclésiastiques pour affirmer à son tour que les Juifs ont effectivement commis des meurtres rituels dans leur histoire⁹⁴.

Les autres historiens ayant traité de la carrière politique d'Adrien Arcand affirment pour leur part que ce dernier s'est laissé convaincre de la justesse de la cause anti-juive en lisant de la littérature d'extrême-droite britannique. Ces historiens ne s'entendent cependant pas pour identifier avec certitude le Britannique ayant été la source de la conversion d'Arcand aux idées antisémites. D'après Réal Caux et Stéphane Morisset, Arcand décide lors de l'affaire des écoles juives (1930-1931) de prendre position en faveur de l'épiscopat catholique en protestant contre la création d'un réseau scolaire juif. Il demande à l'un de ses correspondants, Sir Oswald Mosley, de lui fournir de la documentation afin de s'informer à propos des Juifs. Arcand devient antisémite et fasciste après avoir lu ces documents que le chef de la *British Union of Fascists* lui aurait envoyés⁹⁵. Lita-Rose Betcherman ajoute aussi qu'Arcand imite Mosley sur de nombreux points. Premièrement, lors de certaines campagnes électorales municipales, il essaie de provoquer les Juifs en présentant délibérément des candidats antisémites dans des

décembre 2010), [en ligne], adresse URL : http://www.mcq.org/fr/complexe/craf_fonds/craf_fonds.php?idEv=w488.

⁹³ Né en 1877, l'abbé Antonio Huot est un spécialiste de la doctrine sociale de l'Église qui est reconnu pour ses opinions antisémites et antimaçonniques. Il est l'auteur du *Fléau maçonnique* (1906) et de *La Question juive* (1914). Il meurt en 1929. Collège Marianopolis. *L'abbé Antonio Huot (1877-1929)*, (page consultée le 12 décembre 2010), [en ligne], adresse URL : <http://faculty.marianopolis.edu/c.belanger/quebechistory/encyclopedia/roylitchap12.htm+Abb%C3%A9+Antonio+Huot&cd=7&hl=fr&ct=clnk&gl=ca>.

⁹⁴ David Rome. *Clouds in the Thirties*, Montréal, Canadian Jewish Congress, 1977, Volume 3, pp. 76-78.

⁹⁵ Réal Caux, *op. cit.*, p. 30; Stéphane Morisset, *op. cit.*, pp. 21-22.

quartiers habités en grande partie par des membres de la communauté judéo-canadienne⁹⁶. Adrien Arcand s'inspire également de son modèle fasciste britannique en promouvant dans son programme politique un empire fasciste dans le cadre du *Commonwealth*⁹⁷. Le chef nazi québécois reprend aussi une autre méthode de Mosley à son compte afin de ne pas être inquiété par les forces policières. Il affirme à de nombreuses reprises à ses compatriotes qu'il refuserait toujours de prendre le pouvoir par la force, car il souhaiterait se faire élire par les voies démocratiques afin de respecter la constitution et la tradition politique de son pays. Arcand s'inspire en outre du chef de la *British Union of Fascists* en prophétisant un autre krach économique en 1941, date à laquelle les électeurs voteraient massivement en faveur du Parti de l'unité nationale du Canada (PUNC)⁹⁸.

Jean-François Nadeau ajoute qu'Arcand entretient durant plusieurs décennies des liens épistolaires avec Mosley⁹⁹ par l'entremise d'un certain Gerald Hamilton¹⁰⁰. Nadeau soutient également qu'Arcand et Mosley admirent tous deux la grandeur des institutions britanniques en général et celle de la Couronne en particulier. Aussi, tout comme le chef de la *British Union of Fascists*, le dirigeant de l'Ordre patriotique des goglus veut former tout le long de sa carrière politique un réseau d'organisations antisémites à travers les quatre coins de l'Empire britannique¹⁰¹.

⁹⁶ Lita-Rose Betcherman. *The Swastika and the Maple Leaf. Fascist Movements in the Thirties*, op. cit., pp. 103-104.

⁹⁷ *Ibid*, p. 12.

⁹⁸ *Ibid*, p. 108.

⁹⁹ Jean-François Nadeau, op. cit., pp. 185-186.

¹⁰⁰ Archives nationales du Canada. Fonds Adrien Arcand. Boîte 1. *Lettre de Gerald Hamilton à Adrien Arcand le 15 décembre 1947*.

¹⁰¹ Jean-François Nadeau, op. cit., p. 12; Jean-François Nadeau. « L'araignée gorgée de sang », *Le Devoir* (20 janvier 2007), p. F1; Jean-François Nadeau. *Robert Rumilly en son histoire*, thèse de doctorat (histoire), Université du Québec à Montréal, 2003, pp. 310-311.

Par contre, selon Robin, Arcand est plutôt devenu fasciste en entrant en contact avec les personnes faisant partie du réseau de Lord Sydenham of Combe. Le chef nazi canadien a en effet déclaré avoir reçu de l'aide financière de cet aristocrate afin de développer sa pensée d'extrême-droite¹⁰².

Nous soutenons pour notre part qu'Arcand entretient une correspondance régulière et soutenue avec tous les groupes fascistes britanniques, même si ceux-ci ne s'entendent guère entre eux. Aux Archives nationales du Canada, nous avons en effet retrouvé une pléthore de lettres qui démontrent l'existence de ces échanges avant et après la Seconde Guerre mondiale avec le groupe de Mosley (avec ses disciples Varange, Yockey, Gannon, etc.) et avec celui de Beamish (sir Barry Domville, Arnold Spencer Leese, lord Sydenham of Combe, etc.)¹⁰³. Cependant, comme nous l'expliquerons plus loin, c'est surtout le groupe de Beamish qui a converti Arcand aux idées antisémites et fascistes. C'est cette conversion d'Arcand aux doctrines d'extrême-droite qui provoquera finalement sa chute politique. Un certain nombre de Canadiens refuseront en effet de voir

¹⁰² Né le 4 juillet 1848 à Swinderby, George Sydenham Clarke s'enrôle en 1868 au sein des *Royal Engineers*. Il enseigne ensuite la géométrie appliquée et le dessin d'ingénierie au *Royal Indian Engineering College* (1871-1880). Il publie à ce moment-là plusieurs ouvrages ayant fait notoriété dans le domaine militaire. Clarke sert ensuite en Égypte (1882) avant d'obtenir un poste au *War Office* (1883). Il participe à la campagne du Soudan (1885), avant d'être nommé secrétaire au *Colonial Defence Committee* (1885-1892) et secrétaire à la *Royal Commission on Army and Navy Administration* (1888-1890). Il est ensuite affecté à la surintendance du *Royal Carriage Department* à Woolwich (1894-1901) et est promu colonel (1898). Il siège ensuite au *War Office Reorganization Committee* (1901) avant d'être nommé gouverneur de Victoria (1901). Puis, il siège au *Committee for the Reconstitution of the War Office* (novembre 1903) et devient ensuite secrétaire au *Committee of Imperial Defence* (1904). En 1906, il supervise un plan visant à préparer la défense militaire de l'Australie en cas d'attaque ennemie. Il est ensuite nommé gouverneur de Bombay (1907) avant d'être élevé à la pairie (1913). Il préside aussi une Commission royale d'enquête sur les maladies vénériennes (1913-1915) et dirige le Tribunal central d'appel pour les causes de la conscription (1915-1916). Il prend enfin jusqu'à sa mort en 1933 une part active aux débats à la Chambre des lords, tout en finançant de nombreux groupes d'extrême-droite dans l'empire britannique. M.N. Lettice. *Australian Dictionary of Biography. Clarke, Sir George Sydenham [Baron Sydenham] (1848 - 1933)*, (page consultée le 12 décembre 2010), [en ligne], adresse URL : <http://adbonline.anu.edu.au/biogs/A080014b.htm>; Martin Robin, *op. cit.*, pp. 103-105.

¹⁰³ Archives nationales du Canada. Fonds Adrien Arcand.

un mouvement fasciste se former dans leur pays, alors que la menace nazie secouera la planète à la fin des années 1930.

1.5 L'ARRESTATION DES CADRES DU PUNC EN MAI 1940

Effectivement, au fur et à mesure que l'Allemagne mène une politique extérieure de plus en plus agressive à la fin des années 1930, un nombre grandissant de gens craignent que les disciples canadiens d'Hitler ne commettent éventuellement des actes de sabotage en vue d'aider les autorités du *Reich* à envahir le Canada. Cette crainte survient pour la première fois lorsqu'un journaliste du *Montreal Gazette* décrit en décembre 1937 la visite à l'île d'Anticosti de plusieurs experts militaires allemands qui travaillent officiellement pour la *Consolidated Paper Corporation*, une compagnie de pulpe germano-hollandaise. Ces Allemands affirment alors à ce journaliste qu'ils souhaitent acquérir l'île afin d'exploiter la forêt boréale de l'Anticosti. Richard Bedford Bennett, le chef de l'opposition officielle à Ottawa, prend la parole à de nombreuses reprises à la Chambre des communes afin d'exprimer son inquiétude face à cette tentative d'achat des Allemands. Il prétend que le gouvernement du *Reich* pourrait profiter de cette acquisition afin de mener des incursions militaires dans une île située à un endroit stratégique dans le golfe Saint-Laurent. Cette éventualité suscite une telle frousse au sein de l'opinion publique que le gouvernement de Mackenzie King¹⁰⁴ annule peu de temps après cette transaction menée par la *Consolidated Paper Corporation*¹⁰⁵.

¹⁰⁴ Né en 1874 à Kitchener, William Lyon Mackenzie King est élu député fédéral libéral dans North York (1908), devenant ainsi ministre du Travail (1909). Il subit la défaite aux élections fédérales de 1911 et de 1917. Il est ensuite choisi chef du Parti libéral du Canada (1919), avant d'être élu Premier ministre du Canada (1921-1930 et de 1935 jusqu'à sa démission en 1948). Il a entre autres conduit son pays à la victoire lors de la Seconde Guerre mondiale, en plus d'avoir jeté les bases de l'État-providence canadien. Il meurt en 1950. H. Blair Neatby. *King, William Lyon Mackenzie*, (page consultée le 13 décembre 2010),

L'année suivante, en 1938, les journalistes des grands médias nationaux s'intéressent pour la première fois à Adrien Arcand. C'est à ce moment-là qu'ils expriment avec le plus de force leur crainte de voir les membres du PNSC afficher avec autant de détachement leurs convictions nazies. Ils insistent dans leurs articles sur le fait qu'Arcand transmet du matériel de propagande allemand en sol canadien, alors que ses disciples effectuent à chaque semaine des exercices d'entraînement paramilitaire en vue de se préparer à une éventuelle invasion communiste au Canada. Cet entraînement paramilitaire suscite la crainte de plusieurs Canadiens, car ces derniers s'interrogent à propos de la loyauté d'Arcand envers son propre pays. Pour de nombreuses personnes, Adrien Arcand pourrait en effet ordonner à ses légionnaires de commettre un putsch afin d'instaurer un gouvernement fasciste au pays. Ernest Lapointe, le ministre fédéral de la Justice, essaie alors d'apaiser l'inquiétude de ses compatriotes en annonçant pour la première fois à la Chambre des communes la tenue d'une enquête à propos des mouvements fascistes dirigés par Adrien Arcand¹⁰⁶.

Puis, le 3 septembre 1939, la France et la Grande-Bretagne déclarent la guerre à l'Allemagne. Ce jour-là, au Canada, le gouvernement libéral de William Lyon Mackenzie King promulgue la Loi sur les mesures de guerre et les Règlements concernant la défense du Canada afin d'interdire au pays la présence d'organisations communistes et d'institutions fabriquées de toutes pièces par les gouvernements allemand et italien. Les autorités canadiennes jugent ces associations politiques d'extrême-droite et d'extrême-gauche séditieuses, car elles affichent leurs sympathies envers des puissances

[en ligne], adresse URL : <http://www.thecanadianencyclopedia.com/index.cfm?PgNm=TCE&Params=F1ARTF000431>.

¹⁰⁵ Martin Robin, *op. cit.*, pp. 237-238; Robert H. Thomas. « La tentative allemande d'acheter l'île d'Anticosti en 1937 », *Revue militaire canadienne* (printemps 2001), pp. 47-52.

¹⁰⁶ Martin Robin, *op. cit.*, pp. 237-238.

ennemies¹⁰⁷. Le gouvernement continue cependant à reconnaître la légalité du PUNC, même si son chef a une idéologie semblable à celle du chancelier du troisième *Reich*. Les autorités canadiennes considèrent en effet qu'il vaut mieux être plus tolérant envers un chef politique né au pays plutôt qu'envers un groupe de militants subversifs étrangers. Des agents de la Gendarmerie royale canadienne ordonnent toutefois à Adrien Arcand de cesser de mener des activités politiques pendant le conflit.

Arcand annonce dans un premier temps la dissolution de son parti, mais il entre aussitôt dans l'illégalité en organisant des réunions secrètes dans les maisons privées de ses militants. Au printemps 1940, de nombreux Canadiens s'inquiètent de la présence au pays des partisans hitlériens, à un moment où l'armée allemande conquiert plus de la moitié de l'Europe¹⁰⁸. Lapointe réagit le 23 mai 1940 à ces inquiétudes de la population en demandant à la GRC de perquisitionner les locaux du PUNC. Les policiers se rendent alors au quartier général de ce parti et saisissent des pièces à conviction pouvant démontrer les liens entretenus par Arcand avec des dignitaires allemands. Sept jours plus tard, le gouvernement procède à la dissolution du PUNC et arrête le chef nazi canadien et ses principaux lieutenants.

Malheureusement, la police fédérale peut en temps de guerre se servir des pouvoirs spéciaux qui lui sont conférés par la Loi sur les mesures de guerre et les Règlements concernant la défense du Canada pour arrêter sans aucune forme de procès l'ensemble des personnes soupçonnées de haute trahison. Aurait-ce été le cas pour Adrien Arcand? L'historien Robert Rumilly semble en tout cas le penser, car il affirme que les

¹⁰⁷ Le Canada déclarera en effet la guerre à l'Allemagne le 10 septembre 1939.

¹⁰⁸ Joe King. *Les Juifs de Montréal : trois siècles de parcours exceptionnel*, Outremont, Carte blanche, 2002, p. 180; Lita-Rose Betcherman. *The Swastika and the Maple Leaf. Fascist Movements in the Thirties*, op. cit., pp. 144-145; Louise Gauthier Fraser, op. cit., p. 34; Réal Caux, op. cit., pp. 48-49.

agents de la police fédérale sont des antifascistes convaincus¹⁰⁹. Puis, toujours selon Rumilly, l'arrestation d'Arcand reposerait sur des critères arbitraires, car plusieurs militants du Parti de l'unité nationale du Canada dénoncent leur ancien chef afin d'éviter une peine d'emprisonnement¹¹⁰. De son côté, Pierre Trépanier s'est référé aux propos recueillis auprès des disciples d'Arcand afin de démontrer la loyauté de ce dernier envers les institutions du pays. Le chef nazi canadien se serait ainsi totalement désengagé de la vie politique durant la Deuxième Guerre mondiale à partir du moment où le gouvernement lui a demandé de mettre fin aux activités de son parti. Toujours selon Trépanier et les fidèles d'Adrien Arcand, les rares réunions du PUNC durant le conflit avaient pour but d'amasser des fonds afin d'aider les familles démunies des détenus fascistes. Les autorités canadiennes auraient donc fait une erreur judiciaire en accusant Arcand d'avoir trahi les intérêts du Canada en temps de guerre¹¹¹.

Contrairement à Rumilly et à Trépanier, Stéphane Morisset et Martin Robin soutiennent pour leur part que les autorités policières et politiques canadiennes tolèrent davantage les groupes fascistes que les organisations communistes. Le Premier ministre canadien William Lyon Mackenzie King croit en effet jusqu'en avril 1939 en la possibilité de conclure une paix durable avec le régime nazi. Pendant ce temps, les agents de la GRC apprécient les mouvements fascistes, car ceux-ci les aident à combattre les organisations communistes honnies¹¹².

¹⁰⁹ Robert Rumilly. *Histoire de la province de Québec*, Montréal, Fides, 1968, Tome XXXVII : premier gouvernement Duplessis, p. 113.

¹¹⁰ Robert Rumilly. *Histoire de la province de Québec*, Montréal, Fides, 1968, Tome XXXVIII : la guerre de 1939-1945, 1968, p. 152.

¹¹¹ Pierre Trépanier, *loc. cit.*, pp. 210-211.

¹¹² Martin Robin, *op. cit.*, p. 238; Stéphane Morisset, *op. cit.*, pp. 77-82.

De plus, soutient Hughes Théorêt, le gouvernement a une attitude aveuglément anticommuniste durant l'entre-deux-guerres. Cet aveuglement se reflète jusque dans la législation adoptée par les membres du Parlement fédéral et de l'Assemblée législative du Québec. En effet, en vertu de l'article 98 du Code criminel¹¹³, le gouvernement fédéral proclame l'interdiction du Parti communiste canadien pendant plusieurs années (1921-1924, 1931-1936, 1940-1943), alors que le Premier ministre du Québec, Maurice Duplessis¹¹⁴, promulgue la Loi du cadenas de 1937 à 1957¹¹⁵. Pendant ce temps, au début des années 1930, il est tout à fait légal pour un chef politique de véhiculer un discours à caractère fasciste ou antisémite. Toujours d'après Théorêt, Adrien Arcand n'a pas été emprisonné pour avoir tenu un discours antidémocratique, mais pour avoir fait montre de haute trahison en violant les Règlements concernant la défense du Canada durant la Deuxième Guerre mondiale. Ottawa a donc toléré les mouvements d'Arcand, car ceux-ci ont combattu les organisations communistes du pays¹¹⁶.

¹¹³ Le gouvernement fédéral adopte l'article 98 du Code criminel à la suite des événements survenus pendant la grève générale de Winnipeg en 1919. Plusieurs personnes soupçonnent alors ces grévistes d'être des agents socialistes de Moscou. L'article 98 permet à Ottawa de dresser la liste de l'ensemble des associations susceptibles de commettre des actes séditions contre les institutions publiques. Les groupes présents sur cette liste perdent automatiquement leur liberté d'association et leur liberté d'expression garanties par l'Acte de l'Amérique du Nord britannique.

¹¹⁴ Né à Trois-Rivières en 1890, Maurice Le Noblet Duplessis devient avocat en 1913. Élu député *tory* de Trois-Rivières de 1927 à 1959, il est nommé chef de l'opposition provinciale par le caucus conservateur en 1932 et chef de son parti le 4 octobre 1933. Il fonde l'Union nationale en 1935 en orchestrant la fusion du Parti conservateur du Québec avec l'Action libérale nationale. Élu Premier ministre du Québec de 1936 à 1939 et de 1944 jusqu'à son décès en 1959, il a surtout été reconnu comme un grand défenseur de l'autonomie provinciale. Alain Gagnon et Michel Sarra-Bournet. *Duplessis : entre la grande noirceur et la société libérale*, Montréal, Éditions Québec-Amérique, 1997, 396 p.; Assemblée nationale du Québec. *Maurice Le Noblet Duplessis*, (page consultée le 12 décembre 2010), [en ligne], adresse URL : <http://www.assnat.qc.ca/fr/deputes/duplessis-maurice-le-noblet-3057/biographie.html>; Conrad Black. *Duplessis*, Toronto, McClelland and Stewart, 1977, 743 p.

¹¹⁵ Cette législation s'appelle officiellement Loi protégeant la province contre la propagande communiste. Celle-ci permet à la Police provinciale d'arrêter tous les militants communistes, de même que de verrouiller l'ensemble des bâtiments ayant servi de lieu de propagande en faveur des forces de l'extrême-gauche. La Cour suprême du Canada invalide cette loi en 1957, car les juges estiment qu'elle outrepassé les compétences provinciales.

¹¹⁶ Hughes Théorêt. *La campagne antisémite d'Adrien Arcand d'après-guerre : 1945 à 1967*, op. cit., p. 28.

En effet, à partir du moment où les communistes prennent le pouvoir en Russie en 1917, la plupart des pays démocratiques craignent que le nouveau gouvernement bolchévique ne vienne ébranler les fondements de leur système libéral en demandant à leurs espions et aux membres de l'Internationale communiste de commettre des actes de sabotage en vue d'implanter des régimes socialistes un peu partout dans le monde. Le gouvernement canadien adopte dans l'ensemble la même politique que celle de la plupart des autres pays occidentaux à l'égard des militants d'extrême-gauche et c'est pour cette raison que le Parti communiste canadien a été mis au ban de la société pendant plusieurs décennies. Ensuite, à l'orée de la Seconde Guerre mondiale, le gouvernement fédéral hisse la Russie au rang d'une puissance ennemie, car le pouvoir soviétique a signé avec le troisième *Reich* le pacte de non-agression germano-soviétique le 23 août 1939. Voilà pourquoi une pléthore d'organisations communistes a été rendue illégale par le Ministre de la Justice Ernest Lapointe, au même titre que des regroupements fascistes¹¹⁷. C'est aussi pour cette raison que des militants procommunistes ont été incarcérés dans les mêmes camps d'internement que les activistes d'extrême-droite¹¹⁸. Michelle McBride

¹¹⁷ Archives nationales du Canada. Bureau du Premier ministre du Canada. Documents de King. *Lettre de F.J. MacNeill à J.W. Pickersgill le 4 décembre 1939*, bobine C-3746, Vol. 273, MG26J1, pp. 231075-231089. Voici les organisations d'extrême-droite interdites à la déclaration de la guerre : le *National Sozialistische Deutsche Arbeiter*, l'*Arbeitsfront*, le *Fascio* italien, le NSDAP, le *Deutscher Arbeitsfront*, le *Deutscher Bund Kanada*, l'*Arbeitsgemeinschaft*, les jeunesses hitlériennes, le *Bund Deutscher Maedels*, l'OVRA, le *Dopolavoro*, l'*Associazione Combattenti Italiani*, l'OGIE, l'*Italian United Moral Front*. Ces journaux d'extrême-droite ont également été interdits : le *Deutscher Zeitung fur Kanada*, l'*Italia Nuova*, *Il Bolletino*, l'*Echo Italo-Canadese*. Pendant ce temps, ces mouvements d'extrême-gauche ont été rendus illégaux pendant la Seconde Guerre mondiale : le Parti communiste du Canada, la *Young Communist League of Canada*, la *League for Peace and Democracy*, la *Finnish Organization of Canada*, l'*Ukrainian Labour Farmer Temple Association*, l'*Alliance for the Defence of Western Ukraine*, la *Russian Workers and Farmers Clubs*, l'*Hungarian Workers and Farmers Clubs*, le *Croatian Cultural Association*, le *Lithuanian Literary Society*, la *Canadian Workmen's Circle*. Ces journaux socialistes sont également interdits par le gouvernement en temps de guerre : *The Clarion*, *The People's Advocate*, la *Narodna Gazetta*, *Farmers Life*, *Kanadsky Gudok*, *Vapaus*, *Slobodna Misao*, *Der Kampf*, *Kanadai Magyar Munkas*. Enfin, le PUNC d'Arcand n'a été mis au ban de la société qu'en juin 1940. Nous verrons plus loin pourquoi.

¹¹⁸ Mario Duliani. *La ville sans femmes*, Montréal, Société des Éditions Pascal, 1945, pp. 231-236.

mentionne en effet que 2 423 individus ont été incarcérés pour des motifs politiques durant la Deuxième Guerre mondiale au Canada, dont 847 pronazis, 782 projaponais, 632 proitaliens, 133 communistes, 27 membres du PUNC et deux personnes non affiliées à un mouvement politique quelconque¹¹⁹. Ce n'est finalement qu'à partir du moment où Hitler lance l'opération Barbarossa en juin 1941 que les Russes seront intégrés dans le camp allié. Les Russes et les démocraties occidentales s'allient donc temporairement afin de lutter contre un ennemi commun. Aussitôt que la Seconde Guerre mondiale se termine, la guerre froide reprend entre les pays de l'ouest et le camp soviétique.

De plus, Michelle McBride soutient que la grande majorité des prisonniers politiques incarcérés durant la Seconde Guerre mondiale sont issus des communautés culturelles¹²⁰. Pourtant, le membership du Parti de l'unité nationale du Canada est deux fois supérieur à celui de l'ensemble des organisations consulaires allemandes et italiennes au pays¹²¹. McBride prétend que la police fédérale a fait montre de racisme en agissant ainsi, car elle a arrêté dès le début de la guerre les immigrants soupçonnés d'éprouver de la sympathie envers une puissance ennemie¹²². Pendant ce temps, elle a simplement demandé à Adrien Arcand de cesser de mener des activités politiques durant la durée du conflit, même si elle sait depuis 1939 qu'il organise des réunions clandestines¹²³. Bref, selon McBride, les policiers sont tolérants envers les fascistes canadiens de souche tout en étant sévères envers les immigrants d'extrême-droite¹²⁴.

¹¹⁹ Michelle McBride, *op. cit.*, pp. 136-137.

¹²⁰ *Ibid*, p. 18.

¹²¹ *Ibid*, p. 35.

¹²² *Ibid*, p. 163.

¹²³ *Ibid*, pp. 172-173.

¹²⁴ Lita-Rose Betcherman. *The Swastika and the Maple Leaf. Fascist Movements in the Thirties*, *op. cit.*, pp. 171-173.

Les historiens sont en somme divisés par rapport à certaines questions reliées à l'arrestation d'Arcand et de ses principaux lieutenants. Selon nous, Hughes Théorêt a raison lorsqu'il prétend que le gouvernement canadien tolère les activités d'Arcand, dans la mesure où ce dernier livre un combat de tous les instants contre les forces communistes. Aussi, toujours selon nous, Arcand dispose aussi d'une certaine protection de la part des gouvernants, car il a collaboré de près ou de loin avec de nombreux politiciens lors des campagnes électorales de l'entre-deux-guerres. Voilà pourquoi McBride a également raison lorsqu'elle soutient que les autorités ont préféré réprimer les organisations consulaires italiennes et allemandes plutôt que d'arrêter Arcand et ses principaux lieutenants au début de la guerre. Le gouvernement fédéral cesse cependant de protéger le PUNC en 1940, à partir du moment où le public lui demande bruyamment de procéder à la dissolution de « la cinquième colonne d'Hitler au pays ».

CONCLUSION

En somme, en recoupant les propos de l'ensemble des auteurs cités dans ce premier chapitre, nous avons relevé dans ce bilan historiographique sept modèles d'interprétation à propos des organisations nazies présidées par Arcand. L'école conjoncturiste est certainement l'interprétation la plus répandue parmi les auteurs. Pierre Anctil, Lita-Rose Betcherman, Réal Caux, René Durocher, Stéphane Morisset, Jean-François Nadeau et Martin Robin estiment en effet que le public canadien est dans un premier temps relativement indifférent face à la présence des mouvements fascistes au pays, dans la mesure où ceux-ci semblent inoffensifs et marginaux. Par contre, au fur et à mesure que les pays de l'Axe remettent en question les fondements de la paix mondiale en menant une politique violemment expansionniste à la fin des années 1930, certaines

personnes craignent que les fascistes canadiens ne commettent un jour des actes de sabotage dans leur propre pays afin de favoriser les intérêts d'un régime politique étranger. C'est à partir de ce moment-là que les Canadiens vont exiger du gouvernement fédéral la mise en détention de ces sympathisants d'extrême-droite.

Les historiens Rumilly et Trépanier soutiennent par contre que les autorités policières et gouvernementales canadiennes ont abusé de l'autorité qui leur a été conférée par la Loi sur les mesures de guerre et par les Règlements concernant la défense du Canada en arrêtant Adrien Arcand. Ils indiquent que les historiens sont malhonnêtes envers Arcand en déclarant ce dernier coupable de haute trahison envers son pays. Le chef nazi canadien a en effet démontré à de nombreuses reprises qu'il a toujours été loyal envers les institutions nationales durant les années 1930. Le leader québécois d'extrême-droite aide tout d'abord l'Église catholique à combattre la Loi sur les écoles juives en vertu de l'article 93 de la constitution. Ensuite, explique Trépanier, Arcand est devenu fasciste en raison de ses croyances religieuses. Il a donc voulu instaurer au Canada un régime d'extrême-droite, dont l'ensemble des lois serait approuvé par le clergé. Par contre, prétend Rumilly, la GRC tolère les mouvements communistes durant les années 1930, mais déteste les organisations fascistes. Voilà pourquoi la police fédérale a demandé à Arcand de cesser de mener des activités politiques durant le conflit. Pourtant, selon les dires des disciples d'Adrien Arcand, ce dernier a été arrêté même s'il a respecté cet avertissement des policiers en encourageant ses partisans à s'enrôler dans l'armée.

Alain Goldschläger, Louise Gauthier Fraser et Stanley R. Barrett soutiennent pour leur part qu'Adrien Arcand serait devenu fasciste en poussant à l'extrême les idées des penseurs du courant clérico-nationaliste québécois. En effet, d'après Gauthier Fraser,

Arcand a proposé de mettre fin à l'immigration au Canada en se référant aux écrits xénophobes de l'abbé Lionel Groulx. À l'instar de ce dernier, Adrien Arcand souhaite également la venue d'un chef providentiel fort, capable de relever la nation canadienne-française de sa déchéance. De leur côté, Goldschläger et Ouimet affirment tous deux qu'Adrien Arcand reçoit un certain appui de la part du clergé catholique. L'Église condamne donc mollement les organisations d'extrême-droite, alors qu'elle jette son anathème sur les mouvements d'extrême-gauche, rappellent Goldschläger, Gauthier Fraser, Ouimet et Barrett.

Hughes Théorêt prétend pour sa part que c'est uniquement en raison de ses convictions anticomunistes qu'Adrien Arcand a pu mener une aussi longue carrière politique au Canada. L'immense majorité des Canadiens sont en effet opposés à cette idéologie d'extrême-gauche, car ils craignent de voir les communistes athées remettre en question leurs libertés individuelles. À partir de l'entre-deux-guerres jusqu'à la fin des années 1950, il est interdit de faire de la propagande en faveur du communisme au Québec. Arcand ne contrevient pendant ce temps à aucune loi canadienne en prononçant des discours anticomunistes, fascistes, antisémites et antidémocratiques. D'ailleurs, rappelle Théorêt, le chef nazi n'a pas été emprisonné durant la Seconde Guerre mondiale pour avoir organisé des activités fascistes, mais parce qu'il a été soupçonné de trahir les intérêts de son pays.

David Rome affirme pour sa part que le fondement idéologique du fascisme d'Arcand repose sur l'antijudaïsme. Pour ce porte-parole de l'interprétation antijudaïste, le message politique d'Arcand se limite au combat contre la religion juive. À l'instar de M^{gr} Louis-Adolphe Paquet et de l'abbé Antonio Huot, le chef nazi accuse les hauts

dignitaires juifs du monde entier de conspirer à l'échelle internationale en vue de détruire le christianisme. Arcand croit ainsi à l'existence des meurtres rituels et en la validité des *Protocoles des Sages de Sion*. Cependant, indique Rome, Adrien Arcand respecterait l'esprit pacifiste des Évangiles en refusant de commettre des actes de violence contre les membres de la communauté judéo-canadienne.

La sixième interprétation à propos des mouvements fascistes d'Arcand peut être appelée la thèse anticatholique. Denise Robillard est la représentante de cette thèse. Selon elle, Adrien Arcand a révélé à des membres de l'Ordre de Jacques-Cartier qu'il soumettrait le clergé catholique à l'autorité de l'État s'il parvenait un jour à prendre le pouvoir. Enfin, selon Robillard, Arcand essaie à de nombreuses reprises de noyauter les organisations cléricales et d'infiltrer les associations nationalistes canadiennes-françaises.

Michelle McBride est pour sa part la défenderesse de la thèse de la guerre à l'ethnicité. D'après cette auteure, la taille des effectifs du *Fascio* et du *Bund* est beaucoup moins élevée que le nombre total des partisans d'Arcand. Pourtant, en 1939, les agents de la GRC se contentent de demander au chef du PUNC de cesser de mener des activités politiques durant la guerre. Ils estiment qu'Adrien Arcand est loyal envers les institutions du Canada en raison de ses origines canadiennes. Pendant ce temps, de 1939 à 1940, la police fédérale met sous les verrous 847 Germano canadiens pronazis et 632 Italo canadiens profascistes, car ils soupçonnent ces immigrants de vouloir commettre des actes de sabotage afin de favoriser les intérêts de leur pays d'origine. Pourtant, très peu de personnes parmi ces communautés immigrantes militeraient réellement en faveur d'une organisation d'extrême-droite au Canada, selon McBride.

Nous avons jusqu'ici présenté les principaux aspects ayant été traités par les historiens à propos des mouvements fascistes dirigés par Adrien Arcand. Nous soutenons pour notre part que la grande majorité de ces historiens ont bien étayé leurs thèses et qu'il faut les étudier attentivement si nous voulons connaître en détail la carrière publique d'Arcand. Nous constatons cependant que presque rien n'a été écrit à propos de l'évolution de sa pensée politique. Nous observons également que personne n'a signalé le fait qu'Adrien Arcand organise durant plusieurs décennies les campagnes électorales du Parti conservateur du Québec (1929-1930, 1932-1935), du Parti libéral du Québec (1932-1935), de l'Union nationale (1935-1967) et du Parti conservateur du Canada (en 1930 et en 1935). Il appuie même de manière ponctuelle la cause des conservateurs fédéraux et des créditistes après la Seconde Guerre mondiale. Ces faits sont doublement importants, car ils révèlent d'une part que le rôle des chemises bleues est significatif dans l'histoire de nos institutions démocratiques et ils prouvent d'autre part que plusieurs membres de la classe politique ont recouru aux services des fascistes canadiens dans le but de se faire élire. Voilà pourquoi nous avons décidé de traiter de ces deux aspects au cours des prochains chapitres

Chapitre II

LE GOGLU, UN ÉTRANGE OISEAU POUR LES NATIONALISTES CANADIENS-FRANÇAIS

INTRODUCTION

On se demande comment Arcand a pu véhiculer en toute impunité un discours raciste et haineux durant près de quatre décennies. Après tout, la grande majorité des Québécois n'ont jamais adhéré à cette idéologie. Or, à partir de 1930, pourquoi les Québécois ont-ils accepté pendant aussi longtemps qu'Adrien Arcand recrute des gens en vue de mettre sur pied un État antisémite et fasciste dans leur pays? Selon nous, la tolérance relative du grand public envers les mouvements fascistes présidés par Arcand est en grande partie attribuable au fait que ce dernier se fait d'abord connaître sous un jour respectable. En effet, durant les années 1920, Adrien Arcand se fait remarquer par les lecteurs de *La Presse* pour ses brillantes chroniques judiciaires et culturelles. Puis, en 1929 et en 1930, Arcand continue à exercer sa profession en écrivant dans des publications nationalistes canadiennes-françaises indépendantes. À cette époque, il est tout à fait légitime d'avoir des convictions nationalistes canadiennes-françaises, car ce courant de pensée reflète les idées politiques d'une proportion notable de l'électorat francophone. Par conséquent, nous estimons qu'il est nécessaire de consacrer ce chapitre à cette période où Adrien Arcand devient un journaliste relativement influent au sein de l'opinion publique. Nous affirmons en effet que les Québécois n'auraient prêté aucune attention à un chef fasciste si celui-ci n'avait pas auparavant été l'un des plus importants porte-paroles du courant nationaliste canadien-français.

De 1929 à 1933, Adrien Arcand travaille à titre de rédacteur en chef du *Miroir*, du *Goglu* et du *Chameau*, trois publications dont la ligne éditoriale s'apparente clairement à celle des nationalistes canadiens-français. Ces trois journaux, dont la propriété est détenue par l'imprimeur Joseph Ménard et dont le financement est assuré par le Dr. Paul-Émile Lalanne, ont été fondés par ces deux hommes dans le but de faire connaître les idées nationalistes canadiennes-françaises à un public élargi. Nous allons ainsi dresser une courte biographie de Joseph Ménard et de Paul-Émile Lalanne, avant d'expliquer pourquoi ces deux derniers ont embauché Adrien Arcand à titre de rédacteur en chef. Nous allons par la suite présenter l'histoire des trois médias de Ménard.

Ensuite, comme nous pourrons le démontrer, l'entreprise journalistique de Ménard connaît un certain essor au moment où Adrien Arcand rédige des articles qui reprennent les principaux thèmes véhiculés par les ténors de l'école nationaliste canadienne-française. Nous pourrons également démontrer qu'Arcand a pour la première fois de sa vie l'occasion de faire connaître ses convictions politiques à la population en écrivant la plupart des articles parus dans *Le Miroir*, *Le Goglu* et *Le Chameau*.

Ménard tente ensuite de faire connaître le point de vue des nationalistes canadiens-français en fondant un mouvement de citoyens patriotiques. C'est à cet effet qu'il met sur pied l'Ordre patriotique des Goglus, un groupe de pression constitué de personnes qui incitent l'ensemble des politiciens à agir dans les meilleurs intérêts de la nation canadienne-française. Il demande à Adrien Arcand de constituer ce groupe de pression le 29 novembre 1929 et d'en assumer la direction en son nom. Nous étudierons donc dans ce chapitre l'histoire de ce groupe de pression, avant de décrire son mode de fonctionnement. Puis, comme nous pourrons le démontrer, Arcand parviendra à se faire

connaître à l'échelle provinciale en agissant à titre de chef de l'Ordre patriotique des goglus. Cela lui donne un certain prestige, car il se fait déjà connaître à ce moment-là en étant le rédacteur en chef des trois publications de Joseph Ménard.

Ce dernier ne réussit cependant jamais à faire de ses entreprises une affaire rentable. Il doit donc demander à Adrien Arcand de soutenir la cause d'un politicien disposé à regarnir la trésorerie déficiente de ses organisations journalistiques. Pendant ce temps, le chef conservateur Camillien Houde constate que la plupart des chroniqueurs politiques du Québec soutiennent le Parti libéral. Il cherche par conséquent à obtenir l'appui d'un journaliste disposé à l'encenser dans ses articles. C'est ainsi qu'Arcand parvient à trouver un terrain d'entente avec Houde. Ce dernier consent à devenir le principal contributeur de l'Ordre patriotique des goglus, tant et aussi longtemps qu'Arcand accepte de le soutenir dans ses chroniques politiques. Nous terminerons donc ce deuxième chapitre en analysant l'ensemble des campagnes de soutien menées par les goglus en faveur du clan houdiste¹²⁵. Nous pourrions finalement conclure qu'Arcand acquiert quatre instruments lui permettant de se faire connaître parmi l'ensemble du public québécois en 1929 et en 1930: il prend la plume pour rédiger la plupart des articles publiés dans les trois médias de Ménard, il développe un programme politique inspiré de la plate-forme électorale des nationalistes canadiens-français, il assume le leadership de l'Ordre patriotique des goglus et il devient le protégé de Camillien Houde.

¹²⁵ Durant les années 1930, les partisans de Camillien Houde sont surnommés les houdistes.

2.1 ARCAND AU SERVICE DE JOSEPH MÉNARD

Comme nous l'avons vu plus haut, Adrien Arcand se fait congédier en 1929 après avoir tenté d'obtenir l'accréditation syndicale en faveur des journalistes de *La Presse*. Il accepterait donc de combler n'importe quelle offre d'emploi, car il est à ce moment là marié et père de deux jeunes enfants¹²⁶. Heureusement pour lui, Arcand pourra de nouveau exercer sa profession de journaliste grâce à Joseph Ménard.

Joseph Ménard est un imprimeur ayant de fortes convictions nationalistes canadiennes-françaises. Il constate cependant que ces idées nationalistes ne sont véritablement connues qu'à l'intérieur du cercle restreint des membres de la petite bourgeoisie canadienne-française. Les théoriciens nationalistes canadiens-français se contentent en effet de publier leurs idées dans des médias aussi élitistes que *Le Devoir* ou *L'Action canadienne-française*¹²⁷. Joseph Ménard veut corriger cette situation en faisant connaître ces idées nationalistes à un public élargi. C'est ainsi qu'il obtient de son père Adjutor, un vieil imprimeur relativement connu dans les milieux littéraires de l'époque, la permission de se servir de ses presses afin de publier *Le Miroir*. Ce journal du dimanche, dont le premier numéro est publié le 28 avril 1929, analyse l'actualité politique en mettant en valeur le programme nationaliste canadien-français. Les

¹²⁶ Fonds de la famille Clément-Arthur Dansereau. Centre d'archives de Montréal de BANQ, cote : P673,S2,SS5,SSS5,D3. *Lettre d'Adrien Arcand à Eugène Berthiaume*, 11 octobre 1938, 1 p.

¹²⁷ En janvier 1917, les membres de la Ligue des droits du français fondent la revue *L'Action française* afin d'assurer l'avenir de la langue de Molière en Amérique du Nord. Très rapidement, *L'Action française* devient l'un des principaux médias de l'élite intellectuelle nationaliste canadienne-française de droite. Ce n'est pas par hasard que les membres de la Ligue des droits du français ont décidé d'appeler leur revue *L'Action française*. Charles Maurras, le théoricien orléaniste et fasciste, a en effet fondé en 1905 un mouvement qui porte ce nom en France. Cependant, en 1926, le pape Pie XI condamne officiellement *L'Action française* de Maurras pour le rôle purement utilitaire qu'il confie à l'Église dans l'histoire de la France. Ne voulant pas être assimilés à ce mouvement excommunié, les nationalistes canadiens-français changent en 1927 le nom de la revue *L'Action française* en *Action canadienne-française*. Toutefois, depuis 1933, cette revue porte le nom d'*Action nationale*. *Les origines de l'Action nationale*, (page consultée le 3 septembre 2011), [en ligne], adresse URL : http://www.action-nationale.qc.ca/index.php?option=com_content&task=view&id=348&Itemid=0

journalistes du *Miroir* vulgarisent le point de vue des penseurs nationalistes canadiens-français d'une manière simple, mais sérieuse¹²⁸.

Joseph Ménard s'aperçoit également qu'il pourrait transmettre ces idées nationalistes canadiennes-françaises à un plus grand nombre de personnes s'il fondait un hebdomadaire satirique¹²⁹. Les journalistiques de cette publication humoristique énonceraient sur un air léger le programme nationaliste canadien-français, tandis que les reporters du *Miroir* continueraient à analyser les nouvelles en employant un ton plus sérieux¹³⁰. Ménard ne peut cependant pas publier immédiatement ce média humoristique, car il s'aperçoit rapidement qu'il ne possède pas les compétences journalistiques nécessaires afin de publier des chroniques pertinentes. C'est dans ce contexte que Joseph Ménard demande à Adrien Arcand s'il veut être le rédacteur en chef du *Miroir* et s'il veut l'aider à mettre sur pied son journal satirique. Arcand accepte cette offre de Ménard, consentant ainsi à rédiger à lui seul la grande majorité des articles.

L'imprimeur constate ensuite qu'il ne dispose pas des capitaux nécessaires en vue de publier un média satirique. Il demande donc à l'un de ses amis, le Dr Paul-Émile Lalanne¹³¹, de lui avancer des fonds¹³². Le médecin, qui est aussi un chirurgien et un

¹²⁸ Jean-François Nadeau. *Adrien Arcand : Führer canadien*, op. cit., p. 44; Michelle McBride, op. cit., p. 61.

¹²⁹ David Rome. *Clouds in the Thirties. On Antisemitism in Canada: 1929-1939*, Montréal, Canadian Jewish Congress, 1977, Vol. 1, p. 84; Jean-François Nadeau. *Adrien Arcand : Führer canadien*, op. cit., p. 40; Martin Robin, op. cit., p. 83; René Durocher, op. cit., p. 73.

¹³⁰ Émile Goglu. « Lisez *Le Miroir* », *Le Goglu*, Vol. 1, no. 17 (29 novembre 1929), p. 1.

¹³¹ Né à Sherbrooke le 17 février 1883, Paul-Émile Lalanne complète son cours classique au Collège de Longueuil et au Collège de Montréal, avant d'obtenir un diplôme en médecine à l'Université Laval à Montréal (1906) et un diplôme en gynécologie à l'Université de Paris (1911). C'est vraisemblablement durant son séjour parisien que Lalanne devient antisémite, car il fréquente les cercles politiques d'extrême-droite pendant ses années d'études en France. À son retour au Canada (1911), Paul-Émile Lalanne s'enrichit considérablement en pratiquant des opérations chirurgicales et en effectuant de lucratives transactions financières. Il participe par exemple à la fondation de la *Lalanne Oil & Gas Association*, une compagnie pétrolière dont il est l'un des principaux propriétaires (1920). Il devient ensuite actionnaire de la *Security Life Insurance Company* et de l'*International Producing and Refining Company*, une société dont il est vice-président. En 1925, il acquiert la propriété d'une île privée au milieu

avorteur clandestin ayant de fortes convictions antisémites et nationalistes canadiennes-françaises, consent à aider l'imprimeur en lui prêtant 28 000 \$¹³³. Le Dr Lalanne aide ainsi son ami Ménard, car il souhaite ardemment qu'il puisse faire adopter le programme nationaliste canadien-français par le peuple québécois¹³⁴. Il croit de plus que Joseph Ménard a pris une bonne décision en embauchant Adrien Arcand, car ce dernier possède une décennie d'expérience dans le domaine journalistique et une excellente capacité de travail. Lalanne sait également qu'Arcand possède le charisme nécessaire en vue de propager ses idées antisémites et nationalistes canadiennes-françaises. Voilà pourquoi il consentira tout le long des années 1930 à devenir le trésorier et l'un des principaux

du lac Saint-François, dans la municipalité de Sainte-Barbe. Il entre cependant en clandestinité en pratiquant des avortements auprès de plusieurs dizaines de patientes. Il manifeste également son antisémitisme en adhérant au nazisme et en finançant l'ensemble des activités politiques d'Adrien Arcand durant les années 1930. Il est également membre de l'Assemblée Lafontaine, une cellule faisant partie des *Native Sons of Canada*, un groupe nativiste qui milite entre autre en faveur de l'arrêt de l'immigration. Cependant, en octobre 1939, soit un mois après le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale, des agents de la GRC débarquent sur l'île privée du Dr Lalanne et saisissent dans la propriété de ce dernier des svastikas, un large portrait d'Hitler, deux livres germanophones et des radios à ondes courtes. Les policiers placent Lalanne en résidence surveillée durant toute la durée du conflit, mais refusent de le faire incarcérer. Puis, après la Seconde Guerre mondiale, Lalanne déménage à Montréal avant de succomber à une longue maladie le 2 avril 1951. Archives du Congrès juif canadien. YEAR ZA 1939, Boîte 2, Dossier 17. *The Quebec Situation*, pp. 6-7; Centre d'Archives de Montréal et de la Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BANQ). *Substituts du procureur-général : P.E. Lalanne, accusé de : avortement*, 4 p.; « Le Dr P.-E. Lalanne plaide non coupable », *La Presse* (12 février 1932), p. 3; « Le Dr Lalanne à l'enquête », *La Presse* (26 février 1932), p. 3; « Le Dr Lalanne subira son examen volontaire », *La Presse*, no. 118 (5 mars 1932), p. 57; Paul-Émile Lalanne. *Why We Christians Should Oppose the Jews*, Montréal, [s.n.], 16 p.

¹³² Hughes Théorêt. *Le docteur Lalanne : le faiseur d'anges à la croix gammée*, Québec, Éditions GID, 2011, 183 p.; Hughes Théorêt. « L'île du Dr Lalanne : une page oubliée de l'histoire du nazisme », *Au fil du temps*, Vol. 7, no. 1 (mars 1998), pp. 3-9; Jean-Philippe Damiani. *Destins : « L'île du Diable, repaire nazi »*, Historia TV (2006), 60 min., coul.; Jean-Pierre Charland, *op. cit.*, p. 245; John Offenbeck, *op. cit.*, pp. 5-6; Lita-Rose Betcherman. *The Swastika and the Maple Leaf. Fascist Movements in the Thirties*, *op. cit.*, pp. 5-6, p. 91; Martin Robin, *op. cit.*, pp. 82-83; Mary Lamey. "Island Retreat has Dark Past: Recently Purchased Property was One Owned by Fascist Doctor", *The Montreal Gazette* (12 novembre 1999), p. C3; Michelle McBride, *op. cit.*, p. 65; Raymond Ouimet, *op. cit.*, pp. 91-93.

¹³³ "Adrien Arcand Rides Against!", *Vrai*, Vol. 2, no. 37 (30 juin 1956), p. 2; Hughes Théorêt. « L'île du Dr Lalanne : une page oubliée de l'histoire du nazisme », *loc. cit.*, pp. 6-7; Jean-François Nadeau. *Adrien Arcand : Führer canadien*, *op. cit.*, p. 91; Jean-Philippe Damiani. *Destins : « L'île du Diable, repaire nazi »*, Historia TV (2006), 60 min., coul.; Lita-Rose Betcherman. *The Swastika and the Maple Leaf. Fascist Movements in the Thirties*, *op. cit.*, pp. 5-6; Martin Robin, *op. cit.*, pp. 82-83; Réal Caux, *op. cit.*, p. 56 et pp. 60-61.

¹³⁴ Adrien Arcand, Joseph Ménard, *op. cit.*, p. 22.

contributeurs de l'Ordre patriotique des goglus, du Parti national social chrétien et du Parti de l'unité nationale du Canada¹³⁵.

Joseph Ménard peut donc compter sur la plume d'Adrien Arcand et sur la contribution financière de Paul-Émile Lalanne pour publier son journal humoristique hebdomadaire. De son côté, Adrien Arcand profite de sa position de rédacteur en chef du *Goglu* et du *Miroir* pour se faire connaître auprès de la population. Analysons maintenant les caractéristiques et l'évolution de ces entreprises journalistiques à partir de leur fondation en 1929 jusqu'au début de l'affaire des écoles juives en mars 1930.

2.2 ARCAND ACQUIERT UNE TRIBUNE

Comme nous l'avons vu plus haut, Joseph Ménard souhaite vulgariser les idées formulées par les nationalistes canadiens-français en fondant *Le Goglu* et *Le Miroir* en 1929. Lorsqu'il met sur pied ces deux hebdomadaires, Ménard indique à son rédacteur en chef Arcand qu'il entend conserver l'indépendance de ses journaux face aux partis politiques. Ménard permet ensuite à Arcand de soutenir n'importe quel politicien dans ses rubriques, en autant que ce dernier agisse dans les meilleurs intérêts de la nation canadienne-française¹³⁶. Le rédacteur en chef Arcand respecte scrupuleusement cette consigne de son patron en énonçant à de nombreuses reprises cette politique éditoriale dans *Le Goglu*¹³⁷ et dans *Le Miroir*¹³⁸.

¹³⁵ Hughes Théorêt. *Le docteur Lalanne: le faiseur d'anges à la croix gammée*, op. cit., p. 99 et p. 108; Lita-Rose Betcherman. *The Swastika and the Maple Leaf. Fascist Movements in the Thirties*, op. cit., p. 91.

¹³⁶ Hughes Théorêt. *La campagne antisémite d'Adrien Arcand d'après-guerre : 1945 à 1967*, op. cit., pp. 40-41; Réal Caux, op. cit., p. 40; Université de Sherbrooke. *Bilan du siècle : Adrien Arcand (1899-1967) Homme politique*, (page consultée le 6 mai 2006), [en ligne], adresse URL : <http://www.bilan.usherb.ca/bilan/pages/clips/42.html>.

¹³⁷ En ordre d'apparition : Émile Goglu. « Le coin éditorial », *Le Goglu*, Vol. 1, no. 1 (8 août 1929), p. 2; « La véritable indépendance », *Le Goglu*, Vol. 2, no. 17 (28 novembre 1930), p. 1; « Que d'amis! Que d'amis! », *Le Goglu*, Vol. 2, no. 37 (17 avril 1931), p. 2; « À la semaine prochaine », *Le Goglu*, Vol. 2, no. 41 (15 mai 1931), p. 4; « Mise au point pour Rinfret », *Le Goglu*, Vol. 3, no. 4 (28 août 1931), p. 5; Émile Goglu. « Avis

Adrien Arcand explique également pourquoi son patron a choisi de donner le nom de *Goglu* à ce journal satirique. Ménard voit en effet en cette espèce d'oiseau un vaillant animal social qui consacre l'essentiel de son énergie à nettoyer son habitat des espèces nuisibles. De même, pour résister contre la mainmise des anglophones sur les structures socioéconomiques du Québec, Ménard appelle les Canadiens français à s'inspirer des goglus afin de lutter collectivement contre les politiciens qui veulent empêcher les francophones de reprendre en main le contrôle de leur patrie. Arcand explique l'ensemble de ces idées dans cet article :

Si nous avons d'aussi belles forêts, nous en sommes redevables au goglu pour une large part, car il y dévore chaque année des millions et des millions d'insectes nuisibles. C'est notre plus courageux petit chasseur de vermine, infatigable au travail comme une abeille [...]. Il a l'instinct de race, communiquant sans cesse avec les siens par son chant mélodieux, défendant son nid, sa femelle et ses petits avec une énergie féroce lorsqu'ils sont attaqués, courant à la rescousse de ceux de sa race quand ils ont besoin d'aide. [...] Le goglu symbolise la nouvelle génération d'une race fière et vigoureuse qui a entendu sonner l'heure du renouveau. C'est toute la jeunesse patriotique, combattive, active, remuante et sportive, qui veut s'affirmer reine et maîtresse sur son sol natal, sur les domaines conquis et légués par ses pères. [...] Un Goglu, comme son symbole, fait la chasse à la vermine qui menace son héritage, vermine étrangère ou vermine indigène; c'est un idéaliste pratique qui comprend que Québec est sa seule patrie, qu'il doit la garder sienne, y réaliser ses aspirations et ses rêves, et qui prend les moyens d'y parvenir.¹³⁹

Par ailleurs, Adrien Arcand tente de s'attirer l'attention d'un public élargi en se servant de l'humour. La devise du *Goglu*, « Rions bien et nous mourrons gras », montre clairement aux lecteurs que ce journal est une publication satirique¹⁴⁰. Le rédacteur en chef Arcand précise également dans *Le Goglu* qu'il publiera certains de ses articles sous

important », *Le Goglu*, Vol. 3, no. 8 (25 septembre 1931), p. 8; Émile Goglu. « Indépendance et neutralité », *Le Goglu*, Vol. 3, no. 8 (25 septembre 1931), p. 8; « Le « Fonds patriotique » », *Le Goglu*, Vol. 3, no. 52 (5 août 1932), p. 8.

¹³⁸ En ordre d'apparition : Adrien Arcand. « Deux années terminées », *Le Miroir*, Vol. 3, no. 1 (26 avril 1931), p. 2; Joseph Desroches. « Les principes qui ont guidé *Le Miroir* », *Le Miroir*, Vol. 4, no. 48 (19 mars 1933), p. 4; Joseph Desroches. « Le programme et l'œuvre du *Miroir* », *Le Miroir*, Vol. 4, no. 48 (19 mars 1933), p. 5.

¹³⁹ Émile Goglu. « Nos gloires nationales : le goglu de Québec », *Le Goglu*, Vol. 2, no. 21 (26 décembre 1930), p. 4.

¹⁴⁰ Jean-François Nadeau. *Adrien Arcand : Führer canadien*, op. cit., pp. 42-43.

le pseudonyme d'Émile Goglu¹⁴¹. Il n'emploie par contre jamais ce pseudonyme lorsqu'il signe ses articles dans *Le Miroir*, car il préfère indiquer son vrai nom dans ce journal du dimanche qui se veut sérieux.

Même s'il rédige la grande majorité des articles publiés dans tous les journaux de Ménard, Arcand peut compter sur la contribution de plusieurs collaborateurs en vue de diffuser certaines chroniques. Il travaille par exemple avec Albert Labelle, un caricaturiste qui signe ses dessins sous le pseudonyme d'Al Goglu¹⁴². Il noue également des liens d'amitié politique avec Jean Barrette, le titulaire de la rubrique sportive au *Miroir* de 1930 à 1933. Arcand et Barrette ont en effet été durant plusieurs décennies les deux seuls organisateurs officiels de l'Union nationale dans la région de Montréal¹⁴³.

Adrien Arcand prend en outre de nombreuses initiatives en vue d'augmenter la qualité de la facture des journaux de Joseph Ménard. Il présente tout d'abord à la dernière page de chacun des numéros du *Goglu* un extrait de son roman *Popeline*. Ce roman est l'une des premières œuvres littéraires du Québec à utiliser le jocal, le langage populaire des Canadiens français. Arcand emploie également les caractères les plus modernes afin de présenter une belle calligraphie à ses lecteurs¹⁴⁴.

Adrien Arcand ne tarde pas à récolter les fruits de ses efforts. En effet, des petits commerçants et de nombreux professionnels canadiens-français consentent à annoncer leurs produits ou leurs services dans *Le Miroir* et dans *Le Goglu* peu de temps après que

¹⁴¹ Émile Goglu. « Le coin éditorial », *Le Goglu*, Vol. 1, no. 1 (8 août 1929), p. 2.

¹⁴² Jean-François Nadeau, *op. cit.*, pp. 41-45.

¹⁴³ Archives nationales du Canada. Fonds Adrien Arcand. Vol. 2. *Lettre d'Adrien Arcand au conseiller législatif Jean Barrette*, 1^{er} août 1963, 5 p. Maurice Duplessis a même récompensé Barrette pour les loyaux services qu'il a rendus à son parti politique en le nommant conseiller législatif de la division de Sorel le 19 octobre 1955. Assemblée nationale du Québec. *Jean Barrette*, (page consultée le 20 août 2012), [en ligne], adresse URL : <http://www.assnat.qc.ca/fr/patrimoine/anciens-parlementaires/barrette-jean-35.html>

¹⁴⁴ Jean-François Nadeau. *Adrien Arcand : Führer canadien*, *op. cit.*, pp. 41-45.

le rédacteur en chef Arcand ait amélioré la facture de ces journaux¹⁴⁵. La famille juive Bronfman, qui a fait fortune dans la production et la distribution des boissons alcooliques, annonce elle aussi ses produits dans *Le Goglu*¹⁴⁶. Plus tard, les Bronfman s'attireront l'ire de la communauté juive en continuant à publier leurs réclames dans *Le Goglu* une fois qu'Adrien Arcand sera devenu un antisémite. Un journaliste du *Jewish Daily Eagle* reprochera en effet aux Bronfman de soutenir la cause des ennemis du peuple juif en annonçant dans un journal qui est reconnu pour être l'une des principales voix de l'antisémitisme au Canada¹⁴⁷. Les Bronfman se résoudreont par la suite à retirer leurs annonces de ce média humoristique.

Ménard profite de ce succès pour mettre sur pied un autre journal en mars 1930. Il s'agit du *Chameau*, un hebdomadaire satirique dont l'humour est encore plus mordant que celui du *Goglu*. Ménard et Arcand ont voulu rendre hommage à leur ami Arnold Spencer Leese en nommant ainsi cet hebdomadaire, car Leese est un vétérinaire spécialisé dans le traitement des maladies des camélidés¹⁴⁸. Dans ce journal, Adrien Arcand signe ses articles sous le pseudonyme d'Oscar Chameau, tout en prétendant que celui-ci est le petit frère d'Émile Goglu. Arcand innove encore une fois dans l'histoire de la presse québécoise en publiant *Le Chameau*, puisqu'il est le premier journaliste canadien-français à diffuser régulièrement des bandes dessinées muettes à l'intérieur de ce média¹⁴⁹. Joseph Ménard ne semble cependant pas avoir disposé des capitaux

¹⁴⁵ Jean-François Nadeau. *Adrien Arcand : Führer canadien*, op. cit., pp. 42-44; Lita-Rose Betcherman. *The Swastika and the Maple Leaf. Fascist Movements in the Thirties*, op. cit., pp. 5-6.

¹⁴⁶ Jean-François Nadeau. *Adrien Arcand : Führer canadien*, op. cit., p. 42.

¹⁴⁷ I.R. "We Want to Know", *Jewish Daily Eagle* (14 janvier 1931), 2 p.

¹⁴⁸ Martin Robin, op. cit., pp. 106-107.

¹⁴⁹ Jean-François Nadeau. *Adrien Arcand: Führer canadien*, op. cit., p. 44.

nécessaires afin de maintenir la viabilité d'un troisième hebdomadaire, car *Le Chameau* a cessé de paraître quelques mois après le lancement de son premier numéro¹⁵⁰.

La disparition du *Chameau* révèle bien à quel point les entreprises journalistiques de Ménard sont vulnérables. En effet, *Le Goglu*, *Le Miroir* et *Le Chameau* sont imprimés dans un modeste atelier. Joseph Ménard ne bénéficie pas non plus des capitaux nécessaires pour faire connaître ses médias à un large public. Par conséquent, bien peu de commerçants acceptent de vendre des copies de ces journaux ayant somme toute un faible tirage¹⁵¹. Cependant, malgré ces problèmes de production et de diffusion, nous tenons à souligner que les trois publications de Ménard sont connues de la part d'un grand nombre de personnes en 1929 et en 1930. Tout d'abord, il faut se rappeler que de nombreux professionnels acceptent d'annoncer leurs produits ou leurs services dans ces trois hebdomadaires. Aucun entrepreneur ne consentirait en effet à louer un espace publicitaire dans un journal inconnu du grand public. De plus, comme nous le constaterons au cours de la prochaine section, Joseph Ménard parviendra à convaincre la plupart de ses abonnés de faire partie d'un groupe patriotique qu'il envisage de fonder. Les membres de ce mouvement patriotique parviendront même à s'attirer l'attention des grands médias nationaux en faisant campagne en faveur du programme politique des nationalistes canadiens-français.

2.3 ARCAND PRÉSIDE UN MOUVEMENT

Comme nous tenons à le rappeler, Joseph Ménard croit que la situation des francophones ne s'améliorera pas tant que les politiciens n'appliqueront pas le

¹⁵⁰ David Rome. *Clouds in the Thirties. On Antisemitism in Canada: 1929-1939*, Montréal, Congrès juif canadien, 1977, Vol. 1, p. 114.

¹⁵¹ Jean-François Nadeau. *Adrien Arcand : Führer canadien*, op. cit., pp. 47-48.

programme électoral des nationalistes canadiens-français. Il demande donc à son rédacteur en chef d'annoncer dans de nombreux articles la mise sur pied prochaine de l'Ordre patriotique des goglus, un mouvement citoyen destiné à aider les francophones du Québec à assurer leur relèvement économique et politique. Il invite ensuite tous ses lecteurs à adhérer à son Ordre patriotique des goglus afin de mettre en application les idées nationalistes canadiennes-françaises soutenues par les rédacteurs du *Goglu*. Ménard demande enfin à Adrien Arcand de présider son mouvement, car il est persuadé que son rédacteur en chef a les qualités requises pour faire connaître son organisation patriotique à l'échelle provinciale. C'est dans cette foulée que l'Ordre patriotique des goglus est fondé le 29 novembre 1929¹⁵².

Arcand présente régulièrement l'Ordre patriotique des goglus comme un groupe apolitique de personnes patriotes oeuvrant en faveur des intérêts supérieurs de la nation canadienne-française. Adrien Arcand explique également comment les membres de l'Ordre doivent militer en vue d'inciter les politiciens québécois à adopter le programme électoral des nationalistes canadiens-français¹⁵³.

Le rédacteur en chef de Joseph Ménard refuse toutefois de créer un parti politique indépendant. Il souhaite plutôt faire de l'Ordre patriotique des goglus un groupe de citoyens qui contribuent au développement de la nation canadienne-française. Une personne militant au sein de l'Ordre peut donc appuyer n'importe quel homme politique, en autant qu'elle juge que celui-ci travaille en faveur de ses compatriotes

¹⁵² Émile Goglu. « L'Ordre patriotique des goglus », *Le Goglu*, Vol. 1, no. 17 (29 novembre 1929), p. 6; Émile Goglu. « Matérialisons nos idées! », *Le Goglu*, Vol. 1, no. 17 (29 novembre 1929), p. 1; Hughes Théorêt. *La campagne antisémite d'Adrien Arcand d'après-guerre : 1945 à 1967*, op. cit., p. 41; Martin Robin, op. cit., p. 85; Parti de l'unité nationale du Canada. *Adrien Arcand devant le tribunal de l'histoire : scandale à la Société Radio-Canada*, op. cit., p. 8; Réal Caux, op. cit., p. 39.

¹⁵³ Adrien Arcand. *Chrétien ou Juif?*, op. cit., p. 16 et p. 42.

francophones¹⁵⁴. En 1930, Arcand résume au Monument national le rôle joué par l'Ordre patriotique des goglus: « Qu'on nous comprenne bien, nous ne formerons jamais de parti politique. Nous resterons un groupe de jeunes patriotes, bleus, rouges, indépendants ou autres, mais toujours Canadiens français d'abord, dévoués seulement à notre race [...]»¹⁵⁵.

Adrien Arcand essaie tout d'abord de doter son mouvement politique d'un cadre de vie agréable et stimulant afin de recruter le plus grand nombre possible de recrues. Il préside à cet effet de nombreuses activités sociales et sportives afin de créer des liens d'amitié et de solidarité entre ses membres¹⁵⁶. Arcand dicte également à ses recrues les quatre conditions à remplir s'ils veulent être pleinement reçus comme membres de l'Ordre patriotique des goglus. Les aspirants doivent tout d'abord s'engager à militer en faveur des droits nationaux du peuple canadien-français. Ils doivent ensuite combattre de toutes leurs forces le gouvernement de Louis-Alexandre Taschereau, car les goglus estiment qu'il mène une politique anti-nationale. Les personnes désirant faire partie de l'Ordre doivent également obéir aux ordres d'Adrien Arcand et s'abonner aux journaux de Joseph Ménard. Arcand fait enfin bien comprendre à tous ses militants qu'il est le seul véritable maître à bord de cette organisation en s'affublant du sobriquet de « Grand goglu » ou d'« Émile Goglu ». Tous ceux qui acceptent ces quatre conditions peuvent

¹⁵⁴ *Ibid*, p. 16.

¹⁵⁵ *Ibid*, p. 42.

¹⁵⁶ En ordre d'apparition : Émile Goglu. « Matérialisons nos idées! », *Le Goglu*, Vol. 1, no. 17 (29 novembre 1929), p. 1; Émile Goglu. « L'Ordre patriotique des goglus », *Le Goglu*, Vol. 1, no. 17 (29 novembre 1929), p. 6; Émile Goglu. « Les Goglus au Parc Lemieux », *Le Miroir*, Vol. 3, no. 9 (21 juin 1931), p. 12.

prêter un serment d'allégeance devant un officier de l'organisation et devenir membres de l'Ordre patriotique des goglus¹⁵⁷.

Ayant ainsi le pouvoir de diriger d'une main de fer cette solide organisation fondée par Joseph Ménard, Adrien Arcand fait de l'Ordre patriotique des goglus un mouvement relativement connu à l'intérieur du Québec. Il se fait également connaître à travers l'ensemble de la province sous le pseudonyme d'Émile Goglu. En effet, des journalistes ont parfois rapporté ce qui se passait lors de certains des ralliements organisés par Arcand. D'après ces reporters, la première réunion des goglus à Montréal a eu lieu le 11 février 1930 au Monument national. *Le Canada* a été le seul quotidien de la métropole à avoir traité de ce rassemblement de l'Ordre patriotique des goglus. Le journaliste de cet organe du Parti libéral du Canada a indiqué qu'Arcand a tenu un discours nationaliste lors de cette soirée. Le futur chef fasciste n'a pas fait de déclarations antisémites à ce moment-là, car ce journaliste l'aurait signalé dans son article s'il en avait émis¹⁵⁸.

Arcand semble par contre avoir connu un succès mitigé dans la ville de Québec. Nous savons seulement que le futur chef fasciste préside en mars 1930 un rassemblement à la salle Saint-Pierre, dans le quartier ouvrier de Saint-Sauveur. Nous savons également qu'un certain Noël Dorion est l'un des deux chefs de zone des goglus dans la Vieille-

¹⁵⁷ En ordre d'apparition : Émile Goglu. « Matérialisons nos idées! », *Le Goglu*, Vol. 1, no. 17 (29 novembre 1929), p. 1; Émile Goglu. « « L'Ordre patriotique des goglus » », *Le Goglu*, Vol. 1, no. 17 (29 novembre 1929), p. 6.

¹⁵⁸ David Rome. *Clouds in the Thirties: On Antisemitism in Canada: 1929-1939*, Montréal, Canadian Jewish Congress, 1977, Volume 1, p. 71 et p. 89.

Capitale. Dorion se fait en outre remarquer en mars 1930, alors qu'il prononce une allocution devant des cadres du Parti conservateur¹⁵⁹.

Puis, le 26 mars 1930, Adrien Arcand se fait davantage connaître par le grand public en prononçant un discours au théâtre Eden de Hull. C'est en effet tout le gratin de la classe politique régionale des Outaouais qui est venu assister à cette réunion des goglus, comme l'explique l'auteur Raymond Ouimet :

[...] Viennent l'entendre non seulement des délégations d'Aylmer, de Maniwaki et d'Ottawa, mais aussi des Hullois de renom, comme le futur député de Hull, Alexandre Taché, le député conservateur en poste, Aimé Guertin, le président de la Galerie de la presse au Parlement, Edgar Boutet. Ce dernier, dans un télégramme adressé à Guertin, le matin même de la prestation d'Adrien Arcand, soit le 26 mars, demande : « Devons-nous être sceptique » à Arcand dans le journal¹⁶⁰.

Enfin, un dernier fait nous indique que l'Ordre patriotique des goglus est relativement connu au sein de la population québécoise. Lorsqu'Adrien Arcand annonce que son Ordre patriotique des goglus tiendra un rassemblement dans une localité, les journaux régionaux prennent souvent la peine de l'annoncer¹⁶¹. Ces journaux régionaux n'annonceraient pas ces réunions si l'Ordre était totalement inconnu du grand public. Bref, en permettant à Adrien Arcand de présider et d'organiser son Ordre patriotique des goglus, Joseph Ménard lui donne l'occasion de diriger un mouvement politique et de se faire connaître par des milliers de gens. Ménard accorde ensuite un autre pouvoir à Arcand en lui permettant de diriger presque à lui seul ses trois hebdomadaires : celui de penser et de former un programme politique.

¹⁵⁹ *Idem*. Noël Dorion est ensuite devenu secrétaire d'État au cabinet de John Diefenbaker de 1960 à 1962. Fonds Adrien Arcand. Boîte 1. *Lettre d'Adrien Arcand à Gérard Lanctôt*, un 25 novembre.

¹⁶⁰ Raymond Ouimet, *op. cit.*, p. 21.

¹⁶¹ Par exemple, les réunions de l'Ordre patriotique des goglus sont annoncées par le journal régional *Le Progrès du Saguenay*. En ordre d'apparition : « Ralliement de « Goglus » à Québec », *Le Progrès du Saguenay*, Vol. 43, no. 156 (24 février 1930), p. 5; « Le Goglu produit sa défense », *Le Progrès du Saguenay*, Vol. 43, no. 165 (6 mars 1930), p. 8; « Le Miroir, Le Goglu et Le Chameau », *Le Progrès du Saguenay*, Vol. 44, no. 308 (17 août 1931), p. 1.

2.4 ARCAND A UN PROGRAMME POLITIQUE

Comme nous l'avons vu plus haut, Adrien Arcand partage depuis les années 1920 l'ensemble des convictions des nationalistes canadiens-français. Arcand ne se trahit donc pas dans ses articles en promouvant cette pensée nationaliste canadienne-française dans les journaux de Joseph Ménard. Analysons maintenant cette pensée nationaliste canadienne-française telle qu'elle est interprétée par Arcand.

À l'instar de tous les nationalistes canadiens-français, Adrien Arcand rappelle que l'existence de la nation canadienne-française est fragile, car c'est seulement dans la province de Québec qu'elle forme l'élément majoritaire de la population¹⁶². Cette réalité forcerait donc le peuple canadien-français à développer des réflexes nationalistes et de forts liens d'appartenance envers cette province afin de survivre sur un continent habité par des millions d'anglophones. Le 31 décembre 1962, il formule cette idée dans une lettre au député fédéral conservateur Rémi Paul :

En 1944-48-52-56, Duplessis balaya la province de Québec avec des slogans franco-nationalistes; en 1958, Diefenbaker prit chez nous 50 sièges avec une politique que tous les journaux anglo-saxons qualifièrent de nationaliste; en 1962 au Fédéral, Caouette a pris 25 sièges avec aussi des slogans nationalistes. Québec, petit peuple de 5 millions cerné par 200 millions de Saxons, sera toujours d'esprit nationaliste, à cause de son histoire, sa situation géographique, son perpétuel effort contre l'engloutissement¹⁶³.

Le chef de l'Ordre patriotique des goglus soutient à de nombreuses reprises le point de vue autonomiste des nationalistes canadiens-français dans ses articles. Il souhaite en effet que le gouvernement du Québec exerce le plus grand nombre de champs de compétence possible, sans recourir à l'aide d'Ottawa. Cela permettrait à ce gouvernement provincial d'adopter une politique reflétant les coutumes et les aspirations de la

¹⁶² David Phillips. *Lettre d'Adrien Arcand à l'Honorable Rémi Paul*, 31 décembre 1962, p. 203; Rollande Montsion, *op. cit.*, p. 16.

¹⁶³ David Phillips. *Lettre d'Adrien Arcand à l'Honorable Rémi Paul*, 31 décembre 1962, p. 203.

population canadienne-française, majoritaire au Québec. Puis, tout comme l'ensemble des groupes nationalistes canadiens-français, Arcand exhorte vivement le gouvernement du Québec à se faire le porte-parole de l'ensemble des francophones du Canada. Ces derniers ne peuvent en effet compter que sur le gouvernement du Québec pour les appuyer au cas où leurs droits seraient bafoués¹⁶⁴.

Puis, tout comme les groupes nationalistes canadiens-français, Adrien Arcand souhaite que le gouvernement fédéral cesse d'accueillir des immigrants au Canada. Il prétend en effet que la plupart des politiciens anglo-saxons veulent continuer leur politique d'assimilation envers les Canadiens français en permettant à des milliers de personnes de s'assimiler à la communauté anglophone. En outre, il accuse ces nouveaux arrivants de vouloir s'accaparer des maigres ressources appartenant encore aux Canadiens français¹⁶⁵. Il faut cependant noter que le chef de l'Ordre patriotique des goglus ne manifeste aucune haine particulière à l'égard des gens de confession juïaïque¹⁶⁶. Il déteste en fait autant les Juifs que les autres personnes issues des communautés culturelles¹⁶⁷.

Les groupes nationalistes canadiens-français dont fait partie Arcand dénoncent aussi avec véhémence les abus commis par les capitalistes anglophones au détriment des

¹⁶⁴ Rollande Montsion, *op. cit.*, pp. 9-10.

¹⁶⁵ Alain Goldschläger, *op. cit.*, pp. 185-188; Everett Cherrington Hughes, *op. cit.*, p. 76; Martin Robin, *op. cit.*, pp. 93-99; Pierre Anctil. « *Le Devoir, les Juifs et l'immigration* » : de Bourassa à Laurendeau, Saint-Laurent, Institut québécois de recherche sur la culture, 1988, pp. 85-87; Réal Caux, *op. cit.*, p. 29.

¹⁶⁶ David Rome. *Clouds in the Thirties. On Antisemitism in Canada: 1929-1939*, Montréal, Canadian Jewish Congress, 1977, Volume 1, p. 71.

¹⁶⁷ En ordre d'apparition : Émile Goglu. « Le commerce et la science en conflit », *Le Goglu*, Vol. 1, no. 1 (8 août 1929), p. 4; Émile Goglu. « À coups de poignards », *Le Goglu*, Vol. 1, no. 13 (31 octobre 1929), p. 1 et p. 3; Esdras. « Échos de Valleyfield », *Le Goglu*, Vol. 1, no. 17 (29 novembre 1929), p. 6; Émile Goglu. « Les étranglants à l'œuvre », *Le Goglu*, Vol. 1, no. 25 (24 janvier 1930), p. 2; Émile Goglu. « Les mystères du Chinatown », *Le Goglu*, Vol. 1, no. 29 (21 février 1930), p. 3; Émile Goglu. « Jour par jour », *Le Goglu*, Vol. 1, no. 35 (21 mars 1930), p. 2; Émile Goglu. « Le bâillon a perdu sa force », *Le Goglu*, Vol. 1, no. 33 (21 mars 1930), p. 2; Émile Goglu. « Échos de Valleyfield », *Le Goglu*, Vol. 1, no. 33 (21 mars 1930), p. 3.

travailleurs francophones. Ils affirment d'une part que les ouvriers canadiens-français sont pour la plupart condamnés à devenir les prolétaires des industriels anglophones¹⁶⁸. Ils affirment d'autre part que les petits entrepreneurs canadiens-français sont de plus en plus nombreux à faire faillite dans le régime capitaliste, alors que les hommes d'affaires anglo-américains s'enrichissent en s'accaparant des ressources du Québec¹⁶⁹.

Les nationalistes canadiens-français proposent cependant plusieurs solutions pour permettre aux francophones de reprendre le contrôle de leur économie. Le rédacteur en chef de *Ménard* reprend à son compte une partie de leurs solutions en affirmant que le gouvernement peut nationaliser certains services publics et certains secteurs économiques vitaux pour l'intérêt supérieur du peuple canadien-français. Il est donc par exemple tout à fait en accord avec la proposition du Dr Philippe Hamel¹⁷⁰, qui veut nationaliser l'ensemble du secteur hydroélectrique au Québec¹⁷¹. Adrien Arcand s'oppose cependant

¹⁶⁸ En ordre d'apparition : Émile Goglu. « Réclamation en Cour supérieure », *Le Goglu*, Vol. 1, no. 1 (8 août 1929), p. 5; Émile Goglu. « Dernières nouvelles en cinq secs », *Le Goglu*, Vol. 1, no. 1 (8 août 1929), p. 6; Émile Goglu. « Héroïque suicide », *Le Goglu*, Vol. 1, no. 1 (8 août 1929), p. 7; Émile Goglu. « Jour par jour », *Le Goglu*, Vol. 1, no. 21 (27 décembre 1929), p. 4; Esdras. « Échos de Valleyfield », *Le Goglu*, Vol. 1, no. 37 (18 avril 1930), p. 4; « Jour par jour », *Le Goglu*, Vol. 1, no. 45 (13 juin 1930), p. 2; « Qui les avait? », *Le Goglu*, Vol. 2, no. 17 (28 novembre 1930), p. 2; « Arbres qui brillent encore mieux », *Le Goglu*, Vol. 3, no. 21 (25 décembre 1931), p. 10; « Ne signez pas les cartes de la M.L.H. & P. », *Le Goglu*, Vol. 4, no. 19 (23 décembre 1932), p. 2.

¹⁶⁹ Robert Arcand. *Les catholiques du Québec et le fascisme italien (1929-1939)*, mémoire de maîtrise (histoire), Université de Sherbrooke, 1986, p. 148.

¹⁷⁰ Né à Québec le 12 octobre 1884, Philippe Hamel étudie au Séminaire de Québec, à la Faculté de médecine de l'Université Laval à Québec et à la Faculté de chirurgie dentaire de l'Université Laval à Montréal, avant d'obtenir un doctorat en art dentaire à l'*University of Pennsylvania* (1907). De retour au Québec, il pratique sa profession, en plus d'exercer les fonctions de professeur agrégé à la Faculté de médecine de l'Université Laval à Québec (1930-1954). Ardent défenseur de la cause de la nationalisation de l'électricité, il parvient à se faire élire sous l'étiquette de l'Action libérale nationale dans Québec-Centre (1935-1937). Il accepte dans un premier temps de se joindre à l'Union nationale de Maurice Duplessis, mais il quitte ce parti avec fracas lorsqu'il s'aperçoit que Duplessis refuse de nationaliser l'électricité. Il fonde alors avec un groupe de dissidents de l'Union nationale le Parti national (26 juin 1937), qui ne fait élire aucun député lors des élections générales de 1939. Hamel meurt à Québec en 1954. Assemblée nationale du Québec. *Philippe Hamel*, (page consultée le 22 juillet 2013), [en ligne], adresse URL : <http://www.assnat.qc.ca/fr/deputes/hamel-philippe-3583/biographie.html>.

¹⁷¹ « Jour par jour », *Le Goglu*, Vol. 1, no. 45 (13 juin 1930), p. 2.

formellement à l'étatisation de biens ou de services qui ne relèvent pas du bien commun de la nation canadienne-française :

Un ministre a fait entendre que le gouvernement provincial pourrait bien prendre le contrôle de la distribution et de la vente de la gazoline. Ce serait du socialisme le plus pur et une nouvelle mine à scandales. Une étatisation s'impose : celle de l'électricité, parce que c'est l'exploitation de ressources naturelles de notre patrimoine, parce que le trust électrique exploite affreusement le petit peuple et le prive de travail en chassant les industries nouvelles vers l'Ontario¹⁷².

Puis, tout comme les nationalistes canadiens-français, il demande au gouvernement de continuer à déléguer à l'Église catholique la gestion de l'ensemble des affaires sociales, c'est-à-dire de tout ce qui relève de l'éducation, de la santé, des organismes de loisirs et de l'aide aux nécessiteux¹⁷³. Adrien Arcand affirme en effet que le peuple canadien-français a survécu en Amérique du Nord en respectant les enseignements du clergé. Arcand souhaite donc continuer à laisser la gestion des affaires sociales à l'Église afin de transmettre l'héritage culturel et religieux des Canadiens français aux générations futures¹⁷⁴.

Adrien Arcand condamne également la plupart des lois ouvrières votées par le gouvernement Taschereau¹⁷⁵. Il recommande plutôt au gouvernement d'investir massivement dans le secteur de l'agriculture et de la colonisation, car il affirme que les Canadiens français constituent un peuple ayant un caractère rural et fermier¹⁷⁶. Il reprend ainsi à son compte l'argumentation des nationalistes canadiens-français, qui soutiennent que les francophones vivent une déchéance matérielle et culturelle depuis qu'ils ont quitté la campagne pour aller travailler dans les usines de la ville. Celles-ci sont en effet détenues par les Anglo-Saxons, qui vont finir par assimiler leurs employés canadiens-

¹⁷² « Un autre plan de socialiste », *Le Goglu*, Vol. 4, no. 23 (20 janvier 1933), p. 8.

¹⁷³ Adrien Arcand, Joseph Ménard, *op. cit.*, pp. 15-20.

¹⁷⁴ Antonin Dupont, *op. cit.*, p. 104.

¹⁷⁵ Adrien Arcand, *Chrétien ou Juif?*, *op. cit.*, p. 12.

¹⁷⁶ Rollande Montsion, *op. cit.*, pp. 16-21.

français en les exploitant ainsi à des salaires de misère et dans des conditions de travail déplorables¹⁷⁷. À cet égard, les vues d'Arcand sont très proches de celles de l'École sociale populaire. Le père jésuite Joseph-Papin Archambault, l'un des principaux chefs de file de cette école, écrit par exemple ceci pour justifier le mouvement du retour à la terre chez les francophones :

Petit groupe jeté sans défense sur cet immense territoire, gouverné par des hommes qui n'ont ni nos traditions, ni notre langue, ni notre foi, entouré d'éléments ethniques indifférents sinon hostiles à tout ce qui nous est cher, nous n'avons qu'un moyen [celui de la colonisation], avec la foi en Dieu, de survivre et de rayonner, [c'est] celui de multiplier la race et d'étendre sur un espace aussi vaste que possible ses vaillantes recrues. [...] Ainsi, notre force numérique augmentant, le nombre de nos représentants dans les conseils de la nation croîtra en proportion et du même coup grandira notre influence [auprès de la population canadienne, à majorité anglophone]¹⁷⁸.

Voilà ce qui constitue en somme les idées nationalistes canadiennes-françaises formulées par Adrien Arcand dans les publications de Joseph Ménard. Pendant ce temps, ce dernier entreprend des démarches afin d'obtenir en haut lieu la protection et le soutien financier nécessaires à la pérennité de ses entreprises politiques et journalistiques. Camillien Houde sera le premier homme politique d'envergure nationale à appuyer ses journaux.

¹⁷⁷ Donatien. « La voix du Témiscamingue », *Le Goglu*, Vol. 1, no. 29 (21 février 1930), p. 3; M^{gr} Georges Courchesne. « Le problème de la terre », *L'Action nationale*, Tome I, 1^{er} semestre (janvier 1933), pp. 6-17; Rollande Montsion, *op. cit.*, pp. 17-18.

¹⁷⁸ Joseph-Papin Archambault. « Nécessité de la Colonisation », *L'École sociale populaire*, Vol. IX, no. 219 (avril 1932), p. 3. Né à Montréal en 1880, Joseph-Papin Archambault est ordonné en 1912. Il enseigne au Collège Sainte-Marie (1904-1909), où il demeure inspiré par le catholicisme social de Léon XIII. Il participe à la fondation de *L'École sociale populaire* (janvier 1911), dont il est le premier directeur (1929-1959). En 1921, il crée les Semaines sociales du Canada, qui sont des conférences biennales destinées à enseigner aux jeunes membres de l'élite canadienne-française les rudiments de la doctrine sociale de l'Église. Il est aussi le cofondateur de la Ligue des droits du français (mars 1913), de la Ligue d'Action française (1917), puis de la Ligue d'Action nationale (1933). Il meurt à Montréal en octobre 1966. Michael D. Behiels. *Archambault, Joseph-Papin*, (page consultée le 16 décembre 2012), [en ligne], adresse URL : <http://www.thecanadianencyclopedia.com/articles/fr/josephpapin-archambault>.

2.5 ADRIEN ARCAND À LA PROTECTION DE CAMILLIEN HOUDE

Cumulant les fonctions de maire de Montréal et de chef de l'opposition provinciale sous la bannière conservatrice depuis le 10 juillet 1929, Camillien Houde sait que ses succès électoraux demeureront fragiles tant qu'il n'aura pas obtenu un appui plus large de la part des journalistes québécois. Durant les années 1930, seulement sept des soixante-quatre journaux publiés au Québec soutiennent les idées politiques conservatrices¹⁷⁹. Houde cherche donc à assurer à son parti une meilleure publicité en sollicitant l'appui d'un média montréalais francophone. C'est dans ce contexte que le chef du Parti conservateur du Québec s'est intéressé à l'aventure journalistique de Joseph Ménard. Ce dernier connaît alors des difficultés financières importantes. En effet, comme nous l'avons vu plus haut, Ménard a déjà emprunté de l'argent au Dr Paul-Émile Lalanne afin de se munir de l'équipement nécessaire à la publication de son hebdomadaire. Cette avance de fonds n'a malheureusement pas suffi à couvrir l'ensemble des frais reliés à la pérennité de son entreprise. Le premier magistrat de Montréal croit néanmoins en la viabilité du *Goglu*, car il dépose en 1929 et en 1930 plusieurs versements secrets à Ménard¹⁸⁰. Ce dernier accepte avec joie ces contributions financières, car il dispose ainsi de la protection d'un homme ayant beaucoup de pouvoir sur la scène politique provinciale et municipale¹⁸¹. De son côté, le conservateur Camillien Houde n'a aucune raison de se priver de la presse de Joseph Ménard et de la plume d'Adrien Arcand. La pensée politique de ces derniers s'apparente en effet à celle des nationalistes canadiens-

¹⁷⁹ Marc La Terreur. *Les tribulations des conservateurs au Québec : de Bennett à Diefenbaker*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1973, p. 71.

¹⁸⁰ Jean-François Nadeau. *Adrien Arcand : Führer canadien*, op. cit., p. 91.

¹⁸¹ « Camillien Boude », *L'Avenir du nord*, Vol. 33, no. 51 (20 décembre 1929), p. 12; « Houde demande 25 000.00 \$ », *Le Fouet* (31 octobre 1930), p. 7.

français. Or, la plupart des nationalistes canadien-français soutiennent davantage les conservateurs que les libéraux¹⁸².

Cependant, même s'il donne publiquement son appui à Houde, Arcand nie à de nombreuses reprises avoir reçu de l'argent du chef du Parti conservateur du Québec¹⁸³ :

- Quel est le salaire que vous recevez de votre idole, M. Camillien Houde, pour exhiber vos articles disgracieux à la face du public? [Ce serait Antonin Galipeault, le ministre libéral du Travail et des Travaux Publics, qui demanderait cela] – C'est vous et mes autres lecteurs qui me payez mon salaire en achetant *Le Goglu*. M. Houde, qui n'est même pas sur la liste de nos abonnés à 3 \$, est totalement étranger au *Goglu* si ce n'est que je le soutiens parce que le considère comme l'enfant prédestiné du peuple qui sauvera notre patrimoine des mains étrangères qu'on a laissées s'abattre sur la province. *Le Goglu* est absolument indépendant et ne reçoit de suggestion ou de direction de personne autre que son propriétaire¹⁸⁴.

Il est néanmoins difficile de croire que ce soutien ait été totalement désintéressé, puisque la plupart des contemporains d'Arcand affirment que Houde est le véritable chef des goglus¹⁸⁵. Si le maire de Montréal n'avait pas rétribué le rédacteur en chef pour obtenir son appui politique, personne n'aurait remis en question l'autorité du futur chef fasciste sur ses goglus. Pourtant, un journaliste de *L'Avenir du Nord* semble tenir pour acquis que Houde est le chef des goglus lorsqu'il écrit : « Depuis la triple défaite de Compton, Richelieu et Montcalm, le chef des goglus est de mauvaise humeur. C'est Camillien Boude et non plus Camillien Houde¹⁸⁶ ».

En devant ainsi composer avec cette nouvelle ligne éditoriale imposée par son patron Ménard, le rédacteur en chef du *Goglu* et du *Miroir* a maintenant comme mission de ne pas se contredire en soutenant d'une part ses convictions nationalistes canadiennes-

¹⁸² Parti de l'unité nationale du Canada. *Adrien Arcand devant le tribunal de l'histoire : scandale à la Société Radio-Canada*, op. cit., p. 8.

¹⁸³ Jean-François Nadeau. *Adrien Arcand : Führer canadien*, op. cit., p. 56; Martin Robin, op. cit., pp. 80-85; Michèle Larose, op. cit., p. 47.

¹⁸⁴ Émile Goglu. « Les six questions de Monsieur A.G. », *Le Goglu*, Vol. 1, no. 13 (31 octobre 1929), p. 4.

¹⁸⁵ Jean-François Nadeau. *Adrien Arcand : Führer canadien*, op. cit., p. 57.

¹⁸⁶ « Camillien Boude », loc. cit., p. 12; « Houde demande 25 000 \$ », *Le Fouet* (31 octobre 1930), p. 7.

françaises et en appuyant d'autre part la politique de Camillien Houde. Adrien Arcand parviendra à exécuter ce brillant numéro d'équilibriste en tenant compte de la situation politique à l'hôtel de ville de Montréal. En effet, la majorité des échevins siégeant au Conseil municipal sont affiliés au Parti libéral du Québec, alors que Houde est le chef du Parti conservateur du Québec. Ils se servent donc de leur pouvoir afin de bloquer les projets de loi et les mesures administratives proposées par le maire Camillien Houde¹⁸⁷. Par conséquent, Arcand appuie les houdistes en prétendant que les conseillers municipaux *whigs* sont les seuls responsables des erreurs commises par la municipalité, car ils votent contre la plupart des réformes proposées par Houde. Le rédacteur en chef du *Goglu* et du *Miroir* invite donc régulièrement ses lecteurs à voter en faveur des candidats houdistes lors des prochaines élections, car cela permettrait à Camillien Houde d'obtenir enfin la majorité qui lui est nécessaire afin d'exercer correctement ses fonctions.

Arcand offre également à Houde son appui en discréditant ses adversaires. Tout d'abord, il critique à de nombreuses reprises les fraudes commises par les ennemis politiques de Houde dans l'exercice de leurs fonctions¹⁸⁸. Arcand affirme par exemple que l'échevin Savard appose de fausses signatures sur les listes électorales afin de gonfler le nombre de suffrages en sa faveur : « M. Savard, comment expliquez-vous que,

¹⁸⁷ Hertel La Roche. *Camillien Houde : le p'tit gars de Sainte-Marie*, Montréal, Éditions de l'Homme, 1961, p. 29.

¹⁸⁸ En ordre d'apparition : Émile Goglu. « Le chantage de la canaille », *Le Goglu*, Vol. 1, no. 13 (31 octobre 1929), p. 1; Émile Goglu. « Rectification », *Le Goglu*, Vol. 1, no. 17 (29 novembre 1929), p. 1; Émile Goglu. « Un imbécile conduit par un chef de détectives plus imbécile », *Le Goglu*, Vol. 1, no. 17 (29 novembre 1929), p. 1; Émile Goglu. « Rectification », *Le Goglu*, Vol. 1, no. 25 (24 janvier 1930), p. 1; Émile Goglu. « Électeurs de Mercier! », *Le Goglu*, Vol. 1, no. 25 (24 janvier 1930), p. 2; Émile Goglu. « Attention! », *Le Goglu*, Vol. 1, no. 25 (24 janvier 1930), p. 8; Émile Goglu. « M. Lalancette endormi? », *Le Goglu*, Vol. 1, no. 29 (21 février 1930), p. 1; Émile Goglu. « Il dut y avoir une commission! », *Le Goglu*, Vol. 1, no. 33 (21 mars 1930), p. 6.

sur les listes électorales [municipales de 1928], il y ait plus de 220 journaliers sur le boulevard St-Joseph, où les loyers varient de \$ 50 à \$ 90¹⁸⁹»?

Puis, le 25 octobre 1929, le capitaine J. Gauvin, un officier de la police de Montréal, révèle au *Goglu* l'existence de liens louches entretenus par les chefs de la police montréalaise avec des politiciens libéraux corrompus siégeant à l'hôtel de ville et à l'Assemblée législative du Québec¹⁹⁰. L'officier Gauvin prétend qu'il a été licencié pour avoir divulgué ce genre de pratiques existant au sein de la police municipale :

Ce même vendredi, 25 octobre, jour de ma destitution, MM. DesRoches, Crépeau, Langevin et Lemire [des conseillers municipaux] ont fait des déclarations aux journaux. Ont-ils répondu aux accusations que j'ai portées? M. DesRoches prétend-t-il que ses voyages à Bellerive dans l'auto de la municipalité ont été faits dans l'intérêt de la ville? A-t-il nié avoir donné à l'officier en charge du département des prisonniers l'ordre de remettre en liberté l'automobiliste ivre pour qui il cautionna par la suite? A-t-il parlé de l'incident du 4 mai 1929 alors qu'il ordonna à un officier de police de ne pas procéder à l'exécution d'un mandat pris contre une maison de jeu de la rue Ontario Est¹⁹¹?

Le futur chef fasciste propose enfin à ses lecteurs de se débarrasser de ce système corrompu en votant pour des candidats houdistes. Les conservateurs représenteraient selon lui la seule alternative crédible pour prendre le pouvoir face aux politiciens *whigs*, car leur chef Camillien Houde a selon Adrien Arcand toutes sortes de qualités¹⁹². Parmi ces qualités, Houde serait surtout une personne qui saurait comprendre l'âme de l'homme de la rue, prétend Arcand :

¹⁸⁹ Émile Goglu. « Hé! Hé, M. Savard! », *Le Goglu*, Vol. 1, no. 25 (24 janvier 1930), p. 5.

¹⁹⁰ Émile Goglu. « Allez-y sans faute », *Le Goglu*, Vol. 1, no. 13 (31 octobre 1929), p. 1.

¹⁹¹ J. Gauvin. « Nouvelles déclarations du capitaine Gauvin », *Le Goglu*, Vol. 1, no. 13 (31 octobre 1929), p. 2.

¹⁹² En ordre d'apparition : Émile Goglu. « Courrier parlementaire », *Le Goglu*, Vol. 1, no. 9 (4 octobre 1929), p. 2; Émile Goglu. « Magicien sans pareil », *Le Goglu*, Vol. 1, no. 9 (4 octobre 1929), p. 3; Émile Goglu. « Pourquoi y est-il allé? », *Le Goglu*, Vol. 1, no. 9 (4 octobre 1929), p. 6; Émile Goglu. « Veuillez bien lire! », *Le Goglu*, Vol. 1, no. 13 (31 octobre 1929), p. 3; Émile Goglu. « Il fallait s'y attendre », *Le Goglu*, Vol. 1, no. 13 (31 octobre 1929), p. 3; Adefonse Goglu. « Gogluades », *Le Goglu*, Vol. 1, no. 13 (31 octobre 1929), p. 6; Émile Goglu. « Courrier parlementaire », *Le Goglu*, Vol. 1, no. 17 (29 novembre 1929), p. 2; Émile Goglu. « Jour par jour », *Le Goglu*, Vol. 1, no. 17 (29 novembre 1929), p. 2; Émile Goglu. « Peuple, sois prêt pour le grand jour », *Le Goglu*, Vol. 1, no. 17 (29 novembre 1929), p. 2; Émile Goglu. « Un nouveau titre », *Le Goglu*, Vol. 1, no. 17 (29 novembre 1929), p. 2; Émile Goglu. « Pensées pour Noël », *Le Goglu*, Vol. 1, no. 21 (27 décembre 1929), p. 3; Émile Goglu. « Courrier de la patrie », *Le Goglu*, Vol. 1, no. 25 (24 janvier 1930), p. 7.

M. Cléophas Bastien, dit-on, reproche au maire de Montréal des expressions trop « canayennes » comme « le grand flux », « passer le fléau », etc. On nous apprend à la dernière heure que ce n'est pas le style mais ce que représentent les mots que M. Bastien déteste et craint, car en réalité il sentirait « le grand flux » venir à courte échéance et il aurait vu en rêve le maire Houde lui « passer le fléau »¹⁹³.

Arcand demande aussi à ses goglus de trouver des personnes intéressées à se présenter à titre d'échevins sous la bannière de Houde. Cela lui permettrait enfin d'obtenir la majorité qui lui est nécessaire afin d'appliquer les réformes qu'il préconise :

Le dénommé Adélar Laprade, qui vient de surgir comme candidat brizardien dans le quartier Papineau, est l'individu dont nous connaissons suffisamment les intrigues pour pouvoir dire qu'il a travaillé de toutes ses forces et par... ses propres moyens contre le maire Houde aux dernières élections, qu'il a maintes et maintes fois vilipendé publiquement le caractère du maire Houde. S'il le faut, *Le Goglu* trouvera un autre candidat qu'il fera élire envers et contre tous¹⁹⁴.

En somme, Arcand parvient à remplir correctement le mandat qui lui a été donné par Joseph Ménard en soutenant d'une part ses convictions nationalistes canadiennes-françaises et en appuyant d'autre part la politique de Camillien Houde. Le rédacteur en chef du *Goglu* et du *Miroir* accomplit cela en n'analysant jamais directement les mesures politiques prises par les houdistes. Adrien Arcand soutient plutôt Houde en encensant sa personnalité et en se contentant de critiquer ses adversaires politiques. Arcand adopte également une brillante stratégie en agissant ainsi à l'égard du maire de Montréal. En effet, en s'attardant à décrire la personnalité de Camillien Houde, Adrien Arcand pourrait plus tard prétendre que la sincérité politique de Houde s'est détériorée au fil du temps et que les intérêts supérieurs de la nation canadienne-française lui commandent maintenant de soutenir un autre candidat. Après tout, Arcand n'affirme-t-il pas que le but de l'Ordre patriotique des goglus consiste à appuyer toute personne pouvant permettre aux Canadiens français de prendre en main le contrôle de leur propre destinée?

¹⁹³ Émile Goglu. « Échos de Berthier », *Le Goglu*, Vol. 1, no. 1 (8 août 1929), p. 8.

¹⁹⁴ Émile Goglu. « Le dénommé Laprade », *Le Goglu*, Vol. 1, no. 33 (21 mars 1930), p. 2.

CONCLUSION

En somme, c'est uniquement grâce à Joseph Ménard qu'Adrien Arcand a pu commencer à mener une carrière politique et journalistique à partir de 1929. L'imprimeur Ménard désire en effet mettre sur pied plusieurs petits journaux indépendants afin de faire connaître le programme électoral des nationalistes canadiens-français à un public élargi. N'ayant lui-même aucune expérience journalistique, Joseph Ménard sait qu'il a besoin d'un éditorialiste expérimenté afin de faire de ses médias des publications rentables. Adrien Arcand, qui vient tout juste de se faire congédier par Pamphile-Réal Du Tremblay à *La Presse*, est l'homme parfait pour réaliser cette mission. Arcand ne réussira jamais à rentabiliser *Le Goglu* et *Le Miroir*, mais il parviendra rapidement à augmenter la qualité de la facture de ces deux publications en instaurant plusieurs pratiques novatrices dans l'histoire de la presse québécoise. Ces innovations permettent à Adrien Arcand de se gagner le respect d'une certaine partie de la population, car plusieurs petits commerçants et de nombreux professionnels canadiens-français acceptent par la suite de louer un espace publicitaire dans les journaux de Joseph Ménard.

Puis, en novembre 1929, Ménard demande à ses abonnés de se joindre à l'Ordre patriotique des goglus, une organisation nationaliste dont il confie les rênes à Adrien Arcand. Ce dernier parvient aussitôt à faire connaître cette organisation à travers l'ensemble du Québec. Des journaux régionaux annoncent et commentent effectivement les rassemblements des goglus lorsque ceux-ci ont lieu dans leur localité, tandis que plusieurs politiciens se déplacent pour venir écouter Adrien Arcand prononcer des discours.

Joseph Ménard est cependant à court de liquidités, car il ne parvient jamais à assurer la rentabilité financière de son organisation. Il doit donc solliciter l'appui d'un politicien qui consentirait à regarnir sa trésorerie. Camillien Houde, qui cumule à ce moment-là les fonctions de maire de Montréal et de chef du Parti conservateur du Québec, constate pendant ce temps qu'aucun média montréalais francophone ne soutient sa formation politique. Il accepte donc de devenir l'un des principaux contributeurs du *Goglu* et du *Miroir*. Adrien Arcand comprend à partir de ce moment-là qu'il doit se montrer favorable à la cause des houdistes dans ses articles. Arcand doit donc constamment veiller à ce que la plate-forme nationaliste canadienne-française de l'Ordre patriotique des goglus s'harmonise avec celle de Camillien Houde. Il accomplit ce brillant numéro d'équilibriste en encensant la personnalité de Houde et en critiquant sans cesse les adversaires politiques de ce dernier. Il n'analyse toutefois jamais le programme politique ou l'ensemble des mesures administratives adoptées par le maire de Montréal. Arcand peut ainsi continuer à transmettre sans compromis son nationalisme canadien-français tout en soutenant de manière superficielle la cause des houdistes.

C'est en somme grâce à Ménard si Adrien Arcand est devenu un commentateur politique connu et respecté au Québec. Arcand a en effet reçu de Ménard une tribune avec *Le Goglu* et *Le Miroir*. L'imprimeur a également permis à Arcand de diriger son premier mouvement politique en le laissant assumer la présidence de l'Ordre patriotique des goglus. Ménard a également appris à Arcand à développer et à soutenir un programme politique en lui présentant la plate-forme électorale des nationalistes canadiens-français. Adrien Arcand a enfin pu exercer un rôle au sein de la classe politique provinciale en bénéficiant de la protection de Camillien Houde. Enfin, Ménard

s'est placé dans l'anonymat en déléguant ainsi l'ensemble de ses entreprises à son rédacteur en chef. Voyons maintenant comment ce dernier gèrera les affaires de son patron en devenant antisémite lors de l'affaire des écoles juives.

Chapitre III

LES GOGLUS MIGRENT À L'EXTRÊME-DROITE

INTRODUCTION

En 1929 et en 1930, Joseph Ménard est sur la voie de faire de ses entreprises une affaire rentable en soutenant le point de vue des nationalistes canadiens-français et en appuyant la cause de Camillien Houde dans ses journaux. La taille de son lectorat s'agrandit régulièrement et ses revenus augmentent avec un nombre toujours plus grandissant de commanditaires qui consentent à louer un espace publicitaire dans ses journaux. Cependant, les affaires de Ménard se compliquent irrémédiablement à partir du moment où son rédacteur en chef devient antisémite.

L'antisémitisme d'Adrien Arcand se développe en 1930, alors qu'il décide de se renseigner à propos des divers enjeux reliés autour de l'affaire des écoles juives. C'est vraisemblablement au cours de ses recherches que le rédacteur en chef du *Goglu* et du *Miroir* se met à lire des auteurs antisémites. Adrien Arcand semble avoir rapidement partagé le point de vue de ceux-ci, car il entre aussitôt en contact avec les principaux groupes antisémites britanniques. La pensée d'Arcand évolue alors à une vitesse vertigineuse à partir du moment où il publie son premier article sur l'affaire des écoles juives en mars 1930 jusqu'à ses rencontres en 1932 avec Kurt Ludecke¹⁹⁵. Il intègre ainsi progressivement la plupart des éléments antisémites à ses convictions nationalistes canadiennes-françaises.

Dans la première section de ce chapitre, nous exposerons les principaux enjeux reliés à l'affaire des écoles juives. Nous traiterons ensuite de l'implication d'Arcand dans cette affaire. Puis, au cours de la deuxième partie, nous tenterons de comprendre

¹⁹⁵ En 1932, c'est l'émissaire du Parti national-socialiste des travailleurs allemands en Amérique du Nord.

comment Adrien Arcand est entré en contact avec des chefs antisémites britanniques. Nous analyserons ensuite dans la troisième section le contenu de la pensée antisémite d'Adrien Arcand.

Cependant, comme nous le constaterons un peu plus loin, Arcand s'attire une opposition grandissante de la part de plusieurs personnes en s'acharnant ainsi contre les Juifs. Camillien Houde cesse par exemple de financer les goglus lorsqu'il s'aperçoit qu'Arcand et Ménard sont devenus des antisémites. Ce désaveu de Houde à la nouvelle orientation anti-juive de l'Ordre patriotique des goglus provoque la ruine financière de Joseph Ménard. Ce dernier doit de nouveau demander à son rédacteur en chef d'obtenir l'appui d'un autre politicien disposé à regarnir sa trésorerie. Arcand obtient tout d'abord pendant quelques mois l'appui des libéraux provinciaux de Taschereau, puis il parvient ensuite à se sortir de cette mauvaise passe en devenant l'un des organisateurs de Richard Bedford Bennett, le chef du Parti conservateur du Canada. Ce dernier consent ainsi à remplir les coffres des entreprises de Ménard, à condition qu'Adrien Arcand soutienne l'ensemble de ses mesures politiques. Nous étudierons donc finalement l'évolution de cette alliance entre Arcand et Bennett dans ce chapitre. Mais tout d'abord, commençons par l'affaire des écoles juives, puisque c'est au cours de celle-ci qu'Adrien Arcand deviendra pour le reste de sa vie un antisémite virulent.

3.1 L'AFFAIRE DES ÉCOLES JUIVES¹⁹⁶

Étant donné que l'affaire des écoles juives revêt une grande importance dans la vie d'Adrien Arcand, nous allons tout d'abord étudier dans cette section les enjeux qui concernent l'ensemble des acteurs sociaux évoluant au sein du système éducatif québécois. Puis, nous allons expliquer pourquoi l'épiscopat catholique a demandé à Arcand de mener en son nom une campagne en vue d'empêcher la création d'une commission scolaire spécifique aux Juifs.

En vertu de l'article 93 de la constitution canadienne de 1867, seuls les catholiques et les protestants peuvent pratiquer leur religion dans les écoles publiques du Québec¹⁹⁷. Ce sont donc uniquement l'Église romaine et les Églises réformées qui ont le droit d'avoir leur propre réseau scolaire public à l'intérieur du système éducatif québécois. Par conséquent, les enfants non catholiques et non protestants doivent

¹⁹⁶ Consulter l'ensemble de ces documents pour en connaître davantage au sujet de cette affaire des écoles juives. Tout d'abord les sources primaires : Assemblée nationale du Québec. *Débats reconstitués*, (page consultée le 16 juillet 2008), [en ligne], adresse URL : <http://www.assnat.qc.ca/fr/membres/notices/index.html>; QUÉBEC, STATUTS DU QUÉBEC. *Acte pour amender les lois concernant l'éducation en cette province*, Québec, Éditeur officiel, 1869, c. 16, art. 1-39; QUÉBEC, STATUTS DU QUÉBEC. *Loi concernant l'éducation de certains enfants dans Montréal et Outremont*, Québec, Éditeur officiel, 1931, art. 1-3; QUÉBEC, STATUTS DU QUÉBEC. *Loi concernant l'éducation des enfants de croyance judaïque dans l'île de Montréal*, Québec, Éditeur officiel, 1930, art. 1-27; QUÉBEC, STATUTS DU QUÉBEC. *Loi amendant les lois concernant l'instruction publique relativement aux personnes professant la profession judaïque*, Québec, Éditeur officiel, 1903, art. 1-7; QUÉBEC, STATUTS DU QUÉBEC. *Loi concernant l'éducation des enfants non catholiques romains et non protestants de Montréal*, Québec, Éditeur officiel, 1922, art. 1-9. Ensuite, les sources secondaires : Arlette Coscos. *Montréal, les Juifs et l'école*, Sillery, Septentrion, 1997, 305 p.; David Rome. *Canadian Jewish Archives on the Jewish School Question in Montreal 1903-1931*, Montréal, Canadian Jewish Congress, 1975, 136 p.; David Rome. *Clouds in the Thirties. On Antisemitism in Canada: 1929-1939*, Montréal, Canadian Jewish Congress, 1977, Vol. 1; Joe King. *Les Juifs de Montréal : trois siècles de parcours exceptionnel*, Outremont, Carte blanche, 2002, 304 p.; Marc Hébert. *La presse de Québec et les Juifs 1925-1939: le cas du Soleil et du Quebec Chronicle Telegraph*, mémoire de maîtrise (histoire), Université Laval, 1994, 138 p.; Pierre Anctil. *Saint-Laurent, la Main de Montréal*, Sillery, Septentrion, 2002, 112 p.; Pierre Anctil. « Vers une relecture de l'héritage littéraire yiddish montréalais », *Études françaises*, Vol. 37, no. 3 (2001), pp. 9-27; Pierre Graveline. *Une histoire de l'éducation et du syndicalisme enseignant au Québec*, Montréal, Typo Essai, 2003, 196 p.; Robert Lahaise. *La fin d'un Québec traditionnel, 1914-1939*, Montréal, L'Hexagone, 1994, 235 p.; Robert Rumilly. « L'affaire des écoles juives (1928-1931) », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, Vol. X, no. 2 (septembre 1956), pp. 222-244.

¹⁹⁷ Marc Hébert, *op. cit.*, p. 4.

impérativement fréquenter des écoles privées qui ne sont pas subventionnées par l'État si leurs parents veulent les éduquer dans des écoles reflétant leur religion ou leur culture. Les élèves qui ne font pas partie des Églises romaine ou réformées sont par contre tenus de fréquenter les institutions scolaires catholiques ou protestantes s'ils sont inscrits dans le réseau public.

Dans un premier temps, de 1846 à 1874, les Juifs ouvrent des écoles privées de confession judaïque à Montréal, mais ils ne disposent pas des capitaux nécessaires pour les financer eux-mêmes¹⁹⁸. Les Judéo canadiens consentent ensuite à inscrire leurs enfants au sein du réseau scolaire protestant en 1874, mais les commissaires protestants prétendent en 1882 qu'ils n'ont plus les moyens de pourvoir à l'instruction des élèves juifs. Les Juifs acceptent alors de faire instruire leurs jeunes dans les écoles catholiques à partir de 1886. Les commissaires catholiques acceptent bel et bien d'intégrer les élèves de confession juive dans leur réseau scolaire, mais ces derniers estiment que leurs instituteurs ne respectent pas leur religion au sein de leurs écoles. Les Juifs se résignent alors à inscrire leurs enfants dans les institutions scolaires protestantes à partir de 1894, mais ils ne parviennent pas vraiment à s'intégrer au réseau réformé.

De la fin du 19^e siècle jusqu'au début du 20^e siècle, des milliers de Juifs immigrèrent au Canada afin de fuir les pogroms européens et de trouver du travail. La population judéo-canadienne passe alors de 2 500 membres en 1881 à 74 564 en 1911 et à 156 606 en 1931¹⁹⁹. Pendant ce temps, au Québec, de 2 703 à 60 087 personnes déclarent être de religion juive de 1891 à 1931²⁰⁰. En 1931, les Juifs forment à Montréal le troisième groupe ethnique le plus peuplé, juste derrière ceux des Canadiens français et

¹⁹⁸ Arlette Coscos, *op. cit.*, pp. 27-31; Marc Hébert, *op. cit.*, p. 2.

¹⁹⁹ Martin Robin, *op. cit.*, pp. 88-89.

²⁰⁰ Hughes Théorêt. « L'île du Dr Lalanne : une page oubliée de l'histoire du nazisme », *loc. cit.*, p. 5.

des Britanniques. Pendant ce temps, nous avons vu que les Judéo canadiens inscrivent leurs enfants dans les écoles protestantes depuis 1894. Ils sont de plus en plus nombreux à vouloir se faire entendre par les commissaires protestants, car ils prennent conscience de l'importance de leur poids démographique au sein du réseau scolaire réformé. Ils demandent tout d'abord aux enseignants de prodiguer à leurs enfants des cours adaptés à leur culture et à leur religion. Les Juifs estiment de plus qu'ils ont le droit de siéger au sein des commissions scolaires protestantes, car ils paient leurs taxes comme tous les autres citoyens.

Les commissaires réformés rétorquent cependant que les parents des élèves judéo-canadiens n'ont pas le droit de siéger au sein de leurs conseils d'administration, car ils estiment que les taxes scolaires prélevées à même les propriétés juives rapportent systématiquement beaucoup moins que l'ensemble des frais liés à l'instruction des enfants judéo-canadiens. Ce serait donc uniquement les propriétaires protestants qui auraient le droit de déléguer des représentants au sein des conseils d'administration des commissions scolaires réformées, car ce serait eux qui défrayeraient la plus grande partie des frais de scolarité des élèves juifs. À titre d'exemple, un journaliste du *Montreal Gazette* signale le 1^{er} novembre 1922 que 40 % des dépenses de cette commission scolaire réformée sont allouées à l'instruction des enfants juifs, alors que l'ensemble des propriétaires de confession juive ne fournissent que 20 % des revenus du fonds protestant²⁰¹. Ainsi, plus il y a d'immigrants juifs qui inscrivent leurs enfants à l'école protestante, plus celle-ci doit s'endetter pour assumer les frais liés à l'éducation de ces

²⁰¹ David Rome. *Canadian Jewish Archives on the Jewish School Question in Montreal: 1903-1931, op. cit.*, p. 7.

nouveaux venus²⁰². Les administrateurs scolaires du réseau protestant décident alors de cesser de fournir certains services aux élèves juifs afin d'éponger leurs déficits²⁰³.

Ces querelles entre les protestants et les Juifs se poursuivent ainsi durant plusieurs décennies. Le 21 janvier 1930, le gouvernement Taschereau espère enfin trouver la solution définitive à cette épineuse question en permettant au député libéral Peter Bercovitch de déposer en Chambre un projet de loi visant à créer à l'intérieur du système éducatif québécois un comité scolaire juif dont les membres pourraient gérer en toute autonomie des écoles publiques séparées fréquentées par des élèves judéo-canadiens. Ce comité ne siègerait pas au sein du Conseil de l'instruction publique, mais serait placé sous l'autorité directe du surintendant de l'Instruction publique. Le projet de loi prévoit également la mise sur pied d'une Commission scolaire juive. Celle-ci pourrait percevoir les taxes scolaires payées par l'ensemble des parents judéo-québécois, en plus de recevoir sa part de la cagnotte du fonds neutre. Les commissaires juifs auraient également le pouvoir de conclure des ententes avec les commissaires protestants et les commissaires catholiques dans le but de pourvoir à l'instruction des jeunes Judéo canadiens²⁰⁴.

²⁰² Des statistiques révèlent que l'instruction des élèves juifs n'a pas été une dépense, mais un investissement. En effet, les jeunes juifs sont proportionnellement plus nombreux à mener de hautes études que leurs camarades protestants ou catholiques. Cela fait en sorte que plusieurs d'entre eux occupent un poste rémunérateur une fois qu'ils sont rendus à l'âge adulte, pouvant ainsi payer plus de taxes scolaires que leurs parents. Il faut également mentionner que la population judéo-canadienne de Montréal croît moins vite que celle des autres communautés, car les Juifs ont un bas taux de natalité pendant cette période. De plus, le nombre d'immigrants admis au Canada se compte par centaines durant les années 1930 et pendant la Seconde Guerre mondiale. Ainsi, les propriétaires juifs paient environ 450 000 \$ en taxes scolaires en 1923, contre 513 000 \$ en 1929. Pendant ce temps, approximativement 11 000 élèves juifs fréquentent les écoles réformées en 1927, alors qu'ils ne sont plus que 10 000 en 1930 et 7 300 en 1940. Par conséquent, au fil du temps, l'éducation des enfants juifs rapporte plus et coûte moins. David Rome. *Canadian Jewish Archives on the Jewish School Question in Montreal: 1903-1931*, op. cit., pp. 7-9.

²⁰³ David Rome. *Canadian Jewish Archives on the Jewish School Question in Montreal: 1903-1931*, op. cit., pp. 2-3 et pp. 33-44; Robert Rumilly. *Histoire de la province de Québec*, Ottawa, Fides, 1959, tome XXXI : Léonide Perron, p. 165.

²⁰⁴ Arlette Coscos, op. cit., pp. 101-102; Assemblée nationale du Québec. *Débats reconstitués* à partir de « Enfant juif (Bill 208), cahier no. 52 (27 mars 1929), p. 857 », (page consultée le 16 juillet 2008), [en

C'est cette fois le haut clergé catholique qui s'oppose avec véhémence au projet de loi. En effet, le 28 février 1930, le cardinal de Québec Raymond-Marie Rouleau²⁰⁵ écrit une lettre à Taschereau, où il lui présente six arguments en vue de s'opposer à la création des écoles juives. Tout d'abord, indique Son Éminence, la constitution canadienne ne reconnaît que les écoles catholiques et les écoles protestantes dans le réseau public. Ce projet de loi placerait désormais les commissaires juifs sous l'autorité directe du surintendant de l'Instruction publique, ce qui ferait de ce dernier un ministre de l'Éducation. Or, l'Église affirme que la création d'un ministère de l'Éducation reviendrait à laïciser et à déconfessionnaliser l'ensemble du réseau scolaire québécois en retirant aux évêques leurs pouvoirs sur les écoles. De plus, soutient le cardinal Rouleau, Taschereau fait cette loi afin de courtiser le vote de la communauté juive. Il reproche aussi au Premier ministre de ne pas avoir consulté l'épiscopat catholique avant de déposer son projet de loi à la Chambre. Son Éminence affirme également que les Juifs sont des immigrants et qu'à ce titre, ils devraient chercher à s'assimiler au sein de leur pays hôte en allant s'instruire dans les écoles chrétiennes²⁰⁶. Enfin, dans sa missive envoyée à Taschereau, le cardinal accuse les Judéo-canadiens de vouloir créer des écoles séparées afin de répandre le bolchévisme au Canada : « Quelles garanties aura-t-on contre les entreprises de la

ligne], adresse URL : <http://www.assnat.qc.ca/debats-reconstitues/index.html>; Bernard Vigod, *op. cit.*, p. 214; David Rome. *Canadian Jewish Archives on the Jewish School Question in Montreal 1903-1931*, *op. cit.*, p. 105.

²⁰⁵ Né à l'Isle-Verte le 6 avril 1866, Raymond-Marie Rouleau prend la soutane en septembre 1885. Il entre dans l'Ordre des dominicains (3 août 1888) et est ordonné prêtre (31 juillet 1892) avant d'obtenir un doctorat en théologie (1894). Il est ensuite assigné au couvent de Saint-Hyacinthe, où il est régent des études (1894-1900). Il est ensuite élu régent du couvent régulier de l'Ordre à Ottawa (1900-1919), avant d'être promu provincial des dominicains pour la province du Canada (2 juillet 1919 – 1923). Il devient ensuite évêque de Valleyfield (9 mars 1923 – 1926), puis archevêque de Québec (9 juillet 1926) et cardinal de Québec (du 19 décembre 1927 jusqu'à sa mort le 31 mai 1931). *College Marianopolis. Le cardinal Raymond-Marie Rouleau (1866-1931)*, (page consultée le 9 décembre 2012), [en ligne], adresse URL : <http://faculty.marianopolis.edu/c.belanger/quebechistory/encyclopedia/rouleau.htm>.

²⁰⁶ Robert Rumilly. *Histoire de la province de Québec*, Ottawa, Fides, 1959, tome XXXI : Léonide Perron, p. 170; Robert Rumilly. « L'affaire des écoles juives (1929-1931) », *loc. cit.*, p. 227.

propagande bolchéviste, alors même qu'avec les droits de surveillance actuelle, on affirme qu'il existe des écoles juives, ou russo-juives, à caractère bolchévisant, même dans la province²⁰⁷»?

Le gouvernement comprend alors qu'il devra faire des concessions s'il veut obtenir l'approbation de l'épiscopat catholique. En mars 1930, Taschereau demande aux députés juifs Peter Bercovitch et Joseph Cohen²⁰⁸ d'amender leur projet de loi afin de restreindre la portée de celui-ci à l'île de Montréal. C'est en effet dans la métropole canadienne que la majorité des Judéo canadiens réside. Il aurait été déraisonnable de créer des écoles juives dans les autres régions du Québec afin d'assurer l'instruction d'une poignée d'individus. Taschereau et le secrétaire provincial Athanase David se sont ensuite entendus avec les commissaires protestants afin de permettre à ces derniers de négocier un ultime accord avec les délégués juifs. Les Juifs et les protestants doivent donc s'entendre dans le but d'intégrer les élèves judéo-canadiens dans les écoles protestantes. Par contre, indiquent Taschereau et David, si ces deux parties ne parviennent pas à trouver un terrain d'entente au bout d'un an, les députés provinciaux voteraient une nouvelle loi en vue de reconnaître l'existence officielle d'un comité juif qui aurait le pouvoir de fonder des écoles juives dans la région montréalaise²⁰⁹. Ces conditions semblent avoir été bien accueillies par les membres des communautés

²⁰⁷ Robert Lahaise, *op. cit.*, p. 154.

²⁰⁸ Né en Russie le 12 août 1891, Joseph Cohen émigre au Canada en 1892. Il est admis au Barreau le 13 janvier 1913 en tant qu'avocat criminaliste. Il est ensuite élu député provincial libéral dans Montréal-Saint-Laurent (1923-1936). Il meurt le 26 septembre 1973. Assemblée nationale du Québec. *Joseph Cohen*, (page consultée le 9 décembre 2012), [en ligne], adresse URL : <http://www.assnat.qc.ca/fr/deputes/cohen-joseph-2617/biographie.html>.

²⁰⁹ Robert Rumilly. « L'affaire des écoles juives (1929-1931) », *loc. cit.*, p. 232.

protestantes et juives, car le secrétaire provincial Athanase David fait adopter le 4 avril 1930 un projet de loi allant dans ce sens²¹⁰.

C'est cette fois l'archevêque coadjuteur Georges Gauthier qui prendra la tête des ecclésiastiques catholiques opposés à cette loi. Il n'hésite d'ailleurs pas à intimider la communauté juive et à confronter certains membres du cabinet ministériel afin de tenter de faire reculer le gouvernement sur cette question. En effet, avec l'approbation plus ou moins tacite de leur évêque, des prêtres se sont mis à prononcer des sermons violemment antisémites. L'un de ces ecclésiastiques, le père Alexandre Dugré, a même félicité M^{gr} Gauthier en faisant ce prêche au parc Lafontaine le jour de la Saint-Jean-Baptiste :

[...] Que certains errants, appelés par l'Histoire la « race destructrice » et le « fléau des nations » aient pu s'installer chez nous, même en jurant d'observer nos lois de pays chrétien, c'est déjà trop; mais qu'ils aient, après trente ans de vie mystérieuse, décidé de profiter d'une bonté poussée jusqu'à la bonasserie pour former un État dans l'État, et qu'ils obtiennent, pour devenir maîtres chez nous, l'aide de nos libertés si chèrement payées et de notre argent si mesuré à nos instituteurs et institutrices, et si souvent refusé à des œuvres d'expansion de notre race, cela Dieu ne le veut pas, et c'est, Monseigneur, par votre geste de défense de Bon Pasteur qu'Il nous a protégés une fois de plus²¹¹.

Parallèlement, à partir de la sanction du Bill David le 4 avril 1930, le journaliste Adrien Arcand commence à rédiger une série d'articles virulents en vue de dénoncer la création d'écoles séparées pour les Judéo canadiens. Il reprend tout d'abord à son compte l'ensemble des arguments déjà formulés par le cardinal Rouleau et l'archevêque coadjuteur Gauthier en vue de s'objecter à la création d'un réseau scolaire public juif²¹². Aussi, comme le remarquent les membres du cabinet provincial à propos des chroniques d'Arcand, ce dernier publie toujours avant tous les autres médias de la province des renseignements très pointus à propos de la position de l'archevêché dans cette affaire. M^{gr}

²¹⁰ Arlette Coscos, *op. cit.*, p. 104. Ce projet de loi a souvent été surnommé le Bill David.

²¹¹ Robert Lahaise, *op. cit.*, p. 155; Robert Rumilly. « L'affaire des écoles juives (1928-1931) », *loc. cit.*, p. 240.

²¹² Antonin Dupont, *op. cit.*, pp. 264-266; David Rome. *Canadian Jewish Archives on the Jewish School Question in Montreal 1903-1931*, *op. cit.*, pp. 117-121.

Gauthier aurait-il réellement, comme le pensent les ministres de Taschereau, conduit Arcand à rédiger des pamphlets haineux dans le but de forcer le gouvernement à abroger le Bill David?

La plupart des historiens le croient²¹³. Nous soutenons pour notre part que M^{gr} Gauthier cherchait simplement à provoquer le gouvernement en recourant aux services d'Adrien Arcand²¹⁴. Après tout, comme nous l'avons vu au chapitre deux, ce dernier est surtout connu en 1929 et en 1930 pour son style d'écriture humoristique et pamphlétaire. L'archevêque coadjuteur ne s'attendait probablement pas à ce qu'Arcand développe ainsi soudainement une haine aussi viscérale à l'endroit des Juifs, puisqu'il n'avait jusque là exprimé aucun sentiment antisémite. Quoi qu'il en soit, Adrien Arcand se vantera par la suite à de nombreuses reprises d'avoir été mandaté par M^{gr} Georges Gauthier pour combattre la Loi sur les écoles juives²¹⁵. Puis, lorsque le Bill David sera abrogé en 1931 à la suite d'une entente conclue entre les commissaires protestants et les délégués juifs le 12 décembre 1930, le chef de l'Ordre patriotique des goglus affirmera que seuls lui et ses troupes ont réussi à faire reculer le gouvernement sur cette question :

Il est avéré que si nos journaux n'avaient pas fait le vacarme que l'on sait autour de cette affreuse législation, le Bill David aurait été mis en opération. [...] Cette historique

²¹³ Antonin Dupont, *op. cit.*, pp. 255-266; Bernard Vigod, *op. cit.*, p. 215; David Rome. *Canadian Jewish Archives on the Jewish School Question in Montreal 1903-1931*, *op. cit.*, p. 106 et p. 119; David Rome. *Clouds in the Thirties. On Antisemitism in Canada: 1929-1939*, Montréal, Congrès juif canadien, 1977, Volume 1, p. 70; Jean-François Nadeau. *Adrien Arcand : Führer canadien*, *op. cit.*, pp. 66-68; Martin Robin, *op. cit.*, pp. 99-100; Michelle McBride, *op. cit.*, pp. 68-69; Réal Caux, *op. cit.*, p. 30; Robert Rumilly. *Histoire de la province de Québec*, Ottawa, Fides, 1959, tome XXXII : La dépression, p. 80; Robert Rumilly. *Histoire de la province de Québec*, Ottawa, Fides, 1959, tome XXXI : Léonide Perron, p. 176; Robert Rumilly. « L'affaire des écoles juives (1928-1931) », *loc. cit.*, p. 238. À notre connaissance, aucun chercheur n'a jusqu'à maintenant analysé les archives de l'archevêché de Montréal pour en connaître davantage sur les relations développées par le haut clergé québécois à l'endroit des troupes d'Adrien Arcand.

²¹⁴ Université de Sherbrooke. *Bilan du siècle, 1983 – Adrien Arcand et le Parti national social chrétien*, (page consultée le 6 mai 2006), [en ligne], adresse URL : <http://bilan.usherbrooke.ca/bilan/pages/clips/42.html>.

²¹⁵ David Phillips. *Lettre d'Adrien Arcand au cardinal Maurice Roy*, 14 mars 1965, pp. 317-318; Parti de l'unité nationale du Canada. *Adrien Arcand devant le tribunal de l'histoire : scandale à la Société Radio-Canada*, *op. cit.*, p. 8; Réal Caux, *op. cit.*, p. 30.

reculade du gouvernement Taschereau et du chef de l'opposition est la plus belle victoire remportée jusqu'ici par les Goglus. Seuls les Goglus la savourent, car ils ont combattu seuls. Ils ne permettent à personne de leur enlever ou simplement partager leur mérite²¹⁶.

Nous soutenons au contraire qu'Arcand et son groupe n'ont pas été les seuls à combattre le Bill David. L'épiscopat catholique l'a largement fait en recourant à sa force morale de persuasion et en employant toutes sortes de sophismes et d'arguments haineux. Des journaux aussi libéraux que *Le Soleil* ont également combattu de toutes leurs forces le Bill David. De même, dans la communauté anglophone, les chroniqueurs du *Quebec Chronicle Telegraph* se sont aussi opposés à la création des écoles juives en vue de protéger les intérêts de la Commission des écoles protestantes de Montréal²¹⁷.

De son côté, Adrien Arcand a réussi à s'attirer l'attention de l'opinion publique en s'opposant avec une telle véhémence aux écoles juives²¹⁸. L'historien Robert Rumilly, ayant vécu à l'époque d'Arcand, raconte en effet que les écrits diffamants de ce dernier ont contribué à semer un vent d'antisémitisme dans tout le Québec²¹⁹. Arcand a également pu obtenir un certain prestige auprès de ses compatriotes en bénéficiant du soutien de M^{gr} Georges Gauthier au cours de cette affaire des écoles juives. L'Église a donc permis à Arcand de légitimer son nouveau discours antisémite en recourant ainsi à ses services.

²¹⁶ Stéphane Morisset, *op. cit.*, p. 22. Cependant, dans son pamphlet paru en 1930 *Chrétien ou Juif?*, Arcand prétend à la page 38 qu'il est ravi que les Juifs aient trouvé un terrain d'entente avec les protestants en vue d'intégrer leurs enfants dans leurs écoles. Il déplore toutefois que le législateur ait autorisé les commissaires protestants à prélever 325 000 \$ supplémentaires du fonds neutre pour pourvoir à l'éducation des enfants judéo-canadiens. En effet, en prélevant plus d'argent dans le fonds neutre, les protestants prennent logiquement cette somme des mains des commissaires catholiques. Arcand demande plutôt que le gouvernement fasse doubler la taxe scolaire aux parents juifs afin de doter le fonds protestant d'une somme appropriée.

²¹⁷ Marc Hébert, *op. cit.*, pp. 1-44.

²¹⁸ Bernard Vigod, *op. cit.*, p. 215; Université de Sherbrooke. *Bilan du siècle, 1983 – Adrien Arcand et le Parti national social chrétien*, (page consultée le 6 mai 2006), [en ligne], adresse URL : <http://bilan.usherbrooke.ca/bilan/pages/clips/42.html>.

²¹⁹ Robert Rumilly. « L'affaire des écoles juives (1928-1931) », *loc. cit.*, p. 238.

Par contre, une fois que cette affaire des écoles juives a été définitivement réglée, la plupart des Québécois décolèrent contre les Juifs. Adrien Arcand ne partage aucunement ce sentiment. En effet, ce dernier prétend ensuite envers et contre tout bon sens s'être éveillé à l'idée que les Juifs complotent en vue de dominer le monde. Le chef de l'Ordre patriotique des goglus ne cessera donc pas d'attaquer les Juifs après l'abrogation du Bill David. Il voudra consacrer le reste de sa vie à persuader les gens de lutter contre cette volonté des Juifs de devenir les maîtres de l'univers²²⁰. Étudions maintenant les raisons qui l'ont amené à croire en une telle machination.

3.2 LE RÉSEAU ANTISÉMITE DU *COMMONWEALTH*

À partir du moment où il accepte la mission de M^{gr} Georges Gauthier de combattre le Bill David en mars 1930, le chef de l'Ordre patriotique des goglus se contente de répéter dans son journal les principaux arguments avancés par l'épiscopat catholique afin de s'objecter à la création des écoles juives. Puis, à partir d'août 1930, Adrien Arcand abandonne l'argumentation traditionnelle du clergé pour se tourner vers des accusations de plus en plus antisémites. Le 29 août, dans son article « Un Québec chrétien ou un Québec juif? », il prétend pour la première fois que les écoles juives ne sont pour le peuple élu qu'une étape en vue de s'assurer la domination universelle. Puis, comme l'indique l'archiviste David Rome, Arcand fait état d'« une session tenue par des Juifs conspirateurs dans une cave sombre en train de planifier la démoralisation de la société,

²²⁰ Arlette Coscos, *op. cit.*, pp. 110-112; David Rome. *Canadian Jewish Archives on the Jewish School Question in Montreal 1903-1931*, *op. cit.*, pp. 129-135; Hughes Théorêt. *La campagne antisémite d'Adrien Arcand d'après-guerre : 1945 à 1967*, *op. cit.*, pp. 46-47; Marc Hébert, *op. cit.*, pp. 1-44; Robert Lahaise, *op. cit.*, p. 155; Robert Rumilly. *Histoire de la province de Québec*, Ottawa, Fides, 1959, tome XXXII : La Dépression, pp. 126-129; Robert Rumilly. « L'affaire des écoles juives (1928-1931) », *loc. cit.*, pp. 242-244; Stéphane Morisset, *op. cit.*, p. 22; Statuts du Québec. *Loi concernant l'éducation de certains enfants dans Montréal et Outremont*, Québec, Éditeur officiel, c.63, 1931, art. 1 à 3.

l'introduction de [...] l'assistance publique, la conquête et l'affaiblissement du Québec et de l'Église, ainsi que la loi de l'école²²¹ [notre traduction]». Adrien Arcand présente par la suite le Juif comme un marchand malhonnête dans une caricature publiée le 12 septembre 1930²²². Il fait ensuite paraître d'autres chroniques particulièrement haineuses à l'égard de la communauté juive. Les titres d'articles suivants sont des exemples probants à cet égard : « Pourquoi le sémitisme est un péril », « Comment procède le sémitisme? », « La parole divine et les Juifs », « Le sémitisme persécuté et persécuteur »²²³. C'est à partir de ce moment-là qu'Arcand ne décolère plus contre les Juifs et le gouvernement libéral provincial²²⁴. Il teinte désormais presque tous ses articles d'un arrière-fond d'antisémitisme. Ainsi, le parti ministériel de Taschereau n'est plus seulement corrompu, mais il est aussi le valet de la « haute finance juive internationale », selon la terminologie d'Arcand. Ce dernier commence enfin à internationaliser sa pensée politique en exposant la manière dont les Juifs conspirent en vue de dominer le monde. Il tente ainsi constamment d'établir des liens entre la situation socioéconomique du Québec et celle des autres pays occidentaux afin de démontrer que les Juifs emploient partout les mêmes méthodes pour étendre leurs tentacules à l'échelle mondiale²²⁵.

Bref, comme nous venons de le constater, Adrien Arcand devient un antisémite virulent lors de l'affaire des écoles juives. Arcand a sans doute développé des sentiments aussi haineux à l'égard des Juifs à partir du moment où il est entré en contact avec les principaux leaders antisémites britanniques. En effet, le rédacteur en chef du *Goglu* et du

²²¹ David Rome. *Clouds in the Thirties. On Antisemitism in Canada: 1929-1939*, Montréal, Congrès juif canadien, 1977, Volume 1, p. 75.

²²² *Ibid*, p. 76.

²²³ Arlette Coscos, *op. cit.*, p. 117; Jean-François Nadeau. *Adrien Arcand : Führer canadien*, *op. cit.*, p. 69.

²²⁴ Réal Caux, *op. cit.*, pp. 30-32.

²²⁵ Stéphane Morisset, *op. cit.*, p. 24.

Miroir avoue lui-même à de nombreuses reprises qu'il est devenu antisémite lorsqu'il a forgé des liens d'amitié avec le groupe d'Henry Hamilton Beamish²²⁶. Tout d'abord, dans une entrevue qu'il a accordée à un journaliste du *Time Magazine* en 1938, Adrien Arcand prétend que le mouvement antisémite est originaire de Londres et que Beamish en est l'un des pionniers. Il dit également à ce journaliste que sa formation politique importe une petite quantité de documents rédigés par les penseurs militant auprès de l'*Imperial Fascist League* d'Arnold Spencer Leese, un groupuscule affilié à celui des *Britons*²²⁷.

Plus tard, en 1965, Arcand écrit au chanoine Georges Panneton que Beamish a été « un de mes professeurs sur LA question [celle des Juifs] (il est le plus important après M^{gr} Benigni et M^{gr} Jouin)²²⁸ ». Adrien Arcand prétend également avoir reçu en 1930 une aide financière de Lord Sydenham of Combe, un politicien conservateur britannique ayant été gouverneur de Victoria (Australie) et gouverneur de Bombay (Inde). Le baron Sydenham of Combe est aussi connu à cette époque pour être l'un des principaux contributeurs des *Britons*²²⁹.

Arcand développe enfin la même attitude que Beamish par rapport à la religion juive. Comme nous le verrons dans l'autre section, le chef de l'Ordre patriotique des goglus ne se définit pas comme un antisémite raciste à partir de 1930, mais plutôt comme un antijudaïste. En effet, la plupart de ses critiques à l'égard des Juifs concerne des éléments de leur doctrine et de leurs pratiques religieuses. Cela ne l'empêche toutefois pas de se moquer de temps à autre de leurs « tares » génétiques ou de leurs « imperfections »

²²⁶ Geoffrey G. Field. "Anti-Semitism with the Boots Off", in Herbert A. Strauss. *Hostages of Modernization: Studies on Modern Antisemitism 1870-1933/39 Germany-Great Britain, France*, Berlin, Walter de Gruyter, 1992, pp. 294-326; Gisela C. Lebzelter, *op. cit.*, pp. 41-57.

²²⁷ David Martin, *loc. cit.*, pp. 9-10.

²²⁸ David Phillips. *Lettre d'Adrien Arcand au chanoine Georges Panneton*, 4 novembre 1965, p. 329.

²²⁹ Jean-François Nadeau. *Adrien Arcand: Führer canadien*, *op. cit.*, p. 70; Lita-Rose Betcherman. *The Swastika and the Maple Leaf. Fascist Movements in the Thirties*, *op. cit.*, p. 12.

biologiques. Arcand s'est très certainement inspiré des *Britons* de Beamish pour formuler ce genre de calomnies, car ce dernier affirme lui aussi que les Juifs conspirent en vue de détruire la chrétienté²³⁰. L'historienne Gisela C. Lebzelter, une spécialiste renommée à propos des *Britons*, mentionne en effet que ces derniers sont des antijudaïstes. Le seul point reliant les *Britons* avec les fascistes consiste en leur volonté commune de se débarrasser de l'influence juive dans leur pays :

Même s'ils [les *Britons*] ont exprimé leur sympathie pour la *British Union of Fascists*, la première organisation à employer cette étiquette [fasciste en Grande-Bretagne] en 1923, et ont salué la formation d'un « fascisme international contre le capitalisme juif et la franc-maçonnerie », ils ont semblé s'éloigner plutôt que se rapprocher des idées du fascisme. Ignorant que l'antisémitisme n'est pas nécessairement une partie intégrante du fascisme, ils ont salué les fascistes comme des alliés potentiels dans leur croisade antisémite. D'un autre côté, ils ont été ravis de voir le mouvement d'Hitler être écarté du « fascisme international » et ont noté avec satisfaction que ce dernier a été spécifiquement « confiné aux mouvements catholiques », identiques à ceux de « l'Internationale chrétienne blanche » [notre traduction]²³¹.

En plus de se référer aux antisémites britanniques, Arcand s'est inspiré des écrits de certains ecclésiastiques antijudaïstes en vue d'étayer son argumentation antisémite. Comme nous l'avons vu plus haut, Arcand a écrit en 1965 au chanoine Panneton que M^{gr} Benigni et M^{gr} Jouin ont été parmi ses plus importants professeurs à propos de la question juive. Le chef de l'Ordre patriotique des goglus prétend même dans cette lettre envoyée au chanoine qu'il a réussi à se forger des liens avec les disciples de M^{gr} Ernest Jouin avant la mort de ce dernier en 1932²³².

Cette hypothèse qu'Arcand se soit référé de manière secondaire aux écrits des ecclésiastiques anti-judaïstes est d'autant plus plausible qu'il s'est mis à s'intéresser aux Juifs à partir du moment où l'archevêché de Montréal lui a demandé de combattre le Bill

²³⁰ Gisela C. Lebzelter, *op. cit.*, pp. 43-44. Arnold Spencer Leese, le successeur de Beamish, est par contre très critique face à la religion. Il affirme en effet dans son autobiographie que le christianisme est d'inspiration juive, donc complètement inadapté pour l'homme nordique. Arnold Spencer Leese. *Out of Step: Events in Two Lives of an Anti-Jewish Camel-Doctor*, Londres, Carmac Press, 1951.

²³¹ Gisela C. Lebzelter, *op. cit.*, p. 54.

²³² David Phillips. *Lettre d'Adrien Arcand au chanoine Georges Panneton*, 4 novembre 1965, p. 329.

David. Maintenant que nous savons comment Arcand est devenu antisémite, il est temps d'étudier le contenu de ses sentiments anti-juifs.

3.3 L'ANTISÉMITISME D'ADRIEN ARCAND²³³

Adrien Arcand développe à partir de 1930 une haine incommensurable à l'égard des Juifs et il conserve jusqu'à sa mort en 1967 le même argumentaire en vue d'expliquer pourquoi il est sans doute devenu la personne la plus antisémite de toute l'histoire du Canada. Nous allons de tenter de connaître ses convictions anti-juives en analysant l'ensemble de ses textes, y compris ceux qu'il rédige après les années 1930.

Adrien Arcand a tout d'abord relu le récit biblique afin de l'adapter selon sa perspective anti-judaïque. Le chef de l'Ordre patriotique des goglus rappelle en tout premier lieu que Dieu aurait conclu une alliance avec Abraham. Yahvé aurait en effet expliqué au patriarche des Juifs que c'est au sein de sa descendance qu'il ferait naître le messie capable d'assurer le salut de toute l'humanité. En retour de ce grand privilège, Dieu aurait demandé à Abraham et à ses fils de faire connaître sa loi à l'ensemble de l'humanité. En acceptant cette alliance avec Dieu, Abraham aurait permis à sa descendance juive de former le premier peuple du monde à recevoir l'ensemble du contenu du message divin. Par contre, d'après les termes de cet accord, les Juifs auraient le devoir de se conformer d'une manière très rigoureuse à cette loi divine, car ils auraient aussi la mission providentielle de répandre cette loi à travers l'ensemble des nations de l'univers.

²³³ Nous tenons à aviser le lecteur que nous n'avons pas cherché à ridiculiser les convictions antisémites d'Adrien Arcand en les amplifiant ou en les caricaturant: Il s'agit vraiment de sa pensée, même si celle-ci est délirante. Nous reprenons également textuellement certains mots qu'il emploie dans ses écrits.

En effet, le Seigneur aurait calculé qu'en suivant parfaitement ses commandements, les Juifs se comporteraient de manière exemplaire aux yeux des *goyim*²³⁴. Ces derniers pourraient alors croire en Dieu après avoir constaté que le comportement vertueux de son peuple serait le reflet de sa grandeur. Ainsi, tant que les Juifs se conformeraient à ses décrets, Dieu leur accorderait sa bénédiction en leur fournissant toutes sortes de bienfaits matériels et spirituels, en plus de les aider à fonder leur pays en terre d'Israël. Cependant, les Juifs n'auraient pour la plupart du temps pas respecté les termes de l'alliance conclue par leur ancêtre Abraham avec Dieu. Ce dernier se serait alors fâché et aurait permis aux nations païennes d'envahir Israël en vue de déposséder le peuple qu'il avait pourtant élu²³⁵.

Dieu aurait malgré tout décidé de se montrer miséricordieux envers le peuple juif en choisissant de s'incarner sur terre par l'intermédiaire de son fils Jésus. Or, d'après les évangiles, le Christ serait le véritable messie, celui que Dieu aurait choisi afin d'accomplir la promesse qu'il avait faite à Abraham. Jésus aurait réalisé cette promesse de quatre manières. Il serait tout d'abord né au sein du peuple juif, puisqu'il est sorti des entrailles de la vierge Marie. Il aurait ensuite expié l'ensemble des péchés de l'humanité en acceptant de mourir sur la croix. Il aurait également permis à toutes les personnes humaines d'obtenir la vie éternelle en ressuscitant trois jours après sa mort. Cependant, durant la Pentecôte, il aurait conféré à l'ensemble de ses apôtres le pouvoir de former une Église en vue de prodiguer ses enseignements à l'ensemble de l'humanité. Tous les hommes qui adhéreraient à cette Église et qui croiraient en sa parole seraient sauvés et

²³⁴ Pour les Juifs, un *goy* est un non Juif et les *goyim* constituent plusieurs non Juifs. Un *goy* est parfois appelé un gentil dans le *Talmud*, alors que celui-ci désigne parfois sous le vocable des « nations » tous les autres pays en dehors d'Israël.

²³⁵ Adrien Arcand. *La République universelle*, Montréal, Service canadien de librairie, 1950, p. 1; Adrien Arcand. *L'inévitabilité d'une reconstruction sociale*, [S.L.], [s.n.], 1967, pp. 1-7.

pourraient ressusciter dans l'au-delà. Les chrétiens prétendent donc que les Juifs ne constituent plus le peuple élu par Dieu, car ce dernier aurait désormais accordé sa préférence aux membres de son Église.

En somme, tout comme l'ensemble des fidèles du groupe mené par lord Beamish dans l'Empire britannique, Adrien Arcand n'est pas un antisémite, mais un antijudaïste. Il ne déteste donc pas les Juifs en raison de leurs origines ethniques, mais uniquement à cause des préceptes de leur religion. Il va même plus loin en affirmant que l'Église catholique romaine est depuis l'apostolat de Saint-Pierre la seule à avoir reçu du Christ le dépôt de la foi. L'Église romaine est donc sur terre l'unique institution religieuse capable d'assurer le salut des peuples en leur transmettant l'authentique message divin. Arcand prétend également que les Juifs se sont rebellés contre Dieu en persécutant les membres de l'Église catholique romaine et en choisissant de croire au judaïsme, dont l'ensemble des préceptes sont indiqués dans le *Talmud*²³⁶.

Toujours selon Arcand, le *Talmud* enseigne que les Juifs demeurent le peuple élu par Dieu et que ce dernier leur enverra un jour un messie afin de leur permettre de s'assurer la domination matérielle du monde. Les Juifs affirmeraient également, selon l'antisémite Adrien Arcand, que les *goyim* sont des animaux et non des hommes, car ils sont dépourvus d'âme. Dieu n'aurait donné une âme qu'aux Juifs en concluant une alliance avec Abraham. Cet argument serait selon le chef des goglus le prétexte trouvé par les Juifs pour dominer et exploiter les gentils. Après tout, les animaux sont inférieurs aux hommes et ils ont même été créés par Dieu pour servir les êtres humains: « Lorsque dans le *Talmud* il est dit que « le meilleur des gentils mérite d'être mis à mort », ce n'est pas

²³⁶ Adrien Arcand. *À bas la haine!*, op. cit., p. 21, pp. 24-37, p. 41; Adrien Arcand. *La révolte du matérialisme*, Montréal, La Vérité, 1966, pp. 7-8 et p. 17; Adrien Arcand, Joseph Ménard, op. cit., pp. 14-15 et pp. 28-34.

une affirmation passagère, c'est la base fondamentale de la conscience juive et de la foi judaïque²³⁷ ».

De plus, Adrien Arcand affirme que les Juifs auraient définitivement rejeté Dieu en obligeant Ponce Pilate à faire crucifier Jésus. Le chef des goglus prétend même que les Juifs ont conclu une alliance avec satan afin de perpétuer le judaïsme et de lutter contre le christianisme²³⁸. Les Juifs rendraient en effet un culte à lucifer en lui offrant des vies humaines en sacrifice dans le cadre d'une sanglante cérémonie de meurtre rituel. Le 7 décembre 1933, Arcand va même jusqu'à publier dans *Le Patriote* une caricature comparant le marchand de Québec Maurice Pollack²³⁹ à un cannibale : « [Pollack est] le plus astucieux de Québec [...] avec l'apparence d'un cannibale africain, un sinistre buveur de sang pour le gouvernement juif à Moscou [...]. Ses yeux sinistres, sa bouche à l'expression bestiale [...] le décrit adéquatement²⁴⁰ [notre traduction] ». Bref, affirme Arcand, le peuple juif personnifie collectivement la figure de l'Antéchrist: « La lutte entre les doctrines chrétienne et anti-chrétienne a commencé au Calvaire. Le Christ fut mis en croix par les Juifs et, depuis ce jour, ils ont tenté de détruire par tous les moyens sa doctrine d'amour²⁴¹. Par conséquent, depuis la résurrection du Christ, l'histoire du monde tournerait selon Arcand autour de la lutte entre le Bien (incarné par Dieu et ses disciples chrétiens) et le Mal (incarné par le diable et ses émules juifs).

²³⁷ Adrien Arcand. *À bas la haine!*, op. cit., p. 32.

²³⁸ Adrien Arcand, Joseph Ménard, op. cit., p. 30.

²³⁹ Né à Kiev en 1885, Maurice Pollack arrive au Canada en 1902. Il devient ensuite un prospère marchand en ouvrant un magasin à rayons à Québec. Il a également mis sur pied la Fondation Maurice-Pollack, dont il assume la présidence jusqu'à sa mort, survenue à Québec le 16 décembre 1968. L'Encyclopédie canadienne. *Fondation Maurice Pollack/Maurice Pollack Foundation*, (page consultée le 16 janvier 2012), [en ligne], adresse URL : <http://www.thecanadianencyclopedia.com/articles/fr/emc/fondation-mauricepollackmaurice-pollack-foundation>.

²⁴⁰ David Rome. *Clouds in the Thirties*, Montréal, Congrès juif canadien, 1977, p. 79.

²⁴¹ Adrien Arcand. *À bas la haine!*, op. cit., p. 15.

Cependant, indique Adrien Arcand, les Juifs savent que les nations en général et les Occidentaux en particulier sont puissants grâce à leurs institutions inspirées de l'Église catholique romaine. C'est en effet celle-ci qui assure aux chrétiens la protection divine en assumant à merveille son rôle de gardienne de la foi. Les Juifs savent ainsi qu'ils ne pourront jamais s'assurer l'hégémonie sur la planète tant qu'ils ne seront pas parvenus à annihiler toute forme de trace issue du catholicisme. Ils ourdissent donc depuis la résurrection du Christ des complots en vue de dominer le monde :

Le but final poursuivi [par les Juifs] est la conquête et la domination du monde, sans lesquelles le Messie attendu par les Juifs ne viendra pas. Cette conquête est une condition *sine qua non* de la venue de leur Messie et du *millenium* messianique de domination sur les peuples gentils; la conquête doit se faire par le travail conjugué de toutes sortes d'internationales opérant simultanément pour dissoudre les souverainetés politiques, les frontières nationales, les éthiques religieuses, les traditions locales, les classes sociales, et laisser ainsi les autres races sans aucune défense devant l'assaut final qui se fera par le moyen de la grande révolution mondiale. Les armées forgées pour travailler à ce but messianique juif sont, d'après les auteurs juifs : l'Internationale de l'or, contrôlée à 100 pour cent par les banquiers juifs; l'Internationale franc-maçonnique dont les Juifs ont conquis le contrôle et la direction par le sommet, les Internationales prolétariennes, notamment la première ou *trade-unioniste*; la deuxième ou socialiste; la troisième ou communiste; la quatrième ou anarchiste; la plupart des agences internationales de nouvelles et 98 % de toute l'industrie du cinéma, exerçant une influence correspondante sur les journaux et la radio; le sionisme international qui, par d'innombrables sociétés peu connues mais très puissantes, exerce une influence incroyablement forte sur tous les gouvernements; les grands conseils internationaux dont les Juifs se vantent d'avoir rédigé les constitutions comme la Société des nations, puis les Nations unies, où les Juifs exercent, par la haute prédominance des Juifs, francs-maçons ou marxistes, l'influence prépondérante²⁴².

Les Juifs n'ont pas pu immédiatement accomplir leur présumée machination, car les Romains les ont chassés de la Palestine en 135 de notre ère. C'est toutefois à partir de ce moment-là qu'ils se sont dispersés dans tous les pays du monde. Cependant, comme les Juifs seraient persuadés d'être les seuls êtres humains à avoir une âme, ils refuseraient de s'assimiler auprès des nations qui les accueillent, prétend Arcand :

De tout temps, la race juive vécut de la vie de tribu, s'isolant du reste du monde et ne voulant jamais se mêler ni se fondre aux autres races. Car la religion juive n'est pas une

²⁴² Adrien Arcand. *La République universelle*, op. cit., p. 9. Voir aussi: Adrien Arcand. « Amour et haine », *Le Miroir* (18 décembre 1932), p. 2; Adrien Arcand. *Le Christianisme a-t-il fait faillite?* ou *Le malaise qui angosse le monde actuel est-il voulu?*, op. cit., p. 15.

religion de salut ou de rédemption universelle, c'est une religion pour la tribu, pour elle seule, pour le sang israélite qui, seul, est le peuple-élu, à qui sont promises la puissance et la domination sur les autres peuples, qui doivent devenir ses esclaves²⁴³.

Comme les personnes de croyance judaïque ont perdu leur pays depuis l'ère impériale romaine en étant dispersées parmi les nations, affirme Arcand, elles ont pris la planète entière comme patrie. Elles ont par conséquent développé une mentalité internationaliste, car elles peuvent communiquer entre elles à l'échelle mondiale. De leur côté, les peuples gentils sont divisés en plusieurs nations. Les non Juifs ont donc développé une mentalité nationale ou nationaliste, prétend toujours Arcand. Par contre, les Juifs ont compris qu'ils ont un énorme avantage par rapport aux *goyim* : contrairement à ces derniers qui ne peuvent agir qu'à l'intérieur de leur propre pays, eux peuvent conspirer en se servant de leurs colonies réparties à l'intérieur des cinq continents en vue de déstabiliser les structures socioéconomiques des nations²⁴⁴.

En plus de ne pas vouloir s'assimiler aux autres peuples qui les accueillent, affirme Arcand, les Juifs refusent de travailler honnêtement pour gagner leur pain. Ils préfèrent vivre comme des parasites dans les pays détenus par les gentils en s'emparant de leur appareil économique, avant de s'accaparer de tout le reste :

[Ils s'enrichissent] sur tout ce qui fait appel aux passions humaines, sur tout ce qui peut pervertir la tradition et la morale, altérer les mœurs des peuples. C'est ainsi que le Juif a pris en mains et conserve jalousement ce qui fait le gros de sa force et de son influence : les journaux, les agences de nouvelles, l'automobile, la radio, le théâtre, le cinéma, les revues et magazines, les modes, le jazz, les alcools, la bijouterie, les loteries, les jeux de hasard, les bouges, bref rien de ce qui est nécessaire à la vie des peuples, mais tout ce qui peut les pervertir. La haute finance abusive et exploiteuse, cette finance qui perpétue la tradition de Shylock exigeant sa livre de chair au moment opportun, complète cette force

²⁴³ Adrien Arcand. *Chrétien ou Juif?*, op. cit., p. 22.

²⁴⁴ *Ibid*, pp. 25-28. En soutenant cette affirmation, Arcand ne se rend pas compte qu'il se contredit. Les Juifs peuvent difficilement être apatrides et internationalistes tout en demeurant isolés du reste du monde.

matérialisante. Toutes les sources malpropres et déloyales de capitalisation (qui sont les plus productives) sont entre ses mains²⁴⁵.

Cependant, affirme Arcand, les premiers chrétiens ont pressenti le danger représenté par les Juifs et ont veillé à les empêcher de nuire. En effet, depuis la décriminalisation du christianisme dans l'Empire romain en 313 jusqu'à la fin du Moyen Âge, la civilisation occidentale a vécu son apogée en respectant l'ensemble des préceptes de la foi chrétienne²⁴⁶. Les chrétiens médiévaux n'ont pas pu se faire corrompre par les mauvaises idées des Juifs, car les papes ont veillé à les enfermer dans des ghettos²⁴⁷. En faisant comme la papauté, ajoute Arcand, les orthodoxes et les protestants ont fait montre de compassion en protégeant les Juifs, car ces derniers auraient subi à de nombreuses reprises des actes de violence de la part des foules exaspérées par leur comportement déplorable²⁴⁸. Arcand décrit ainsi cette brillante civilisation médiévale chrétienne :

L'autorité, reconnue et acceptée comme de droit divin par les peuples, était stable et efficace; les luttes de classe étaient inconnues; les travailleurs, organisés en corporations et en guildes, jouissaient d'une justice et d'un bonheur qu'on ne connaît plus; la vie nationale était surtout rurale, c'est-à-dire plus conforme aux véritables instincts de l'homme et aux lois naturelles²⁴⁹.

Toujours d'après le chef de l'Ordre patriotique des goglus, les Juifs ont alors réagi en complotant tous ensemble en vue de s'infiltrer à l'intérieur des institutions chrétiennes. Ils ont pour la première fois l'occasion de le faire par l'entremise des cellules franc-maçonniques qu'ils ont fondées en Palestine. En effet, en allant à Jérusalem délivrer le tombeau du Christ tombé entre les mains des Sarrasins durant les croisades, les membres de l'Ordre des templiers se sont montrés intéressés à devenir membres des loges

²⁴⁵ *Ibid*, p. 24.

²⁴⁶ Adrien Arcand. *Du communisme au mondialisme : le monde à la croisée des chemins*, (page consultée le 19 juillet 2007), [en ligne], adresse URL : <http://www.vho.org/aaargh/fran/livresg/ARCADNDcomaum.pdf>.

²⁴⁷ Adrien Arcand, Joseph Ménard, *op. cit.*, p. 35.

²⁴⁸ Adrien Arcand. *À bas la haine!*, *op. cit.*, p. 94.

²⁴⁹ Adrien Arcand, Joseph Ménard, *op. cit.*, p. 25.

franc-maçonnes. Ils ont même accepté de prêter serment devant leurs nouveaux maîtres juifs afin de pouvoir y être initiés. En revenant en Europe, Arcand prétend que les templiers ont imité leurs modèles issus de la religion judaïque afin de s'enrichir effrontément au dépend des chrétiens:

Durant deux siècles les templiers agissent au même titre que la Haute Banque Internationale [juive] d'aujourd'hui, obtenant de lourdes créances sur les rois, les princes et les nobles. Leurs initiations, leurs orgies, leur matérialisme, confessés volontairement par des centaines de leurs membres et copieusement décrits par les historiens, durèrent jusqu'au jour où Philippe le Bel de France écrasait leur organisation et Clément V, après plusieurs refus et hésitations, du les condamner devant une surabondance de preuves fournies par quelques centaines de templiers repentants qui n'avaient même pas été mis en accusation²⁵⁰.

Adrien Arcand prétend que les personnes initiées demeurant aux stades inférieurs des loges franc-maçonnes ignorent que des conspirateurs juifs se servent d'eux en vue de s'accaparer le monde. Ce sont seulement les francs-maçons de confiance, ayant été promus aux niveaux supérieurs de cette société secrète, qui connaissent les rouages réels de l'organisation :

La Franc-maçonnerie, de la totalité de ses rites et obédiences, voue presque un culte à Hiram, architecte du Temple de Jérusalem, et à son constructeur Salomon; elle voue vengeance au Trône et à l'Autel, qu'elle tient responsables de la condamnation de Jacques de Molay, grand chef des « Chevaliers du Temple »; les efforts maçonniques sont appelés « l'édification du Temple ». Son calendrier est le calendrier juif; son rituel, ses mots de passe, la majorité de ses titres et appellations sont juifs, sa symbologie est juive du commencement à la fin. [...] C'est la « reconstruction du Temple de Salomon », c'est-à-dire l'établissement de la « nouvelle Sion », cette résurrection de l'Ancienne Alliance défunte sur les ruines de la Nouvelle et dont on trouve le plan général dans les *Protocoles sionistes* si discutés et les détails dans quelques centaines d'auteurs juifs. Pour reconstruire le Temple de Salomon, il faut d'abord avoir la Palestine; deux guerres mondiales l'ont donnée aux Juifs, avec le zèle empressé des États communistes de l'Est et des États maçonniques de l'Ouest; il faut ensuite avoir la possession de Jérusalem, puis le site même de l'ancien Temple, la mosquée d'Omar. [...] De même que le Parti communiste international a une double physionomie : la section légale pour le grand public et la section illégale pour les « adeptes sûrs », de même que le Sionisme international a aussi ses deux visages, de même la franc-maçonnerie en général a sa double physionomie : la loge ordinaire pour la masse non pensante qui y adhère dans l'unique but d'avancement et d'ambition, et l'arrière-loge pour les « vrais convaincus »²⁵¹.

²⁵⁰ Adrien Arcand. *Le Christianisme a-t-il fait faillite? ou Le malaise qui angoisse le monde actuel est-il voulu?*, op. cit., pp. 16-17.

²⁵¹ *Ibid*, pp. 17-18.

Puis, comme la papauté et les rois médiévaux sont finalement parvenus à mater la rébellion des templiers, les Juifs répliquent en insufflant à partir de la Renaissance une nouvelle idéologie pernicieuse aux chrétiens : le rationalisme. Selon lui, les maîtres des loges franc-maçonniques affirment que c'est l'homme et non plus Dieu qui est la source et la finalité de la vie. Le véritable but de la vie, selon ces francs-maçons, est d'assurer le bonheur des êtres humains tout en respectant leurs droits individuels fondamentaux. Parmi ces droits humains inaliénables, il y a la capacité à penser librement et par soi-même, en-dehors du cadre fixé par les autorités royales et religieuses. Ces idées rationalistes sont totalement incompatibles avec l'essence du christianisme, estime Adrien Arcand : « Quiconque veut respecter les lois de la logique doit admettre que, fatalement, le libre-examen conduit au panthéisme, puis à l'athéisme²⁵² ».

De la même façon que pour le rationalisme, Adrien Arcand amalgame philosophie et religion lorsqu'il critique le libéralisme. Son analyse antisémite atteint des sommets lorsqu'il traite des événements reliés à la Révolution française de 1789. Celle-ci a été selon Arcand la première de ces révolutions libérales à avoir été financée par les Juifs. En parvenant à conquérir la France par le biais des révolutionnaires libéraux, les Juifs ont réussi à faire du gouvernement français leur instrument en vue de s'emparer du reste du monde²⁵³. Après avoir mené leur révolution libérale, les Juifs ont instauré le système capitaliste partout sur le globe. Selon Arcand, de grands financiers juifs sont parvenus à s'accaparer des grandes banques occidentales et à contrôler le stock des principales réserves d'or. Le contrôle de ce métal précieux leur a ensuite permis de trafiquer les devises et de faire fluctuer à leur guise les principaux titres boursiers. Ils ont ainsi pu

²⁵² *Ibid*, pp. 21-22.

²⁵³ Adrien Arcand. *À bas la haine!*, op. cit., p. 44; René Durocher, op. cit., p. 268.

soutenir financièrement tous les pays dont le gouvernement est disposé à accomplir leurs desseins.

Le chef des goglus affirme également que si rien n'est fait en vue d'empêcher les Juifs de dominer le monde, les Juifs parviendront à réduire tous les *goyim* en esclavage. Ils se prépareraient en effet à infliger trois étapes destructrices aux nations pour parvenir à leurs fins. Ils leur imposeraient tout d'abord le libéralisme avant de les contraindre à accepter le socialisme, puis ensuite le communisme. Cette idée lui est venue de cette phrase de l'encyclique *Quadragesimo Anno*: « Le socialisme a le libéralisme pour père et le bolchévisme pour héritier²⁵⁴ ». En somme, en s'attardant à cette phrase papale, Arcand relie plus que jamais ses idées antisémites aux grands courants irrationalistes, antilibéraux et anticommunistes de cette époque.

Cependant, beaucoup de personnes seraient tentées de demander à Arcand comment les Juifs peuvent à la fois soutenir le libéralisme et le socialisme, sachant que ces deux philosophies politiques sont si contraires l'une de l'autre. Le chef antisémite essaie de résoudre cette contradiction en prétendant que les Juifs déclenchent volontairement des crises économiques afin de désorganiser les sociétés chrétiennes. C'est ainsi qu'Adrien Arcand accuse les grands argentiers judaïques d'avoir fomenté le krach de Wall Street en 1929²⁵⁵. Les travailleurs, complètement découragés par ces mauvaises conditions socioéconomiques, auraient d'après le calcul des maîtres des loges franc-maçonniques tendance à perdre confiance en leurs institutions démocratiques avant de se tourner vers les idées socialistes :

²⁵⁴ Adrien Arcand, Joseph Ménard, *op. cit.*, p. 37. Pas une seule fois Pie XI ne parle des Juifs dans cette encyclique. Il tient simplement à souligner que certaines erreurs du libéralisme – le déni de Dieu ou l'individualisme à tout crin – se perpétuent dans le socialisme et le bolchévisme. Le pape considère toutefois que le socialisme n'est en réalité qu'une forme adoucie du bolchévisme ou du communisme.

²⁵⁵ René Durocher, *op. cit.*, p. 265.

[...] l'argent et le pouvoir se concentrent graduellement en un groupe toujours plus restreint, la foule se soulève contre les abus de ce groupe et réclame l'étatisation de leurs entreprises, puis comme l'étatisation ne fait qu'empirer une situation déjà précaire une minorité agressive déloge les gouvernants par un coup de force et enchaîne le peuple entier²⁵⁶.

Arcand prétend de plus que les Juifs ont tout intérêt à financer l'ensemble des mouvements socialistes du monde entier. En effet, comme les révolutionnaires socialistes ont besoin d'emprunter des capitaux auprès des grands banquiers juifs afin de mener avec succès leurs insurrections, ces derniers s'assurent ainsi leur obéissance à partir du moment où ils prennent le pouvoir. Les Juifs peuvent alors obtenir des gouvernements socialistes la propriété réelle des moyens de production qu'ils étatisent:

[...] [Pourquoi les banquiers juifs encourageraient-ils le socialisme?] 1° que le haut capitalisme international, au lieu de soutenir la propriété privée, l'engloutit, la dévore, l'élimine en fonction directe de l'augmentation des richesses créées par les travailleurs des villes et des campagnes; 2° que le communisme, quand il s'empare d'un pays, ne détruit pas la richesse qui y existe, mais la fait tout simplement changer de mains. [...] Ce qu'on ignore généralement au sujet de la Russie Soviétique, c'est que tout y est nominalement propriété de l'État, tout ce qui paie est exploité, en concession, par des intérêts privés inféodés à la Haute Banque Mondiale²⁵⁷.

De plus, enchaîne Arcand, les gouvernements socialistes ayant pris le pouvoir en empruntant des capitaux auprès des Juifs s'engagent par la suite à répandre cette idéologie d'extrême-gauche dans le monde. Ils doivent pour cela subventionner et armer à travers les cinq continents l'ensemble des mouvements révolutionnaires et des syndicats internationaux désireux d'implanter dans leur pays un gouvernement d'extrême-gauche. C'est pour cette raison que les bolchéviques désirent tant répandre le socialisme à l'échelle internationale depuis qu'ils ont pris le pouvoir en Russie en 1917. Adrien Arcand estime que le monde vivra sous l'emprise du communisme à partir du moment où les Juifs, par l'entremise de leurs valets soviétiques, parviendront à imposer partout dans le monde des gouvernements socialistes. Lorsqu'il ne restera plus un seul

²⁵⁶ Adrien Arcand. *Du communisme au mondialisme : le monde à la croisée des chemins*, op. cit., p. 12.

²⁵⁷ *Ibid*, pp. 45-47.

régime libéral à l'échelle internationale, ces gouvernements socialistes s'unifieront en une république universelle, dont le chef donnera ensuite la gouvernance à ses maîtres juifs. Ceux-ci pourront alors imposer le joug du communisme à tous les *goyim* de l'univers. Le communisme serait donc selon Arcand un régime socialiste imposé et contrôlé par les Juifs à l'échelle internationale :

Créées par la démocratie, ces puissances [d'argent] ont fini par la dévorer et par soumettre les gouvernements autrefois libres à son inexorable dictature. Celle-ci ne sera complète [...] que par le communisme international qui [...] aura ruiné la finance internationale, l'initiative personnelle, l'autonomie des gouvernements régionaux et centraux, la foi spirituelle qui ne veut pas abdiquer devant la matière²⁵⁸.

En attendant que la planète soit entièrement communiste, affirme Arcand, ces conspirateurs juifs veillent à ce que les États libéraux cohabitent pacifiquement avec les pays socialistes. Les Juifs s'assureraient tout d'abord de l'obéissance des grands dirigeants capitalistes en leur faisant prêter des serments de fidélité dans leurs loges franc-maçonniques. Pendant ce temps, ces mêmes Juifs tenteraient d'inciter les masses exploitées par leur propre système capitaliste à améliorer leur condition de vie en menant une révolution socialiste. Les Juifs instrumentaliserait ainsi les foules en contrôlant partout à travers le monde l'ensemble des syndicats et des groupes révolutionnaires de gauche. Comme Arcand le résume d'une manière imagée dans un discours prononcé à l'hippodrome de New York le 30 octobre 1937: « Maîtres de l'Internationale d'en haut, celle de l'or, ils devinrent aussi maîtres de l'Internationale du bas, la prolétarienne, et entre ces deux mâchoires de la grande pince ils écrasent la bourgeoisie afin d'éliminer les dernières forces de résistance nationale²⁵⁹».

Adrien Arcand estime en somme que les Juifs sont les principaux artisans de la plupart des problèmes survenus dans le monde depuis le début de l'histoire de l'humanité.

²⁵⁸ *Ibid*, p. 60.

²⁵⁹ Stéphane Morisset, *op. cit.*, p. 30.

Voilà pourquoi il souhaite déporter l'ensemble de la communauté juive mondiale dans un lieu reclus. Il pense dans un premier temps à obliger toutes les personnes de confession juive à s'installer en Palestine, mais il juge ensuite que les Arabes sont trop belliqueux pour être en mesure de cohabiter pacifiquement avec une autre nation que la leur. Puis, lorsqu'il prononce un discours au Monument national en vue d'inaugurer le Parti national social chrétien en 1934, Arcand promet qu'il déportera tous les Judéo canadiens à la Baie d'Hudson dans de « confortables traîneaux à chiens²⁶⁰ [notre traduction]» s'il parvient à prendre le pouvoir. Cependant, après avoir constaté que cette proposition ne suscite aucun enthousiasme auprès de l'opinion publique québécoise, Arcand change de nouveau d'avis en proposant l'île de Madagascar comme foyer national pour le peuple juif. Il reprend ainsi la proposition de son ami Henry Hamilton Beamish lorsqu'il déclare :

Le Juif en tant que Juif n'a aucun droit en notre pays. Puisqu'il veut rester Juif et qu'il refuse de vivre comme un chrétien, qu'on lui donne l'île de Madagascar pour qu'il s'en fasse un pays selon ses goûts. Cette île est infestée de serpents, mais nous sommes convaincus qu'ils s'enfuiront à la vue d'un Juif ou que, du moins, ils ne pourront résister longtemps à la senteur qui se dégage d'un ramassis de Juifs. Nous sommes assez de deux races au pays sans qu'une troisième vienne compliquer le problème. Nous avons déjà trop de misère à départager le gâteau, sans qu'un goinfre ne vienne avaler notre part²⁶¹.

Adrien Arcand reprend enfin le récit de la *Bible* lorsqu'il affirme que le Bien l'emportera finalement sur le Mal à la fin des temps. Il prétend en effet que l'ensemble des mouvements nationalistes du monde entier, avec l'aide de l'Église catholique romaine et de Dieu, se coaliseront finalement dans le but de briser ce complot infernal fomenté par les adeptes du *Talmud*²⁶².

Voilà en somme ce que pense Adrien Arcand des Juifs. Bien entendu, la plupart des Québécois refusent de suivre les goglus à partir du moment où leur chef fomenté des

²⁶⁰ David Rome. *Clouds in the Thirties. On Antisemitism in Canada: 1929-1939*, Montréal, Canadian Jewish Congress, 1977, Vol. 1, p. 98.

²⁶¹ Adrien Arcand, Joseph Ménard, *op. cit.*, p. 21.

²⁶² Adrien Arcand. *Chrétien ou Juif?*, *op. cit.*, p. 27.

doctrines aussi haineuses. Le cas de Camillien Houde est révélateur à cet égard.

3.4 ADRIEN ARCAND VS CAMILLIEN HOUDE

Comme nous l'avons vu plus haut, Arcand accepte de soutenir la politique de Houde dans ses éditoriaux jusqu'à la réélection de ce dernier à la mairie de Montréal le 7 avril 1930. Camillien Houde contribue en retour à subvenir aux besoins financiers de l'Ordre patriotique des goglus. Cette entente entre ces deux hommes est cependant rompue durant la campagne électorale municipale de 1930, à partir du moment où Houde se prononce à propos de l'affaire des écoles juives. Il déclare alors que l'État provincial dévolue depuis 1875 la gestion des écoles au Conseil de l'instruction publique, dont les membres sont essentiellement des éducateurs et des religieux. Cette dévolution permet selon Houde d'éviter la politisation de l'éducation en confiant les écoles à des éducateurs plutôt qu'à des politiciens. Il demande donc au gouvernement québécois de respecter les prérogatives des clercs et des éducateurs en n'imposant pas le Bill David sans le consentement des membres du Conseil de l'instruction publique. Si jamais le Conseil de l'instruction publique approuvait la création d'écoles séparées en faveur des Judéo-canadiens, promet le chef du Parti conservateur du Québec, sa formation politique accepterait aussitôt de voir se former la Commission des écoles juives de Montréal. Les rédacteurs en chef de *L'Action catholique* et du *Devoir* reproduisent tous deux un discours de Houde qui résume cette prise de position :

Il se pose actuellement dans notre province un grand problème. C'est le problème scolaire. On prétend, dans bien des milieux, que le gouvernement a outrepassé ses pouvoirs en accordant des privilèges scolaires à un groupe minoritaire. De fait le gouvernement a outrepassé ses pouvoirs en agissant comme ministre de l'Instruction Publique. Le ministère de l'Instruction publique était aboli en 1875; on enlevait la direction de notre enseignement aux hommes politiques pour la confier à nos principaux éducateurs. M. Taschereau a rompu avec la tradition. Il n'a pas voulu avoir confiance en notre Conseil de l'instruction publique, prétendant pouvoir faire mieux que nos éducateurs. L'Opposition a présenté un amendement à l'effet de référer la question au

Conseil de l'instruction publique. Il a été battu. Au nom du Parti conservateur, je réclame le rappel de cette loi scolaire pour la soumettre au Conseil de l'instruction publique et agir d'après ses recommandations²⁶³.

Camillien Houde remet également en question la pertinence d'accorder aux Juifs leur propre réseau scolaire. Il se demande même si le gouvernement veut leur accorder un traitement de faveur au détriment des Canadiens de souche. Comme il le dit de manière imagée, il ne faudrait pas préférer les fils d'Isaac aux fils de Champlain. Les Juifs ont jugé que cette dernière remarque du maire était discriminatoire à leur égard, car ils estiment qu'ils ont les mêmes droits que les autres Canadiens. Ils demandent à Houde de leur accorder une entrevue afin de lui indiquer qu'ils ont eux aussi le droit de faire éduquer leurs enfants selon les principes de leur foi et de leur culture. Nous avons d'ailleurs retrouvé dans les archives du Congrès juif canadien des traces de cette rencontre²⁶⁴. Les notables juifs semblent en tout cas avoir réussi à convaincre le maire de Montréal de la justesse de leur point de vue, car le premier magistrat de la métropole a ensuite tenu à condamner publiquement la vague d'antisémitisme soulevée par Arcand:

Lorsque j'ai été élu maire de Montréal, il y a deux ans, j'ai déclaré que j'étais le représentant de tous, et que je ne désirais pas voir soulever des questions de race sous mon régime. Il en surgit une présentement à Montréal, je la dénonce sur l'heure. S'il me faut soulever les races les unes contre les autres pour jouir du pouvoir, j'y renonce. Je ne veux pas plus du rôle de M. Anderson, de la Saskatchewan [qui venait pratiquement d'éliminer l'enseignement public de la langue française et de la religion catholique dans sa province], que celui de M. Norris, du Manitoba [qui a fait la même chose]. L'intérêt des miens à travers tout le pays exige de moi cette attitude²⁶⁵.

²⁶³ « M. Houde demandera le rappel de la « Loi des écoles juives », *L'Action catholique* (9 octobre 1930); « L'Opposition provinciale demandera le rappel de la Loi des écoles juives », *Le Devoir* (8 octobre 1930). Houde a été, tout le long de l'affaire des écoles juives, en parfaite cohérence avec cette position. En effet, lorsque les commissaires protestants se sont entendus avec les Juifs en signant un contrat notarié en 1930, il a voté en faveur de cet accord. Robert Rumilly. « L'affaire des écoles juives (1928-1931) », *loc. cit.*, p. 244.

²⁶⁴ Archives du Congrès juif canadien. *Dossier Camillien Houde*.

²⁶⁵ Robert Lévesque, Robert Migner. *Camillien et les années vingt suivi de Camillien au goulag*, Montréal, Éditions des Brûlés, 1978, p. 109.

Houde réitère cette condamnation de l'antisémitisme en disant ceci en octobre 1930 : « Ce n'est pas une lutte antisémite que nous entreprenons, mais une lutte pour la conservation de nos droits. [...] La lutte entreprise par certains journaux ne peut conduire qu'à de furieuses luttes de race²⁶⁶ ».

Camillien Houde condamne certainement avec vigueur des mouvements aussi antisémites que ceux d'Adrien Arcand en se comportant ainsi, mais cela ne veut pas dire qu'il agit de manière totalement désintéressée. En effet, en 1930, les Judéo canadiens constituent la troisième plus grande communauté de la métropole. Houde ne peut pas prendre le risque de s'aliéner l'appui d'une frange aussi importante du corps électoral. Il faut toutefois signaler que Camillien Houde ne recherchera plus jamais l'appui d'Arcand après l'avoir condamné ainsi durant les élections municipales de 1930. Comme nous le constaterons plus loin, il a agi d'une manière bien plus honorable que R.B. Bennett ou Maurice Duplessis, qui n'hésiteront pas dans un premier temps à renier publiquement le chef fasciste québécois lorsque ce dernier deviendra infréquentable, mais qui ne tarderont pas ensuite à solliciter de nouveau son appui lorsqu'ils estimeront qu'ils pourront le faire en cas de besoin.

De son côté, le chef de l'Ordre patriotique des goglus comprend donc que Houde vient de rompre avec lui en le condamnant ainsi. Arcand ne tarde cependant pas à répliquer en livrant sur plusieurs fronts une véritable croisade contre le maire de Montréal.

Adrien Arcand conteste tout d'abord la prise de position adoptée par le chef de l'opposition provinciale à propos du droit de la minorité juive de se doter d'une

²⁶⁶ « M. Houde demandera le rappel de la « Loi des écoles juives », *L'Action catholique* (9 octobre 1930); « L'Opposition provinciale demandera le rappel de la *Loi des écoles juives* », *Le Devoir* (8 octobre 1930).

éducation reflétant davantage sa culture. Il prétend en effet que la constitution de 1867 ne reconnaît pas les Juifs comme une minorité. Les Judéo canadiens ne peuvent donc pas avoir leurs écoles séparées et ce, même si les membres du Conseil de l'instruction publique donnaient leur accord à ce sujet. De toute façon, plaide Arcand, si les Juifs obtenaient leurs propres écoles, ils ne tarderaient pas à revendiquer pour eux-mêmes l'obtention et le contrôle de plusieurs autres institutions, telles que des hôpitaux et des centres de loisirs²⁶⁷.

Arcand essaie ensuite de faire croire à ses disciples que la popularité de Houde décroît au Québec, comme en fait foi cet article du journal libéral *Le Fouet* :

Craignant de perdre du terrain dans Deux-Montagnes, les « bleus » mécontents décidèrent de suspendre toutes démarches, pour donner à l'opposition un nouveau chef et ceci n'est nullement un canard. Houde résignerait immédiatement sur réception d'un chèque de 25 000 \$, mais les « bleus » comptent s'en débarrasser sans faire aucun déboursé. Celui-ci est actuellement à faire la lutte dans les comtés de Maskinongé, Huntingdon et Deux-Montagnes. *Le Miroir*, organe archi-pourri de certains bleus révolutionnaires, rapportait après l'assemblée tenue à Louiseville que l'ex-chef des « goglus » avait par sa présence fait un fiasco du meeting en question²⁶⁸.

Adrien Arcand rédige ensuite une pléthore d'articles en vue de ridiculiser la personnalité de Camillien Houde²⁶⁹. Le chef de l'Ordre patriotique des goglus critique

²⁶⁷ Adrien Arcand. *Chrétien ou Juif?*, op. cit., p. 39.

²⁶⁸ « Houde demande 25 000.00 \$ », *Le Fouet* (31 octobre 1930), p. 7.

²⁶⁹ En ordre d'apparition : « Pourquoi nous ne voulons pas de M. Houde », *Le Goglu*, Vol. 2, no. 13 (31 octobre 1930), p. 1 et p. 3; « Bray et Savard », *Le Goglu*, Vol. 2, no. 21 (26 décembre 1930), p. 2; « De la bouillie », *Le Goglu*, Vol. 2, no. 37 (17 avril 1931), p. 5; « La semaine du nettoyage », *Le Goglu*, Vol. 2, no. 37 (17 avril 1931), p. 6; « Rectification », *Le Goglu*, Vol. 2, no. 37 (17 avril 1931), p. 7; Séraphin Goglu. « À Laverlochère », *Le Goglu*, Vol. 2, no. 37 (17 avril 1931), p. 7; « On cerne Maniwaki », *Le Goglu*, Vol. 2, no. 37 (17 avril 1931), p. 8; « Le chantier va déménager », *Le Goglu*, Vol. 2, no. 41 (15 mai 1931), p. 8; « Une grande ressemblance », *Le Goglu*, Vol. 2, no. 45 (12 juin 1931) p. 3; « C'est enrageant, aussi! », *Le Goglu*, Vol. 2, no. 45 (12 juin 1931), p. 8; « La machine fonctionne », *Le Goglu*, Vol. 2, no. 45 (12 juin 1931), p. 8; « Sa punition », *Le Goglu*, Vol. 2, no. 45 (12 juin 1931), p. 8; « Si je ne l'étais pas... », *Le Goglu*, Vol. 2, no. 45 (12 juin 1931), p. 8; « Un but d'économie », *Le Goglu*, Vol. 2, no. 49 (10 juillet 1931), p. 5; « *Mortus es et ratatinas* », *Le Goglu*, Vol. 3, no. 4 (28 août 1931), p. 1; « « Ma », « Mon », « Mes » », *Le Goglu*, Vol. 3, no. 4 (28 août 1931), p. 5; « Lâche et braillard! », *Le Goglu*, Vol. 3, no. 8 (25 septembre 1931), p. 1 et p. 8; « Grande nouvelle », *Le Goglu*, Vol. 3, no. 8 (25 septembre 1931), p. 3; « Un vrai blôque », *Le Goglu*, Vol. 3, no. 8 (25 septembre 1931), p. 4; Un électeur. « L'iabe est dans la cabane », *Le Goglu*, Vol. 3, no. 17 (27 novembre 1931), p. 3; « Accusé de réception », *Le Goglu*, Vol. 3, no. 21 (25 décembre 1931), p. 10; « Importants préparatifs », *Le Goglu*, Vol. 3, no. 29 (19 février 1932), p. 4; « « Les cachets du Docteur

cette fois les fondements mêmes de la politique houdiste sur la scène publique municipale. Il dénonce tout d'abord à maintes reprises les diverses formes d'incompétence du maire et de son administration²⁷⁰, ainsi que leurs malversations²⁷¹ et leur népotisme²⁷². Arcand laisse également plusieurs fois entendre que Camillien Houde et son équipe font partie du crime organisé. En effet, de nombreux collaborateurs du maire de Montréal auraient dans le passé vendu des boissons alcoolisées illégales²⁷³, alors que Houde permettrait maintenant aux proxénètes d'ouvrir des maisons de prostitution à Montréal: « Les plaintes sont innombrables et l'indifférence des autorités commence à faire penser sérieusement à l'accusation portée par un échevin. Est-il

Sindou font engraisser » », *Le Goglu*, Vol. 3, no. 29 (19 février 1932), p. 4; « Le museau de Cyrano », *Le Goglu*, Vol. 3, no. 33 (18 mars 1932), p. 1; « Nous désirons savoir », *Le Goglu*, Vol. 3, no. 33 (18 mars 1932), p. 1; « Un front tout le tour de la tête », *Le Goglu*, Vol. 3, no. 33 (18 mars 1932), p. 6; « Il s'en ennuyait », *Le Goglu*, Vol. 3, no. 44 (10 juin 1932), p. 5; « Il porte le deuil », *Le Goglu*, Vol. 4, no. 8 (30 septembre 1932), p. 2; « Le Président », *Le Goglu*, Vol. 4, no. 8 (30 septembre 1932), p. 7.

²⁷⁰ En ordre d'apparition : « L'acheteur va acheter », *Le Goglu*, Vol. 2, no. 1 (8 août 1930), p. 3; « L'acheteur va acheter », *Le Goglu*, Vol. 2, no. 5 (5 septembre 1930), p. 6; « Fred l'Acheteur... achète », *Le Goglu*, Vol. 2, no. 5 (5 septembre 1930), p. 8; « L'acheteur va acheter », *Le Goglu*, Vol. 2, no. 9 (3 octobre 1930), p. 8; « Va-t-on enquêter? », *Le Goglu*, Vol. 2, no. 13 (31 octobre 1930), p. 4; « Commenta-t-on cette « injustice »? », *Le Goglu*, Vol. 2, no. 13 (31 octobre 1930), p. 8; « Brizard est dehors! », *Le Goglu*, Vol. 2, no. 17 (28 novembre 1930), p. 3; « Dur à ravalier! », *Le Goglu*, Vol. 2, no. 17 (28 novembre 1930), p. 5; « Tiendra-t-il parole? », *Le Goglu*, Vol. 2, no. 17 (28 novembre 1930), p. 5; G. Goglu. « Avis charitable », *Le Goglu*, Vol. 2, no. 25 (23 janvier 1931), p. 2; « Il est plus rouge », *Le Goglu*, Vol. 2, no. 37 (17 avril 1931), p. 6; « Laframboise achète pour 67 780 \$ », *Le Goglu*, Vol. 2, no. 49 (10 juillet 1931), p. 4; « La confusion des langues », *Le Goglu*, Vol. 3, no. 12 (23 octobre 1931), p. 2; « Aide généreuse aux chômeurs », *Le Goglu*, Vol. 3, no. 29 (19 février 1932), p. 4.

²⁷¹ En ordre d'apparition : « Nettoyons notre ville! », *Le Goglu*, Vol. 3, no. 4 (28 août 1931), p. 8; « Dehors, les gens honnêtes! », *Le Goglu*, Vol. 3, no. 17 (27 novembre 1931), p. 3; « Qui aura ce bel argent? », *Le Goglu*, Vol. 3, no. 25 (22 janvier 1932), p. 4; « Huit demandes à la ville de Montréal », *Le Goglu*, Vol. 3, no. 25 (22 janvier 1932), p. 4; « Léon Trépanier, l'homme chanceux », *Le Goglu*, Vol. 3, no. 48 (8 juillet 1932), p. 1; « Pensée profonde », *Le Goglu*, Vol. 3, no. 48 (8 juillet 1932), p. 4; « Gabias fait son Bray », *Le Goglu*, Vol. 4, no. 4 (2 septembre 1932), p. 1; « Madame Insull, grande vedette, et Camillien, jeune premier », *Le Goglu*, Vol. 4, no. 11 (28 octobre 1932), p. 5.

²⁷² En ordre d'apparition : Toutit Goglu. « Carillonnage de la haute tour de la Victoire », *Le Goglu*, Vol. 2, no. 29 (20 janvier 1931), p. 8; Espion no. 14. « Le no. 14 chez Concordia », *Le Goglu*, Vol. 2, no. 33 (20 mars 1931), p. 8; A.R. « Tribune libre », *Le Goglu*, Vol. 2, no. 49 (10 juillet 1931), p. 5.

²⁷³ En ordre d'apparition : « Quelle fierté! », *Le Goglu*, Vol. 2, no. 17 (28 novembre 1930), p. 8; « Some flaillel », *Le Goglu*, Vol. 2, no. 33 (20 mars 1931), p. 8; « Vendeur de whisky! », *Le Goglu*, Vol. 2, no. 49 (10 juillet 1931), p. 1.

possible que l'on touche des rentes régulières sur ces maisons pour les laisser ouvertes²⁷⁴ »?

Adrien Arcand réserve enfin à Houde la pire des critiques qu'il peut adresser contre une personne : il l'accuse de promulguer l'essentiel de ses mesures politiques en faveur des Juifs. Arcand rappelle tout d'abord à ses lecteurs que Houde vient d'élever les Juifs au rang d'une minorité officielle au pays en se montrant ouvert à l'idée de créer une Commission des écoles juives à Montréal²⁷⁵. Le chef de l'Ordre patriotique des goglus soutient également que le maire a permis aux Canadiens français de se faire exploiter par les Juifs en allouant des permis commerciaux à des marchands usuraires de confession judaïque²⁷⁶.

De plus, tout le long des années 1930, les troupes d'Adrien Arcand se disputent régulièrement avec celles de Houde sur les plans politique et philanthropique. Lors des campagnes municipales, Adrien Arcand demande régulièrement à ses hommes d'aller faire du chahut lors des rassemblements publics organisés par les houdistes. Cela aboutit parfois à des scènes colorées, comme l'explique Hertel La Roque, un organisateur politique de Camillien Houde :

Il avait, on s'en souvient, débuté sous le nom de « Goglu ». Dès avant sa naissance, il avait été antisémite. Quand Hitler était devenu populaire en Allemagne, les Goglus étaient devenus Nazis, et Arcand s'était proclamé le Führer canadien. Nous savions, de source certaine, que ce groupe recevait, lui aussi, de l'argent du gouvernement de Québec. De plus, nous savions que l'Apôtre le plus virulent, qui dépensait sans compter son propre argent, pour financer le mouvement, portant maintenant le nom de « Parti nazi social chrétien Canadien » [*sic*], était un médecin avorteur²⁷⁷, qui faisait le million à alléger les nobles dames de la « haute », et de la « basse », des fruits de l'amour dont elles ne voulaient pas. Afin que tous connaissent bien l'identité de ces « Messies », qui voulaient donner au pays ce système social chrétien, un soir que le *Monument national* était rempli de sociaux crétins, qui hurlaient leurs « heils » en français, nous faisons tomber du haut

²⁷⁴ « Jour par jour », *Le Goglu*, Vol. 2, no. 9 (3 octobre 1930), p. 2.

²⁷⁵ Émile Goglu. « Pourquoi nous combattons Houde », *Le Goglu*, Vol. 3, no. 29 (19 février 1932), p. 2.

²⁷⁶ En ordre d'apparition : « Popularité des trois boules », *Le Goglu*, Vol. 3, no. 25 (22 janvier 1932), p. 4; « Majorité assurée », *Le Goglu*, Vol. 3, no. 29 (19 février 1932), p. 4.

²⁷⁷ Vraisemblablement le Dr Paul-Émile Lalanne, l'un des principaux mécènes d'Arcand.

du dernier balcon une pluie de circulaires pour démasquer les vraies intentions d'Arcand et de ses comparses. Ces papiers eurent l'effet de faire fondre le nombre de ses partisans, et, à la campagne électorale, quand Arcand ordonnait à ses « Casques d'acier » de charger les foules hostiles qui refusaient d'écouter son candidat baver sur Houde, c'étaient les « Casques d'acier » (avec les gars dedans), qui sortaient pêle-mêle, par les fenêtres²⁷⁸.

Sur le terrain philanthropique, raconte toujours Hertel La Roche, il y a à Montréal durant la Crise économique trois organisations caritatives laïques ayant la vocation de donner des articles de première nécessité aux familles nécessiteuses. Houde veut bénéficier de l'appui de l'une de ces organisations afin de pouvoir pratiquer l'aumône à des fins partisanses. L'une de ces institutions philanthropiques est dirigée par le Dr Paul-Émile Lalanne, celui-là même qui a fourni à Arcand et à Ménard la mise de fonds nécessaire à la fondation du *Goglu* et du *Miroir*. Un autre de ces organismes de bienfaisance est subventionné par les troupes libérales de Taschereau, tandis que le président de la dernière institution caritative veut aider l'équipe de Houde à condition que ce dernier le nomme membre du comité exécutif de la municipalité. Camillien Houde refuse de faire affaire avec tous ces philanthropes, préférant plutôt redistribuer lui-même la richesse à la population en mettant sur pied la Fédération populaire²⁷⁹. Ce geste de favoritisme de Houde est vivement dénoncé par Arcand²⁸⁰, car le mécène de ce dernier doit subir la concurrence du maire de Montréal dans le domaine de la répartition des aumônes. En effet, le chef antisémite et le premier magistrat de la métropole

²⁷⁸ Hertel La Roche, *op. cit.*, p. 74.

²⁷⁹ H. Blair Neatby. *The Politics of Chaos: Canada in the Thirties*, Toronto, Macmillan of Canada, 1972, p. 110; Robert Migner, *op. cit.*, p. 90.

²⁸⁰ En ordre d'apparition : Émile Goglu. « Le chômage et la ville », *Le Goglu*, Vol. 3, no. 8 (25 septembre 1931), p. 2; Émile Goglu. « Les travaux supplémentaires », *Le Goglu*, Vol. 3, no. 12 (23 octobre 1931) p. 2; « Une vraie mine à saucisse », *Le Goglu*, Vol. 3, no. 21 (25 décembre 1931), p. 10; « Aide généreuse aux chômeurs », *Le Goglu*, Vol. 3, no. 29 (19 février 1932), p. 4; Émile Goglu. « La grande pitié des chômeurs », *Le Goglu*, Vol. 3, no. 48 (8 juillet 1932), p. 2.

canadienne cherchent tous deux à se rendre populaires auprès des classes démunies afin d'élargir leurs bases électorales²⁸¹.

En somme, toutes ces disputes entre Houde et Arcand ont causé beaucoup de dommages à ce dernier. Avant l'affaire des écoles juives, le député de Montréal-Sainte-Marie versait à Joseph Ménard des subsides secrets dont le montant était relativement substantiel. Adrien Arcand doit donc, à partir de mars 1930, chercher un autre puissant mécène évoluant au sein de la classe politique québécoise afin de renflouer les coffres de son patron. Ce sont cette fois les libéraux de Taschereau qui lui prêteront main-forte.

3.5 ARCAND CHERCHE À QUÉBEC UN AUTRE MÉCÈNE

Comme nous l'avons vu plus haut, les membres de l'Ordre patriotique des goglus se donnent comme objectif de convaincre les politiciens d'adopter des mesures qui correspondent véritablement aux besoins de la nation canadienne-française. Leur chef peut ainsi facilement modifier son allégeance politique à partir du moment où il décrète que le politicien qu'il appuyait jusque là est en train de s'enliser dans l'incompétence ou la corruption. Adrien Arcand peut aussi, en fonction des besoins financiers de son patron Ménard, prêter main-forte à n'importe quel politicien disposé à soutenir son organisation. Il n'est donc pas étonnant de constater que l'ancien houdiste Arcand appuie maintenant les libéraux de Louis-Alexandre Taschereau.

Ainsi, lors des élections législatives provinciales de 1931, Adrien Arcand demande à ses goglus d'aider les candidats libéraux à défaire les troupes de Camillien Houde²⁸². C'est pour cette raison qu'il est ravi de voir les *whigs* remporter 90 sièges à

²⁸¹ Hertel La Roque, *op. cit.*, pp. 55-68.

²⁸² En ordre d'apparition : Un contribuable. « Prédications... réalisées », *Le Goglu*, Vol. 3, no. 4 (28 août 1931), p. 3; « Vengés! », *Le Goglu*, Vol. 3, no. 4 (28 août 1931), p. 8.

l'issue du scrutin²⁸³. Adrien Arcand continue ensuite à soutenir durant plusieurs mois l'ensemble des mesures politiques adoptées par le gouvernement Taschereau sur la scène publique provinciale.

Pendant ce temps, dans l'arène politique municipale montréalaise, Camillien Houde sollicite un troisième mandat à la mairie lors des élections de 1932. Son adversaire est le libéral Fernand Rinfret²⁸⁴. Le chef de l'Ordre patriotique des goglus exhorte par conséquent ses lecteurs à appuyer Rinfret afin de défaire Houde. Durant cette campagne électorale, Arcand demande aux citoyens de Montréal de ne pas voter en faveur des candidats juifs à la mairie, car ces derniers se seraient massivement rangés derrière le camp houdiste lors des élections municipales de 1930. Voter pour Houde consisterait donc à voter en faveur des Juifs, prétend Arcand²⁸⁵. Les goglus mènent également des campagnes de terrain pour les candidats pro-Rinfret à travers l'ensemble des quartiers montréalais. Cette aide apporte des résultats, car le libéral Fernand Rinfret bat Camillien Houde par plus de 12 000 voix à l'issue du scrutin²⁸⁶.

Cependant, peu de temps après cette élection, Arcand se dit déçu de l'attitude du nouveau maire. Il constate tout d'abord que Rinfret et son équipe accordent aux Juifs les

²⁸³ En ordre d'apparition : « Prédications... réalisées », *Le Goglu*, Vol. 3, no. 4 (29 août 1931), p. 2; « M. Bennett heureux », *Le Goglu*, Vol. 3, no. 4 (28 août 1931), p. 3; « Il a eu raison; qui avait raison? », *Le Goglu*, Vol. 3, no. 4 (28 août 1931), p. 8.

²⁸⁴ Né à Montréal en 1883, Fernand Rinfret débute sa carrière journalistique en collaborant à *L'Avenir du nord* de Saint-Jérôme. Il devient ensuite en 1907 correspondant parlementaire au *Canada*, avant d'être nommé rédacteur en chef de cet organe du Parti libéral en 1909. Il est ensuite élu sous la bannière libérale dans le comté fédéral de Saint-Jacques (de 1920 jusqu'à sa mort à Los Angeles le 12 juillet 1939). Il a en outre été maire de Montréal (1932-1934). Ville de Montréal. *Fernand Rinfret (1932-1934)*, (page consultée le 2 janvier 2013), [en ligne], adresse URL : http://www2.ville.montreal.qc.ca/archives/democratie/democratie_fr/expo/maires/rinfret/index.shtm.

²⁸⁵ En ordre d'apparition : « Votons contre les Juifs! », *Le Goglu*, Vol. 3, no. 33 (18 mars 1932), p. 8; « Trop sale pour y être accueilli », *Le Goglu*, Vol. 3, no. 44 (10 juin 1932), p. 5.

²⁸⁶ Université de Sherbrooke. Bilan du siècle. *Les élections municipales à Montréal*, (page consultée le 6 août 2012), [en ligne], adresse URL : <http://bilan.usherbrooke.ca/bilan/pagesThematiques.jsp?theme=15>

mêmes faveurs que Houde²⁸⁷. De plus, déplore Adrien Arcand, le maire Rinfret agit de la même manière que Camillien Houde en ne respectant pas les promesses qu'il a faites durant la dernière campagne électorale²⁸⁸.

Le maire Rinfret décide cependant de ne pas se représenter lors des élections municipales de 1934. Adrien Arcand, maintenant à la tête du Parti national social chrétien, demande à son avocat Salluste Lavery de se présenter à la mairie sous l'étiquette du PNCS. Arcand accepte cependant de recevoir secrètement des fonds des libéraux afin de combattre Camillien Houde. Hertel La Roque, l'organisateur de Houde, raconte dans ses mémoires comment les goglus ont livré bataille contre les houdistes :

L'élection annoncée, le Parti libéral plaça en lice un gros candidat officiel [Anatole Plante], qui avait à sa disposition de l'argent à brûler. [...] Le groupe social chrétien [*sic*] d'Arcand, financé aussi par le parti libéral dans le seul but de diviser le vote populaire, avait comme candidat un avocat sans causes, qui voulait taxer les fenêtres des édifices commerciaux de la ville, pour augmenter les revenus de la Cité²⁸⁹. Arcand fit la bêtise de publier des caricatures absolument écoeurantes au sujet de Houde; elles eurent le don de rendre furieux un fort contingent d'électeurs qui se rendirent à toutes les assemblées de son candidat et noyèrent ses orateurs de leurs « shoos »²⁹⁰.

Finalement, à l'issue du scrutin ayant eu lieu le 9 avril 1934, Camillien Houde est de nouveau porté à la mairie. Il a en effet récolté 90 568 voix, contre 36 909 pour le libéral Anatole Plante, 12 967 pour Salluste Lavery et 3 022 pour Pierre Desrosiers²⁹¹. Puis, pour toutes les élections municipales suivantes, Adrien Arcand soutiendra

²⁸⁷ En ordre d'apparition : Gogluse Irma. « Le mystère de la pomme », *Le Goglu*, Vol. 4, no. 11 (28 octobre 1932), p. 5; « Un pauvre malade », *Le Goglu*, Vol. 4, no. 11 (28 octobre 1932), p. 6; « Bizarre autant qu'étrange », *Le Goglu*, Vol. 4, no. 11 (28 octobre 1932) p. 6.

²⁸⁸ En ordre d'apparition : « Était-ce une autre promesse sans valeur? », *Le Goglu*, Vol. 3, no. 44 (10 juin 1932), p. 7; « La joie dans les foyers », *Le Goglu*, Vol. 4, no. 11 (28 octobre 1932), p. 5; « La Benderine perd de sa popularité », *Le Goglu*, Vol. 3, no. 37 (15 avril 1933), p. 5.

²⁸⁹ Collège Marianopolis. *Programme de Salluste Lavery : éditions municipales de Montréal (avril 1934)*, (page consultée le 6 août 2006), [en ligne], adresse URL : <http://www2.marianopolis.edu/quebechistory/encyclopedia/SallusteLaveryprogramme.html>.

²⁹⁰ Hertel La Roque, *op. cit.*, p. 82.

²⁹¹ Université de Sherbrooke. Bilan du siècle. *Les élections municipales à Montréal*, (page consultée le 3 août 2013), [en ligne], adresse URL : <http://bilan.usherbrooke.ca/bilan/pages/evenements/20138.html>.

systématiquement chacun des adversaires politiques de Houde à la mairie de Montréal tant sa rancune sera grande à l'égard du « p'tit gars de Sainte-Marie ».

Par contre, sur la scène publique provinciale, Arcand délaisse la cause de Taschereau pour appuyer celle de Maurice Duplessis à partir de 1932. En effet, les membres du Parti conservateur du Québec ont demandé à Camillien Houde de quitter la chefferie de leur formation politique après avoir subi une autre défaite lors des élections législatives provinciales de 1931²⁹². L'année suivante, Adrien Arcand et les autres membres de la formation politique *torie* choisissent d'élire Maurice Duplessis à la tête du Parti conservateur du Québec. Puis, pendant des décennies, Arcand et Jean Barrette sont devenus les deux seuls organisateurs de l'Union nationale dans la région de Montréal à partir de la fondation de ce parti politique en 1935²⁹³. Arcand soutient ainsi le député de Trois-Rivières, car il croit que ce dernier est le seul politicien du Québec à pouvoir empêcher les Juifs d'instaurer un régime communiste dans la province²⁹⁴. Adrien Arcand estime donc qu'il n'a pas besoin de se présenter dans l'arène politique provinciale, puisqu'il prétend que Duplessis dirige correctement le Québec. Le chef antisémite appuie donc constamment Maurice Duplessis jusqu'à la mort de ce dernier en 1959²⁹⁵. Puis, de 1959 jusqu'à son propre décès en 1967, Adrien Arcand continue d'organiser les

²⁹² À l'époque, il est légal de cumuler plusieurs fonctions au sein du gouvernement ou de se présenter dans plusieurs comtés à la fois. Houde s'est donc présenté dans le comté de Montréal-Saint-Jacques et dans celui de Montréal-Sainte-Marie.

²⁹³ Archives du Congrès juif canadien. Fonds Adrien Arcand; David Rome *Clouds in the Thirties. On Antisemitism in Canada: 1929-1939*, Montréal, Congrès juif canadien, Vol. 5, 1978, p. 40; Lita-Rose Betcherman. *The Swastika and the Maple Leaf. Fascist Movements in the Thirties*, op. cit., p. 85; Martin Robin, op. cit., p. 136; Michelle McBride, op. cit., p. 67; Michelle Larose, op. cit., p. 48; Pierre Trépanier, loc. cit., p. 222; Réal Caux, op. cit., p. 70; S. "Embryo Fascism in Quebec", *Foreign Affairs* (avril 1938), p. 457.

²⁹⁴ Hughes Théorêt. *La campagne antisémite d'Adrien Arcand d'après-guerre : 1945 à 1967*, op. cit., pp. 70-71; Jean-François Nadeau. *Adrien Arcand : Führer canadien*, op. cit., pp. 57-58.

²⁹⁵ David Phillips. *Lettre d'Adrien Arcand à Gérard Lemieux*, 25 janvier 1956, p. 116.

campagnes électorales en faveur de tous les chefs de l'Union nationale dans la région de Montréal.

Ceux-ci gratifient la loyauté du leader fasciste de toutes sortes de manières à partir des années 1930 jusqu'aux années 1960. Ils soutiennent l'ensemble des candidats d'extrême-droite qui se présentent sous la bannière d'Arcand lors des élections²⁹⁶. En 1937, la machine électorale de l'Union nationale parvient par exemple à aider Arcand à faire élire trois de ses candidats au Conseil municipal de Sorel, dont le maire et deux échevins²⁹⁷. Les unionistes permettent ensuite à Adrien Arcand de mener sa campagne antisémite en toute impunité, car ils n'adoptent aucune loi visant à combattre son antisémitisme ou son fascisme²⁹⁸.

Les Juifs mentionnent aussi pour leur part que l'un des frères d'Adrien Arcand est un cadre important de l'Union nationale²⁹⁹. Le chef fasciste bénéficie lui-même des largesses des duplessistes durant l'après-guerre, car il obtient souvent des contrats afin d'effectuer des travaux de traduction et d'édition pour le parti³⁰⁰. Arcand a ainsi régulièrement reçu des subsides secrets de la part de Gérard Martineau, le grand argentier

²⁹⁶ En ordre d'apparition : « Arcand à Ottawa avec l'aide de Duplessis? », *Vrai*, Vol. 3, no. 11 (10 novembre 1956), pp. 1-2; « Arcand conspire à Lanoraie! », *Vrai*, Vol. 3, no. 4 (22 septembre 1956), p. 1 et p. 10; « Le fasciste Arcand au service du fasciste Duplessis », *Vrai*, Vol. 2, no. 36 (23 juin 1956), p. 5; « Adrien Arcand Rides Again! », *Vrai*, Vol. 2, no. 37 (30 juin 1956), pp. 2-3.

²⁹⁷ Fred Rose. *Fascism over Canada: an Exposé*, Toronto, New Era Publishers Limited, 1938, p. 44. Rose raconte même qu'une réunion de masse a été tenue à l'hôtel de ville, où les Sorelois sont venus écouter les discours d'Adrien Arcand et du Dr G. Lambert, l'un des cadres du PNSC. Arcand a donné au maire de Sorel un miroir décoré d'un svastika. Le maire a posé ce miroir à l'hôtel de ville de Sorel.

²⁹⁸ David Martin, *loc. cit.*, p. 8; David Rome. *Clouds in the Thirties. On Antisemitism in Canada: 1929-1939*, Montréal, Congrès juif canadien, Vol. 5, 1978, p. 11.

²⁹⁹ Archives du Congrès juif canadien. *Report on the Trip to Montreal*, p. 1.

³⁰⁰ Françoise Côté, *loc. cit.*, p. 21 et pp. 47-48; Lita-Rose Betcherman. *The Swastika and the Maple Leaf. Fascist Movements in the Thirties*, *op. cit.*, p. 146; Stanley R. Barrett. « Fascism in Canada », *loc. cit.*, p. 352 et p. 370.

des unionistes³⁰¹. Martineau finance par exemple l'opération chirurgicale que doit subir Arcand en 1959. Puis, le 3 mars 1960, il donne à Arcand la somme de cinq cents dollars. Enfin, lorsque Daniel Johnson devient le chef de l'Union nationale en 1961, il ordonne au trésorier de son parti de continuer à procurer une aide ponctuelle à Adrien Arcand pour remercier ce dernier de la dévotion qu'il continue de manifester à l'endroit de l'Union nationale³⁰².

Plusieurs cadres unionistes achètent pour leur part les livres et les journaux d'Adrien Arcand³⁰³. Maurice Duplessis lui-même recourt d'ailleurs à des intermédiaires pour entrer en contact avec le leader fasciste. H.M. Caiserman raconte en effet dans une missive à Saul Hayes³⁰⁴ que le député de Trois-Rivières consent à donner des subsides à Arcand afin que ce dernier remette sur pied *Le Goglu* en 1946 :

L'affirmation de mon premier rapport préliminaire qu'un journal allait apparaître bientôt sous la direction d'Arcand a été correcte; le premier numéro du *Goglu* vient juste de paraître. M. Jean, avocat au 57, rue Saint-Jacques, est l'intermédiaire qui est intervenu avec M. Duplessis pour recevoir Adrien Arcand. C'est officieusement qu'il a été demandé un subside pour du travail culturel. Le travail culturel commence avec le journal *Goglu* et avec un grand pamphlet similaire à la *Clé du Mystère*, sous un autre nom qui sera connu bientôt [notre traduction]³⁰⁵.

Il faut dire que Maurice Duplessis et son entourage politique apprécient beaucoup les qualités journalistiques d'Arcand :

³⁰¹ Alfred Hardy. *Patronage et patroneux : un témoignage inédit de l'ancien directeur général des achats du Québec*, Montréal, Éditions de l'Homme, 1979, p. 136.

³⁰² Jean-François Nadeau. *Adrien Arcand : Führer canadien*, op. cit., pp. 307-309.

³⁰³ Archives publiques du Canada. Fonds Adrien Arcand. MG30D91, Vol. 3. *Lettre de J.-Ernest Laforce à Adrien Arcand*, 17 août 1966, 1 p.

³⁰⁴ Né le 28 mai 1906, Saul Hayes est gradué en Droit à la *McGill University* (1932). Il s'implique tout le long de sa vie au sein de nombreuses organisations juives partout à travers le monde. Il œuvre tout d'abord pour l'*United Jewish Relief Agencies of Canada* (1938), avant d'en être le directeur (1940). Il devient ensuite directeur exécutif du Congrès juif canadien (1942). Il meurt en 1980. The Canadian Jewish Heritage Network. *Hayes, Saul and Beatrice*, (page consultée le 24 janvier 2013), [en ligne], adresse URL : <http://www.cjhn.ca/permalink/189>.

³⁰⁵ Archives du Congrès juif canadien. *Mémoire de H.M. Caiserman à Saul Hayes le 5 décembre 1946*, 1 p.

Hier je causais avec le Premier ministre et un autre de ses bons amis, Noël Dorion. Il était question de messieurs les abbés Dion et O'Neill. J'ai dit au Premier ministre sur ce sujet s'il avait pris connaissance des articles d'Adrien Arcand sur le dernier numéro de *L'Unité nationale*. Le Premier ministre me répondit : « Je les ai lus et je constate que c'est ce qui a été écrit de mieux sur le sujet ». Monsieur Dorion a commenté ces articles en disant : « Adrien est sûrement l'un des plus grands journalistes au Canada sinon le meilleur »³⁰⁶.

Bref, Adrien Arcand se range définitivement derrière Maurice Duplessis à partir du moment où ce dernier est élu chef du Parti conservateur du Québec. Le chef de l'Ordre patriotique des goglus parvient ainsi à obtenir sur la scène politique provinciale l'appui durable d'un parti politique stable. Cependant, son patron Joseph Ménard ne parvient toujours pas à assurer la viabilité financière de ses entreprises en dépit de cet important soutien des unionistes. Arcand doit donc cette fois s'impliquer sur la scène fédérale afin de monnayer ses talents d'organisateur auprès d'un politicien influent à Ottawa. Ce politicien disposé à l'aider s'appelle Richard Bedford Bennett.

3.6 ARCAND DEVIENT L'ORGANISATEUR ÉLECTORAL DES *TORIES*

Adrien Arcand se jetterait dans les bras de n'importe quel riche mécène politique en vue d'assurer la survie de l'organisation de l'imprimeur Joseph Ménard. De son côté, le millionnaire Richard Bedford Bennett, le chef du Parti conservateur du Canada, a absolument besoin de l'appui d'un nouveau rédacteur en chef canadien-français en vue de convaincre les Québécois d'expression française de voter en faveur des *tories*. Les Canadiens français boudent en effet « les bleus » depuis que ces derniers leur ont imposé la conscription en 1917. Cela se reflète d'ailleurs dans le paysage médiatique québécois. Seulement sept des soixante-quatre journaux parus dans cette province soutiennent les conservateurs en 1930. Ceux-ci entreprennent donc des démarches en vue de contrôler un

³⁰⁶ Archives nationales du Canada. Fonds Adrien Arcand. Vol. 2. *Lettre de J.-Ernest Laforce à Adrien Arcand*, 25 septembre 1956, 1 p.; Congrès juif canadien. Fonds Adrien Arcand. *Mémo de H.M.C. à Hayes*, 19 décembre 1946, 1 p.

plus grand nombre de journaux francophones, car cela leur permettrait de faire une percée au Québec lors des prochaines élections fédérales, qui auront lieu le 28 juillet 1930³⁰⁷.

Le sénateur Joseph Rainville, l'organisateur des conservateurs fédéraux dans la province de Québec³⁰⁸, révèle à Richard Bedford Bennett les talents journalistiques d'Adrien Arcand, en plus de lui signaler que ce dernier est l'un des rares Canadiens français à appuyer de manière inconditionnelle la politique des *tories* dans ses éditoriaux. Bennett demande donc au sénateur Rainville de prendre contact avec Arcand en vue de le convaincre de mettre sa presse et les membres de son organisation au service du Parti conservateur durant la prochaine campagne électorale. Rainville rencontre Arcand et lui demande en tout premier lieu s'il est prêt à faire paraître des messages de propagande et à organiser des réunions publiques en faveur des conservateurs durant l'été 1930. De plus, ajoute Rainville, les conservateurs seraient disposés à verser 25 000 \$ à la trésorerie de l'Ordre patriotique des goglus et à rembourser tous les frais publicitaires de la campagne électorale s'il parvenait à faire élire au moins douze députés *tories* dans la province de Québec. Adrien Arcand accepte cette offre, car son patron Joseph Ménard est criblé de dettes depuis que Houde a publiquement condamné les dérives antisémites des chemises bleues. En effet, au fur et à mesure qu'Arcand s'enfonce toujours davantage dans la voie de l'antisémitisme, un nombre sans cesse grandissant de commanditaires retirent leurs

³⁰⁷ Marc La Terreur, *op. cit.*, p. 71.

³⁰⁸ Né à Marieville le 8 mars 1875, Joseph-Hormisdas Rainville commence à pratiquer le Droit en juillet 1900. Élu député conservateur fédéral dans Chambly-Verchères (1911-1917), il occupe pendant deux ans le poste de vice-président de la Chambre des communes. Il est ensuite choisi par Bennett comme organisateur en chef du Parti conservateur dans la province de Québec lors des élections législatives de 1930. Rainville est ensuite nommé président de la Commission du havre de Montréal (10 septembre 1930), avant d'être élevé au rang de sénateur (octobre 1932). Il meurt à Montréal le 14 avril 1942. Anciens du Séminaire de Saint-Hyacinthe. *Honorable Joseph-Hormisdas Rainville sénateur*, (page consultée le 3 janvier 2013), [en ligne], adresse URL : <http://www.anciensthyaquinthe.qc.ca/Siteseminaire/105.html>.

annonces publicitaires des pages du *Goglu* et du *Miroir*. Durant la campagne électorale fédérale, Arcand emprunte beaucoup d'argent afin de plaire à son nouveau mécène. Il publie en effet 100 000 tracts, en plus d'imprimer 80 000 exemplaires du *Goglu* et du *Miroir* et d'organiser 104 réunions en faveur du parti³⁰⁹.

À l'issue du scrutin du 28 juillet 1930, les conservateurs remportent les élections en obtenant à travers tout le Canada 137 sièges, dont 24 au Québec. Arcand espère alors regarnir les coffres de son patron Ménard, puisqu'il a réussi à remplir ses engagements envers Bennett. Ce dernier doit par conséquent rembourser les frais encourus par les goglus pour financer la campagne électorale des conservateurs au Québec. Ces frais s'élèvent à 47 900 \$. Le nouveau Premier ministre canadien doit en plus verser aux goglus les 25 000 \$ garantis initialement avant la campagne électorale. Arcand envoie donc à Bennett une facture dont la somme totale s'élève à 72 900 \$. Richard Bedford Bennett décide cependant de ne lui verser que 18 000 \$. Il demande ensuite aux cadres du Parti conservateur du Canada de contribuer personnellement à la relance économique des entreprises de Ménard. Plusieurs d'entre eux acceptent en versant chacun 100 \$ à la trésorerie de l'Ordre patriotique des goglus³¹⁰.

Bennett n'a donc pas rempli correctement l'accord conclu avec Adrien Arcand, car il n'a expédié qu'une faible tranche de la somme convenue. Il promet cependant à Ménard de lui allouer au cours des prochaines années une série de petits versements afin

³⁰⁹ Charlotte Gray. "Adrien Arcand (1899-1967) : The Nazi Party", in David Bercuson, Michael Bliss, Graham Broad et al. "Canada's Hall of Infamy", *The Beaver*, Vol. 87, no. 4 (août-septembre 2007), p. 1; Claude-V. Marsolais. « Normand Lester : des conservateurs finançaient Adrien Arcand », *La Presse* (18 novembre 2001), p. B5; Jean-François Nadeau. *Adrien Arcand: Führer canadien*, op. cit., pp. 91-94; Julian Sher. *White Hoods: Canada's Ku Kux Klan*, Vancouver, New Star Books, p. 63; Lita-Rose Betcherman. *The Swastika and the Maple Leaf. Fascist Movements in the Thirties*, op. cit., pp. 9-11; Michèle Larose, op. cit., pp. 47-48; Michelle McBride, op. cit., pp. 62-64. Stéphane Morisset, op. cit., pp. 36-38.

³¹⁰ *Idem*.

de lui payer le reste de son dû. Le nouveau Premier ministre canadien agit ainsi, car il veut s'assurer que le rédacteur en chef Arcand sera toujours fidèle à sa politique. Ainsi, si Arcand se mettait un jour à ne plus appuyer la politique des conservateurs dans ses éditoriaux, Bennett pourrait réagir rapidement en coupant les vivres de Ménard. Adrien Arcand n'a donc pas le choix d'accepter ce nouvel arrangement, car son patron est toujours à court de liquidités³¹¹.

De 1930 à 1933, Arcand trouve donc dans ses éditoriaux toutes sortes de qualités au Premier ministre canadien. Il affirme tout d'abord que Bennett mène une politique efficace en vue d'endiguer la montée du communisme au pays. Les conservateurs veillent en effet à affaiblir le gouvernement soviétique en instaurant un embargo sur tous les produits russes transitant par le Canada. Les *tories* maintiennent également en application l'article 98 du Code criminel, qui a été instauré en 1919 par le gouvernement fédéral en vue d'interdire les organisations communistes. Richard Bedford Bennett et ses hommes sont en effet favorables au maintien de l'article 98, tandis que les libéraux de William Lyon Mackenzie King promettent de l'abolir au nom de la liberté d'expression. Cette situation permet à Arcand de prétendre que les « bleus » luttent contre le judéo-communisme, alors que les libéraux d'Ottawa portent en teinte plus légère la même couleur que les rouges de Moscou.

Puis, à partir du moment où Arcand commence à afficher publiquement ses convictions nazies en 1932, le chef de l'Ordre patriotique des goglus écrira le plus sérieusement du monde que Bennett est le précurseur du fascisme, ouvrant la voie au

³¹¹ *Idem.*

sauveur providentiel qui permettra au pays de s'affranchir du judéo libéralisme et du judéo communisme en instaurant une dictature semblable à celle de l'Allemagne³¹².

Arcand ne se contente pas de soutenir les idées politiques de Bennett dans ses éditoriaux. Il recourt également à ses services afin de lui demander s'il peut procurer un emploi à ses parents et à ses amis au sein de l'appareil public fédéral. Il lui écrit par exemple une lettre afin de lui recommander la candidature de son frère, le major Louis, au poste de magistrat à la Cour d'appel de la *Military Pension Act*³¹³. Andrew D. Maclean, le secrétaire de Bennett, lui assure simplement que le gouvernement retiendra le nom du major Louis Arcand parmi la liste des aspirants à ce poste³¹⁴.

Pour sa part, l'aile québécoise du Parti conservateur du Canada encourage fortement le Premier ministre à continuer à maintenir des liens avec Arcand. Les *tories* québécois apprécient les talents journalistiques du chef de l'Ordre patriotique des goglus et rappellent constamment à Bennett qu'il se dévoue sincèrement pour la cause des conservateurs. Ces derniers n'ont de toute façon pas les moyens de perdre l'appui d'Arcand, car ce dernier est l'un des rares journalistes québécois à soutenir la cause des « bleus »³¹⁵. Comme l'écrit le député de Saint-Antoine Leslie Bell³¹⁶ dans une missive expédiée à Bennett le 7 juin 1932 :

³¹² David Rome. *Clouds in the Thirties. On Antisemitism in Canada: 1929-1939*, Montréal, Congrès juif canadien, 1978, Vol. 5, p. 37.

³¹³ Archives publiques du Canada. Political Series, Section F. *Lettre d'Adrien Arcand à R.B. Bennett*, 16 janvier 1932, 2 p., in *Requests – Interview Requests – Adrien Arcand, 1932-1935*, bobine de microfilm M-1326, MG26-K, pp. 402265-402279.

³¹⁴ Archives publiques du Canada. Political Series, Section F. *Lettre d'Andrew D. MacLean à Adrien Arcand*, le 18 janvier 1933, in *Requests – Interview Requests – Adrien Arcand, 1932-1935*, bobine de microfilm M-1326, MG26-K, pp. 402265-402279.

³¹⁵ Archives nationales du Québec. Fonds de la Famille Clément-Arthur Dansereau. *Dossier P.E. Blondin*, 3 p.

³¹⁶ Né à Rapid City (Manitoba) en 1889, Leslie Gordon Bell devient avocat avant d'être élu député conservateur fédéral dans Saint-Antoine (1925-1935). Il meurt en 1963. Parlement du Canada. *Leslie Gordon Bell*, (page consultée le 20 décembre 2012), [en ligne], adresse URL :

Le Goglu, un journal hebdomadaire imprimé au Québec, nous a rendu, comme vous en êtes conscient, des services efficaces et valables durant la dernière campagne électorale fédérale. À chaque occasion où il a fallu recourir à leurs services, les goglus ont très bien répondu. Ils se sont opposés, et je n'en connais pas la raison (car je n'ai pas fait d'enquête à ce sujet), aux intérêts de Houde aux dernières élections provinciales et municipales. Les résultats de ces deux élections ont été plutôt désastreux pour l'organisation politique de Houde. Même s'il est difficile d'estimer dans quelle mesure ces résultats désastreux ont été attribuables à la presse, il est certain que la campagne satirique du *Goglu* a joué un rôle important dans la défaite de Houde. Je suis cependant assuré que les propriétaires du *Goglu* sont conservateurs dans leur politique et sont disposés à retourner dans l'arène fédérale de toutes leurs forces [notre traduction]³¹⁷.

En somme, au début des années 1930, les conservateurs fédéraux et les duplessistes deviennent les principaux argentiers de l'Ordre patriotique des goglus. Ils contribuent ainsi à assurer la pérennité des entreprises politiques et journalistiques de Joseph Ménard, en plus de permettre à Adrien Arcand de continuer à mener sa campagne antisémite.

CONCLUSION

En somme, jusqu'au début de l'affaire des écoles juives, le rédacteur en chef du *Goglu* et du *Miroir* est un journaliste relativement connu et respecté avec ses convictions nationalistes canadiennes-françaises. La vie d'Adrien Arcand connaît cependant un nouveau tournant à partir du moment où M^{gr} Georges Gauthier, l'archevêque coadjuteur de Montréal, lui demande de soutenir le point de vue de l'Église catholique lors de l'affaire des écoles juives. Arcand accepte ce mandat de l'archevêque coadjuteur, car il est persuadé que la popularité des goglus s'accroîtra s'il consent à soutenir la cause du clergé dans cette affaire. Adrien Arcand se met aussitôt à lire une pléthore de livres, qui traitent du peuple juif en général. Il s'intéresse particulièrement aux théories formulées

<http://www.parl.gc.ca/ParlInfo/Files/Parliamentarian.aspx?Item=3850751d-297f-4e2c-9a59-3e144a3e1783&Language=F>.

³¹⁷ Archives nationales du Canada. Bureau du Premier ministre du Canada. *Lettre de Leslie Bell à Richard Bedford Bennett*, 7 juin 1932, in *Requests – Interview Requests – Adrien Arcand, 1930-1932*, Bobine de microfilm M-1326, MG26-K, pp. 402064-402157.

par Henry Hamilton Beamish, qui prétend que c'est en vertu de leur religion que les Juifs conspirent dans le but de dominer le monde.

Arcand devient alors un antisémite virulent. Il affirme entre autre à qui veut l'entendre que les Juifs organisent des complots à l'échelle internationale afin de détruire la chrétienté. Le chef des goglus vient cependant de perdre toute forme de crédibilité auprès de ses compatriotes en véhiculant obstinément ces préjugés extravagants. Le maire de Montréal Camillien Houde comprend alors qu'il ne doit plus s'associer d'aussi près avec Arcand s'il veut continuer à mener sa carrière politique.

Joseph Ménard et Adrien Arcand doivent donc se trouver un autre mécène politique à partir du moment où les houdistes cessent de financer leurs activités. Le rédacteur en chef du *Goglu* et du *Miroir* sait pertinemment que les adversaires de Houde se présentent presque toujours sous l'étiquette libérale. Maintenant qu'il est devenu l'un des principaux ennemis des houdistes, une entente secrète est rapidement conclue entre le chef des goglus et le Premier ministre Taschereau. Arcand s'engage pour sa part à organiser les campagnes électorales des adversaires de Houde à la mairie de Montréal et à appuyer l'ensemble des mesures politiques proposées par les *whigs*. Les libéraux consentent en retour à regarnir la trésorerie de l'Ordre patriotique des goglus.

Adrien Arcand respecte durant plusieurs mois cette entente conclue avec les *whigs*. Cependant, à partir de 1932, le chef des goglus change d'idée et décide d'appuyer la cause de Maurice Duplessis et celle de tous ses successeurs unionistes. Ces derniers lui assureront en retour un important soutien financier pendant plusieurs décennies.

Pendant ce temps, en 1930, Arcand consent à devenir l'organisateur électoral de Richard Bedford Bennett, le leader du Parti conservateur du Canada. Ce dernier devait

lui verser 25 000 \$ en vue de le rétribuer pour ses services, mais il choisit plutôt de ne lui allouer qu'une partie du montant convenu. Bennett promet cependant de lui rendre le reste de la somme promise, à condition qu'il le soutienne de manière inconditionnelle dans ses chroniques. Le Premier ministre Bennett a selon nous bien raison de ne pas faire confiance à Adrien Arcand, car ce dernier lui causera beaucoup de soucis et de difficultés au moment où il deviendra le principal porte-parole du mouvement nazi au Canada à partir de 1932.

Chapitre IV

ADRIEN ARCAND PORTE LA CROIX GAMMÉE AU CANADA

INTRODUCTION

Le chef de l'Ordre patriotique des goglus s'attire graduellement l'hostilité d'une partie relativement importante de la population canadienne à partir du moment où il nazifie son mouvement. En effet, des journalistes rapportent de temps à autre qu'Adrien Arcand poste des matériaux de propagande étrangers, en plus d'ordonner à ses hommes de se livrer à des exercices paramilitaires. Suite à la publication de ces reportages, des membres influents de la communauté juive et plusieurs groupes de gauche manifestent à de nombreuses reprises leur mécontentement, car ils estiment que le gouvernement fédéral ne devrait pas permettre à Adrien Arcand de mener ces activités illégales. Les autorités politiques refusent pourtant de prendre des mesures répressives contre les chemises bleues, car elles estiment qu'elles ne peuvent pas s'attaquer à la liberté d'expression des citoyens en procédant à la dissolution d'un mouvement politique somme toute marginal. Le gouvernement tient également compte de l'avis des agents de la GRC, qui estiment jusqu'en 1938 que les organisations communistes constituent la principale menace à la sécurité collective des Canadiens. Les autorités policières et gouvernementales tolèrent donc de manière tacite les organisations fascistes d'Adrien Arcand, car elles affirment que ces dernières contribuent à maintenir la stabilité du système politique national en livrant de véritables combats de rue contre les groupes d'extrême-gauche.

En tenant compte de tous ces faits, nous soutenons en revanche que le gouvernement n'a pas agi de manière tout à fait désintéressée en refusant de procéder à la

dissolution du PUNC. En effet, Adrien Arcand continue à organiser la campagne électorale des troupes conservatrices fédérales durant les élections législatives de 1935 et à militer en faveur des unionistes tout le long des années 1930. Ces gestes de soutien prodigués par le chef fasciste canadien à l'égard des « bleus » lui permettent d'obtenir en haut lieu la protection et l'immunité nécessaires en vue de poursuivre sa campagne antisémite et fasciste. Effectivement, c'est uniquement en septembre 1939, au moment où le Canada déclare la guerre à l'Allemagne, que des agents de la GRC ordonnent à Adrien Arcand de cesser de mener des activités politiques en temps de guerre. Il aura fallu que des journalistes révèlent qu'Arcand continue à mener sa campagne antisémite et fasciste avant que le gouvernement ne se décide enfin à procéder à l'incarcération d'Arcand et de plusieurs de ses lieutenants en mai et en juin 1940.

Tout d'abord, nous pourrions vérifier l'ensemble de ces affirmations en expliquant comment Adrien Arcand est devenu le principal porte-parole de l'hitlérisme au Canada. Arcand constate toutefois rapidement que la plupart de ses compatriotes désapprouvent son nouvel et dernier réaligement idéologique, car il perd graduellement le soutien de ses appuis politiques en raison de cela. Le premier de ces politiciens à condamner cette conversion d'Arcand aux idéaux nazis est Richard Bedford Bennett. Il décide en effet de ne plus le recevoir à son bureau et d'accuser les entreprises de Joseph Ménard à la faillite.

Nous analyserons aussi dans ce chapitre l'évolution des relations entre les formations politiques d'Adrien Arcand et le Parti conservateur du Canada, avant de traiter du rôle de l'Union nationale de Maurice Duplessis auprès des fascistes. Eugène Berthiaume, un magnat québécois de la presse, rachète à rabais les actifs de Ménard une fois que ce dernier est acculé à la faillite en 1933. Berthiaume se sert de ces actifs pour

relancer *L'Illustration*, un hebdomadaire dont il est propriétaire. Berthiaume choisit également d'embaucher Adrien Arcand et plusieurs autres anciens employés de Ménard au sein de son équipe de rédaction afin de donner une nouvelle vigueur à ce journal moribond. Cette embauche du chef fasciste par ce grand magnat de la presse a des conséquences politiques importantes, puisque *L'Illustration* est le journal officieux de l'Union nationale à Montréal. La plupart des contemporains d'Arcand se demandent alors pourquoi le Premier ministre Duplessis consent à s'associer d'aussi près avec le principal leader nazi au pays. Comme nous l'expliquerons au cours de ce chapitre, Adrien Arcand organise toutes les campagnes électorales des troupes de Maurice Duplessis à partir du moment où ce dernier devient le chef de l'opposition officielle du Québec en 1932. Nous traiterons également de l'évolution des rapports noués par les fascistes canadiens avec les unionistes à partir de la naissance de ce parti politique en 1935 jusqu'à la mort d'Arcand en 1967.

Pendant ce temps, des militants du Congrès juif canadien constatent qu'Adrien Arcand cause de graves préjudices aux membres de la communauté juive en publiant des articles aussi diffamants à leur égard. Ils décident donc d'intervenir sur la scène publique afin de demander au gouvernement de mettre un terme aux activités politiques des chemises bleues. Cependant, comme nous le constaterons un peu plus loin dans ce chapitre, le gouvernement ne peut pas empêcher Arcand de commettre ces actes diffamants à l'endroit des Juifs, car ce dernier contourne habilement la loi afin d'éviter de se faire condamner par un tribunal.

Nous analyserons ensuite les motifs ayant poussé les nationalistes canadiens-français, les alliés politiques traditionnels d'Adrien Arcand, à condamner sa cause

fasciste à partir de décembre 1936. Comme nous le soulignerons dans cette section, les nationalistes canadiens-français partagent avec les fascistes canadiens plusieurs points de vue communs à propos de la nation canadienne-française. Nous soutenons cependant que les nationalistes canadiens-français n'ont pas abandonné Arcand en raison de ses allégeances fascistes, mais uniquement après avoir constaté que les membres du PNSC infiltrent leurs propres institutions afin de les contrôler à leur place.

En somme, ce sont les divers événements reliés à la conjoncture politique internationale qui auront raison d'Adrien Arcand. À la dernière section de ce chapitre, nous soulignerons que la politique expansionniste d'Adolf Hitler fait peur à la plupart des Canadiens à la fin des années 1930. Ils sont de plus en plus nombreux à estimer qu'Arcand pourrait nuire à leur sécurité en commettant un jour des actes de sabotage en vue d'aider les Allemands à envahir le Canada. Ils manifestent donc bruyamment afin de demander au gouvernement de procéder à la dissolution de la « cinquième colonne d'Hitler » au Canada. Cependant, comme nous le soutiendrons en nous appuyant sur de nombreuses sources primaires gouvernementales et institutionnelles, le Premier ministre canadien William Lyon Mackenzie King et le ministre fédéral de la Justice Ernest Lapointe n'ont aucune intention d'arrêter Arcand et ses principaux lieutenants. Ils estiment en revanche que les immigrants allemands, italiens et japonais sont des éléments beaucoup plus subversifs que les fascistes canadiens. Ils choisissent donc d'interner des milliers d'immigrants durant la Seconde Guerre mondiale, alors qu'ils se contentent de demander à Arcand de cesser de mener des activités politiques durant la durée des hostilités. Il faudra finalement que plus de 10 000 personnes manifestent à Ottawa pour que le ministre Lapointe se décide finalement à ordonner l'internement d'Adrien Arcand

pendant la Seconde Guerre mondiale. Voyons maintenant dans quelles circonstances Arcand a consenti à devenir le principal porte-parole de l'hitlérisme au Canada.

4.1 LES DEUX RENCONTRES D'ARCAND AVEC KURT LUDECKE

De 1930 à 1932, le chef de l'Ordre patriotique des goglus noue des liens épistolaires avec la plupart des leaders fascistes à travers le monde. C'est d'ailleurs avec eux qu'Adrien Arcand apprend à connaître en détail les fondements idéologiques du NSDAP, en plus de mesurer l'influence grandissante exercée par cette organisation nazie sur la scène politique internationale. Il constate en effet qu'Adolf Hitler s'attire l'attention des médias du monde entier avec ses manifestations politiques spectaculaires et sa plateforme électorale inusitée. Arcand croit alors que son mouvement antisémite pourrait connaître un nouvel essor sur la scène politique canadienne s'il parvenait à obtenir le soutien des troupes nazies. Au début de l'année 1932, il invite Kurt Ludecke, le principal émissaire du NSDAP en Amérique du Nord, à venir assister à l'un des rassemblements de son Ordre patriotique des goglus³¹⁸. Ludecke accepte cette invitation d'Adrien Arcand et rencontre les goglus pour la première fois au début de l'année 1932.

Arcand semble ravi de cette première rencontre, car il rédige quelques jours plus tard un article élogieux à l'endroit de Ludecke³¹⁹. Puis, peu de temps après cette entrevue, Arcand décrit avec enthousiasme la montée phénoménale du *Führer* vers le pouvoir en Allemagne. Le chef de l'Ordre patriotique des goglus est ainsi le seul rédacteur en chef

³¹⁸ Archives du Congrès juif canadien. CJC-YEAR 2 1939, Boîte 2, Dossier 17. *Lettre de Kurt G.W. Ludecke au major Frank Pease*, 12 décembre 1933, 2 p.; David Rome. *Clouds in the Thirties. On Antisemitism in Canada : 1929-1939*, Montréal, Congrès juif canadien, 1977, Volume 1, p. 123; Martin Robin, *op. cit.*, p. 110; Mason Wade, *op. cit.*, p. 255; Réal Caux, *op. cit.*, p. 44. Durant les années 1920 et 1930, le théoricien nazi Alfred Rosenberg donne à Ludecke la mission de faire du lobbying en faveur du NSDAP auprès des membres du Congrès des États-Unis. Rosenberg demande également à Ludecke de créer une agence de presse nationale-socialiste afin de répandre le mouvement nazi en Amérique du Nord.

³¹⁹ Lita-Rose Betcherman. *The Swastika and the Maple Leaf. Fascist Movements in the Thirties*, *op. cit.*, p. 27.

québécois à souhaiter qu'Hitler remporte les élections présidentielles allemandes en 1932. Adrien Arcand prétend par la suite que le chef nazi changera littéralement le cours de l'histoire en libérant le monde de la supposée influence juive. Le chef de l'Ordre patriotique des goglus affirme enfin qu'Adolf Hitler mène ce combat antisémite en raison de sa foi inébranlable envers la religion catholique, alors que tous les autres journalistes québécois savent bien que l'arrivée au pouvoir du NSDAP mettrait en péril l'existence même des Églises chrétiennes en Allemagne. Adrien Arcand est en tout cas parfaitement conscient des exactions commises par les troupes nazies contre les Judéo allemands, car il les approuve toutes dans ses journaux le 15 avril 1932, le 28 juillet 1932, le 5 août 1932, le 3 mars 1933 et le 10 mars 1933³²⁰. La connaissance qu'il a de ces exactions montre à elle seule l'efficacité de son réseau international de correspondants antisémites.

Kurt Ludecke remarque de son côté l'adhésion progressive du chef de l'Ordre patriotique des goglus à la politique du caporal autrichien. Il décide donc à l'automne 1932 de retourner à Montréal afin de rendre une deuxième visite à Adrien Arcand. Ce dernier se convertit définitivement à l'hitlérisme après cette rencontre, comme le constate Ludecke :

Nous nous sommes rendus à Montréal avec enthousiasme afin d'avoir un rendez-vous avec Adrien Arcand, le fier chef de « l'Ordre patriotique des goglus ». C'était un mouvement violemment antisémite, qui grandit rapidement au Canada français en formant un groupe catholique folklorique, contenant trois publications toutes très intelligentes et démagogiques. J'ai aimé le jeune Arcand – sa vibrante et intelligente figure, son génial esprit combattif. Il était grandement enchanté quand je lui ai donné un portrait autographié d'Hitler. Nous nous sommes parfaitement compris et sommes tombés d'accord pour coopérer en chaque chose [notre traduction]³²¹.

³²⁰ David Rome. *Clouds in the Thirties. On Antisemitism in Canada: 1929-1939*, Montréal, Congrès juif canadien, 1978, Vol. 5, p. 1; Hughes Théorêt. *La campagne antisémite d'Adrien Arcand d'après-guerre : 1945 à 1967*, op. cit., p. 59; Jean-François Nadeau. *Adrien Arcand: Führer canadien*, op. cit., pp. 173-174; Lita-Rose Betcherman. *The Swastika and the Maple Leaf. Fascist Movements in the Thirties*, op. cit., p. 20; Marc Hébert, op. cit., p. 90; Martin Robin, op. cit., p. 108.

³²¹ Kurt G.W. Ludecke. *I Knew Hitler: the Story of a Nazi Who Escaped The Blood Purge*, Londres, Jarrolds Publishers Limited, 1938, pp. 482-483.

Ludecke se persuade ensuite que le chef de l'Ordre patriotique des goglus sera au Canada un élément utile pour le NSDAP. Il écrit en effet à son supérieur en Allemagne :

Vous avez raison à propos des Goglus. Ils sont en effet très efficaces dans leur propagande, aussi bien dans leurs bandes dessinées que dans leur littérature. J'ai eu à Montréal une très intéressante entrevue avec leur chef brillant et fier, Adrien Arcand, auquel nous pouvons nous attendre beaucoup de lui, car il est apparemment en complet accord avec M. Bennett, le grand Premier ministre du Canada, qui se place de plus en plus souvent au-devant de la scène politique de l'Empire britannique [notre traduction]³²².

Ludecke décide par la suite d'inscrire Arcand comme membre honoraire de la *Gestapo* en 1933³²³, avant de l'aider à mettre sur pied un nouveau parti politique. C'est ainsi qu'Arcand procède à la dissolution de l'Ordre patriotique des goglus avant de mettre sur pied le 22 février 1934 le Parti national social chrétien (PNSC)³²⁴. Comme Adrien Arcand l'explique ensuite au major allemand Frank Pease, le PNSC serait un parti politique résolument engagé dans la voie du nazisme :

J'ai eu des nouvelles de Boston, de Philadelphie, de New York, etc. Très encourageant. Les excès de l'agitation juive ont provoqué une sorte de réveil et une poussée rapide du fascisme aux États-Unis [...]. Ici au Canada, notre capital moral augmente dans une proportion inouïe, et nous parvenons à inculquer la mentalité fasciste et antisémite auprès de plusieurs politiciens. [...] Nous avons adopté comme emblème le drapeau de la croix gammée allemande, sauf que le drapeau lui-même est bleu, le cercle blanc et la croix rouge – qui sont les couleurs françaises et britanniques. [...] Prenez contact avec Kurt G. Ludecke et essayez de le voir, à l'hôtel *Kaiserhof* de Berlin. C'est un ami d'Hitler. Mes respects pour Ludecke et Madame. Nous sommes connus au sein de ces équipes de rédaction : *Volkischer Beobachter*, Munich; *Der Stürmer*, Nuremberg; *Hackenkreuz*, de Leipzig; etc. [...] Si cela peut vous aider, vous pourrez jouer le rôle de correspondant pour *Le Patriote*, qui est connu d'Hitler et qui est très bien apprécié par le Département de la propagande nazie [notre traduction]³²⁵.

Adrien Arcand affiche désormais publiquement ses nouvelles convictions politiques nazies. Il demande en effet à ses partisans de l'acclamer et de le saluer à la romaine aux tribunes des grands rassemblements du Parti national social chrétien. Le

³²² Archives du Congrès juif canadien. CJC-YEAR ZA 1939, Boîte 2, Dossier 17. *Lettre de Kurt G.W. Ludecke au major Frank Pease*, 12 décembre 1932, 2 p.

³²³ David Rome. *Clouds in the Thirties. On Antisemitism in Canada: 1929-1939*, Montréal, Congrès juif canadien, 1977, Vol. 1, p. 123.

³²⁴ David Rome. *Clouds in the Thirties. On Antisemitism in Canada: 1929-1939*, Montréal, Congrès juif canadien, 1977, Vol. 1, p. 123.

³²⁵ Archives du Congrès juif canadien. CJC-YEAR ZA 1939, Boîte 2, Dossier 17. *Lettre d'Adrien Arcand au major Frank Pease*, 28 septembre 1933. Le major Pease a répondu avec diligence à cette lettre d'Arcand.

logo du PNSC est un svastika, entouré d'un cercle bleu et d'un centre blanc afin de représenter les couleurs des Britanniques et des Français, les deux peuples fondateurs du Canada³²⁶. Arcand fait également figurer ce logo sur le livret *Fascisme ou Socialisme?*³²⁷ et à la page frontispice du *Patriote*. Enfin, à partir de 1933, Adrien Arcand s'inspire d'Adolf Hitler en invitant à de nombreuses reprises ses lecteurs à boycotter les entreprises juives. Ses disciples apposent également des autocollants tels que des croix gammées sur les vitrines des magasins juifs³²⁸.

4.2 BENNETT DÉSAVOUE ARCAND

Cependant, en continuant à calomnier ainsi les Juifs, Adrien Arcand s'attire de nombreux ennemis qui lui rendront la monnaie de sa pièce. Arcand lui-même est d'ailleurs fort étonné de la violence de la réaction de ses adversaires politiques :

Le public ne le croirait pas si nous écrivions le détail des manœuvres politiques d'étouffement, des manœuvres financières, des honteuses manœuvres d'intimidation et d'extorsion pratiquées par des avocats méprisables, de manœuvres juives auprès des camelots, des manœuvres houdistes auprès de nos créanciers et de nos fournisseurs, des rumeurs empoisonnantes, des mots d'ordre des partis, des conspirations en petits comités, des incendies, des attentats sur la personne, des espionnages perpétuels faits dans nos bureaux et nos ateliers, des vols, de la subornation et du sabotage auxquels nous avons été soumis de semaine en semaine. On s'est servi des défauts des lois, de mouchards, de parjures, de tout ce que des esprits pervers peuvent concevoir de bas, de vil et d'ignoble pour faire disparaître *Le Miroir* et les journaux qui lui sont affiliés [...]³²⁹.

En effet, les adversaires politiques d'Arcand manifestent leur opposition de toutes sortes de manières. Tout d'abord, sous la pression des leaders de la communauté juive, presque tous les commerçants retirent leurs annonces des pages du *Goglu* et du *Miroir*. Ils craignent en effet que leurs clients ne relient leurs produits à ces publications haineuses. Des dizaines de personnes poursuivent également Arcand et Ménard devant les tribunaux

³²⁶ Archives du Congrès juif canadien. CJC-YEAR ZA 1939, Boîte 2, Dossier 17. *Lettre d'Adrien Arcand au major Frank Pease*, 28 septembre 1933.

³²⁷ Adrien Arcand, Joseph Ménard, *op. cit.*, p. 1.

³²⁸ Jean-François Nadeau. *Adrien Arcand: Führer canadien*, *op. cit.*, p. 107.

³²⁹ Adrien Arcand. « Deux années terminées », *Le Miroir*, Vol. 3, no. 1 (26 avril 1931), p. 2.

pour cause de diffamation. Joseph Ménard a même été condamné par un juge à quinze jours d'emprisonnement pour avoir publié un article calomnieux à l'endroit d'Oscar Major, le commentateur sportif de *La Patrie*. Puis, durant les élections législatives provinciales de 1931, des opposants ont tenté de museler Arcand en incendiant les ateliers de Joseph Ménard³³⁰. Cependant, comme ce dernier parvient par la suite à reconstruire ses installations, les adversaires politiques des goglus répliquent en incendiant son imprimerie à deux autres reprises. Le dernier acte de pyromanie, qui a eu lieu en 1933, a totalement détruit l'atelier de Joseph Ménard. Ce dernier ne dispose finalement plus des ressources nécessaires pour surmonter l'ensemble de ces revers. D'ailleurs, Adrien Arcand et Joseph Ménard s'en ouvrent très fréquemment et très ouvertement à Richard Bedford Bennett³³¹.

À titre d'exemple, dès le 14 janvier 1931, Arcand et Ménard écrivent une lettre à Bennett afin de lui signaler que leurs entreprises ont cumulé une dette de 50 000 \$. Ils lui racontent leurs nombreux déboires financiers et lui demandent ensuite de respecter la promesse qu'il leur avait faite durant la campagne électorale de 1930 en leur remboursant le reste de leur dû. Ils veulent absolument le rencontrer afin d'obtenir le montant qu'il leur avait promis. Ils demandent à de nombreuses reprises une audience à Bennett³³², mais ce dernier refuse systématiquement de les recevoir à son bureau à partir d'octobre 1931³³³.

³³⁰ David Rome. *Clouds in the Thirties. On Antisemitism in Canada: 1929-1939*, Montréal, Congrès juif canadien, 1977, Vol. 1, p. p. 114; Lita-Rose Betcherman. *The Swastika and the Maple Leaf. Fascist Movements in the Thirties*, op. cit., pp. 10-11; Martin Robin, op. cit., pp. 123-124.

³³¹ David Phillips, op. cit., p. 17; Jean-François Nadeau. *Adrien Arcand: Führer canadien*, op. cit., p. 90; Lita-Rose Betcherman. *The Swastika and the Maple Leaf. Fascist Movements in the Thirties*, op. cit., p. 29.

³³² En ordre d'apparition : Archives publiques du Canada. Bureau du Premier ministre du Canada. *Requests – Interview Requests – Adrien Arcand, 1930-1932*, bobine de microfilm M-1326, MG26-K; Archives nationales du Canada. Documents de Bennett. [*Conservative Party - Quebec – Montreal*], bobine de microfilm M-1248, MG26-K. *Lettre d'Adrien Arcand à Richard Bedford Bennett, 7 avril 1930, 2 p.*; *Lettre*

Richard Bedford Bennett abandonne ainsi son ancien organisateur politique, car il a déjà eu l'occasion de constater à quel point Arcand est devenu infréquentable depuis qu'il a embrassé l'idéologie nazie. Adrien Arcand essaie en effet de convertir Bennett à sa nouvelle doctrine politique en expédiant au bureau du Premier ministre une kyrielle de messages de propagande antisémite. Il lui envoie tout d'abord le 10 septembre 1932 un

d'Adrien Arcand à Richard Bedford Bennett, 22 mai 1930, 1 p.; Lettre de Richard Bedford Bennett à Adrien Arcand, 23 mai 1930, 1 p.; Lettre de [signature illisible] à Richard Bedford Bennett, 26 mai 1930, 1 p.; Lettre d'Adrien Arcand et de Joseph Ménard à Richard Bedford Bennett, 28 novembre 1930, 1 p.; Lettre d'Arthur W. Merriam à Adrien Arcand, 4 décembre 1930, 1 p.; Lettre d'Adrien Arcand et de Joseph Ménard à Richard Bedford Bennett, 15 décembre 1930, 1 p.; Lettre de Richard Bedford Bennett à Adrien Arcand, 18 décembre 1930, 1 p.; Lettre d'Adrien Arcand à Arthur W. Merriam, 3 janvier 1931, 1 p.; Lettre d'Arthur W. Merriam à Adrien Arcand, le 9 janvier 1931, 1 p.; Archives publiques du Canada. Political Series, Section F. Requests – Interview Requests – Adrien Arcand, 1932-1935, bobine de microfilm M-1326, MG26-K. Mémo d'Arcand à Arthur W. Merriam, 1 p.; Mémo d'Adrien Arcand et de Joseph Ménard à Richard Bedford Bennett, 14 janvier 1931, 2 p.; Télégramme d'Adrien Arcand et de Joseph Ménard à Richard Bedford Bennett, 22 janvier 1931, 1 p.; Télégramme de Richard Bedford Bennett à Adrien Arcand, 22 janvier 1931, 1 p.; Lettre d'Adrien Arcand et de Joseph Ménard à Richard Bedford Bennett, 28 janvier 1931, 1 p.; Lettre d'Adrien Arcand et de Joseph Ménard à Richard Bedford Bennett, 1 p.; Lettre d'Adrien Arcand et de Joseph Ménard à Richard Bedford Bennett, 4 février 1931, 2 p.; Lettre d'Adrien Arcand et de Joseph Ménard à Richard Bedford Bennett, 1 p.; Lettre d'Adrien Arcand et de Joseph Ménard à Richard Bedford Bennett, 1 p.; Lettre d'Adrien Arcand à Arthur W. Merriam, 1 p.; Lettre d'Adrien Arcand et de Joseph Ménard à Richard Bedford Bennett, 17 février 1931, 1 p.; Lettre d'Adrien Arcand à Richard Bedford Bennett, 22 septembre 1931, 1 p.; Lettre d'Adrien Arcand à Richard Bedford Bennett, 29 septembre 1931, 1 p.; Lettre d'Adrien Arcand à Richard Bedford Bennett, 17 octobre 1931, 1 p.; Lettre d'Adrien Arcand et de Joseph Ménard à Arthur W. Merriam, 20 octobre 1931, 1 p. Dans cette dernière lettre, c'est la dernière fois qu'Arcand et Ménard rencontrent le Premier ministre du Canada. Après cela, Bennett cesse définitivement de leur apporter de l'aide financière.

³³³ En ordre d'apparition : Archives publiques du Canada. Bureau du Premier ministre du Canada. Requests – Interview Requests – Adrien Arcand, 1930-1932, Bobine de microfilm M-1326, MG26-K. *Lettre d'Adrien Arcand et de Joseph Ménard à Richard Bedford Bennett, 24 octobre 1931, 1 p.; Lettre d'Adrien Arcand et de Joseph Ménard à Richard Bedford Bennett, 10 novembre 1931, 1 p.; Lettre d'Adrien Arcand à Arthur W. Merriam, 11 novembre 1931, 1 p.; Lettre d'Arthur W. Merriam à Adrien Arcand, 13 novembre 1931, 1 p.; Lettre d'Adrien Arcand et de Joseph Ménard à Richard Bedford Bennett, 2 janvier 1932, 3 p.; Lettre de Richard Bedford Bennett à Adrien Arcand, 28 janvier 1932, 1 p.; Lettre d'Adrien Arcand à Arthur W. Merriam, 17 février 1932, 1 p.; Lettre d'Adrien Arcand à Arthur W. Merriam, 8 avril 1932, 5 p.; Lettre d'Adrien Arcand à Richard Bedford Bennett, 8 avril 1932, 1 p.; Lettre d'Adrien Arcand à Richard Bedford Bennett, 25 mai 1932, 1 p.; Lettre d'Adrien Arcand à Richard Bedford Bennett, 27 mai 1932, 1 p.; Lettre d'Adrien Arcand à Richard Bedford Bennett, 4 juin 1932, 1 p.; Lettre d'Adrien Arcand à Richard Bedford Bennett, 10 juin 1932, 1 p.; Lettre d'Arthur W. Merriam à Adrien Arcand, 11 juin 1932, 1 p.; Lettre d'Adrien Arcand à Richard Bedford Bennett, 1 p.; Lettre d'Arthur W. Merriam à Adrien Arcand, 14 juin 1932, 1 p.; Lettre d'Adrien Arcand à Richard Bedford Bennett, 16 juin 1932, 2 p.; Lettre d'Adrien Arcand à Arthur W. Merriam, 17 août 1932, 1 p.; Lettre d'Adrien Arcand à Arthur W. Merriam, 11 mars 1933, 2 p.; Lettre d'Arthur W. Merriam à Adrien Arcand, 25 mars 1933, 1 p.*

exemplaire du *Fascist* d'Arnold Spencer Leese³³⁴, avant de lui poster des coupures de presse d'articles antisémites italiens, autrichiens, bohémiens, hongrois et français³³⁵. Le chef de l'Ordre patriotique des goglus expédie aussi au bureau du Premier ministre un article ayant été rédigé dans le *Daily Mail* par le vicomte Rothermere³³⁶. Dans l'article, cet aristocrate antisémite explique aux lecteurs les dangers qui les guettent face au péril juif³³⁷. Adrien Arcand envoie également à Bennett un entrefilet de *La Presse*, où l'auteur compare le Premier ministre canadien à Benito Mussolini. Arcand voulait sans doute louer son principal donateur en lui faisant parvenir cette coupure de presse, mais Bennett n'a certainement pas dû apprécier cette comparaison³³⁸ :

En réponse à une délégation des membres de la Conférence pour le rappel de l'article 98 du Code pénal, M. S.-W. Jacobs, député de la division Georges-Étienne Cartier, aux Communes, fit remarquer que le gouvernement Bennett est un gouvernement de dictateurs dont M. Bennett est le Mussolini. Il déclara qu'il avait peu d'espoir dans le présent gouvernement pour abolir les lois anti-ouvrières et qu'il était préférable d'attendre un changement de régime³³⁹.

³³⁴ Archives publiques du Canada. Bureau du Premier ministre du Canada. *Requests – Interview Requests – Adrien Arcand, 1930-1932*, bobine de microfilm M-1326, MG26-K. *Lettre d'Adrien Arcand à Richard Bedford Bennett*, 10 septembre 1932, 1 p.

³³⁵ Archives publiques du Canada. Bureau du Premier ministre du Canada. *Lettre d'Adrien Arcand à Arthur W. Merriam*, 4 janvier 1933, in *Political Series, Section F. Requests – Interview Requests – Adrien Arcand, 1932-1935*. Bobine de microfilm M-1326, MG26-K, pp. 402265-402279.

³³⁶ Il s'agit d'Esmond Cecil Harmsworth, le 2^e vicomte Rothermere. Né le 29 mai 1898, il s'enrôle dans la *Royal Marine Artillery* durant la Première Guerre mondiale, où il devient lieutenant. Il est ensuite aide-de-camp du Premier ministre britannique David Lloyd George lors de la conférence de paix de 1919. Il a ensuite été élu sous la bannière unioniste dans Isle of Thanet au Parlement de Westminster (1919-1929). Il cumule par la suite les fonctions de président de l'*Associated Newspapers*, de président du *Daily Mail*, de président du *General Trust* et de président de la *Trustees of the Reuters News Agency*. Il est enfin devenu chancelier de la *Newfoundland University* (1952-1961), avant de mourir le 12 juillet 1978. The Peerage. *Esmond Cecil Harmsworth, 2nd Viscount Rothermere*, (page consultée le 24 janvier 2013), [en ligne], adresse URL : <http://thepeerage.com/p1377.htm#i13767>.

³³⁷ Archives publiques du Canada. Bureau du Premier ministre du Canada. *Requests – Interview Requests – Adrien Arcand, 1930-1932*, bobine de microfilm M-1326, MG26-K. *Memo d'Adrien Arcand à Arthur W. Merriam*, octobre 1930, 1 p.

³³⁸ Archives publiques du Canada. Bureau du Premier ministre du Canada. *Requests – Interview Requests – Adrien Arcand, 1930-1932*, bobine de microfilm M-1326, MG26-K. *Lettre d'Adrien Arcand à Richard Bedford Bennett*, 1^{er} août 1932, 1 p.

³³⁹ « Le gouvernement Bennett et l'article 98 du Code pénal », *La Presse* (1^{er} août 1932).

Puis, en 1933, Kurt Ludecke demande à Adrien Arcand de l'aider à obtenir une entrevue avec le Premier ministre Bennett³⁴⁰. Arcand adresse alors une lettre au chef du Parti conservateur du Canada afin de lui demander s'il est disposé à recevoir Ludecke durant la troisième ou la quatrième semaine de janvier. Nous n'avons pas retrouvé la trace de la réponse du secrétaire particulier du Premier ministre³⁴¹. Cependant, nous avons retrouvé après l'accession au pouvoir d'Adolf Hitler une deuxième demande d'entrevue de Ludecke auprès de Bennett. Il semble bien que le Premier ministre canadien ait ce coup-ci accepté de le recevoir en audience, comme le révèle cet échange de lettres. En effet, le 9 mai 1933, Adrien Arcand écrit ceci à Arthur W. Merriam, le secrétaire du chef conservateur fédéral :

Je viens juste de recevoir de Berlin, en Allemagne, une lettre de M. Kurt G.W. Ludecke, représentant personnel du chancelier Hitler à Washington, me racontant qu'il sera ici dans quelques jours, qu'il est plénipotentiaire et qu'il désirerait avoir une entrevue avec le Premier ministre. Il m'a demandé de savoir auprès de vous si ce serait possible durant cette période. Voudriez-vous s'il vous plaît me laisser savoir si M. Bennett sera à Ottawa durant ce temps et s'il peut rencontrer M. Ludecke dans le cadre d'une entrevue [notre traduction]³⁴².

Merriam lui répond le lendemain : « Je ne peux, en ce moment, dire de manière certaine si M. Bennett sera à Ottawa à ce moment-là, mais s'il y est je suis sûr qu'il sera heureux de rencontrer M. Ludecke dans le cadre d'une entrevue [notre traduction]³⁴³ ». Enfin, à la

³⁴⁰ David Rome. *Clouds in the Thirties. On Antisemitism in Canada: 1929-1939*, Montréal, Canadian Jewish Congress, 1977, Vol. 1, p. 124; Hugues Théorêt. *La campagne antisémite d'Adrien Arcand d'après-guerre : 1945 à 1967*, op. cit., pp. 59-60; Jean-François Nadeau. *Adrien Arcand: Führer canadien*, op. cit., p. 174; Lita-Rose Betcherman. *The Swastika and the Maple Leaf. Fascist Movements in the Thirties*, op. cit., p. 28; Martin Robin. op. cit., p. 110.

³⁴¹ Archives publiques du Canada. Political Series, Section F. Requests – Interview Requests – Adrien Arcand, 1932-1935. *Lettre d'Adrien Arcand à Arthur W. Merriam*, le 4 janvier 1933, 1 p., in Bobine de microfilm M-1326, MG26-K, pp. 402265-402279.

³⁴² Archives nationales du Canada. Bureau du Premier ministre du Canada. Political Series, Section F. Requests – Interview Requests, 1932-1935. *Lettre d'Adrien Arcand à Arthur W. Merriam*, 9 mai 1933, 1 p., in bobine de microfilm M-1329, MG26-K, pp. 406035-406135.

³⁴³ Archives nationales du Canada. Bureau du Premier ministre du Canada. Political Series, Section F. Requests – Interview Requests, 1932-1935. *Lettre d'Arthur W. Merriam à Adrien Arcand*, 10 mai 1933, 1 p., in bobine de microfilm M-1329, MG26-K, pp. 406035-406135.

demande d'Adrien Arcand, le vicomte Léon de Poncins demande au Premier ministre canadien de remplir un questionnaire afin de tester ses convictions antisémites³⁴⁴. R.B. Bennett n'a jamais répondu à ce questionnaire, car il n'a pas apprécié toute cette campagne discriminatoire menée par Arcand et son groupe de correspondants antisémites. Il a par la suite décidé de se débarrasser de son encombrant organisateur politique en acculant Joseph Ménard à la faillite. Cela empêcherait ainsi Arcand de continuer à mener cette campagne antisémite qui pourrait être nuisible aux intérêts du Parti conservateur.

Le Premier ministre a certainement fait montre de courage politique en rompant ainsi ses liens avec Adrien Arcand. Toutefois, pendant les élections législatives fédérales de 1935, il recourra de nouveau aux services des chemises bleues, car presque plus personne ne voudra organiser la campagne électorale des *tories*. Bennett est devenu à ce moment-là impopulaire auprès des Canadiens, car il n'est pas parvenu à régler les problèmes socioéconomiques engendrés par la crise économique des années 1930. Enfin, après la défaite des conservateurs face aux troupes libérales de William Lyon Mackenzie King, Adrien Arcand continuera régulièrement à organiser les campagnes électorales des « bleus » et ce, jusqu'à sa mort en 1967³⁴⁵.

³⁴⁴ Archives nationales du Canada. Bureau du Premier ministre du Canada. *Political Series, Section F. Press* – « *London Free Press* », 1933. Bobine de microfilm M-1277, MG26-K.

³⁴⁵ Archives publiques du Canada. Bureau du Premier ministre du Canada. *Requests – Interview Requests – Adrien Arcand, 1930-1932*. Bobine de microfilm M-1326, MG2-K. *Lettre d'Arthur W. Merriam à Adrien Arcand*, 11 juin 1932, 1 p.; Archives publiques du Canada. *Political Series, Section F. Requests – Interview Requests – Adrien Arcand, 1932-1935*, bobine de microfilm M-1326, MG26-K. *Lettre d'Adrien Arcand à Arthur W. Merriam*, 4 janvier 1935; Archives nationales du Canada. Documents de Bennett [Conservative Party Organization – Quebec]. Bobine de microfilm M-1115, MG26K. *Lettre de M.T. Bérubé à René Champion*, 27 septembre 1935, 1 p.; Jean-François Nadeau, *op. cit.*, p. 95; Martin Robin, *op. cit.*, p. 134; Parti de l'unité nationale du Canada. *Adrien Arcand devant le tribunal de l'histoire : scandale à la Société Radio-Canada*, *op. cit.*, p. 9; Réal Caux, *op. cit.*, p. 71; Stéphane Morisset, *op. cit.*, p. 36.

Beaucoup de gens savent effectivement que les conservateurs fédéraux sont les principaux contributeurs des goglus. Le consul italien Giuseppe Brigidi affirme dans un premier temps que les conservateurs fédéraux constituent un gouvernement ami pour la cause fasciste, car il a la certitude que R.B. Bennett finance les chemises bleues d'Arcand³⁴⁶. Puis, à l'automne 1937, l'interviewer du *Time Magazine* David Martin demande en entrevue à Arcand s'il a déjà collaboré avec les conservateurs de Richard Bedford Bennett. Adrien Arcand lui a alors répondu : « Oui, j'ai connu M. Bennett [notre traduction]³⁴⁷ ». Enfin, le député communiste Fred Rose affirme durant la Seconde Guerre mondiale à la Chambre des communes que les conservateurs fédéraux ont commis une grave faute en fournissant des deniers à un mouvement qui allait devenir franchement nazi. L'historien américain Mason Wade résume ainsi cette déclaration de Fred Rose au Parlement :

La population de la province [de Québec] avait été soumise à une plus forte dose de propagande fasciste que toute autre partie du pays. Les publications électorales conservatrices, en 1935, avaient été diffusées avec l'aide d'Adrien Arcand, lieutenant d'Hitler au Canada. De son côté, l'Honorable Sam Gobeil, chef du Parti conservateur québécois, était l'auteur de tracts plus ouvertement pro-hitlériens que ceux de tout autre politicien du pays. Paul Bouchard, rédacteur en chef de *La Nation*, l'une des pires feuilles fascistes de la province, avait été financé pour sa campagne dans Lotbinière, en 1937, par Maurice Dupré, leader conservateur fédéral dans la province. Ce journal avait reçu l'appui de Frédéric Dorion, en ce temps-là conservateur et, maintenant, chef du Groupement des Indépendants, que Rose accusait d'être un front conservateur. Il accusait les Canadiens anglais d'avoir financé, aux dernières élections provinciales, la machine anti-guerre de Duplessis, alors soutenue par la même *Gazette de Montréal* qui, aujourd'hui, réclame si bruyamment la conscription [notre traduction]³⁴⁸.

Bennett cesse donc de regarnir la trésorerie de l'Ordre patriotique des goglus afin de se débarrasser de son encombrant organisateur politique. Cette décision provoque la faillite de Joseph Ménard, car ce dernier n'a plus les moyens de rembourser ses créanciers. Puis, le 16 mars 1933, Adrien Arcand rédige une lettre au sénateur Pierre-

³⁴⁶ Michelle McBride, *op. cit.*, p. 57.

³⁴⁷ David Martin, *loc. cit.*, p. 8.

³⁴⁸ Mason Wade, *op. cit.*, pp. 477-478.

Édouard Blondin³⁴⁹, où il lui explique que son patron Ménard sera bientôt obligé de fermer boutique. Le chef de l'Ordre patriotique des goglus veille également à publier le dernier numéro du *Goglu* le 10 mars 1933 et à faire paraître la dernière édition du *Miroir* neuf jours plus tard. Enfin, immédiatement après la faillite de Joseph Ménard, Richard Bedford Bennett demande au sénateur Blondin de procéder discrètement à la mise en liquidation du *Goglu* et du *Miroir*³⁵⁰. C'est l'homme d'affaires Eugène Berthiaume qui s'emparera finalement des actifs de Ménard.

4.3 ARCAND ENTRE AU SERVICE D'EUGÈNE BERTHIAUME

Adrien Arcand perd son emploi lorsque Joseph Ménard fait faillite. Heureusement pour lui, Richard Bedford Bennett convainc Eugène Berthiaume d'acheter à rabais les actifs de Joseph Ménard. Il faut dire que les entreprises de Ménard ont une certaine valeur, car ce dernier possédait avant sa faillite une presse pouvant imprimer 40 000 copies à l'heure, en plus de ne devoir payer que 1 000 \$ par mois pour louer une bâtisse en béton à quatre étages sur la rue Marie-Anne. Berthiaume ordonne alors à son personnel de quitter les bureaux de *La Patrie* afin de transférer les équipements de *L'Illustration* dans l'édifice de la rue Marie-Anne. Ce déménagement a été complété en mai 1933. Eugène Berthiaume décide également d'embaucher d'anciens collaborateurs

³⁴⁹ Né le 14 décembre 1874 à Saint-François-du-Lac, Pierre-Édouard Blondin est promu lieutenant-colonel durant la Première Guerre mondiale. Blondin est ensuite élu député conservateur fédéral dans Champlain (1908-1917) avant d'être nommé sénateur dans Les Laurentides du 20 juillet 1918 jusqu'à sa mort le 29 octobre 1943. Durant sa carrière politique, il a tour à tour assumé les fonctions de vice-président et de président des comités pléniers de la Chambre des communes (29 novembre 1911 – 19 octobre 1914), de ministre du Revenu intérieur (20 octobre 1914 – 5 octobre 1915), de secrétaire d'État du Canada (6 octobre 1915 – 7 janvier 1917), de ministre des Mines (6 octobre 1915 – 7 janvier 1917), de ministre des Postes (8 janvier 1917 – 20 septembre 1921) et de président du Sénat (3 septembre 1930 – 10 janvier 1936). Parlement du Canada. *Fiche Parlementaire*, (page consultée le 24 janvier 2013), [en ligne], adresse URL: <http://www.parl.gc.ca/ParlInfo/Files/Parliamentarian.aspx?Item=16ce500b-a94a-497d-a6d8-216f81209b13&Language=F>.

³⁵⁰ Lita-Rose Betcherman. *The Swastika and the Maple Leaf. Fascist Movements in the Thirties*, op. cit., pp. 29-30.

du *Goglu* et du *Miroir* à titre de chroniqueurs pour son propre journal. C'est ainsi qu'il retient les services d'Adrien Arcand et des commentateurs sportifs Jean Barrette et Zotique Lespérance³⁵¹. Le chef fasciste montera rapidement les échelons au sein de *L'Illustration* en devenant l'homme de confiance d'Eugène Berthiaume.

Arcand détient tout d'abord la colonne politique du journal. Puis, lorsque ce média fait faillite au début 1936, Berthiaume décide de relancer la publication de ce quotidien en le rebaptisant *L'Illustration nouvelle*. C'est sous ce nouveau nom que l'hebdomadaire conservateur de la rue Marie-Anne continuera de paraître à partir du 26 février 1936. Eugène Berthiaume choisit alors de nommer Adrien Arcand à titre d'éditorialiste de ce média à partir du 24 mars 1936 avant de le promouvoir au poste de rédacteur en chef en mai 1937³⁵².

Ces nominations sont importantes, car Berthiaume est parmi tous les propriétaires de journaux montréalais celui qui est le plus proche des unionistes de Maurice Duplessis. Cela fait donc de *L'Illustration nouvelle* le média officieux de l'Union nationale dans la région de Montréal. Ainsi, à partir du moment où les troupes de Duplessis ont été élues à la tête du gouvernement provincial en 1936, ce journal détenu par Berthiaume est devenu l'organe quasi-officiel du gouvernement. Arcand devient donc en quelque sorte le défenseur du parti politique au pouvoir en occupant ainsi le poste de rédacteur en chef de *L'Illustration nouvelle*.

³⁵¹ Né en 1910 à Montréal, Zotique Lespérance est journaliste sportif au *Petit Journal*, à *L'Illustration*, au *Montréal Matin* et à *La Patrie* (1934-1936). Il anime ensuite l'émission radiophonique *Bonsoir les Sportifs* à CKAC (1939-1952). Puis, il entre au service de la *Brasserie Molson* (1945), puis grimpe les échelons au sein de cette entreprise. Il devient ainsi tour à tour directeur de la promotion des ventes (1951-1955), directeur des relations publiques (1955-1962), président-adjoint (1962-1965), vice-président de la compagnie *Molson Breweries* (1965-1973) et enfin vice-président de *Molson Industries* à partir de 1973. Il meurt en 2006. Jean Cournoyer. *Lespérance (Zotique)*, (page consultée le 24 janvier 2013), [en ligne], adresse URL: [http://www.memoireduquebec.com/wiki/index.php?title=Lesp%C3%A9rance_\(Zotique\)](http://www.memoireduquebec.com/wiki/index.php?title=Lesp%C3%A9rance_(Zotique)).

³⁵² Joseph Bourdon. *Montréal-Matin : son histoire, ses histoires*, Ottawa, *La Presse*, 1978, pp. 3-53.

Le gouvernement Duplessis s'est certainement inquiété du fait que son principal porte-parole dans le monde médiatique francophone soit le plus important chef fasciste au pays. Après tout, Adrien Arcand se considère lui-même comme un disciple d'Adolf Hitler, un dirigeant étranger dont la politique expansionniste commence à déranger un grand nombre de Canadiens. De plus, à partir d'octobre 1936, Adrien Arcand reçoit la permission de son patron d'imprimer les numéros de son *Fasciste canadien* à l'intérieur des ateliers de *L'Illustration nouvelle*. Le *Fasciste canadien* est pourtant l'organe mensuel du Parti national social chrétien, une formation politique ayant comme logo une croix gammée³⁵³. De plus, quelques mois avant le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale en 1939, Eugène Berthiaume choisit de nommer Adrien Arcand à titre de vice-président de la Fédération des journalistes canadiens incorporée, la compagnie éditrice de *L'Illustration nouvelle*.

Fort de cette influence nouvelle qu'il exerce maintenant au sein du monde médiatique québécois, Adrien Arcand décide de publier dans *L'Illustration nouvelle* des articles provenant de la *Transocean News*, une agence de presse nationale-socialiste allemande. Les bureaux de celle-ci sont localisés dans l'édifice abritant la *North German Lloyd* et l'*Hamburg-American Line*, au 1178 Philips Place, à Montréal³⁵⁴. Arcand entreprend des démarches pour s'abonner à la *Transocean News*, comme l'explique le Dr Thompson à Zapp :

J'ai pris note de votre lettre du 31 janvier [1939]. Comme vous savez qu'il existe un échange de correspondance entre le consulat allemand et l'ambassade à Washington, le chef local fasciste français, Adrien Arcand, est très intéressé à recevoir les nouvelles transocéaniques régulièrement. M. Arcand m'a raconté que l'organe fasciste local,

³⁵³ David Phillips, *op. cit.*, p. 495; Parti de l'unité nationale du Canada. *Adrien Arcand devant le tribunal de l'histoire : scandale à la Société Radio-Canada*, *op. cit.*, p. 11.

³⁵⁴ Centre d'archives de Montréal de la BANQ. Fonds de la famille Clément-Arthur Dansereau. Cote : SS5,SS55,D3. Localisation : 2 0 002 01-02-002B-01. *Lettre du Dr Hans Thompson à Manfred Zapp*, 6 mars 1939 + documents.

L'Illustration nouvelle, représente bien ces nouvelles allemandes sans bien sûr mentionner la source. En vue de l'attitude hostile générale qui prévaut dans les journaux anglais envers le *Reich* allemand, la prise des nouvelles allemandes par un journal local ne peut être que de tout cœur la bienvenue. Toutefois, il est extrêmement douteux pour moi que le journal mentionné puisse s'abonner au *Transocean* à un prix allant au-delà de 25 \$ par semaine. Auparavant, j'ai de nouveau pris contact avec M. Arcand à ce sujet; j'aimerais également savoir s'il est possible dans ce cas qu'un prix spécial soit fait [notre traduction]³⁵⁵.

Le consul allemand aux États-Unis suggère finalement à ses agents de fournir ce service de nouvelles gratuitement à *L'Illustration nouvelle*. Adrien Arcand se fait donc le porte-étendard de l'Allemagne nazie en 1939, car il s'abreuve maintenant à cette source de nouvelles. Il semble même avoir des contacts avec plusieurs délégués du *Reich* en Amérique du Nord, comme le rapporte le Dr Thompson dans une missive :

Se référant à une lettre que Zapp m'a envoyée le 15 février, M. Arcand a visité le consulat [allemand] et a rapporté qu'il a reçu le Service de nouvelles transocéanique récemment. Constatant qu'elles arrivent 24 heures trop tard, les nouvelles peuvent être utilisées seulement en partie. Le journal, *L'Illustration nouvelle*, dit-il, est en difficultés financières; il a affirmé que le propriétaire qui vit en France est attendu ici brièvement. En ce moment, le journal ne peut même pas payer le prix de 15 \$ par mois à lequel vous offrez et je serais heureux si vous pouviez offrir le service gratuitement pour l'instant. Je suggère que vous communiquiez présentement directement avec le rédacteur en chef de *L'Illustration nouvelle* au 1124, rue Marie-Anne Est, Montréal [notre traduction]³⁵⁶.

Il est étonnant de constater que le gouvernement Duplessis ait décidé de s'appuyer sur un journal dont les chroniqueurs s'abreuvent à des sources provenant d'un pays aussi hostile que l'Allemagne. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si Arcand ne signe aucun des articles qu'il rédige dans *L'Illustration nouvelle*, car plusieurs personnes se désabonnent de ce journal au moment où elles apprennent le nom de l'individu qui en est le rédacteur en chef. En effet, Joseph Bourdon, qui a travaillé pendant près de cinquante ans à *L'Illustration nouvelle*, écrit dans son autobiographie : « Lorsque des vendeurs de journaux juifs apprennent qu'il travaille pour nous, ils menacent de nous boycotter parce

³⁵⁵ *Idem.*

³⁵⁶ *Idem.*

que c'est un antisémite reconnu³⁵⁷ ». Les responsables du Congrès juif canadien signalent également le même phénomène dans l'un de leurs nombreux dossiers consacrés aux fascistes canadiens³⁵⁸. Il faut dire que ces responsables ont mené depuis le début des années 1930 une intense campagne en vue de sensibiliser le public aux dangers suscités par la présence des groupes fascistes au pays.

4.4 LES JUIFS POURSUIVENT ARCAND EN JUSTICE

Comprenant effectivement qu'Adrien Arcand va leur causer de graves préjudices en continuant à mener ainsi sa campagne antisémite et fasciste, les Judéo canadiens se regroupent dans un premier temps en vue de mener de véritables combats de rue contre les militants goglus. Un témoignage fourni par Allan Nadler, un ex rabbin ayant été professeur d'études religieuses et directeur du Programme d'études juives à la *Drew University* de Madison, nous permet d'en apprendre davantage sur ces conflits entre les fascistes et les Judéo canadiens. Nadler raconte que son père a souvent été le témoin de rixes survenues au parc Jeanne-Mance entre l'équipe de baseball dirigée par Adrien Arcand et celle du *YMCA*, un club sportif souvent fréquenté par de jeunes Juifs³⁵⁹. Les Juifs comprennent cependant qu'ils doivent en faire davantage s'ils veulent tarir durablement les sources de l'antisémisme au Canada. Voilà pourquoi ils demandent au député Peter Bercovitch d'intervenir afin d'inciter l'ensemble de ses collègues parlementaires à interdire toute forme de racisme sur la scène publique québécoise.

Bercovitch est en effet l'homme tout désigné pour accomplir cette mission. Ce politicien, qui a constamment été réélu sous la bannière libérale provinciale dans Saint-

³⁵⁷ Joseph Bourdon, *op. cit.*, p. 70.

³⁵⁸ Archives du Congrès juif canadien. *Mémoire du 2 août 1938*, 1 p.

³⁵⁹ Allan Nadler. "Black Hat Like Me", *The Montreal Gazette* (12 août 2007), 3 p.

Louis de 1916 à 1938, n'a jamais été ministre dans les cabinets de Sir Lomer Gouin et de Louis-Alexandre Taschereau. Il a cependant un certain prestige sur la colline parlementaire, car il est avec le député Joseph Cohen l'un des deux porte-paroles officieux de la communauté juive auprès du gouvernement. Peter Bercovitch s'empresse de répondre favorablement à cette mission de ses coreligionnaires juifs, car il désapprouve tout comme eux les discours antisémites d'Adrien Arcand. Il décide ensuite de museler le chef de l'Ordre patriotique des goglus à partir du moment où ce dernier accuse les Juifs de se livrer à des meurtres rituels afin de s'attirer les bonnes grâces de leur maître satan. Arcand a en effet affirmé cela dans l'article « Les buveurs de sang »³⁶⁰.

Le député de Saint-Louis s'aperçoit alors qu'il n'existe aucune loi contre les libelles collectifs au Québec. Il est certes formellement interdit à un individu de calomnier publiquement une autre personne durant les années 1930. Par contre, rien dans la jurisprudence n'empêche une personne de calomnier un groupe ethnique ou un groupe religieux dans son ensemble si aucun individu en particulier n'est expressément nommé³⁶¹. La loi protège alors les individus et non pas les groupes de personnes. Le 27 janvier 1932, le député Bercovitch décide de combler cette lacune juridique en déposant à l'Assemblée législative le projet de loi 167, qui vise à interdire au Québec la publication d'un texte calomniateur envers un groupe religieux ou un groupe ethnique.

Deux jours plus tard, Peter Bercovitch fait à l'Assemblée législative du Québec la première lecture du Bill 167 concernant la publication de la diffamation écrite. Le projet

³⁶⁰ Julian Sher, *op. cit.*, p. 62.

³⁶¹ Hughes Théorêt. *La campagne antisémite d'Adrien Arcand d'après-guerre : 1945 à 1967*, *op. cit.*, pp. 47-49; Jean-François Nadeau. *Adrien Arcand : Führer canadien*, *op. cit.*, pp. 89-90.

de loi est alors déposé au Comité des bills privés afin d'y être étudié³⁶². L'ensemble de la classe journalistique du Québec, y compris la presse ministérielle, proteste avec véhémence contre ce projet de loi. Elle prétend que le gouvernement est en train de restreindre la liberté d'expression de toute la population québécoise en voulant protéger ainsi quelques Juifs. À Chicoutimi, *Le Progrès du Saguenay* affirme que les Juifs réclament pour eux-mêmes des privilèges injustifiés en voulant faire adopter ce projet de loi³⁶³. Les journalistes du *Devoir* tiennent le même discours³⁶⁴. Le député libéral de Saint-Louis consent alors à amender sa propre loi afin d'atténuer cette crainte des journalistes :

Les mots « classes ou croyances » du document général ont été rayés et remplacés par ceux de « races et nations ». C'est-à-dire que, suivant l'amendement, « toute personne qui dans un article de journal ou dans un document public, diffame une race particulière ou une nation, commet un libelle et est passible d'une injonction légale, en autant que le libelle est répété. C'est-à-dire que si un journaliste attaque une fois dans une feuille une nation ou une race, il le fait impunément. Mais s'il réitère, il tombe dans la juridiction légale³⁶⁵.

Les journalistes protestent de nouveau, arguant que la loi protège déjà suffisamment les minorités ethno-religieuses du Québec contre les discriminations dont elles peuvent être victimes. Si ces minorités se sentent attaquées par Arcand, plaident-ils, qu'elles se servent des lois déjà existantes afin de l'empêcher de nuire et elles triompheront si elles sont effectivement victimes d'un préjudice³⁶⁶. Le 16 février 1932, Peter Bercovitch réplique en livrant à l'Assemblée législative du Québec un véritable

³⁶² Assemblée nationale du Québec. *Débats reconstitués. Diffamation écrite (Bill 167) (Cahier n° 43, 29 janvier 1932, p. 465)*, (page consultée le 16 juillet 2008), [en ligne], adresse URL : <http://www.assnat.qc.ca/debats-reconstitues/index.html>.

³⁶³ Lita-Rose Betcherman. *The Swastika and the Maple Leaf. Fascist Movements in the Thirties*, op. cit., p. 16.

³⁶⁴ Bernard Vigod, op. cit., p. 216.

³⁶⁵ « M. P. Bercovitch amende le projet de loi qu'il doit soumettre prochainement », *La Presse*, n° 94 (5 février 1932), p. 17.

³⁶⁶ David Rome. *Clouds in the Thirties. On Antisemitism in Canada: 1929-1939*, Montréal, Congrès juif canadien, 1977, pp. 43-51A.

réquisitoire contre Arcand et Ménard³⁶⁷. Bercovitch parvient ensuite à convaincre la majorité des membres de la députation de procéder à la deuxième lecture de son Bill 167³⁶⁸ avant de créer un comité spécial afin d'étudier ce projet de loi³⁶⁹.

Joseph Cohen, l'autre député judéo-canadien, tient de nouveau à rassurer les journalistes québécois en affirmant que le projet de loi de Bercovitch fait la distinction entre la liberté de la presse et la liberté de calomnier. Il affirme que le gouvernement veut renforcer la liberté d'expression en ne permettant pas à des personnes mal intentionnées de salir impunément l'honneur des individus ou des groupes de personnes³⁷⁰. L'ensemble des commentateurs politiques du Québec continuent cependant à protester, car ils craignent réellement de voir leurs droits professionnels être bafoués si jamais ce projet de loi était adopté. Taschereau cède alors devant la pression exercée par ces journalistes et force le gouvernement à voter contre le Bill Bercovitch. Le Premier ministre québécois indique toutefois que les individus ou les groupes de personnes offensés par les propos de certains journalistes disposent de la protection de la Loi de la presse, adoptée par les membres de l'Assemblée législative en 1929.

D'après cette loi, toute personne qui se croit lésée par un journaliste a trois jours pour demander au propriétaire du journal de rectifier ou de condamner la chronique

³⁶⁷ Assemblée nationale du Québec. *Débats reconstitués. Diffamation écrite (Bill 167) (Cahier n° 55, 16 février 1932, pp. 658-666)*, (page consultée le 16 juillet 2008), [en ligne], adresse URL : <http://www.assnat.qc.ca/debats-reconstitues/index.html>.

³⁶⁸ Assemblée nationale du Québec. *Débats reconstitués. Diffamation écrite (Bill 167) (Cahier n° 57, 18 février 1932, pp. 700-704)*, (page consultée le 16 juillet 2008), [en ligne], adresse URL : <http://www.assnat.qc.ca/debats-reconstitues/index.html>.

³⁶⁹ Assemblée nationale du Québec. *Débats reconstitués. Diffamation écrite (Bill 167) (Cahier n° 58, 19 février 1932, p. 718)*, (page consultée le 16 juillet 2008), [en ligne], adresse URL : <http://www.assnat.qc.ca/debats-reconstitues/index.html>.

³⁷⁰ Martin Robin, *op. cit.*, p. 132.

jugée offensante³⁷¹. Une fois qu'il a reçu cette demande, le détenteur du média doit publier dès le lendemain un article afin de présenter la version des faits de la personne offensée³⁷². Puis, si le propriétaire de la publication s'entête à publier des chroniques calomnieuses à son égard après la parution de sa version des faits, cette personne peut poursuivre le calomniateur devant les tribunaux en lui réclamant des dommages-intérêts³⁷³. Si la Cour reconnaît la culpabilité de l'individu accusé de libelle diffamatoire, le propriétaire du média doit publier dans son journal le jugement rendu par le tribunal, sous peine de parjure³⁷⁴.

Finalement, les députés de l'Assemblée législative du Québec rejettent le Bill Bercovitch par une faible majorité de trois voix. Ils prétendent en effet que la Loi de la presse protège déjà suffisamment les minorités ethno-religieuses contre la calomnie³⁷⁵. Les Juifs décident alors de mesurer le degré d'efficacité de cette Loi de la presse en poursuivant Arcand et Ménard devant les tribunaux. Les Judéo canadiens ont l'occasion de le faire en défendant la cause d'Eurochim Abugov, un marchand de fruits et de légumes ayant une modeste échoppe à Lachine. Adrien Arcand a en effet exhorté à de nombreuses reprises les gens de cette municipalité à boycotter le magasin d'Abugov afin de lutter contre sa prétendue mainmise juive sur le commerce. Eurochim Abugov réagit en 1932 en demandant une injonction afin d'empêcher Joseph Ménard de publier des articles antisémites. Puis, voyant qu'Arcand et Ménard publient toujours des articles

³⁷¹ QUÉBEC, STATUTS DU QUÉBEC. 19 George V, c. 72, *Loi de la presse*, Québec, Éditeur officiel, 1929, art. 4.

³⁷² *Ibid*, art. 8, par. 2.

³⁷³ *Ibid*, art. 3.

³⁷⁴ *Ibid*, art. 13.

³⁷⁵ Martin Robin, *op. cit.*, p. 121.

disgracieux à son sujet après avoir reçu son injonction, Abugov riposte en réclamant cinquante dollars en dommages-intérêts à l'équipe rédactionnelle de ce journal nazi :

[Le défenseur avait] fait écrire, publier et imprimer dans ses journaux des articles, illustrations, caricatures et slogans calomnieux, mensongers, horribles, outrageants et diffamatoires contre les Juifs en général dans le but de nuire à leur bonne réputation en général et à celle du plaignant en particulier, en livrant la race juive et le plaignant à la haine, au ridicule et au mépris³⁷⁶.

Un procès pour cause de diffamation s'ensuit. Le député Joseph Cohen agit à titre de procureur afin de soutenir la cause d'Abugov. Le juge se nomme Gonzalve Desaulniers³⁷⁷. Ce dernier demande à Adrien Arcand ce qu'il a à déclarer pour sa défense. Arcand lui répète ce qu'il a déjà écrit le 22 juillet 1932 dans *Le Goglu* à propos de l'interdiction des libelles collectifs :

[...] cela limiterait la circulation de livres qui décrivent les Juifs dans les mêmes termes, comme la revue mariste *Géographie*, le *Nouveau Testament*, Tacite, Napoléon, Shakespeare, Voltaire, Luther, Graetz, Achael Ha'am, Daudet, Hitler, Isaiah, et de nombreux autres écrivains [notre traduction]³⁷⁸.

Son Honneur Desaulniers demande ensuite à Arcand de lui imprimer l'ensemble de ses arguments en vue de s'opposer aux Juifs, chose qu'il s'empresse de faire:

1) Les Juifs ne sont pas dans leur propre maison; le Canada est aux Canadiens; 2) un Canadien doit être un chrétien; 3) les Juifs d'ici sont entraînés à être différents des chrétiens; 4) les Juifs apprennent à mettre en péril les traditions, l'éthique et la foi des Canadiens français qui sont leurs valeurs ici; 5) les journaux de trente pays, qui sont en contact avec Arcand, publient le même matériel que lui; 6) ces publications et ces groupes internationaux prouvent sans l'ombre d'un doute que la Juiverie est une institution internationale vouée à la destruction de la civilisation chrétienne; 7) les Canadiens ont le droit de défendre leur patrie contre les Juifs; 8) ils sont préparés pour tout combat afin de rappeler le danger; 9) les penseurs juifs admettent qu'ils sont les exécuteurs de l'Humanité; 10) la Juiverie est le ferment du bolchévisme; 11) depuis les jours du Christ, ils se sont dédiés à détester le Christ et son Église; 12) les Canadiens ne permettront jamais aux Juifs de former un État dans notre État [notre traduction]³⁷⁹.

³⁷⁶ *Ibid*, p. 279.

³⁷⁷ Né le 24 juin 1863 à Saint-Guillaume d'Upton, Gonzalve Desaulniers est avocat, poète et juge. Il est l'un des amis d'Émile Nelligan. Il meurt en 1934. Ville de Montréal. *Portraits historiques canadiens*, (page consultée le 24 janvier 2013), [en ligne], adresse URL : <http://www2.ville.montreal.qc.ca/archives/portraits/fr/fiches/P0532.shtm>.

³⁷⁸ David Rome. *Clouds in the Thirties. On Antisemitism in Canada: 1929-1939*, Montréal, Congrès juif canadien, 1977, p. 71.

³⁷⁹ *Ibid*, p. 72.

Au terme de ce procès, le magistrat prononce son verdict en septembre 1932. Il acquitte Arcand et Ménard en raison du fait que ces derniers ont calomnié l'ensemble de la communauté judéo-canadienne et non pas Abugov en particulier. Le juge recommande toutefois au gouvernement provincial d'adopter au plus tôt une loi afin d'interdire la publication de libelles collectifs au Québec³⁸⁰. Pour ce qui est d'Adrien Arcand et de Joseph Ménard, Gonzalve Désaulniers leur rend la liberté après leur avoir adressé une tirade solennelle, dont le contenu est résumé par le politologue Martin Robin :

Il [le juge] rappela à Ménard et à ses associés que les Canadiens français eux-mêmes constituaient une faible minorité dépendante, à l'instar des Juifs, de la tolérance des majorités. Le juge fit valoir, avec des illustrations historiques à l'appui, que le désordre et la révolution découlaient de l'intolérance et de la persécution, que les accusations de meurtre rituel, l'imputation d'ascendance démoniaque et autres affirmations semblables étaient les mêmes inventions dangereuses et antichrétiennes qui avaient été employées en France par Drumont, dont la campagne ne se termina qu'en laissant la France divisée, en affaiblissant ses forces morales et en bannissant un innocent à l'Île-du-Diable³⁸¹.

Cependant, comme cette poursuite a échoué, Eurochim Abugov voit ses affaires se détériorer en raison de la campagne de boycott menée contre lui. Voilà pourquoi il est acculé à la faillite en 1933³⁸². Les Juifs comprennent alors qu'ils ne pourront jamais convaincre les politiciens de prendre des mesures efficaces en vue d'empêcher Arcand de publier de la propagande haineuse à leur endroit. Heureusement pour eux, les groupes nationalistes canadiens-français prendront par la suite leur relais afin de demander aux autorités de censurer les mouvements fascistes canadiens. Expliquons maintenant comment Adrien Arcand est parvenu à se brouiller avec les associations nationalistes canadiennes-françaises.

³⁸⁰ Lita-Rose Betcherman. *The Swastika and the Maple Leaf. Fascist Movements in the Thirties*, op. cit., p. 26; Martin Robin, op. cit., pp. 122-123; Robert Rumilly. *Pages d'histoire politique*, op. cit.

³⁸¹ Martin Robin, op. cit., pp. 122-123.

³⁸² Archives nationales du Québec. *Jugement de la Cour supérieure de 1933*, pp. 95-97.

4.5 ARCAND NOYAUTE L'ORDRE DE JACQUES-CARTIER

Comme nous venons de le constater, les Juifs s'opposent maintenant fortement aux mouvements fascistes dirigés par Adrien Arcand. Ce dernier se tourne alors vers les milieux nationalistes canadiens-français, car il espère trouver en eux des alliés à sa cause nazie. Après tout, depuis les années 1920, il partage avec eux les mêmes convictions à propos de la fragilité de l'existence de la nation canadienne-française en Amérique du Nord³⁸³.

Toutefois, même si Adrien Arcand a tout comme les nationalistes canadiens-français le souci constant d'assurer le relèvement socioéconomique de la principale communauté francophone en Amérique du Nord, des points de vue divergents séparent les nationalistes canadiens-français du plus grand leader fasciste au pays. Les nationalistes canadiens-français refusent tout d'abord l'hitlérisme préconisé par Arcand, car ils affirment que le chancelier allemand persécute les catholiques du III^e Reich. Adrien Arcand répond à cette critique en tentant de démontrer qu'Adolf Hitler est en réalité un chrétien fervent. Selon Arcand, le chef du NSDAP fréquenterait assidûment depuis sa jeunesse les messes offertes par les pères capucins. Hitler aurait même remarqué pendant son enfance qu'une croix gammée était gravée sur le mur extérieur du monastère tenu par ces capucins. Il aurait alors demandé à ces moines ce que signifiait cette croix. Les capucins lui auraient répondu qu'il s'agissait du symbole de la « race blanche » croyante et résistante face aux erreurs modernistes inventées par les Juifs. Hitler, vivement impressionné par la beauté de ce récit, aurait alors décidé de faire du

³⁸³ Adrien Arcand. *Qu'est-ce qu'un Canadien français?*, Montréal, Parti de l'unité nationale du Canada, 1963, p. 2; Jean-François Nadeau. *Adrien Arcand : Führer canadien*, op. cit., pp. 65-66; Stéphane Morisset, op. cit., p. 55.

svastika le logo de son mouvement. Les nationalistes canadiens-français n'ont bien sûr pas été convaincus par ce récit fomenté par Arcand³⁸⁴.

La question nationale est un autre mur s'érigeant entre le chef de l'Ordre patriotique des goglus et les nationalistes canadiens-français. Adrien Arcand est en effet un fédéraliste centralisateur et un monarchiste convaincu, alors que les nationalistes canadiens-français militent afin que le Québec ait le plus d'autonomie possible à l'intérieur du Canada³⁸⁵.

Toutefois, ce sont surtout les leaders nationalistes francophones qui s'opposent aux idées et au mouvement d'Adrien Arcand. Plusieurs militants nationalistes canadiens-français ne se préoccupent guère des réticences de leurs leaders à l'égard du chef fasciste québécois, puisque plusieurs d'entre eux possèdent leur carte d'adhésion du PNSC. Cette division du mouvement nationaliste à l'égard d'Adrien Arcand se reflète particulièrement à l'intérieur de leur société secrète, connue sous le nom d'Ordre de Jacques-Cartier³⁸⁶.

Sur le plan politique, les membres de l'Ordre de Jacques-Cartier partagent les mêmes idées que celles des nationalistes canadiens-français. Ils veulent que le Québec demeure à l'intérieur du Canada, mais ils souhaitent également que le gouvernement québécois ait le plus d'autonomie possible dans la Confédération afin de représenter adéquatement le peuple canadien-français. Ils sont aussi des traditionalistes, car ils sont profondément attachés à la religion catholique et ils valorisent le travail des agriculteurs et des colons. Ils permettent à tous les membres de l'Ordre de Jacques-Cartier de voter

³⁸⁴ David Rome. *Clouds in the Thirties. On Antisemitism in Canada: 1929-1939*, Montréal, Congrès juif canadien, 1977, p. 107; Denise Robillard, *op. cit.*, p. 119; G.-Raymond Laliberté, *op. cit.*, pp. 205-206.

³⁸⁵ David Rome. *Clouds in the Thirties. On Antisemitism in Canada: 1929-1939*, Montréal, Congrès juif canadien, 1977, Vol. 3, p. 46; Jean-François Nadeau. *Adrien Arcand : Führer canadien*, *op. cit.*, p. 66, pp. 103-104 et pp. 166-169; Michèle Larose, *op. cit.*, pp. 48-53.

³⁸⁶ Pour en connaître davantage sur l'histoire et le fonctionnement de l'Ordre de Jacques-Cartier, voir G.-Raymond Laliberté. *Une société secrète : l'Ordre de Jacques-Cartier*, *op. cit.*; Raymond Ouimet, *op. cit.*

pour le parti politique qu'ils souhaitent, en autant que celui-ci n'agisse pas dans le sens contraire des intérêts des Canadiens français et ne soit pas condamné par le clergé catholique romain³⁸⁷.

Pour mener ses combats patriotiques, l'Ordre de Jacques-Cartier a besoin de recruter beaucoup de membres. Cependant, comme c'est une société secrète, les ojicistes doivent agir en toute discrétion avant d'admettre une recrue dans leurs rangs. Voilà pourquoi le processus de sélection des nouveaux membres est complexe. Il faut tout d'abord qu'au moins deux membres expérimentés de l'O.J.C. proposent le nom d'un candidat aux autres personnes faisant partie de la société. Un comité d'enquête est alors formé pour étudier cette proposition. D'après les règles de l'association, tout aspirant doit au moins être en mesure de remplir ces six critères :

[...] a) [être] de langue française; b) catholique romain pratiquant; c) âgé d'au moins 18 ans; d) domicilié dans le territoire de la XC [c'est une cellule régionale de l'O.J.C.]; e) en mesure de payer la taxe d'admission, la contribution réglementaire et les cotisations éventuelles; f) disposé à prendre les engagements prescrits au Rituel³⁸⁸.

Les membres de l'Ordre de Jacques-Cartier effectuent ensuite un vote secret pour approuver cette candidature. Si elle est acceptée, un délégué de la société secrète rencontre discrètement l'aspirant pour lui indiquer qu'il doit maintenant accomplir ce rite d'initiation avant d'être admis dans les rangs de l'Ordre de Jacques-Cartier³⁸⁹ :

L'initiation à cette société secrète est qualifiée de « voyage vers la terre de nos ancêtres ». Le rite initiatique doit permettre aux membres de mettre la main sur l'arme secrète nécessaire pour résister à l'armée de lucifer et à celle des Anglais. Selon le journaliste David Lord, l'initiation se passait comme ceci : « Yeux bandés, l'initié était mis à l'épreuve par le feu et l'eau et un rituel comportant un salut ressemblant à celui des nazis et les cris de « discrétion, discrétion, discrétion³⁹⁰ ».

³⁸⁷ G.-Raymond Laliberté, *op. cit.*, p. 153.

³⁸⁸ *Ibid*, pp. 62-63.

³⁸⁹ *Ibid*, p. 64.

³⁹⁰ Raymond Ouimet, *op. cit.*, pp. 28-29.

Dès que la recrue a accompli avec succès le rituel de son initiation, elle s'engage à ne jamais dévoiler à un non membre de l'Ordre de Jacques-Cartier l'existence de cette société secrète dont les structures sont fortement hiérarchisées³⁹¹.

Au sommet de l'O.J.C., le grand chancelier agit à titre de commandant suprême de l'organisation. Le grand chancelier siège à l'intérieur de la chancellerie, dont les locaux sont situés à Ottawa. Il envoie régulièrement des circulaires à l'ensemble des ojicistes afin de leur indiquer les règles à observer. Les circulaires désignent la chancellerie sous le sigle secret de CX. Comme il y a des ojicistes à travers l'ensemble du Canada, il y a des cellules ou des filiales à travers les différentes régions du pays. Ces cellules locales portent le nom d'un célèbre héros canadien-français et sont désignées sous le nom de commanderie. À travers les circulaires de l'organisation, le lecteur retrouve parfois les sigles « XC » ou « XCC ». Le premier est le diminutif d'une commanderie, tandis que le second désigne plusieurs commanderies à la fois³⁹².

Grâce à l'initiative de la chancellerie, cette société secrète infiltre plusieurs organisations nationalistes canadiennes-françaises afin de vérifier si leurs administrateurs travaillent réellement en faveur de l'intérêt des francophones. C'est ainsi que plusieurs membres de l'O.J.C. réussissent à se faire nommer au sein du Conseil d'administration de la Société Saint-Jean-Baptiste, des syndicats nationaux, des coopératives, des caisses populaires, des chambres de commerce, des commissions scolaires, des institutions d'enseignement et de certains autres mouvements politiques et sociaux³⁹³. L'Ordre de Jacques-Cartier refuse généralement de prendre le contrôle de ces associations, sauf de manière temporaire s'il s'aperçoit qu'elles sont gérées par des administrateurs

³⁹¹ G.-Raymond Laliberté, *op. cit.*, p. 14.

³⁹² *Ibid*, p. 49.

³⁹³ *Ibid*, p. 200.

incompétents ou corrompus. La société secrète refuse en revanche de se mêler des affaires des organisations non francophones telles que les Chevaliers de Colomb. Elle permet cependant à ses membres de s'impliquer auprès de ces associations d'origine anglo-saxonne, en autant que ces dernières ne nuisent en aucune manière aux intérêts des Canadiens français³⁹⁴.

Aussi, nous l'avons vu, les ojicistes se définissent comme des catholiques pratiquants. Ils tiennent donc à mettre le clergé au courant de leurs affaires en nommant à la tête de chacune de leurs commanderies un aumônier. Ils demandent également à tous les évêques d'Ottawa d'accepter le titre de grand aumônier de l'Ordre de Jacques-Cartier afin de guider le grand chancelier dans l'élaboration de ses directives. Les militants de l'Ordre de Jacques-Cartier tiennent donc toujours à obtenir l'approbation de l'épiscopat avant de mener une action politique³⁹⁵.

Adrien Arcand s'intéresse vivement à l'Ordre de Jacques-Cartier, car il partage avec les membres de cette société secrète le désir de soutenir les politiciens dont le programme électoral est le plus approprié pour assurer le relèvement économique et social du peuple canadien-français. Le chef fasciste sait également que cette organisation occulte a le bras long en s'infiltrant ainsi à travers l'ensemble des associations nationalistes canadiennes-françaises. Il se dit alors qu'il pourrait contrôler celles-ci en demandant à ses membres qui font partie de l'O.J.C. de lui livrer des renseignements stratégiques au sujet de cette société secrète³⁹⁶.

³⁹⁴ *Ibid*, pp. 171-172.

³⁹⁵ *Ibid*, p. 82.

³⁹⁶ Archives du Congrès juif canadien. *Lettre de H.M. Caiserman à Saul Hayes et à J.H. Fine*, 16 août 1945, 2 p.; Denise Robillard, *op. cit.*, p. 79; G.-Raymond Laliberté, *op. cit.*, p. 257; Jean-François Nadeau. *Adrien Arcand: Führer canadien*, *op. cit.*, p. 73.

Quelques semaines après que le chef fasciste ait donné cette consigne à ses militants, un ojjiciste portant le nom de J. Veer signale à son supérieur que plusieurs chefs de commanderies révèlent à Arcand des décisions importantes prises par la chancellerie³⁹⁷. Les ojjicistes constatent ensuite que plusieurs commanderies se fascisent à vue d'œil, comme le révèle l'auteure Denise Robillard :

Mais les idées fascistes véhiculées par Adrien Arcand ont déjà leurs adeptes à Montréal dans la commanderie Bourget, fondée en 1932, et dans trois autres, fondées entre février et septembre 1935 : La Dauversière, Chomedey de Maisonneuve et Armand Lavergne. Les responsables de l'Ordre ont en main le programme du parti et un document publié la même année à New York, *Lenin on the Jewish Question*. Ils ont aussi les numéros d'août et octobre 1939 du journal *Social Justice*, fondé par Father Coughlin, et *La Clé du Mystère*, un ramassis de textes antisémites empruntés à différentes périodes historiques, incluant les vingt-deux résolutions des *Protocoles des Sages de Sion*³⁹⁸.

Adrien Arcand est même parvenu à convaincre les journalistes de *La Boussole*, un média contrôlé en sous-main par l'Ordre de Jacques-Cartier, de faire imprimer leurs copies dans les ateliers de Joseph Ménard, le fondateur du *Patriote*. Des liens étroits se forment bientôt entre les rédacteurs du *Patriote* et ceux de *La Boussole*. À titre d'exemple, un article rédigé par Arcand le 12 décembre 1935 a été publié par les rédacteurs en chef de ces deux journaux³⁹⁹.

En guise de réplique, la chancellerie de l'O.J.C. décide finalement d'investiguer au sujet d'Adrien Arcand. En 1933, elle institue un comité spécial d'études sur le fascisme, intitulé « Le futur fascisme canadien-français n'offre-t-il pas une solution à tous nos problèmes? ». Ce comité spécial siège dans la plupart des commanderies montréalaises. Il mène une longue enquête, car il attend trois longues années avant de remettre son rapport⁴⁰⁰. Le 9 janvier 1936, la chancellerie se procure des numéros du

³⁹⁷ Denise Robillard, *op. cit.*, pp. 139-140.

³⁹⁸ *Ibid*, pp. 134-135.

³⁹⁹ *Ibid*, pp. 137-139.

⁴⁰⁰ *Ibid*, pp. 131-133.

Fasciste canadien, l'organe mensuel du PNSC, ainsi que trois exemplaires de la plateforme électorale de ce parti politique. Elle obtient également des copies des anciens numéros de *La Boussole* afin d'étudier le contenu de la pensée politique d'Arcand.

Pendant ce temps, elle demande à M^{gr} Conrad Chaumont⁴⁰¹ de former une commission de théologiens afin d'étudier le contenu du programme politique du PNSC⁴⁰². En attendant la conclusion de l'enquête des théologiens, la chancellerie envoie une lettre circulaire afin d'indiquer à ses membres la politique qu'elle entend adopter à l'égard du PNSC :

Le P.N.S.C. est un parti politique. Tant que l'autorité religieuse ne se sera pas prononcée, nous ne pouvons pas plus défendre à nos membres d'en faire partie qu'à ceux qui se sont agrégés aux partis libéral, conservateur, actionniste restauratiste. [...] Tant que la situation ne sera pas tirée au clair, la CX n'est ni pour, ni contre le P.N.S.C. Elle le considère objectivement comme tous les autres partis⁴⁰³.

Cette attitude passive de la CX permet aux fidèles d'Arcand de s'infiltrer toujours davantage au sein de cette société secrète. À titre d'exemple, une bonne proportion des militants de la commanderie de Saint-Hyacinthe ont déjà adhéré au Parti national social chrétien. Le secrétaire de cette commanderie rédige plusieurs rapports approuvés à propos des activités menées par les membres de ce parti à Saint-Hyacinthe⁴⁰⁴.

⁴⁰¹ Né à Sainte-Anne-des-Plaines (6 janvier 1875), Conrad Chaumont se tourne vers la prêtrise le 24 septembre 1898. Puis, après avoir étudié à Rome (1898-1900), il cumule au séminaire de Sainte-Thérèse les fonctions de professeur, de préfet des études et de directeur des séminaristes (1900-1923). Il devient ensuite l'un des fondateurs et des professeurs de l'École normale de Saint-Jérôme (1923-1925). Il s'engage ensuite plus activement dans la vie paroissiale, devenant tour à tour curé de la paroisse du Très-Saint-Nom-de-Jésus de Maisonneuve à Montréal (1925-1934), secrétaire général et directeur diocésain de l'Action catholique à Montréal (1934-1941). Il devient enfin évêque auxiliaire de Montréal (1941-1960). Il prend sa retraite en 1960, avant de mourir à l'Hôtel-Dieu de Montréal (8 octobre 1966). Giselle Huot, Juliette Lalonde-Rémillard, Pierre Trépanier. *Correspondance, 1894-1967*, Montréal, Fides, 1989, Vol. 3, p. 781.

⁴⁰² Denise Robillard, *op. cit.*, 140-141.

⁴⁰³ Raymond Ouimet, *op. cit.*, pp. 108-109.

⁴⁰⁴ G-Raymond Laliberté, *op. cit.*, p. 281.

Pendant ce temps, en 1936, l'ojiciste Édouard Lagarde⁴⁰⁵ vient de quitter le Grand conseil du Parti national social chrétien, composé de l'ensemble des principaux lieutenants politiques d'Adrien Arcand. Il dévoile à la chancellerie tout ce qu'il sait à propos de cette organisation fasciste. Il révèle tout d'abord « qu'il se trouvait encore trop catholique pour y rester [à l'intérieur du PNSC]⁴⁰⁶ ». Lagarde déclare ensuite qu'Arcand ne travaille aucunement dans les intérêts du catholicisme, car il ne traite presque jamais de la religion lors des réunions. Arcand se contente en effet de citer quelques versets antisémites de la *Bible* afin de valider ses allégations anti-juives.

Édouard Lagarde affirme aussi que les rituels fascistes du Parti national social chrétien sont identiques à ceux des ojicistes. Arcand aurait également imité les méthodes de l'O.J.C. en demandant aux membres du PNSC de noyauter certaines organisations nationalistes canadiennes-françaises afin de fasciser celles-ci⁴⁰⁷. Le comité spécial d'études sur le fascisme, institué par la chancellerie depuis 1933, a lui-même infiltré le Parti national social chrétien avant de confirmer ces dires d'Édouard Lagarde:

[...] le PNSC aurait décidé de s'emparer de l'Association catholique des voyageurs de commerce, il serait entré dans une certaine mesure dans les scouts catholiques où l'on se salue à la naziste, il inspirerait certains mouvements de la JOC et toute la SSJB en serait saturée. On fait voir à M^{re} C. Chaumont l'argument religieux, étant donné qu'Arcand se fait annoncer en chaire dans nombre de paroisses. La politique du parti est entièrement basée sur le système nazi d'Hitler, dont la fin est la disparition totale des sociétés catholiques, liquidant ainsi toute la question religieuse. On y apprend aussi comment certains membres du clergé ont été circonvenus [avec la récitation du *Notre Père* et du serment de loyauté au roi d'Angleterre au tout début de la réunion]⁴⁰⁸.

L'ojiciste Lagarde déclare ensuite à la chancellerie que les principaux lieutenants d'Adrien Arcand entreprendraient une politique de déchristianisation s'ils parvenaient un jour à prendre le pouvoir au Canada:

⁴⁰⁵ Nous ne savons rien d'autre sur cet homme.

⁴⁰⁶ Denise Robillard, *op. cit.*, p. 146.

⁴⁰⁷ *Idem.*

⁴⁰⁸ *Ibid*, p. 147.

Ils [les cadres d'Arcand] trouvent que les jésuites ont une trop grande influence et qu'on les fera sauter. Arcand serait le véritable artisan de la fusion de l'ACJC et de la JOC, que l'évêché l'aurait ordonnée après son intervention. [...] Il résume ainsi son témoignage : au point de vue catholique, le PNSC ne garde que ce qui est favorable au parti, certaines doctrines générales que l'on préfère l'Évangile à la main. On annonce le projet de destruction des sociétés catholiques et des ordres religieux, tout comme le fait Hitler en Allemagne⁴⁰⁹.

En 1936, la commission de théologiens présidée par M^{gr} Chaumont dévoile finalement ses conclusions à propos du PNSC. Ces experts de la religion condamnent à l'unanimité le programme électoral du Parti national social chrétien. Ils reprochent dans un premier temps à Adrien Arcand d'avoir une attitude excessivement hostile envers les Juifs. Ils accusent aussi le chef nazi de prôner une doctrine économique socialisante en préconisant dans son programme politique la nationalisation de l'ensemble des services publics⁴¹⁰.

Peu de temps après, le jésuite Raymond Dunn condamne à son tour le Parti national social chrétien et interdit formellement aux jeunes de l'Action catholique de militer au sein des mouvements dirigés par Arcand⁴¹¹. Adrien Arcand envoie aussitôt une lettre à M^{gr} Chaumont afin de lui indiquer que M^{gr} Georges Gauthier a toujours approuvé son programme politique fasciste:

[...] je revis Son Excellence à l'archevêché, seul cette fois, à peine quelques jours avant la lettre en date du 11 février 1934, si je ne me trompe. Rien, absolument rien, ne fut suggéré pour être retranché du programme comme contraire à la doctrine de l'Église. Et ce fut avec la plus grande satisfaction à ce point de vue que, le 22 février suivant, le parti lançait son programme « tel quel » au Monument national⁴¹².

L'année suivante, en 1937, le pape Pie XI publie l'encyclique *Mit Brennender Sorge*, dans laquelle il blâme sévèrement le régime national-socialiste des travailleurs allemands. Le souverain pontife reproche tout d'abord aux dirigeants du III^e Reich d'avoir

⁴⁰⁹ *Ibid*, p. 146.

⁴¹⁰ *Ibid*, p. 145.

⁴¹¹ David Phillips. *Lettre d'Adrien Arcand à M^{gr} Chaumont*, 24 octobre 1936, p. 58.

⁴¹² *Ibid*, p. 59.

enfreint plusieurs clauses du concordat signé avec l'Allemagne en 1933. Il affirme également que les nazis se montrent coupables d'idolâtrie en déifiant ainsi les notions d'État et de race dans leur doctrine⁴¹³. Enfin, Georges Gauthier, l'archevêque coadjuteur de Montréal, indique en 1938 dans sa *Lettre pastorale sur le communisme* que l'Église ne soutient en aucune manière les actions politiques d'Adrien Arcand:

Je prie qu'on le remarque : je ne fais pas en ce moment l'apologie du Parti national social chrétien, ni de son journal de propagande : *Le Fasciste canadien*, qui fait peur à tant de monde en notre pays. Il y a dans le programme du parti des doctrines très mêlées auxquelles un catholique doit regarder de près avant d'y souscrire. C'est du nazisme allemand, avec ses erreurs et ses tendances, et dont on a pris soin d'adoucir les arêtes les plus vives afin de le rendre acceptable aux catholiques de chez nous. Sans qu'il soit nécessaire d'y insister, comment pourrions-nous oublier la façon dont l'Allemagne hitlérienne traite nos frères dans la foi? N'y a-t-il pas, d'autre part, dans tous les fascismes, un besoin de domination qui n'est guère favorable à la liberté de conscience et qui renouvelle sans cesse un conflit vieux comme le monde : celui du césarisme et du pouvoir spirituel⁴¹⁴?

Les membres de l'Ordre de Jacques-Cartier comprennent, avec ces diverses condamnations du haut clergé, qu'un catholique ne peut militer auprès des organisations fascistes dirigées par Adrien Arcand s'il prétend demeurer fidèle à l'Église. Voilà pourquoi les ojcistes se désaffilient officiellement du PNSC à partir de décembre 1936, peu de temps après le dépôt des recommandations de la Commission Chaumont⁴¹⁵.

Il est donc raisonnable de prétendre que des nationalistes canadiens-français partagent avec Arcand plusieurs de ses idées, car certains d'entre eux ont activement milité au sein du PNSC. C'est cependant à partir du moment où ces nationalistes ont compris qu'Adrien Arcand voulait s'infiltrer à l'intérieur de leur mouvement que ceux-ci ont commencé à remettre en question leur alliance avec lui. Par conséquent, Adrien

⁴¹³ Pie XI. « L'encyclique « Mit Brennender Sorge » », *L'École sociale populaire*, Vol. XV, no. 280-281 (mai, juin 1937), pp. 38-63.

⁴¹⁴ M^{gr} Georges Gauthier. *Lettre de S. Exc. M^{gr} Georges Gauthier sur le communisme*, Montréal, L'Œuvre des tracts, 1938, pp. 6-7.

⁴¹⁵ Denise Robillard, *op. cit.*, pp. 149-159.

Arcand a perdu le soutien de presque tous ses appuis politiques une fois que les nationalistes canadiens-français ont cessé de soutenir ses mouvements d'extrême-droite.

4.6 DES MANIFESTANTS METTENT ARCAND HORS D'ÉTAT DE NUIRE

Ainsi, si presque tous les acteurs sociaux évoluant sur la scène politique québécoise demandent aux autorités de censurer les mouvements fascistes au Canada, pourquoi le gouvernement fédéral s'entête-t-il toujours à protéger le PNSC et le PUNC? Les historiens ayant étudié les mouvements fascistes dirigés par Adrien Arcand avancent d'excellentes réponses à cette question. Tout d'abord, soulignent-ils avec justesse, les agents de la GRC estiment que la présence au pays de mouvements communistes constitue la plus importante menace à la sécurité interne du Canada. Ainsi, jusqu'en 1938, les agents fédéraux protègent constamment les disciples d'Adrien Arcand lorsque les communistes essaient d'empêcher ce dernier de tenir un discours dans l'espace public. La GRC refuse également d'intervenir lorsque les membres du PNSC ou du PUNC parviennent à commettre des actes vexatoires contre les adhérents des différents mouvements d'extrême-gauche⁴¹⁶.

Clifford Harvison, un ancien commissaire de la Gendarmerie royale du Canada, écrit toutefois dans son autobiographie que ses supérieurs se sont inquiétés de la présence des mouvements fascistes à partir de 1936. Il faut dire que la politique expansionniste de

⁴¹⁶ David Rome. *Clouds in the Thirties: On Anti-Semitism in Canada*, Montréal, Congrès juif canadien, 1978, Vol. 5, pp. 19-20; Fred Rose. *La cinquième colonne d'Hitler dans Québec*, Montréal, Cinq Cents, [1938], p. 40; Gregory Sean Kealey, Reg Whitaker. *A War on Ethnicity? The RCMP and Internment*, in Angelo Principe, Franca Iacovetta, Roberto Perin. *Enemies Within: Italian and Other Internees in Canada and Abroad*, Toronto, University of Toronto Press, 2000, pp. 138-143; Gregory Sean Kealey, Reg Whitaker. *R.C.M.P. Security Bulletins: The Depression Years, Part I: 1933-1934*, St. John's, Committee on Canadian Labour History, 1993, p. 8; Michelle McBride, *op cit.*, pp. II, XIV-XVIII, XXVIII-XXXV, 88-125; Pierre Berton. *The Great Depression, 1929-1939*, Toronto, McClelland and Stewart Inc., 1990, pp. 461-462.

l'Allemagne hitlérienne commence à échauder les esprits de plus d'un à cette époque⁴¹⁷. Les officiers de la GRC demandent donc à plusieurs de leurs agents de devenir des membres en règle du PNSC afin de débusquer certaines activités subversives à l'intérieur de ce parti. Au bout de quelques mois, ces agents constatent entre autre que plusieurs disciples d'Arcand se sont infiltrés à l'intérieur de certaines organisations gouvernementales. À la demande de leur chef, indiquent les agents de la GRC dans le mémorandum *Details of Organization of Secret Service*, ces disciples sont tout d'abord parvenus à se faire embaucher à titre de scrutateurs lors des élections législatives fédérales. Les policiers fédéraux mentionnent également que les chemises bleues sont parvenues à noyauter certaines sections du Parti conservateur du Canada⁴¹⁸. Finalement, après avoir lu les rapports accablants rédigés par ces enquêteurs qui ont noyauté les organisations d'Arcand, les autorités créent en 1938 une section d'enquête à propos des activités fascistes au pays. Le gouvernement considère désormais que les organisations fascistes sont tout aussi subversives que les mouvements communistes⁴¹⁹.

Malgré ces preuves évidentes de déloyauté envers les institutions politiques du pays, le ministre fédéral de la Justice Ernest Lapointe refuse de prendre des mesures en vue de rendre le PUNC illégal. Pourtant, le gouvernement fédéral devra finalement se résoudre à arrêter Adrien Arcand et ses principaux lieutenants en juin 1940. Selon nous, plusieurs raisons expliquent ce changement d'attitude de la part des autorités.

⁴¹⁷ Clifford W. Harvison, *op. cit.*, p. 86; Gregory Sean Kealey, Reginald Whitaker. *R.C.M.P. Security Bulletins: The Depression Years, Part V: 1938-1939*, St. John's, Committee on Canadian Labour History, 1997, p. 2.

⁴¹⁸ Nul ne sait cependant si ces scrutateurs fascistes ont manipulé des boîtes à scrutin afin de favoriser la victoire de certains candidats choisis par Adrien Arcand. Michelle McBride, *op. cit.*, p. 78.

⁴¹⁹ David Rome. *Clouds in the Thirties: On Anti-Semitism in Canada*, Montréal, Congrès juif canadien, 1978, Vol. 5, pp. 19-20; Gregory Sean Kealey, Reg Whitaker. *A War on Ethnicity? The RCMP and Internment*, in Angelo Principe, Franca Iacovetta, Roberto Perin. *Enemies Within: Italian and Other Internees in Canada and Abroad*, Toronto, University of Toronto Press, 2000, pp. 138-143.

Tout d'abord, les Juifs et les groupes de gauche, viscéralement hostiles à l'idéologie antisémite et nazie d'Arcand, font logiquement tout ce qui est en leur pouvoir pour inciter le gouvernement fédéral à mettre un terme aux activités des fascistes au pays. De plus, au fur et à mesure qu'un nombre grandissant de gens s'inquiètent de la politique toujours plus expansionniste des pays de l'Axe sur la scène internationale à la fin des années 1930, des journalistes publient des reportages à propos des mouvements fascistes dirigés par Adrien Arcand. Ils se demandent ouvertement si les membres du PNSC ou du PUNC seraient éventuellement prêts à commettre des actes de sabotage en vue d'aider l'armée allemande à envahir le Canada.

En effet, à partir de 1937, des journalistes commencent à s'intéresser sérieusement au PNSC lorsqu'ils décrivent de manière détaillée⁴²⁰ les exercices paramilitaires menés par les légionnaires du major Maurice Scott⁴²¹. Ces légionnaires, qui revêtent tous la chemise bleue et qui sont de fervents disciples d'Adrien Arcand, se réunissent de temps à autre dans les locaux du PNSC afin de mener des combats de boxe et de ju-jitsu⁴²². Les légionnaires assurent également le service d'ordre lors des réunions

⁴²⁰ "Arcand's Party Says Openly It Would End Democracy", *The Standard*, Vol. XXXVI, no. 22 (1er juin 1940), p. 1; David Griffin. "Montreal Fascist Leader Aspires to Dictatorship in Canada", *Toronto Daily Star* (10 février 1938); Téléphore-Damien Bouchard. « Qu'attend M. Duplessis pour agir? », *En avant!* (26 novembre 1937); Fidèle Cacambo. « M. Duplessis va-t-il agir? », *En Avant!* (3 décembre 1937).

⁴²¹ Mesurant 6 pieds et pesant 275 livres, Maurice Scott obtient un diplôme en éducation physique avant d'enseigner la gymnastique au Collège militaire royal de Kingston. Il se signale ensuite lorsqu'il fait partie de l'équipe canadienne de gymnastique lors des Jeux olympiques de 1908 et de 1912. Puis, lors de la Grande guerre, il est officier recruteur et instructeur d'entraînement physique au 85^e bataillon du Corps expéditionnaire canadien. Il est par la suite embauché au sein de la police de la Commission des liqueurs, mais nous ne savons pas pourquoi il démissionne de ce poste au bout de quelques mois. Il devient enfin vendeur ambulancier lorsqu'il rencontre les goglus d'Arcand. Il accepte ainsi d'entraîner les chemises bleues d'Adrien Arcand jusqu'à sa mort en prison en 1944. David Rome. *Clouds in the Thirties. On Antisemitism in Canada*, Montréal, Congrès juif canadien, 1978, Vol. 5, pp. 25-26; « Décès du major Maurice Scott », *Le Devoir* (2 mars 1944); Mario Duliani, *op. cit.*, pp. 75-124, 284; Lita-Rose Betcherman. *The Swastika and the Maple Leaf. Fascist Movements in Canada in the Thirties*, *op. cit.*, pp. 89-90; Martin Robin, *op. cit.*, p. 143; Michelle McBride, *op. cit.*, pp. 70-71.

⁴²² David Griffin. "Montreal Fascist Leader Aspires to Dictatorship in Canada", *Toronto Daily Star* (10 février 1938); Fidèle Cacambo. « M. Duplessis va-t-il agir? », *En Avant!* (3 décembre 1937); Françoise Côté,

du parti et ils font à chaque semaine une parade dans les rues⁴²³. Adrien Arcand refuse toutefois que ses militants portent une arme⁴²⁴, comme l'atteste un rapport de la GRC⁴²⁵.

Cependant, le chef fasciste canadien fait l'erreur d'effrayer ses compatriotes en faisant croire aux journalistes que sa formation politique pourrait éventuellement prendre le pouvoir par la force si les communistes parvenaient un jour à former le gouvernement à Ottawa⁴²⁶. Il fanfaronne encore lorsqu'il appose à sa formation politique ces deux devises franchements inquiétantes : « Le Canada aux Canadiens! » et « En marche vers Ottawa! »⁴²⁷. Arcand présente enfin ses légionnaires à la foule en lui disant que ses chemises bleues formeront la police du pays une fois qu'il aura pris le pouvoir⁴²⁸.

Suite à ces gestes fracassants du leader d'extrême-droite, des groupes de gauche se mobilisent afin d'obtenir du gouvernement la censure des mouvements fascistes dirigés par Adrien Arcand. En 1937, les *Trades and Labour Council*⁴²⁹ se concertent avec plusieurs groupes progressistes afin de demander au ministre fédéral de la Justice Ernest Lapointe d'enquêter sur les activités fascistes au Canada. Lapointe se contente de leur indiquer qu'il refuse de mener une enquête formelle à ce sujet afin de ne pas donner

loc. cit., pp. 47-48; Fred Rose. *Fascism Over Canada: An Exposé*, *op. cit.*, pp. 9-11; Lita-Rose Betcherman. *The Swastika and the Maple Leaf. Fascist Movements in Canada in the Thirties*, *op. cit.*, pp. 41, 89, 110 et 115; Michelle McBride, *op. cit.*, pp. 72-74; Martin Robin, *op. cit.*, pp. 148-149; Richard A. Jones, *loc. cit.*, p. 1434.

⁴²³ Archives du Congrès juif canadien. *Organisations & Devoirs "Company"*, 6 p.; David Rome. *Clouds in the Thirties: On Anti-Semitism in Canada*, Montréal, Congrès juif canadien, 1978, Vol. 5, p. 25; Jean Côté. *Adrien Arcand : une grande figure de notre temps*, *op. cit.*, 62-63; Martin Robin, *op. cit.*, p. 142; Réal Caux, *op. cit.*, pp. 50-51.

⁴²⁴ Archives du Congrès juif canadien. Fonds Adrien Arcand. *Mémoire*, pp. 3-4; David Phillips. *Lettre du PUNC*, 1942, p. 540.

⁴²⁵ Gregory Sean Kealey, Reginald Whitaker. *R.C.M.P. Security Bulletins: The Depression Years, Part V: 1938-1939*, St. John's, Committee on Canadian Labour History, 1997, pp. 163-165.

⁴²⁶ David Griffin. "Montreal Fascist Leader Aspires to Dictatorship of Canada", *Toronto Daily Star* (10 février 1938); David Martin, *loc. cit.*, p. 6.

⁴²⁷ Phillips. *Lettre du PUNC*, 1942, p. 541; "'Stronger Than Ever Here' is Arcand's Fascist Boast", *The Montreal Gazette* (23 février 1947), pp. 579-580.

⁴²⁸ Michelle McBride, *op. cit.*, pp. 70-71.

⁴²⁹ Il s'agit d'un syndicat canadien important, faisant partie du Congrès des métiers et du travail du Canada.

de publicité à Arcand⁴³⁰. Nous avons pourtant vu plus haut que des agents de la GRC infiltrèrent déjà le PNSC à ce moment-là, mais leur enquête n'est pour le moment pas dévoilée au grand public.

Le 5 février 1938, un journaliste du *Globe and Mail* revient à la charge en prétendant que le gouvernement fédéral laisse les fascistes agir librement afin de ne pas heurter les intérêts du Québec. Le Premier ministre Duplessis lui répond alors que ce sont les communistes qui ont insufflé à la population cette peur démesurée des mouvements fascistes canadiens⁴³¹.

Par la suite, des groupes communistes importent illégalement un important stock d'armes des États-Unis afin de faire croire à la population que les fascistes se préparent à mener un coup d'état⁴³². Cette duperie des communistes semble avoir trompé un certain nombre de personnes, puisque le chef de l'opposition R.B. Bennett profite de cet incident pour demander au gouvernement libéral d'agir afin de punir les personnes qui ont importé ces armes. Ernest Lapointe, le ministre fédéral de la Justice, lui répond en Chambre que cette affaire ne doit pas être dévoilée publiquement afin de ne pas nuire à la sécurité nationale⁴³³.

De son côté, le Premier ministre du Québec Maurice Duplessis prend conscience qu'un grand nombre de gens manifestent des sentiments antifascistes, car il se désolidarise publiquement d'Adrien Arcand en prononçant ce discours à l'hôtel Mont-Royal en octobre 1938 :

⁴³⁰ Lita-Rose Betcherman. *The Swastika and the Maple Leaf. Fascist Movements in the Thirties*, op. cit., p. 106.

⁴³¹ *Ibid*, pp. 110-111.

⁴³² Gregory Sean Kealey, Reg Whitaker. *R.C.M.P. Security Bulletins: The Depression Years, Part V: 1938-1939*, St. John's, Committee on Canadian Labour History, 1997, pp. 152-154.

⁴³³ OTTAWA, DOMINION DU CANADA. *Compte-rendu officiel des débats de la Chambre des communes : troisième session, dix-huitième législature 2 George VI, 1938*, Ottawa, J.-O. Patenaude, 1938, p. 2489.

Arcand n'a jamais été, n'est pas et ne sera jamais mon porte-parole, il n'est pas lié avec moi, ni avec mon parti [*sic*] [...]. M. Arcand est le chef du parti fasciste, lequel non seulement ne m'appuie pas, mais est mon ennemi déclaré. Le parti qu'il a créé est mon ennemi juré et combat le parti de l'Union nationale. Je ne m'inquiète toutefois pas à son sujet, car le fascisme n'exerce aucun attrait sur les Canadiens français. M. Arcand est un fanatique, il a des visions et personne ne doit le prendre au sérieux. De plus, je puis ajouter que, pour ma part, je suis un bon catholique, mais je ne suis pas plus catholique que le pape et le pape a récemment déclaré ouvertement la guerre au fascisme et à l'antisémitisme, et c'est le but que je poursuis personnellement⁴³⁴.

Duplessis choisit ensuite de courtiser les suffrages de la communauté juive en demandant à Louis Fitch⁴³⁵ de déposer sa candidature lors d'une élection partielle dans le comté de Montréal-Saint-Louis. Puis, peu de temps après avoir été élu le 2 novembre 1938, Fitch choisit de s'attaquer à Arcand en dévoilant à l'Assemblée législative du Québec les noms, les adresses et les numéros de téléphone de chacun des militants du PUNC⁴³⁶. Enfin, toujours sous l'égide du gouvernement unioniste, la Police provinciale créée en 1939 une section d'enquête sur le fascisme et le nazisme⁴³⁷.

Toutefois, il faut bien comprendre que Duplessis ne rompt aucunement avec Adrien Arcand en condamnant ainsi publiquement le PUNC. Comme nous l'avons vu plus haut, les cadres de l'Union nationale continuent de collaborer avec les journalistes de *L'Illustration nouvelle*, même s'ils savent pertinemment qu'Arcand en est le rédacteur en chef et qu'il s'est abonné à une agence de presse allemande. Nous avons également mentionné qu'Adrien Arcand organise toutes les campagnes électorales de l'Union

⁴³⁴ Martin Robin, *op. cit.*, p. 235.

⁴³⁵ Né en 1888 à Suceava (Roumanie), Louis Fitch émigre au Canada en 1891. Il mène tout d'abord des études de Droit à la *McGill University* et à l'Université de la Sorbonne, avant d'être admis au Barreau de la province de Québec (1911). Il exerce sa profession tout en effectuant de nombreux voyages d'études afin de rédiger des monographies sur l'histoire des communautés juives. Il est ensuite élu sous la bannière de l'Union nationale dans Montréal-Saint-Louis lors d'une élection partielle (2 novembre 1938), mais il est défait en 1939. Il s'implique également auprès de plusieurs institutions philanthropiques juives avant de mourir à Montréal en 1956. Assemblée nationale du Québec. *Louis Fitch*, (page consultée le 14 octobre 2013), [en ligne], adresse URL : <http://www.assnat.qc.ca/fr/deputes/fitch-louis-3163/biographie.html>.

⁴³⁶ Martin Robin, *op. cit.*, p. 236.

⁴³⁷ Lita-Rose Betcherman. *The Swastika and the Maple Leaf. Fascist Movements in the Thirties*, *op. cit.*, p. 142.

nationale dans la région de Montréal, à partir de la fondation de cette formation politique en 1935 jusqu'à son décès en 1967. De son côté, Gérald Martineau, le trésorier des unionistes, alloue régulièrement à Arcand des contrats de traduction et d'édition en faveur de son parti.

Devant toutes ces inquiétudes à propos de l'éventuelle menace fasciste au Canada, le ministre Lapointe déclare le 22 mars 1939 à la Chambre des communes que le gouvernement allait désormais mener une enquête ouverte au sujet des groupes d'Arcand⁴³⁸. Le gouvernement fédéral agit par la suite davantage afin de débusquer l'ensemble des associations subversives au pays. Tout d'abord, il fait dessiner en août 1939 des plans en vue de construire les camps d'internement de Kananaskis et de Petawawa. Ceux-ci sont destinés à incarcérer tous ceux qui auront été condamnés pour cause de subversion lors du conflit⁴³⁹.

Puis, le 31 août, le Premier ministre King forme le Comité interministériel consultatif sur l'internement, destiné à enquêter sur les activités subversives au Canada. Ce comité établit quatre catégories de suspects destinés à être incarcérés dans ces camps d'internement : la première catégorie concerne les membres du NSDAP, qui seront emprisonnés dès que les hostilités commenceront; il y a ensuite les Allemands qui n'ont pas obtenu leur citoyenneté britannique mais qui sont membres en règle d'une institution implantée de toutes pièces par le consulat du IIIe Reich au Canada; il y a également les individus pouvant donner des renseignements stratégiques à l'ennemi en occupant des postes clef au sein de l'appareil administratif et il y a enfin les Germano canadiens ayant

⁴³⁸ Archives du Congrès juif canadien. CJC-YEAR ZA 1939, Boîte 2, Dossier 17. *American Jewish Year Book: Review of the Year 5699*, pp. 237-240.

⁴³⁹ Jonathan F. Wagner. *Brothers Beyond the Sea*, Waterloo, Wilfrid Laurier University Press, 1981, pp. 132-138.

obtenu leur citoyenneté britannique, mais qui ont été membres de l'une des organisations consulaires allemandes au Canada⁴⁴⁰.

Puis, du 1^{er} au 3 septembre 1939, au moment où l'Europe entre officiellement en guerre, le Comité interministériel consultatif sur l'internement étudie entre autres le sort à réserver aux troupes d'Adrien Arcand. Les membres de ce comité statuent qu'Adrien Arcand ne représente pas une menace à la sécurité nationale, car ils estiment que les adhérents du PUNC jurent allégeance au Canada et non pas à l'un ou l'autre des pays de l'Axe. Ils estiment aussi que peu de francophones ou d'anglophones consentiraient à livrer des renseignements stratégiques à l'ennemi, contrairement aux immigrants d'origine allemande et italienne⁴⁴¹. C'est ce genre de discriminations commises par les autorités qui expliquent pourquoi 2 423 individus ont été arrêtés pour cause de subversion au Canada durant la Seconde Guerre mondiale, dont seulement 27 membres du PUNC, contre 847 pro-nazis allemands, 782 pro-japonais, 632 pro-italiens, 123 communistes et 2 personnes non classées⁴⁴².

Le 3 septembre 1939, les Règlements concernant la défense du Canada entrent en vigueur⁴⁴³. Puis, à partir du moment où le Canada déclare la guerre à l'Allemagne le 10 septembre, la Loi sur les mesures de guerre entre automatiquement en force. *L'Habeas Corpus* est suspendu durant le conflit, alors que toutes les lois sur les droits civils sont

⁴⁴⁰ Archives nationales du Canada. Documents de King. *J.W. Pickersgill à King*, Bobine C3746, Vol. 273, MG26J1. *Mémoire pour le Bureau du Premier ministre sur les mesures de sécurité prises lors du déclenchement de la guerre*, 2 décembre 1939, 13 p.; Jonathan F. Wagner, *op. cit.*, pp. 132-138; Michelle McBride, *op. cit.*, p. 142.

⁴⁴¹ Martin Robin, *op. cit.*, pp. 238-241; Michelle McBride, *op. cit.*, pp. 162-163; Gregory Sean Kealey, Greg Whitaker. *R.C.M.P. Security Bulletins. The War Series, 1939-1941*, St. John's, Committee on Canadian Labour History, 1997, pp. 9-12.

⁴⁴² Michelle McBride, *op. cit.*, pp. 12-142.

⁴⁴³ John Offenbeck, *op. cit.*, pp. 167-168.

promulguées par décret ministériel⁴⁴⁴. Le gouvernement a donc tous les outils en main pour arrêter Adrien Arcand et ses principaux lieutenants. Mais il ne le fait pas. Il demande plutôt au capitaine Innis, un officier de la GRC, d'aller rencontrer Adrien Arcand afin de l'avertir qu'il lui est désormais interdit de faire de la politique en temps de guerre. Innis permet également à Arcand de demeurer en liberté, tant et aussi longtemps qu'il ne participera pas à une quelconque activité politique jusqu'à la fin des hostilités⁴⁴⁵.

Adrien Arcand et ses disciples ont toujours prétendu qu'ils ont suspendu les activités du PUNC de 1939 à 1945 et qu'ils ont contribué à l'effort de guerre afin de respecter les consignes des autorités⁴⁴⁶. Arcand va en effet chasser dans les Laurentides durant les deux premières semaines de septembre 1939⁴⁴⁷. Mais il ne tarde pas à défier les consignes de la GRC en retournant dans l'arène politique. Le 20 septembre, il organise un rassemblement au marché Saint-Jacques, où il promet de prendre le pouvoir lors des prochaines élections. Il milite ensuite en faveur des unionistes lors des élections provinciales d'octobre 1939⁴⁴⁸.

Puis, à partir du 2 janvier 1940, Arcand s'enhardit en intensifiant les activités de son parti politique. Il organise des réunions clandestines dans les maisons de ses militants, en plus d'imprimer dans une cave anonyme du boulevard Saint-Laurent le

⁴⁴⁴ Franca Iacovetta et Roberto Perin. "Italians and Wartime Internment: Comparative Perspectives on Public Policy, Historical Memory, and Daily Life", in Angelo Principe, Franca Iacovetta, Roberto Perin. *Enemies Within: Italian and Other Internees in Canada and Abroad*, Toronto, University of Toronto Press, 2000, p. 3.

⁴⁴⁵ Michelle McBride, *op. cit.*, pp. 171-176.

⁴⁴⁶ David Phillips. *Lettre du PUNC, 1942*, pp. 542-543; *Lettre d'Adrien Arcand à Jean-Claude Bruchési, 5 mai 1965*, in Archives nationales du Canada. Fonds Adrien Arcand, Vol. 2, 3 p.; Parti de l'unité nationale du Canada. *Adrien Arcand devant le tribunal de l'histoire : scandale à la Société Radio-Canada*, *op. cit.*, p. 11; Pierre Trépanier, *loc. cit.*, pp. 210-211.

⁴⁴⁷ Gregory Sean Kealey, Reginald Whitaker. *R.C.M.P. Security Bulletins: The Depression Years, Part V: 1938-1939*, St. John's, Committee on Canadian Labour History, 1997, pp. 424-426.

⁴⁴⁸ Jean-François Nadeau. *Adrien Arcand: Führer canadien*, *op. cit.*, pp. 252-262.



pamphlet antisémite *The Jews and the War*⁴⁴⁹. Les agents de la GRC ne font rien qui puisse nuire au parti politique d'Arcand, même s'ils soupçonnent que ce dernier communique d'une manière ou d'une autre avec l'Allemagne⁴⁵⁰.

Ce sera toutefois le début de la fin pour les fascistes canadiens lorsqu'un journaliste du *Montreal Standard* révèle au pays qu'Arcand tient toujours des réunions clandestines dans les maisons de ses membres et que les légionnaires continuent à mener leur entraînement paramilitaire là où ils le peuvent. Dans l'une de ces réunions, souligne ce journaliste du *Standard*, Adrien Arcand aurait affirmé devant ses militants qu'Hitler le nommerait *Gauleiter* si l'Allemagne venait à envahir le Canada. Puis, en mars 1940, le public apprend avec stupeur que plus de six cents personnes sont venues écouter un discours prononcé par le chef fasciste dans une salle paroissiale du boulevard Pie IX, à Montréal, avec la bénédiction d'un certain père Fabien⁴⁵¹.

Pendant ce temps, en Europe, l'armée allemande vole de succès en succès en envahissant tour à tour la Pologne, le Danemark, la Norvège, la Belgique, les Pays-Bas, le Luxembourg et la France. Plusieurs Canadiens craignent alors de voir les troupes hitlériennes franchir l'Atlantique avec l'aide de partisans tels qu'Adrien Arcand⁴⁵². À travers tout le pays, des groupes de citoyens se forment en vue de demander au gouvernement fédéral de procéder à la dissolution de l'ensemble des mouvements

⁴⁴⁹ Lita-Rose Betcherman. *The Swastika and the Maple Leaf. Fascist Movements in Canada in the Thirties*, *op. cit.*, pp. 144-145; Michelle McBride, *op. cit.*, pp. 171-176.

⁴⁵⁰ Gregory Sean Kealey, Reginald Whitaker. *R.C.M.P. Security Bulletins: The Depression Years, Part V: 1938-1939*, St. John's, Committee on Canadian Labour History, 1997, pp. 424-426.

⁴⁵¹ Lita-Rose Betcherman. *The Swastika and the Maple Leaf. Fascist Movements in Canada in the Thirties*, *op. cit.*, pp. 144-145.

⁴⁵² *Ibid*, pp. 145-146.

fascistes canadiens⁴⁵³. Robert Rumilly, un historien ayant vécu pendant la Seconde Guerre mondiale, décrit le climat de panique qui secoue le Canada au printemps 1940 :

Des comités de vétérans se forment, au Canada, pour dépister les membres de la cinquième colonne. Ils demandent l'incarcération des fascistes et des communistes. [...] Des antifascistes, parmi lesquels Jean-Charles Harvey, tiennent une assemblée au Marché Atwater, pour demander des mesures d'urgence. [...] Le Parti de l'Unité nationale, ou Parti national social chrétien, est vite débandé : l'un démissionne par téléphone, l'autre prévient la police qu'il n'appartient plus au parti, un troisième dénonce éperdument ses anciens compagnons⁴⁵⁴.

Le 15 février 1940, *L'Illustration nouvelle*, le journal dont Arcand a été l'un des employés, expédie pour sa part à tous ses abonnés un autocollant arborant cette inscription : « Soyons patriotes! Protégeons-nous contre la 5^e colonne! »⁴⁵⁵. Au même moment, à Halifax, des citoyens armés se regroupent afin de former une milice. Ils patrouillent dans les rues de cette ville en vue d'empêcher les membres de la « cinquième colonne d'Hitler » de commettre des actes de sabotage⁴⁵⁶.

De leur côté, les dirigeants du Congrès juif canadien, qui ont demandé tout le long des années 1930 à plusieurs de leurs membres d'infiltrer le PNSC et le PUNC, ont entre leurs mains de nombreuses preuves incriminantes en vue d'arrêter Adrien Arcand et ses principaux lieutenants. Ils consentent donc à livrer aux agents de la GRC le code réglementaire des légionnaires, un exemplaire du pamphlet antisémite *The Jews and the War*, quatre mémorandums rédigés par la branche du PUNC dans les provinces maritimes depuis 1939 et des copies des *Protocoles des sages de Sion* et de *La clé du mystère*⁴⁵⁷.

⁴⁵³ "Vigilents Patrols Urged Be Cautious", *The Montreal Gazette* (19 juin 1940), p. 11.

⁴⁵⁴ Robert Rumilly. *Histoire de la province de Québec, Tome XXXVIII : La guerre de 1939-1945*, Montréal, Fides, 1968, p. 152.

⁴⁵⁵ Joseph Bourdon, *op. cit.*, p. 97; Parti de l'unité nationale du Canada. *Adrien Arcand devant le tribunal de l'histoire : scandale à la Société Radio-Canada*, *op. cit.*, pp. 11-12.

⁴⁵⁶ "Nazi Organizers Meet Rebuff in Loyal Maritimes", *The Montreal Standard* (1er juin 1940), 1 p.

⁴⁵⁷ Archives du Congrès juif canadien. *Lettre de H.M. Caiserman à Maurice Hart*, 18 mars 1940, 2 p.

Dans ce contexte, les policiers n'ont plus le choix : ils doivent procéder à la dissolution du Parti de l'unité nationale du Canada s'ils veulent rassurer leurs concitoyens. Ils mènent alors, du 23 au 27 mai 1940, une série de perquisitions dans les locaux du PUNC. Ils réquisitionnent tant de matériaux incriminants qu'ils parviennent à remplir six camions de biens prélevés à l'intérieur des locaux du parti⁴⁵⁸. Ils saisissent entre autre des svastikas, des cartes géographiques, des cartes de membres et de la propagande antisémite d'Allemagne⁴⁵⁹.

Ces opérations policières sont rapportées dans les médias. Dix mille personnes manifestent aussitôt sur la colline parlementaire afin qu'Ottawa emprisonne les fascistes encore en liberté⁴⁶⁰. Le ministre Lapointe se résigne alors à procéder à l'arrestation des principaux chefs nazis canadiens. Le 30 mai, la GRC arrête Adrien Arcand et dix de ses lieutenants en vertu des articles 39 et 39a des Règlements concernant la défense du Canada. Ces onze membres du PUNC sont enfermés dans la prison de Bordeaux en attendant leur procès. L'ancien commissaire de la GRC Clifford Harvison raconte dans son autobiographie que la Gendarmerie a arrêté plus de deux cents chefs nazis en deux jours⁴⁶¹.

Le 4 juin, Ernest Lapointe annonce à la Chambre des communes qu'il se sert de l'article 39c des Règlements concernant la défense du Canada pour rendre illégales seize

⁴⁵⁸ Michelle McBride, *op. cit.*, pp. 171-176.

⁴⁵⁹ Lita-Rose Betcherman. *The Swastika and the Maple Leaf. Fascist Movements in the Thirties*, *op. cit.*, pp. 145-146.

⁴⁶⁰ Jean-François Nadeau. *Adrien Arcand : Führer canadien*, *op. cit.*, pp. 252-262; Stéphane Morisset, *op. cit.*, pp. 77-82.

⁴⁶¹ Clifford W. Harvison, *op. cit.*, pp. 136-138. Par la suite, seize autres membres du PUNC seront arrêtés durant la Seconde Guerre mondiale. Cela signifie donc que vingt-sept membres du Parti de l'unité nationale du Canada ont été incarcérés pour avoir violé la Loi sur les mesures de guerre ou les Règlements concernant la défense du Canada.

formations politiques, dont le PUNC⁴⁶². Le lendemain, le juge Rodolphe DeSerres commence à présider le procès des onze accusés fascistes. Puis, suite à des procédures juridiques complexes, le procès est ajourné jusqu'au 19 juin. Ce jour-là, un agent de la GRC présente au tribunal l'ensemble des biens saisis dans les locaux du PUNC depuis le 23 mai. Au bout de quelques heures, le juge demande au policier de cesser de présenter le reste des biens saisis, car il estime qu'il dispose maintenant de suffisamment de preuves pour reconnaître la culpabilité des onze accusés⁴⁶³. Il expédie ensuite les matériaux réquisitionnés par la Gendarmerie au Procureur général du Québec afin de permettre à ce dernier d'évaluer la gravité de l'offense commise par les accusés. Le procureur général du Québec rédige ensuite un rapport au ministre Lapointe afin de lui signaler qu'Arcand et ses dix lieutenants ont effectivement violé les Règlements concernant la défense du Canada. Le 21 juin, Lapointe décide finalement de procéder à la dissolution du PUNC et d'interner Adrien Arcand pour toute la durée de la guerre⁴⁶⁴.

Adrien Arcand a donc été incarcéré durant cinq ans et cinq semaines⁴⁶⁵. Après sa libération en 1945, le plus grand leader fasciste du pays reconstitue sa formation politique, le Parti de l'unité nationale du Canada, et recommence à répandre sa propagande d'extrême-droite en toute impunité, sans jamais être inquiété par le gouvernement. C'est dans cette foulée qu'il succombe à un cancer en 1967.

⁴⁶² OTTAWA, GENDARMERIE ROYALE DU CANADA. *La loi et l'ordre dans la démocratie canadienne*, Ottawa, Edmond Cloutier, 1952, p. 159.

⁴⁶³ Georges Pelletier. « Enquête préliminaire d'Adrien Arcand », *Le Devoir* (25 juin 1940); Lita-Rose Betcherman. *The Swastika and the Maple Leaf. Fascist Movements in Canada in the Thirties*, op. cit., pp. 145-146; Parti de l'unité nationale du Canada. *Adrien Arcand devant le tribunal de l'histoire : scandale à la Société Radio-Canada*, op. cit., p. 38.

⁴⁶⁴ OTTAWA, DOMINION DU CANADA. *Compte-rendu officiel des débats de la Chambre des communes : sixième session, dix-huitième législature et Première législature et Première session, Dix-neuvième législature : 4 George VI, 1940*, Ottawa, Edmond Cloutier, 1940, p. 1012.

⁴⁶⁵ David Phillips, op. cit., p. 18.

CONCLUSION

En guise de conclusion, nous avons tout d'abord démontré qu'une frange relativement importante de la population canadienne désapprouve vivement les actions politiques menées par Adrien Arcand à partir du moment où ce dernier embrasse la cause du nazisme en 1932. Les commanditaires de l'Ordre patriotique des goglus choisissent en effet de retirer leurs annonces du *Goglu* et du *Miroir* lorsqu'ils constatent que leur réputation en souffrirait s'ils s'associaient plus longtemps à ces publications haineuses. Nous avons également vu qu'Arcand et Ménard se sont attirés un grand nombre d'ennemis politiques en jetant ainsi leur fiel dans leurs journaux. Ils ont en effet été poursuivis par plus d'une dizaine de personnes pour cause de diffamation, alors que des criminels ont incendié à au moins trois reprises les ateliers de Joseph Ménard de 1931 à 1933. Ces actes de pyromanie ont causé de graves problèmes à Ménard, car ce dernier s'est endetté de 50 000 \$ pour surmonter ses divers déboires juridiques et financiers.

Arcand et Ménard ont donc adressé à partir de 1931 de nombreuses lettres à Richard Bedford Bennett afin de lui signaler qu'il leur devait toujours 54 900 \$ depuis la fin de la campagne électorale de 1930. Le chef du Parti conservateur du Canada constate cependant que ces deux hommes sont très clairement devenus antisémites et qu'il ne doit plus s'associer à eux s'il veut continuer à mener sa carrière politique. Il choisit alors de ne plus répondre à leurs missives, préférant plutôt attendre qu'ils soient acculés à la faillite. Lorsque cette faillite survient en 1933, Bennett intervient discrètement afin de procéder à la mise en liquidation des actifs de Joseph Ménard. C'est finalement Eugène Berthiaume, un grand magnat de la presse, qui s'emparera de ces actifs afin de relancer la publication de son hebdomadaire *L'Illustration*.

Nous avons également démontré dans ce chapitre que les politiciens libéraux et conservateurs continuent à s'associer avec Adrien Arcand après que ce dernier soit devenu un fervent adepte des idées hitlériennes. Ils doivent cependant demander d'une manière secrète l'aide des troupes fascistes d'Arcand, car ils constatent que celles-ci sont ostracisées au sein de l'opinion publique canadienne. Maurice Duplessis, le leader de l'Union nationale, a à l'égard d'Arcand une attitude qui reflète parfaitement ce type de relations ambiguës nouées par les politiciens à l'égard des mouvements nazis. Duplessis comprend d'une part qu'il ne faut pas s'associer de trop près avec le chef fasciste, puisqu'il le désavoue publiquement en 1938 et en 1939. D'un autre côté, il utilise, tout comme les autres membres de la classe politique nationale, les talents d'organisateur d'Adrien Arcand en vue de remporter ses élections. Voilà pourquoi il autorise le chef fasciste à faire campagne en faveur des unionistes lors des élections législatives de 1939, même si la GRC a expressément défendu à Arcand de mener des activités politiques en temps de guerre. Pendant ce temps, les cadres de l'Union nationale continuent à communiquer leurs dépêches à *L'Illustration nouvelle*, même s'ils savent pertinemment que ce journal est étroitement associé à une agence de presse allemande.

Par ailleurs, les Juifs, qui subissent les effets désastreux de la campagne antisémite d'Adrien Arcand, comprennent qu'ils doivent intervenir s'ils veulent que le gouvernement surveille davantage les groupes fascistes canadiens. En 1932, le député Peter Bercovitch dépose à l'Assemblée législative un projet de loi visant à punir les gens qui calomnient des groupes ethniques ou religieux. La majorité des députés provinciaux vote cependant contre l'adoption de ce projet de loi, car elle estime que les journalistes

québécois perdraient leurs libertés de presse et d'expression si le Bill Bercovitch était sanctionné.

Pour leur part, les leaders nationalistes canadiens-français souhaitent eux aussi la mise au ban des mouvements fascistes à partir du moment où ils constatent qu'Adrien Arcand infiltre leurs propres organisations politiques. Ils prennent alors conscience que de plus en plus de membres de l'Ordre de Jacques-Cartier désobéissent à leurs directives en choisissant d'adhérer au PNSC. Les chefs de file du mouvement nationaliste canadien-français, qui siègent aussi au sein de la chancellerie de l'Ordre de Jacques-Cartier, demandent alors à l'épiscopat s'il est permis à un catholique de militer en faveur du PNSC. Le clergé forme aussitôt une commission de théologiens afin d'étudier la plateforme du Parti national social chrétien. Ces théologiens déposent leur rapport en 1936, où ils soutiennent à l'unanimité que le programme politique d'Adrien Arcand est utopique et antichrétien. Les nationalistes canadiens-français et l'Église catholique ont par la suite milité contre le PNSC et le PUNC en se basant sur les conclusions de ce rapport.

Finalement, au moment où le Canada entre en guerre contre l'Allemagne en septembre 1939, le gouvernement fédéral adopte la Loi sur les mesures de guerre et les Règlements concernant la défense du Canada afin de procéder à la dissolution de l'ensemble des éléments subversifs au pays. Le ministre de la Justice Lapointe ordonne alors à la GRC d'arrêter des centaines d'immigrants allemands et italiens soupçonnés à tort ou à raison d'avoir pactisé avec l'ennemi en temps de guerre. Pendant ce temps, il choisit de laisser Arcand et ses lieutenants en liberté. Les policiers fédéraux ordonnent toutefois à Adrien Arcand de cesser de mener des activités politiques durant la durée des hostilités.

Quelques semaines plus tard, Arcand passe outre à cette directive en tenant des discours pro-nazis dans les maisons de ses militants et en imprimant des tracts antisémites dans une cave du boulevard Saint-Laurent. Il ordonne même à ses chemises bleues de recommencer à effectuer leur entraînement paramilitaire. Un journaliste du *Montreal Standard* révèle ensuite au public l'existence de ces réunions fascistes clandestines. Plusieurs personnes sont choquées d'apprendre que les troupes d'Arcand véhiculent aussi librement la philosophie politique d'une puissance ennemie. Voilà pourquoi plus de 10 000 personnes manifestent sur la colline parlementaire à Ottawa afin d'exiger la mise en détention des membres de la « cinquième colonne d'Hitler au Canada ». De plus, dans certaines villes canadiennes comme Halifax, des groupes de citoyens forment une milice afin de lutter contre la présence des fascistes dans leur communauté. Face à toutes ces protestations, le gouvernement se doit d'intervenir s'il ne veut pas que l'effort de guerre soit perturbé par un climat de panique. Voilà pourquoi les autorités policières et gouvernementales prennent la décision de procéder à la dissolution du PUNC en mai et en juin 1940.

En somme, c'est surtout grâce à la vigilance de certains journalistes, des Juifs, des nationalistes canadiens-français, de l'Église catholique romaine et des groupes de gauche qu'Adrien Arcand et ses lieutenants ont été emprisonnés durant la Seconde Guerre mondiale. Ce n'est certainement pas grâce au gouvernement si une telle mesure a été prise, car il choisit de surcroît de les libérer en 1945 avant de les autoriser à mener en toute impunité leurs activités d'extrême-droite pendant plusieurs décennies.

CONCLUSION GÉNÉRALE

Depuis les années 1930, plusieurs auteurs ont mené des recherches approfondies à propos des mouvements fascistes dirigés par Adrien Arcand. Par conséquent, nous avons pu compter sur de nombreuses sources riches et diversifiées pour ce mémoire. Nous avons cependant constaté, après avoir consulté l'ensemble des sources primaires et secondaires, que les historiens partagent presque tous les mêmes points de vue après avoir analysé la plupart des aspects importants de la carrière politique et journalistique d'Adrien Arcand. Par ailleurs, ils proposent des interprétations différentes à propos de certains éléments concernant la vie publique d'Arcand. C'est ce dont rend compte le bilan historiographique en comparant les points de vue des historiens à propos de cinq sujets controversés : l'attitude du mouvement nationaliste canadien-français à l'égard d'Arcand, le rôle de l'Église catholique par rapport aux mouvements fascistes canadiens, les croyances religieuses d'Adrien Arcand, le ou les mentors ayant convaincu ce dernier de devenir le principal porte-étendard du nazisme au Canada et enfin, les motifs ayant poussé le gouvernement à arrêter Adrien Arcand et ses principaux lieutenants pendant la Seconde Guerre mondiale.

Ensuite, après avoir consulté les travaux des historiens, nous avons constaté que plusieurs aspects de la carrière politique et journalistique d'Arcand n'ont toujours pas été étudiés même s'ils présentent un intérêt certain pour la connaissance. À titre d'exemple, durant les années 1920, Adrien Arcand est le chroniqueur culturel et judiciaire de *La Presse*. Nous savons qu'Arcand ne s'est pas contenté de commenter des événements mondains ou d'énumérer des faits divers dans ses chroniques. Il a également analysé divers problèmes judiciaires et culturels, en plus d'avancer des solutions constructives en

vue d'améliorer le système judiciaire et de créer une véritable industrie culturelle au Québec. Par conséquent, il faudrait étudier l'ensemble des articles d'Arcand dans le journal *La Presse* afin de connaître davantage sa vision du monde durant les années 1920.

Un autre exemple des aspects moins fouillés de la vie et de l'œuvre d'Arcand nous semble être le rôle non négligeable tenu dans l'arène politique après la Seconde Guerre mondiale. Sur la scène canadienne, Adrien Arcand remet sur pied le Parti de l'unité nationale du Canada tout en continuant à organiser les campagnes électorales des unionistes, des conservateurs et des créditistes. Il intervient également souvent afin de prendre position sur plusieurs enjeux importants. Il s'oppose notamment à l'abolition du droit d'appel au Conseil privé de Londres en 1949, à la nationalisation complète de l'hydroélectricité en 1963, à la création d'un ministère de l'Éducation en 1964 et au remplacement du *Red Ensign* par l'unifolié en 1965. Il serait intéressant d'en connaître davantage sur ces croisades menées par les troupes d'Arcand contre l'ensemble de ces initiatives gouvernementales.

Également, Adrien Arcand joue un rôle notable sur la scène internationale après 1945. Il appuie entre autres la politique de l'*apartheid* menée par le gouvernement de l'Union sud-africaine, en plus de soutenir la politique coloniale portugaise. Il demande également à l'une de ses belles-sœurs, qui réside en Californie, de soutenir la cause des républicains lors des élections américaines. En outre, Adrien Arcand reprend contact avec la plupart des leaders fascistes internationaux. Il correspond avec Arnold Spencer Leese, Francis Parker Yockey, John Beattie, Henry Coston et plusieurs autres chefs d'extrême-droite. Il développe avec eux la plupart des thèses négationnistes que nous connaissons aujourd'hui, prétendant notamment qu'Adolf Hitler n'a jamais fait construire des

chambres à gaz en vue d'exterminer les Juifs. Ces quelques exemples signalent l'intérêt et la richesse de cette très longue histoire d'un fasciste canadien notoire.

Pour notre part, nous avons cherché à démontrer qu'Adrien Arcand n'est pas devenu fasciste du jour au lendemain. Il a plutôt franchi trois étapes successives au cours de son cheminement personnel. Tout d'abord, il ajoute des éléments antisémites à son programme nationaliste canadien-français. Il réunit ensuite l'ensemble de ces idées dans sa plate-forme électorale avant de nazifier ses mouvements politiques. Nous avons ensuite démontré qu'Adrien Arcand est respecté par ses compatriotes, jusqu'au moment où il manifeste clairement ses nouvelles convictions antisémites et nazies. Par conséquent, comme il se fait de nombreux ennemis en devenant le principal chef fasciste du Canada, Arcand choisit d'assurer la pérennité de ses mouvements d'extrême-droite en organisant les campagnes électorales de nombreux politiciens. Cette stratégie s'est avérée efficace, car c'est ainsi qu'il a pu financer sa campagne antisémite et fasciste. Voici maintenant ce que nous avons soutenu dans notre mémoire afin d'étayer nos hypothèses.

Tout d'abord, Adrien Arcand est un journaliste respecté lorsque l'imprimeur Joseph Ménard l'embauche à titre de rédacteur en chef du *Goglu* et du *Miroir* en 1929. Arcand parvient tout d'abord à faire augmenter le lectorat de ces deux hebdomadaires en recourant à des techniques journalistiques relativement avant-gardistes. Arcand parvient enfin à s'attirer la sympathie d'un public élargi en vulgarisant le point de vue des nationalistes canadiens-français. C'est ainsi que plusieurs centaines de personnes s'abonnent au *Goglu* et au *Miroir* en 1929 et en 1930.

Cette popularité attire les publicités. Tout d'abord, de nombreux petits commerçants et professionnels canadiens-français consentent à louer un espace

publicitaire dans les publications de Joseph Ménard. Également, plusieurs abonnés du *Goglu* et du *Miroir* adhéreront à l'Ordre patriotique des goglus, un groupe de pression fondé par Ménard en vue d'inciter les politiciens à appliquer l'ensemble des idées formulées par les nationalistes canadiens-français.

D'ailleurs, l'Ordre patriotique des goglus est un mouvement patriotique ayant une certaine renommée. Au nom de cette association, Adrien Arcand recrute en tout premier lieu une centaine de membres et prononce des dizaines de discours dans la plupart des principales localités du Québec en 1929 et en 1930. Les réunions des goglus sont annoncées et commentées par de nombreux journaux régionaux, alors que plusieurs députés se déplacent afin d'assister aux réunions publiques d'Arcand. Fort de ses abonnés, de ses militants et de ses publicitaires, il ne reste à Arcand qu'à rechercher des appuis politiques. Le premier politicien qui offrira son appui à Arcand sera le maire de Montréal.

Pour sa part, Camillien Houde est l'un de ces politiciens qui croit au succès potentiel de l'Ordre patriotique des goglus. Il cherche également à s'attirer la sympathie d'Adrien Arcand, car il a absolument besoin d'un journaliste influent afin d'accroître sa popularité au sein de l'opinion publique. Par conséquent, Houde propose à Joseph Ménard de regarnir sa trésorerie, à condition que son rédacteur en chef le louange dans ses articles. Ménard consent ainsi à perdre son indépendance politique en acceptant cette offre de Camillien Houde, mais il constate aussi que son rédacteur en chef joue un rôle non négligeable sur la scène politique du Québec. En effet, le maire de Montréal et le chef de l'opposition provinciale est un homme puissant à ce moment-là au Québec. Il aurait pu choisir un tout autre journaliste qu'Arcand pour représenter son point de vue

dans les médias. Mais le recours aux services d'Adrien Arcand révèle hors de tout doute que ses articles pro-nationalistes canadiens-français sont appréciés d'une certaine partie de l'électorat québécois.

Ainsi donc, en 1930, Joseph Ménard est sur la voie de faire de ses entreprises une affaire rentable en soutenant le point de vue des nationalistes canadiens-français et en appuyant la cause de Camillien Houde dans ses journaux. Cette réussite professionnelle ne dure cependant que quelques mois, car Adrien Arcand ne tarde pas à s'attirer des ennuis en intervenant au cours de l'affaire des écoles juives en 1930. En effet, à partir du moment où les parlementaires provinciaux envisagent de permettre aux Juifs de se doter de leurs propres écoles au sein du système scolaire public, Mgr Georges Gauthier exprime publiquement le mécontentement des évêques face à ce projet de loi. Il demande alors à Adrien Arcand de commettre une série d'articles afin d'expliquer le point de vue de l'Église catholique sur cette question. Arcand accepte dans un premier temps cette mission en transcrivant fidèlement les arguments présentés par l'épiscopat en vue de s'opposer à la création d'un réseau scolaire public juif. Adrien Arcand mène ensuite une recherche afin de justifier son opposition face au Bill David. Il s'intéresse alors particulièrement aux théories formulées par l'antisémite Henry Hamilton Beamish, qui prétend entre autre que les Juifs conspirent depuis des millénaires avec satan afin de mener à l'échelle internationale une lutte apocalyptique contre la chrétienté.

Puis, après s'être persuadé pour le reste de sa vie que Beamish dit la vérité au sujet des Juifs, Adrien Arcand entreprend une véritable croisade contre la communauté judéo-canadienne. Arcand prétend notamment que le gouvernement libéral mené par Louis-Alexandre Taschereau a fait voter la Loi sur les écoles juives afin de servir les

intérêts de leurs maîtres qui siègeraient aux plus hauts sommets des organisations juives internationales. Par conséquent, Arcand cherche à soulever un violent vent d'antisémitisme à travers la province en proférant de telles calomnies.

Par ailleurs, en 1931, les protestants et les Juifs concluent une entente en vue d'intégrer les élèves judéo-canadiens à l'intérieur du système scolaire réformé. Les Québécois cessent alors de manifester de la rancœur contre les Judéo canadiens, car ils estiment que l'affaire des écoles juives est terminée. Adrien Arcand ne partage cependant pas cet avis de ses compatriotes, car il persiste toujours à prétendre envers et contre tout bon sens que les Juifs ourdissent des complots depuis la nuit des temps en vue de dominer le monde. C'est en manifestant une telle obsession à l'égard des Juifs qu'Arcand a en fin de compte perdu toute forme de crédibilité aux yeux de ses compatriotes canadiens-français. Voilà pourquoi Camillien Houde le désavoue lors de la campagne électorale de 1930.

Aussitôt que cette campagne électorale se termine avec la réélection de Houde à la mairie de Montréal, Arcand souhaite se venger de l'affront que lui a fait le « p'tit gars de Sainte-Marie ». C'est pour cette raison que le rédacteur en chef du *Goglu* choisit de lutter contre Houde en nouant une alliance secrète avec les principaux cadres du Parti libéral du Québec. Arcand parvient à obtenir de ces derniers du financement afin de regarnir la trésorerie toujours déficitaire de l'Ordre patriotique des goglus. De son côté, le rédacteur en chef du *Goglu* et du *Miroir* se donne le malin plaisir de soutenir les adversaires libéraux de Houde lors des élections législatives provinciales de 1931 et lors des élections municipales montréalaises de 1932 et de 1934.

Toutefois, cette alliance entre les libéraux et les goglus ne dure que deux ans. Pour leur part, les membres du cabinet ministériel jugent que leur réputation en souffrirait si le public savait que leur parti est maintenant associé avec un homme aussi antisémite qu'Arcand. D'ailleurs, les libéraux ne collaboreront plus jamais avec le chef fasciste québécois une fois que les élections municipales montréalaises se terminent en 1934. Tout comme Camillien Houde, ils ont définitivement pris leurs distances avec Arcand une fois qu'ils ont su quelles valeurs cet homme représentait.

De son côté, Adrien Arcand constate que ses nouvelles convictions antisémites lui causent beaucoup d'ennuis. Plusieurs personnes le poursuivent déjà pour cause de diffamation, tandis que les ateliers de Joseph Ménard ont été ravagés à plusieurs reprises par des vandales. Le chef de l'Ordre patriotique des goglus constate alors qu'il devra toujours obtenir l'appui d'un politicien influent s'il veut poursuivre sa campagne politique honnie. Voilà pourquoi il choisit de soutenir la candidature de Maurice Duplessis lors de la course à la chefferie du Parti conservateur du Québec en 1932.

Arcand apprécie les prises de position autonomistes et anticommunistes du député de Trois-Rivières, alors que ce dernier sait qu'Arcand pourrait l'aider en organisant ses campagnes électorales. C'est ainsi qu'Adrien Arcand noue jusqu'à sa mort en 1967 une alliance politique avec Maurice Duplessis tout d'abord, puis ensuite avec tous ses successeurs à la tête de l'Union nationale. Le chef fasciste sera en effet durant plusieurs décennies l'un des deux seuls organisateurs de l'Union nationale dans la région de Montréal. Les unionistes le gratifieront par la suite de toutes sortes de manières afin de le remercier de son dévouement.

Tout d'abord, les cadres de l'Union nationale soutiendront tous les candidats qui se présenteront sous les bannières politiques d'Arcand lors de diverses élections fédérales et municipales. Ensuite, pendant l'après-guerre, les unionistes lui demanderont à plusieurs reprises de mener divers travaux de traduction et d'édition, en plus de lui verser à quelques reprises des subsides secrets. Plusieurs cadres unionistes consentiront enfin à s'abonner aux journaux d'Adrien Arcand et à acheter ses livres.

Cependant, comme Ménard ne parvient toujours pas à regarnir sa trésorerie, Adrien Arcand doit rechercher l'appui d'un autre politicien sur la scène fédérale s'il veut conserver son poste de journaliste. De son côté, Richard Bedford Bennett a besoin du soutien d'un éditorialiste canadien-français pour gagner les prochaines élections, qui auront lieu le 28 juillet 1930. Voilà pourquoi Bennett demande à Arcand s'il est prêt à faire paraître des messages de propagande et à organiser des réunions publiques en faveur des conservateurs. Arcand s'empresse d'accepter cette offre des *tories* au nom de son patron Joseph Ménard.

Toutefois, une fois qu'il est élu Premier ministre du Canada, R.B. Bennett ne remplit pas correctement l'accord qu'il a conclu avec Adrien Arcand. En effet, il ne lui expédie qu'une partie de la somme convenue. Il lui promet toutefois, au cours des prochaines années, de lui allouer une série de petits versements afin de lui payer le reste de son dû. Le nouveau Premier ministre canadien agit ainsi envers son organisateur politique, car il veut s'assurer la fidélité de ce dernier à son endroit. Ainsi, si Arcand se mettait un jour à ne plus appuyer la politique des conservateurs dans ses éditoriaux, Bennett pourrait réagir rapidement en lui coupant les vivres.

Le chef de l'Ordre patriotique des goglus s'attire cependant l'hostilité d'un grand nombre de personnes en affichant publiquement ses nouvelles convictions nazies. Des journalistes rapportent en effet qu'Arcand demande à ses partisans de l'acclamer et de le saluer à la romaine lorsqu'il préside une réunion en faveur du Parti national social chrétien. Ils signalent également qu'Adrien Arcand organise des campagnes de boycott contre les entreprises judéo-canadiennes, en plus d'exhorter ses partisans à apposer des autocollants tels que des croix gammées sur les vitrines des magasins juifs. Voici maintenant comment un grand nombre de Canadiens manifestent leur mécontentement face à Adrien Arcand.

Tout d'abord, sous la pression des représentants de la communauté juive, presque tous les commerçants qui louaient jusque-là des espaces publicitaires dans les publications de Joseph Ménard retirent maintenant leurs annonces du *Goglu* et du *Miroir*. Ils craignent en effet que leurs clients ne relient leurs produits à ces publications haineuses. Des dizaines de personnes poursuivent également Arcand et Ménard devant les tribunaux pour cause de diffamation.

Par conséquent, en raison de tous ses déboires, Ménard accumule en 1931 une dette de 50 000 \$. Arcand et Ménard écrivent alors tous deux à Bennett afin de lui demander de leur rendre le reste de leur dû. Le Premier ministre canadien refuse de rembourser leurs dettes, préférant plutôt attendre que Ménard fasse faillite. Richard Bedford Bennett agit ainsi, car il désapprouve la campagne antisémite et fasciste de son organisateur politique.

Peu de temps après, l'homme d'affaires Eugène Berthiaume rachète à rabais les actifs de Ménard. Il retient également les services d'Adrien Arcand, car il a besoin de ses

talents journalistiques afin de redonner vie à son hebdomadaire moribond. Arcand parvient en tout cas rapidement à se mériter la confiance de Berthiaume, puisque ce dernier lui confie par la suite la chronique politique de son journal, avant de le promouvoir au poste de rédacteur en chef. Enfin, en 1939, Arcand devient vice-président de la Fédération des journalistes canadiens incorporée, la compagnie éditrice de *L'Illustration nouvelle*.

Cependant, ces nominations ont une portée importante lorsque l'on sait que Berthiaume est parmi tous les propriétaires de journaux montréalais celui qui est le plus fervent partisan de l'Union nationale. Cela fait donc de ce journal le média officieux des unionistes dans la région de Montréal. Ainsi, à partir du moment où les troupes de Maurice Duplessis ont été élues à la tête du gouvernement provincial en 1936, Adrien Arcand devient en quelque sorte le défenseur du parti politique au pouvoir en occupant le poste de rédacteur en chef de *L'Illustration nouvelle*.

Pendant ce temps, Arcand se sert de cette position qu'il occupe au sein de cet organe officieux de l'Union nationale afin de promouvoir ses idéaux nazis. À titre d'exemple, il n'hésite pas à s'abonner à la *Transocean News*, une agence de presse allemande, afin d'imprimer dans *L'Illustration nouvelle* des dépêches qui proviennent du III^e Reich.

Nous venons ici de démontrer qu'Arcand parvient toujours à obtenir l'appui d'un politicien disposé à regarnir sa trésorerie constamment asséchée. Par conséquent, le gouvernement n'est aucunement disposé à empêcher Adrien Arcand de porter atteinte à la réputation des gens, car presque tous les partis ont recouru à ses services pour organiser leurs campagnes électorales. C'est plutôt grâce à la vigilance et au sens civique de

certains groupes au sein de la société civile canadienne que le PUNC a été dissous pendant la Seconde Guerre mondiale.

Cependant, les autorités policières et gouvernementales refusent d'intervenir contre les troupes fascistes canadiennes. Ainsi, lorsque le Canada entre en guerre contre l'Allemagne en septembre 1939, le ministre de la Justice Ernest Lapointe aurait facilement pu interner Adrien Arcand en se servant de la Loi sur les mesures de guerre et des Règlements concernant la défense du Canada. Après tout, les agents de la GRC lui ont maintes fois indiqué qu'Arcand avait déjà manifesté à plusieurs reprises de la sympathie envers l'une des puissances ennemies du Canada.

Au lieu de procéder à l'arrestation des leaders fascistes canadiens, le gouvernement préfère demander au capitaine Innis, un officier de la GRC, d'aller rencontrer Adrien Arcand afin de l'aviser qu'il lui est désormais interdit de mener des activités politiques durant la durée du conflit. Toutefois, quelques semaines après que le capitaine Innis lui ait transmis cette consigne, Adrien Arcand s'empresse de la violer en organisant des réunions politiques dans les maisons de ses militants. Il demande même à ses partisans de recommencer à mener leurs exercices paramilitaires dans les locaux de son parti. Les agents de la GRC savent pourtant qu'Arcand est en train de faire toutes ces choses, mais ils ne l'arrêtent pas.

En mai 1940, un journaliste du *Montreal Standard* révèle que les troupes d'Arcand continuent à mener des activités politiques fascistes dans les maisons de ses militants. Le lendemain, 10 000 personnes manifestent sur la colline parlementaire à Ottawa afin d'exiger du gouvernement la dissolution du PUNC. Cette fois, le ministre Lapointe n'a plus le choix. Il annonce aussitôt qu'il a décidé de faire interner Adrien

Arcand et certains de ses lieutenants politiques durant toute la durée de la guerre. C'est ainsi qu'Arcand et vingt-six autres membres du PUNC sont emprisonnés de 1940 à 1945.

Par conséquent, c'est uniquement grâce aux pressions exercées par certains journalistes, par des membres de la communauté juive, par des nationalistes canadiens-français, par des ecclésiastiques catholiques et par des groupes de gauche qu'Arcand n'a pas pu soutenir une puissance ennemie durant la Seconde Guerre mondiale. Ce n'est certainement pas grâce au gouvernement, puisque celui-ci permettra à Arcand de recommencer à mener en toute impunité sa campagne antisémite à partir de 1945 jusqu'à sa mort en 1967.

Enfin, nous tenons pour notre part à souligner à quel point Adrien Arcand a mis à mal la crédibilité de nos institutions démocratiques en parvenant à obtenir ainsi une aide financière aussi substantielle de plusieurs partis politiques. À cet égard, nous ne pouvons pas nous empêcher de nous interroger sur la probité de nos hommes politiques lorsque ces derniers sont obligés de recourir aux services d'individus aussi peu recommandables qu'Adrien Arcand pour se faire élire. Également, au cours de notre histoire, il convient de se demander si d'autres personnes ont pu connaître une carrière publique aussi longue que celle d'Arcand en organisant ainsi les campagnes électorales de certains politiciens.

En outre, à l'époque d'Arcand, les lois sur le financement des partis politiques et les règles encadrant les organisations électorales étaient beaucoup moins contraignantes qu'elles ne le sont aujourd'hui. Les politiciens de l'entre-deux-guerres n'ont donc pas commis des gestes illégaux en recourant aux services d'Adrien Arcand, car ils étaient autorisés à le faire.

Par contre, les hommes politiques ont commis une lourde erreur en collaborant avec Arcand. En effet, ils l'ont laissé pendant de longues années en liberté, alors qu'ils savaient pertinemment qu'il livrait régulièrement du matériel de propagande étranger par la poste. Pendant ce temps, ils ont durement réprimé les organisations communistes, car ils prétendaient qu'elles étaient déloyales envers le Canada en faisant partie du Komintern.

Naturellement, nous connaissons aujourd'hui une grande partie des horreurs commises par les nazis dans les chambres à gaz. Dans cette optique, nous ne pouvons pas condamner ces liens de collaboration entre les mouvements fascistes d'Arcand et les autorités gouvernementales, car ces dernières n'appréhendent même pas l'existence de ces faits durant les années 1930.

Par contre, nous pouvons affirmer que de larges segments de la population canadienne ont effectivement perçu le danger que représentaient l'antisémitisme et le nazisme d'Arcand pour la démocratie. Dès lors, il faut bien convenir que les pouvoirs publics ont été victimes d'aveuglement à l'égard des organisations d'Adrien Arcand et que leur tolérance était un accommodement déraisonnable.

BIBLIOGRAPHIE

1 SOURCES PRIMAIRES

1.1 DOCUMENTS ARCHIVISTIQUES

ARCAND, ADRIEN, 1900-1967. CENTRE DE RECHERCHE EN HISTOIRE ÉCONOMIQUE DU CANADA FRANÇAIS, [MONTREAL], RECORDAK DU CANADA, [1968]. BOBINE DE MICROFILM 6. *Carte de membre de Louis C.A. Pouliot*, 1 p.

_____. CLÉMENT, Hughes. *Lettre aux officiers du Parti le 1^{er} avril 1938*, 1 p.

_____. *Lettre d'Adrien Arcand à toutes les hiérarchies du Parti*, 1 p.

_____. *Lettre de Gaston Deschamps à Louis C.A. Pouliot le 4 novembre 1937*, 1 p.

_____. *Lettre des schismatiques*.

_____. *Proclamation fasciste à tous les membres du Parti national social chrétien du Canada le 20 mai 1938*, 1 p.

ARCHIVES DU CENTRE DE RECHERCHE LIONEL GROULX. P56/B9.

ARCHIVES DU CONGRÈS JUIF CANADIEN. CJC-YEAR ZA. Boîte 6, dossier 44 (1934); boîte 1, dossier 10 (1935); boîte 2, dossiers 29-30 (1936); boîte 2, dossier 20 (1937); boîte 2, dossiers 22-23 (1938); boîte 2, dossier 17 (1939).

ARCHIVES DU CONGRÈS JUIF CANADIEN. CJC-YEAR ZA-S. Boîte 1, dossier 3 (1938); boîte 1, dossier 4 (1939).

ARCHIVES DU CONGRÈS JUIF CANADIEN. INTER-OFFICE INFORMATION. IOI-FA 2-843. *Joseph Ménard 3/15/1950*. Vol. X.

ARCHIVES NATIONALES DU CANADA. Bobine C4276, Vol. 198, Dossier 1842, MG26J4, pp. C138099-C138108.

_____. Vol. 40, Parties de dossier 1 à 3, RG146.

_____. Vol. 43, Partie de dossier 1, 1942, RG146.

_____. *Aimé Marchand (Internee)*. Vol. 2543, RG117-15, n°. de dossier 21806.

_____. *Canadian Nationalist Party*, Vol. 47, Partie de dossier 1, 1933-1947, RG164.

_____. *Case Files [Textual Record]. Arcand, Adrien – Internee*, Vol. 671, n°. de dossier 5079, SR492488.

_____. *Dossier 5079 : Arcand, Adrien (Internee)*, Vol. 671, p. 59.

_____. *Fonds Adrien Arcand*, MG30D912, 4 boîtes.

_____. *Gérard Lanctôt*. Vol. 2543, RG117-15, n°. de dossier 21807.

_____. *Gérard Lemieux*. Vol. 690, n°. de dossier 7732, n°. d'instrument de recherche 117-15.

_____. *H.U. Granow, consul-général allemand à O.D. Skelton et W.D. Robbins, maire de Toronto.* Bobine C3729, Vol. 241, MG26J1, 19 mars 1937 – 29 mars 1937, pp. 207020-207023.

_____. *R.C.M.P. Report: The Organization and Activities on the Italian Fascist Party in Canada,* MG30, E163, 30 novembre 1937.

_____. BUREAU DU PREMIER MINISTRE DU CANADA. DOCUMENTS DE BENNETT. Bobine M1464, Vol. 817, MG26K, 1931-1935, pp. 507218-507349.

_____. Bobine M3143, Vol. 882, MG26K, 1934, pp. 549012-549121.

_____. [*Judgeships – Quebec – Superior Court of Quebec – Bernard L.E.*]. Bobine de microfilm M-1080, MG26K, pp. 252979-252995.

_____. *O.D. Skelton à Bennett.* Bobine C3674, Vol. 198, MG26J1, 31 mars 1933 – 1^{er} avril 1933, pp. 168954-168957.

_____. *Political Series, Section F. Press – « London Free Press », 1933,* Bobine de microfilm M-1277, MG26K, pp. 344256-344373.

_____. *Political Series, Section F. Press, 1934-1935,* Bobine de microfilm M-1277, MG26-K, pp. 344977-345123.

_____. *Political Series, Section F. Religion, 1934,* Bobine de microfilm M-1308, MG26K, pp. 381674-381898.

_____. *Political Series, Section F. Requests – Interview Requests, 1930-1931.* Bobine de microfilm M-1326, MG26K, pp. 402010-402077.

_____. *Political Series, Section F. Requests – Interview Requests, 1932-1933.* Bobine de microfilm M-1329, MG26K, pp. 406035-406135.

_____. *Political Series, Section F. Requests – Interview Requests, 1932-1935.* Bobine de microfilm M-1326, MG26-K, pp. 402158-402249.

_____. *Political Series, Section F. Requests – Interview Requests – Adrien Arcand, 1930-1932,* Bobine de microfilm M-1326, MG26-K, pp. 402064-402157.

_____. *Political Series, Section F. Requests – Interview Requests – Adrien Arcand, 1932-1935,* Bobine de microfilm M-1326, MG26K, pp. 402265-402279.

_____. [*Senatorships – Quebec – Gravel L.G.*]. Bobine de microfilm M-1343, pp. 424246-424281.

_____. BUREAU DU PREMIER MINISTRE DU CANADA. DOCUMENTS DE KING. Bobine C3746, Vol. 273, MG26J1, 15 février 1939 – 17 février 1939, pp. 231296-231297.

_____. *A.J. Freiman à King.* Bobine C6806, Vol. 324, MG26J1, 24 décembre 1942 – 26 décembre 1942, pp. 275776-275777.

_____. *Arnold Haltrecht, de la Germano-Canadian League à King.* Bobine C3743, Vol. 269, MG26J1, 23 avril 1939 – 29 avril 1939, pp. 227718-227720.

_____. *Bernard Rose à King.* Bobine C3738, Vol. 257, MG26J1, 3 février 1938 – 4 février 1938, pp. 219551-219552.

- _____. *Bray W.A. Amalgamated Building Workers of Canada à King*. Bobine C7048, Vol. 355, MG26J1, 20 janvier 1944, p. 308376.
- _____. *C. Brandel, chef de la Canadian Union of Fascists, à King*. Bobine C3731, Vol. 246, MG26J1, 24 novembre 1938, p. 210670.
- _____. *Clark K.W., de la Canadian League against War & Fascism British-Columbia Council*. Bobine C3686, Vol. 214, MG26J1, 2 mars 1936 – 4 mars 1936, pp. 185112-185113.
- _____. *Conseil provincial de la CCF au Québec à King*. Bobine C3732, Vol. 248, MG26J1, [1938], p. 211853.
- _____. *[Correspondence]*, bobine de microfilm C-4568, MG26J1, pp. 242390-242391.
- _____. *Erich Windels à King*. Bobine C3751, Vol. 282, MG26J1, 18 juillet 1939 – 31 juillet 1939, pp. 238505-238509.
- _____. *F. Donohue à King*. Bobine C4569, Vol. 287, MG26J1, 29 novembre 1940, p. 242823.
- _____. *F.L. Eid à King*. Bobine C4568, Vol. 287, MG26J1, 17 juin 1940 – 22 juin 1940, pp. 242694-242698.
- _____. *F.W. Wegenast*. Bobine C3751, Vol. 282, MG26J1, 3 février 1939 – 7 février 1939, pp. 238284-238286.
- _____. *Gerald Dealtry à King*. Bobine C3742, Vol. 266, MG26J1, 15 mai 1939 – 16 mai 1939, pp. 226017-226018.
- _____. *G. Sundquist à King*. Bobine C3740, Vol. 260, MG26J1, 22 novembre 1938, p. 222133.
- _____. *H.A. Stewart à King*. Bobine C3739, Vol. 260, MG26J1, 21 novembre 1938, pp. 222052-222054.
- _____. *H.B.C. Lyons à King*. Bobine C7039, Vol. 343, MG26J1, 4 décembre 1943 – 10 décembre 1943, pp. 295354-295355.
- _____. *H.H.W. Merker, I.A. Mackenzie à King*. Bobine C3745, Vol. 272, MG26J1, 18 avril 1932 – 21 avril 1932, pp. 230321-230328.
- _____. *H.H.W. Merker, I.A. Mackenzie à King*. Bobine C3745, Vol. 272, MG26J1, 9 mai 1939 - 11 mai 1939, pp. 230340-230343.
- _____. *H.M. Caiserman du Congrès juif canadien à King*. Bobine C3724, Vol. 233, MG26J1, 25 août 1937 – 10 septembre 1937, pp. 199625-199632.
- _____. *Irving Nathanson à King*. Bobine C3737, Vol. 256, MG26J1, 5 janvier 1938, pp. 218186-218188.
- _____. *J.A. Clarke à King*. Bobine C3686, Vol. 214, MG26J1, 30 juillet 1936 - 12 août 1936, pp. 185212-185216.
- _____. *J.C. Elliott à King*. Bobine C3725, Vol. 234, MG26J1, 11 septembre 1937, p. 200888.
- _____. *Jeanette F. Tabah à King*. Bobine C4871, Vol. 319, MG26J1, 22 avril 1941 – 23 avril 1941, pp. 270638-270641.
- _____. *Jewish League against Fascism & Antisemitism à King*. Bobine C3734, Vol. 252, MG26J1, 16 novembre 1938, p. 214752.

_____. *J.F. MacNeill, Note de service. Re : sécurité interne – mesures prises à la déclaration de guerre*, 2 décembre 1939, Bobine C3746, Vol. 273, MG26J1, pp. 231075-231089.

_____. *J.L. Counsell à King, 4 juin 1936 – 9 juin 1936*. Vol. 215, Bobine C3687, MG26J1, pp. 185404-185409.

_____. *J.S. Taylor, du Club Ladysmith de la CCF, à King*. Bobine C3740, Vol. 260, MG26J1, 14 juin 1938 – 30 juin 1938, pp. 222214-222225.

_____. *J.W. Holmes à King*. Bobine C9171, MG26J1, 15 mars 1946 – 22 mars 1946, pp. 365803-365808.

_____. *J.W. Pickersgill à King*. Bobine C3746, Vol. 273, MG26J1, 2 décembre 1939 – 4 décembre 1939, pp. 231075-231089.

_____. *L.V. Smith à King*. Bobine C3739, Vol. 260, MG26J1, 29 décembre 1938, pp. 221942-221948.

_____. *M.L. Stitt à King*. Bobine C3740, Vol. 260, MG26J1, 20 novembre 1938, pp. 222107-222109.

_____. *M^{me} Singer à King*. Bobine C3739, Vol. 260, MG26JP, 17 octobre 1938, pp. 221759-221766.

_____. *Obral Vasilevich à King*. Bobine C7059, Vol. 376, 22 avril 1944 – 27 avril 1944, pp. 327522-327525.

_____. *O.T.G. Williamson à King*. Bobine C4576, Vol. 298, MG26J1, 5 décembre 1940 – 9 décembre 1940, pp. 253300-253307.

_____. PRIMARY SERIES CORRESPONDENCE (J1). *Correspondence, January 20, 1944*, Vol. 355, MG26J1, p. 308376.

_____. *Correspondence, February 23, 1945 – March 2, 1945*. Vol. 391, Bobine de microfilm C9880, pp. 351232-351233.

_____. *Correspondence, November 17, 1947*, Vol. 424, MG26J1, Bobine C11038, p. 385568.

_____. *Correspondence, December 20, 1947*, Vol. 420, Bobine C-11035, MG26J1, p. 381126.

_____. *Sir H.M. Marler à King*. Bobine C3746, Vol. 274, MG26J1, 15 février 1939, p. 231639.

_____. *Sir Nevile Henderson à King*. Bobine C3741, Vol. 264, MG26J1, 17 février 1939 – 20 février 1939, pp. 224160-224161.

_____. *T.A. Crerar à King*. Bobine C3732, Vol. 248, MG26J1, 7 janvier 1938 – 10 janvier 1938, pp. 211941-211944.

_____. *T.A. Crerar, N.P. Lambert à King*. Bobine C3675, Vol. 199, MG26J1, 16 février 1934 – 20 février 1934, pp. 170119-170129.

_____. *T.G. Mackenzie à King*. Bobine C7053, Vol. 365, MG26J1, pp. 316598-316602.

_____. *Thibault N. Sudbury Mine & Smelter Workers Union à King*. Bobine C11044, Vol. 432, MG26J1, 20 novembre 1947, p. 394366.

_____. *Tim Buck à King*. Bobine C3741, Vol. 264, MG26J1, 21 avril 1939 – 23 avril 1939, pp. 226878-226881.

- _____. *Vincent Massey à King*. Bobine C3746, Vol. 274, MG26J1, 17 février 1939, pp. 231648-231649.
- _____. *Vincent Massey à King*. Bobine C9878, Vol. 388, MG26J1, 11 décembre 1945, p. 348111.
- _____. *W.G. Teeple à King*. Bobine C3740, Vol. 260, MG26J1, 19 novembre 1938, pp. 222242-222244.
- _____. *Wilfred Bovey à King*. Bobine C3731, Vol. 246, Référence MG26J1, 2 mars 1938 – 3 mars 1938, pp. 210640-210643.
- _____. *Wilhelm Rodde à King*. Bobine C3738, Vol. 257, MG26J1, 9 mai 1938, p. 219416.
- _____. *World War II: Internment of Enemy Aliens: Mr. Adrien Arcand*, Vol. 169, n°. de dossier W-90, W-16-5-A, SR492486.
- _____. DOCUMENTS D'ARTHUR MEIGHEN. Bobine C3584, Vol. 207, MG26I, pp. 132231-132237.
- _____. DOCUMENTS DE BENNETT. Bobine M1474, Vol. 835, MG26K, 1935-1938, pp. 519238-519359.
- _____. [*Conservative Party Organization – Quebec*]. Bobine de microfilm M-1115, MG26K, pp. 301302-301440.
- _____. [*Conservative Party Organization – The Press – Quebec*]. Bobine de microfilm M-1114, MG26K, pp. 299248-299281.
- _____. [*Conservative Party – Quebec – Montreal*]. Bobine de microfilm M-1248, MG26K, pp. 303465-303552.
- _____. [*Education Press*]. Bobine de microfilm M-1477, MG26K, pp. 523232-523311.
- _____. DOCUMENTS DE NORMAN A. ROBERTSON. *J.H. MacBrien à O.D. Skelton, 11 septembre 1936*. Vol. 12, E163, Dossier 124, MG30, D945-1-p4, D945-3-3MG30.
- _____. *1939: Ukrainian Activities*. Vol. 12, MG30, E163, Dossier 138, Réf.: D945-1-p4, D945-3-3MG30.
- _____. DOCUMENTS DE SIR ROBERT L. BORDEN. *O.D. Skelton à Borden*. Bobine C4438, Vol. 283, MG26H, 30 octobre 1933, pp. 158596-158600.
- _____. DOCUMENTS DE S.W. JACOBS. *S.W. Jacobs au Dr Harry Friedenwald, 26 décembre 1933*. Vol. 7, MG27, III, c3.
- CENTRE D'ARCHIVES DE MONTRÉAL DE LA BIBLIOTHÈQUE ET ARCHIVES NATIONALES DU QUÉBEC (BANQ). *Fonds Adhémar Raynault*. Microfilm n°. 7566.
- _____. *Fonds de la Famille Clément-Arthur Dansereau*. Cote P673, S2,SS5,SSS5,D3, Localisation 2 0 002 01-02-002B-01.
- _____. *Index de la Cour des faillites de Montréal de 1930*. Plumitif # 63.
- _____. *Index de la Cour des faillites de Montréal de 1933*. Plumitif # 114.
- _____. *Index de la Cour des faillites de Montréal de 1936*. Plumitif # 84.
- _____. *Index de la Cour des faillites de Montréal de 1937*. Plumitif # 455.

- _____. *Jugement de la Cour supérieure de 1935*, p. 193.
- _____. *Jugement de la Cour supérieure de 1940*.
- _____. *Plumitif du comte Alex Romano du 28 mai 1946*, 2 p.
- _____. *Rapports judiciaires de Québec : Ménard, Appelant vs. Regem, 1933*, pp. 98-103.
- _____. *Substituts du procureur-général : P.E. Lalanne, accusé de : avortement*, 4 p.
- _____. *Superior Court: Oscar Major vs. Joseph Ménard le 16 mars 1931*, pp. 1197-1199.

1.2 LOIS ET DOCUMENTS OFFICIELS

KIRKCONNELL, Watson. *Canadians All*, Ottawa, Minister of National War Services, 1941, 48 p.

OTTAWA, DOMINION DU CANADA. *Débats du Sénat du Canada*, Ottawa, F.A. Acland imprimeur de Sa Très Excellente Majesté le Roi, 1929-1940.

OTTAWA, PUISSANCE DU CANADA. *Compte-rendu officiel des débats à la Chambre des communes*, Ottawa, F.A. Acland Imprimeur de Sa Très Excellente Majesté le Roi, 1929-1940.

OTTAWA, STATUTS DE LA PUISSANCE DU CANADA. *An Act respecting Foreign Enlistment*, Ottawa, Éditeur officiel, 1937, art. 1-20.

_____. *Loi concernant la trahison*, Ottawa, Éditeur officiel, 1940, art. 1-11.

_____. *Loi des mesures de guerre*, Ottawa, Éditeur officiel, 1914, art. 1-13.

_____. *Loi modifiant la Loi de l'Immigration*, Ottawa, Éditeur officiel, 1928, 1 article.

OTTAWA, STATUTS REFONDUS DU CANADA. *Loi ayant pour objet de conférer certains pouvoirs au gouverneur en conseil dans le cas de guerre, d'invasion ou d'insurrection*, Ottawa, Éditeur officiel, 1952, art. 1-13.

QUÉBEC, STATUTS DU QUÉBEC. *Acte pour amender les lois concernant l'éducation en cette province*, Québec, Éditeur officiel, 1869, art. 1-39.

_____. *Loi abrogeant l'article 7 de la Loi de l'observance du dimanche*, Québec, Éditeur officiel, 1936, art. 1-2.

_____. *Loi amendant la loi concernant l'observance du dimanche*, Québec, Éditeur officiel, 1909, art. 1-2.

_____. *Loi amendant les lois concernant l'instruction publique relativement aux personnes professant la religion judaïque*, Québec, Éditeur officiel, 1903, art. 1-7.

_____. *Loi concernant l'éducation de certains enfants dans Montréal et Outremont*, Québec, Éditeur officiel, 1931, art. 1-3.

_____. *Loi concernant l'éducation des enfants de croyance judaïque dans l'île de Montréal*, Québec, Éditeur officiel, 1930, art. 1-27.

_____. *Loi concernant l'éducation des enfants non catholiques romains et non protestants de Montréal*, Québec, Éditeur officiel, 1922, art. 1-9.

_____. *Loi concernant l'observance du dimanche*, Québec, Éditeur officiel, 1907, art. 1-8.

_____. *Loi de la presse*, Québec, Éditeur officiel, 1929, art. 1-14.

_____. *Loi pourvoyant à la création d'une commission royale pour s'enquérir des circonstances de l'incendie du théâtre « Laurier Palace », et de certaines autres matières d'intérêt général*, Québec, Éditeur officiel, 1927, art. 1-9.

_____. *Loi protégeant la province contre la propagande communiste*, Québec, Éditeur officiel, 1937, art. 1-15.

_____. *Loi relative à l'extension des conventions collectives de travail*, Québec, Éditeur officiel, 1934, art. 1-15.

QUÉBEC, STATUTS REFONDUS DU QUÉBEC. *Loi concernant l'observation du dimanche*, Québec, Éditeur officiel, 1925, Vol. III, art. 7.

1.3 PUBLICATIONS D'ADRIEN ARCAND

1.3.1 JOURNAUX

ARCHIVES NATIONALES DU CANADA. *Le Combat national* (juillet 1938 – juillet 1939). N°. AMICUS 23201560.

_____. *Le Fasciste canadien* (juin 1935 – juin 1938). N°. AMICUS 4982954.

_____. *Le Goglu* (8 août 1929 – 19 mars 1933). N°. AMICUS 5004876.

_____. *Le Miroir* (28 avril 1929 – 19 mars 1933). N°. AMICUS 7770220.

_____. *Le Patriote* (4 mai 1933 – 25 avril 1935). N°. AMICUS 5248279.

1.3.2 LIVRES ET ARTICLES D'ARCAND ET DE SES DISCIPLES

ARCAND, Adrien. *À bas la haine!*, Montréal, « La Vérité », 1965, 141 p.

_____. *Chrétien ou Juif? (Les Juifs forment-ils une « minorité » et doivent-ils être traités comme tels dans la province de Québec?)*, Montréal, Adj. Ménard Éditeur, 1930, 42 p.

_____. *Corporatisme canadien*, Montréal, Parti de l'unité nationale du Canada, Comité d'éducation nationaliste, 1938, 12 p.

_____. *Du communisme au mondialisme: le monde à la croisée des chemins*, Saint-Lambert, Éditions Héritage, 1995, 157 p.

_____. « Euterpe et Terpsichore », *Le Passe-Temps*, Vol. 29, n°. 727 (3 mars 1923), p. 67.

_____. *Exposé des principes et du programme du Parti national social chrétien*, Montréal, « Le Patriote », 1934, 55 p.

_____. *Fascisme ou socialisme?*, Montréal, « Le Patriote », 1933, 67 p.

- _____. *Is the Jew More Patriotic than the Briton?*, Montréal, *Le Patriote*, [19??], 4 p.
- _____. *La clé du mystère*, Montréal, Comité anticommuniste de Montréal, 1936, 32 p.
- _____. *La République universelle*, Montréal, Service canadien de librairie, 1950, 22 p.
- _____. *La révolte du matérialisme*, Montréal, La Vérité, 1966, 21 p.
- _____. « *Le Christianisme a-t-il fait faillite?* » ou « *Le malaise qui angoisse le monde actuel est-il voulu?* », Montréal, Service Canadien de Librairie, 1954, 74 p.
- _____. *Le Communisme installé chez-nous : causerie prononcée à Montréal*, Montréal, « La Vérité », 1966, 29 p.
- _____. *L'inévitabilité d'une reconstruction sociale*, [S.L.], [s.n.], 1967, 7 p.
- _____. « M. C.W. Harvison devient un « héros de guerre » inconnu », *Serviam*, Vol. 2, n° 3 (février 1967), pp. 1-2.
- _____. *Mon livre d'heures*, Saint-Léonard, Éditions Béluga, 2006, 210 p.
- _____. *Programme du Parti de l'unité nationale du Canada*, Montréal, Parti de l'unité nationale du Canada, Comité d'éducation nationale, 1938, 12 p.
- _____. *Programme et règlements : Parti national social chrétien du Canada*, Montréal, Parti national social chrétien du Canada, 1933-1939, 93 p.
- _____. *Qu'est-ce qu'un Canadien français?*, Montréal, Parti de l'unité nationale du Canada, 1963, 4 p.
- _____. « Un concert inoubliable. Mlle Emma Calvé », *La Presse*, Vol. 39, n° 135 (13 avril 1923), p. 4.
- CANADIAN NATIONALIST PARTY. *Manifesto*, [S.L.], [s.n.], 1938, 2 p.
- PARTI DE L'UNITÉ NATIONALE DU CANADA. *Adrien Arcand devant le tribunal de l'histoire : scandale à la Société Radio-Canada*, Montréal, Parti de l'unité nationale du Canada, 1983, 72 p.
- _____. *Le corporatisme canadien*, Montréal, Parti de l'unité nationale du Canada, 1970, 31 p.
- _____. *Le Parti québécois au service de la Haute Finance*, Montréal, Nicolas de l'Isle, 1981, 25 p.
- _____. « *Pourquoi je voterai pour Gérard Cournoyer* », 2 p.
- PARTI DE L'UNITÉ SOCIALE DU CANADA. *Principes politiques du Parti de l'unité sociale du Canada : gouvernement du peuple pour le peuple*, Montréal, Parti de l'Unité Sociale du Canada, 1968, 29 p.
- VIGILANS. *Instructions et serment : 33^e degré de la franc-maçonnerie*, [S.L.], [s.n.], 11 p.

1.4 MONOGRAPHIES DE SES CONTEMPORAINS

[s.a.]. *Hitler over Canada: Now*, [S.L.], [s.n.], pp. 3-32.

ABBÉS DION ET O'NEILL. *Le chrétien et les élections*, Montréal, Éditions de l'Homme, 1960, 123 p.

BOUCHARD, Téléphore-Damien. *Mémoires de T.D. Bouchard : « quarante ans dans la tourmente politico-religieuse »*, Montréal, Éditions Beauchemin, 1960, v. 3.

CANADIAN LABOR DEFENCE LEAGUE. *Workers' Solidarity Against Fascism: Stop Hitler's Horrors!*, Toronto, National Executive Committee of the League, 1933, 16 p.

DULIANI, Mario. *La ville sans femmes*, Montréal, Société des Éditions Pascal, 1945, 316 p.

EDMONDSON, Robert Edward. *The Greatest War in History Now On!*, New York, Defence Series, 1937, 23 p.

GAUTHIER, Georges (M^{gr}). *La C.C.F. et les Catholiques*, Montréal, L'Action catholique, 1934, 40 p.

_____. *Lettre de S.E. M^{gr} Gauthier au clergé de Montréal*, Montréal, L'Imprimerie populaire limitée, 1936, pp. 13-16.

_____. *Lettre de S. Exc. M^{gr} Georges Gauthier sur le communisme*, Montréal, L'Œuvre des tracts, 1938, 15 p.

GOBEIL, Sam. *La griffe rouge sur l'Université de Montréal : discours prononcé à Lac Mégantic, comté de Compton, le 17 mars 1934*, Montréal, « Le Patriote », 1934, 20 p.

HARVEY, Jean-Charles. *Les grenouilles demandent un roi*, Montréal, Éditions du Jour, 1943, 156 p.

HARVISON, Clifford W. *The Horsemen*, Montréal/Toronto, McClelland and Stewart, 1967, pp. 86-121.

KARDASH, William A. (lieutenant). *Hitler's agents in Canada: a revealing story of potentially dangerous fifth column activities in Canada among Ukrainian Canadians*, Toronto, Morris Printing, 1942, 32 p.

KIRKCONNELL, Watson. *Canada, Europe, and Hitler*, Toronto, Oxford University Press, 1939, pp. 107-205.

LALANNE, Paul-Émile. *Why We Christians Should Oppose the Jews*, Montréal, [s.n.], 16 p.

LEESE, Arnold Spencer. *A Treatise on the One-Humped Camel: in Health and in Disease*, Stamford, Haynes & Sons, 1927, 382 p.

_____. *Out of Step: Events in Two Lives of an Anti-Jewish Camel Doctor*, Londres, Carmac Press, 1951.

LUDECKE, Kurt G.W. *I Knew Hitler: the Story of a Nazi Who Escaped The Blood Purge*, Londres, Jarrolds Publishers Limited, 1938, pp. 480-493.

MACKENZIE KING, William Lyon. *Aggression in Hitler's Mind Has no Limits: My Duty, as I see it, is to Seek Above all Else to Preserve National Unity*, Winnipeg, The Universal Life Assurance and Annuity Company, 1941, 23 p.

MÉNARD, Joseph. *Enseignement religieux et réveil économique*, Montréal, Le Patriote, 1937, 81 p.

_____. *Le clergé et les Juifs*, Longueuil, [s.n.], 1947, 15 p.

_____. *Les dangers de la pasteurisation obligatoire*, Montréal, [s.n.], 1946, 32 p.

MATHEZ, J.-A. (Dr). *Le passé, les temps présents et la question juive*, Vevey, à compte d'auteur, 1965.

O'LEARY, Dostaler. *Séparatisme : doctrine constructive*, Montréal, Éditions des jeunesses patriotes, 1937, 215 p.

PIE XI. *Les événements d'Espagne*, Montréal, L'Imprimerie populaire limitée, 1936, pp. 3-11.

ROSE, Fred. *Fascism Over Canada: An Exposé*, Toronto, New Era Publishers, 1938, 47 p.

_____. *La cinquième colonne d'Hitler dans Québec*, Montréal, Cinq Cents, [1938], 48 p.

_____. *Le masque tombe : Fred Rose, député, dévoile les manœuvres de ceux qui veulent détruire l'unité canadienne*, Montréal, Comité provincial du Parti ouvrier-progressiste, 1944, 13 p.

THOMPSON, Dorothy. *Hitler's Plans for Canada and the United States*, Winnipeg, Universal Life Assurance and Annuity Company, 1941, 19 p.

1.5 ARTICLES À PROPOS D'ARCAND

[s.a.]. « Adrien Arcand, chef d'un nouveau parti : l'Unité nationale », *La Patrie* (3 juillet 1938), p. 45.

[s.a.]. « Adrien Arcand désigne son successeur », *Nouvelles Illustrées* (7 au 13 août 1967), p. 3.

[s.a.]. « Adrien Arcand et les services de sécurité pendant la guerre », *Le Devoir* (3 mars 1967).

[s.a.]. « Adrien Arcand menacé de mort », *Nouvelles Illustrées* (8 décembre 1962), p. 3.

[s.a.]. « Adrien Arcand prépare des chefs pour de nouveaux combats », *Reportages*, Vol. 1, n° 7 (27 novembre 1955), pp. 8-9.

[s.a.]. "Adrien Arcand Rides Again!", *Vrai*, Vol. 2, n° 37 (30 juin 1956), pp. 2-3.

[s.a.]. « Adrien Arcand sort de l'ombre et annonce la fondation du Parti de l'unité nationale », *La Presse* (24 avril 1965).

[s.a.]. « Adrien Arcand sort de l'ombre : nouveaux partis « nazi et fasciste » au Canada », *Dimanche-Matin* (25 avril 1965), p. 28.

[s.a.]. "Advertising Antidemocracy", *The Montreal Standard* (2 juillet 1938).

[s.a.]. « Ancien échevin de Vaudreuil décédé », *La Presse* (6 octobre 1938).

[s.a.]. « À propos de Juifs », *L'Avenir du nord*, n° 16 (25 avril 1930), p. 1.

[s.a.]. "Arcand and 7 Aides Arrested", *The Montreal Daily Star* (30 mai 1940).

[s.a.]. « Arcand à Ottawa avec l'aide de Duplessis ? », *Vrai*, Vol. 2, n° 11 (10 novembre 1956), pp. 1-2.

[s.a.]. « Arcand conspire à Lanoraie », *Vrai*, Vol. 3, n° 4 (22 septembre 1956), p. 1 et p. 10.

[s.a.]. « Arcand dirigeait une armée forte de milliers de membres », *Le petit journal* (2 juin 1940).

[s.a.]. "Arcand Gives Interview", *The Canadian Jewish Chronicle* (4 mars 1938), p. 4.

[s.a.]. « Arcand la fausse-couche se fait démolir à Québec », *La Nation*, n° 20 (23 juin 1939), p. 1 et p. 4.

[s.a.]. "Arcand Lauded in Court as Counsel Attacks Press", *The Montreal Daily Star* (5 juin 1940).

- [s.a.]. « Arcand n'a pas été financé par Hitler et Mussolini : projets de nouveaux combats », *Reportages* (27 novembre 1955).
- [s.a.]. "Arcand Party Legion Leader under Arrest", *The Montreal Daily Star* (4 juin 1940).
- [s.a.]. "Arcand – "Pontifex Maximus"", *The Canadian Jewish Chronicle* (16 octobre 1936).
- [s.a.]. « Arcand reprend la lutte », *L'Oeil en coulisse*, Vol. III, n° 21, p. 5.
- [s.a.]. "Arcand's Party Says Openly It Would End Democracy", *The Standard*, Vol. XXXVI, n° 22 (samedi, 1er juin 1940), p. 1.
- [s.a.]. « Assemblée politique de « L'Unité nationale » », *Dimanche-matin* (25 avril 1965), 1 p.
- [s.a.]. "A Story in Pictures", *The Canadian Jewish Chronicle* (4 février 1933), 1 p.
- [s.a.]. « Attaque de Mosley qu'on a repoussée », *La Presse*, n° 85 (27 janvier 1931), p. 3.
- [s.a.]. "Ban Fascist Uniforms", *The Tattler Review*, Vol. 1, n° 13 (16 juillet 1938).
- [s.a.]. "Bar Head Regrets Attack of Lavery", *The Canadian Jewish Chronicle* (20 mars 1938), p. 7.
- [s.a.]. "Bomb Threat Hits Meeting with Arcand", *The Gazette* (16 mai 1966), p. 44.
- [s.a.]. « Camillien Boude », *L'Avenir du nord*, n° 51 (20 décembre 1929), p. 12.
- [s.a.]. "CBC Faces Problems in Arcand Interview", *National Press Checking Services* (11 janvier 1963), 1 p.
- [s.a.]. « Centaines de pro-nazis de Montréal et Québec dénoncés à Ottawa », *Photo-journal* (30 mai 1940), p. 1.
- [s.a.]. « Chez les conservateurs », *Le Courrier de Berthier*, Vol. 23, n° 1 (18 juin 1953), p. 1.
- [s.a.]. « Cinq conditions pour adhérer au Parti d'Arcand », *Le Devoir* (27 avril 1965), 1 p.
- [s.a.]. "Claims Policemen Tolerating Fascists", *Toronto Daily Star* (27 octobre 1936).
- [s.a.]. "Contradicts Himself, Young Créditiste Says", *The Montreal Star* (15 novembre 1965), p. 18.
- [s.a.]. "Cornwall Headquarters of Party Raided", *The Montreal Daily Star* (31 mai 1940).
- [s.a.]. « Dans deux villés », *La Patrie* (3 juillet 1938).
- [s.a.]. « Décès du Dr J.-G. Lambert », *Le Devoir* (29 novembre 1958), p. 1.
- [s.a.]. « Décès du major Maurice Scott », *Le Devoir* (2 mars 1944).
- [s.a.]. « Des fascistes américains se sont organisés », *La Presse*, n° 233 (19 juillet 1930), p. 35.
- [s.a.]. "Detective Allegedly Anti-Jewish Agitator: Ottawa Officer Suspended Pending Inquiry", *Toronto Star* (22 mai 1935).
- [s.a.]. "Does Canada Need Fascism?", *The Country Guide and Nor-West Farmer* (juillet 1938), p. 11 et p. 44.

- [s.a.]. "Don't be a Fascist Fool!", *Canadian Magazine*, Vol. 89, n° 2 (mai 1938), 1 p.
- [s.a.]. « En réponse à une lettre de M. Marcel Ouimet : Arcand accuse Radio-Canada d'être contrôlée par les Juifs ! », *Nouvelles Illustrées* (24 juin 1961).
- [s.a.]. « Fascisme d'Adrien Arcand pas mort au Québec », *Vrai*, Vol. 2, n° 18 (18 février 1956), p. 12.
- [s.a.]. "Fascism in Quebec", *The New Statesman and Nation* (27 août 1938), pp. 304-305.
- [s.a.]. "Fascist Crowd Court", *Montreal Daily Star* (décembre 1937).
- [s.a.]. "Fascist Rally at Kingston Proves Fizzle", *The Montreal Standard* (2 juillet 1938).
- [s.a.]. "Fascist Salute is Taught in Toronto", *Toronto Daily Star* (6 mars 1936), 1 p.
- [s.a.]. « Feu M. A.-C. Pouliot », *Le Devoir* (7 octobre 1938).
- [s.a.]. "Fifth Column Peril Exposed After Raids in Canadian Centres", *The Standard*, Vol. XXXVI, n° 22 (samedi, le 1er juin 1940), pp. 1-2.
- [s.a.]. « Fils natifs du Canada », *La Presse*, n° 71 (10 janvier 1931), p. 67.
- [s.a.]. "Fuehrer" and Aides "Snapped", *The Montreal Daily Star* (5 juin 1940).
- [s.a.]. "Fuehrer's Comeback", *Time* (5 juillet 1934), pp. 27-28.
- [s.a.]. « Grand congrès de l'Ordre des fils d'Italie », *La Presse*, n° 102 (15 février 1932), p. 23.
- [s.a.]. "Henchman of Arcand are Reported Interned", *Montreal Gazette* (14 mars 1941), 1 p.
- [s.a.]. "Hon. Sam Gobeil Named Minister", *The Granby Leader Mail* (18 juillet 1935).
- [s.a.]. « Houde demande 25 000.00 \$ », *Le Fouet* (31 octobre 1930), p. 7.
- [s.a.]. "I Belonged to Arcand's Party", *The Standard Magazine* (8 juin 1940).
- [s.a.]. "Investigation of Fascists Spreads to Maritimes", *The Montreal Standard* (25 mai 1940).
- [s.a.]. "Jail for Duration Urged for Guildy Fifth Columnists", *The Montreal Standard* (1er juin 1940), 1 p.
- [s.a.]. « J.-C. Farr, Noël Décarie et Adrien Arcand arrêtés avec 8 autres nazistes canadiens », *Le Canada* (30 mai 1940).
- [s.a.]. "Jews Make Protest", *Montreal Gazette* (1er mai 1945).
- [s.a.]. « La libération des internés de guerre », *L'Événement-Journal* (6 juillet 1945), 1 p.
- [s.a.]. « L'assemblée annuelle des Fils d'Italie », *La Presse*, n. 95 (6 février 1932), p. 68.
- [s.a.]. « L'assemblée de M. Paul Bouchard », *Le Progrès du Saguenay*, Vol. 50, n° 100 (29 septembre 1938), p. 7.
- [s.a.]. "Lavery Names Communists, Jews, Houde", *Montreal Star* (16 mars 1936), 1 p.
- [s.a.]. « Le Bill Bercovitch », *La Presse*, n° 92 (3 février 1932), p. 29.

- [s.a.]. « Le Bill Bercovitch est battu, mais un comité spécial verra aux moyens d'arrêter ces dissensions de races », *La Presse* (19 février 1932), pp. 16-17.
- [s.a.]. « Le chef du Parti de l'Unité nationale: « Que l'épiscopat cesse de frapper à droite! » », *Le Devoir* (12 [octobre ou novembre ? 1966], 1 p.
- [s.a.]. « Le Congrès annuel des Fils d'Italie », *La Presse* (19 septembre 1929), p. 10.
- [s.a.]. « Le Dr Lalanne à l'enquête », *La Presse* (26 février 1932), p. 3.
- [s.a.]. « Le Dr Lalanne subira son examen volontaire », *La Presse*, n°. 118 (5 mars 1932), p. 57.
- [s.a.]. « Le Dr P.-E. Lalanne plaide non coupable », *La Presse* (12 février 1932), p. 3.
- [s.a.]. « Le fasciste Adrien Arcand », *Le Portage* (14 juin 1956), p. 4.
- [s.a.]. « Le fasciste Arcand au service du fasciste Duplessis », *Vrai*, Vol. 2, n°. 36 (23 juin 1956), p. 5.
- [s.a.]. « *Le Goglu* produit sa défense », *Le Progrès du Saguenay*, Vol. 43, n°. 165 (6 mars 1930), p. 8.
- [s.a.]. « *Le Miroir*, *Le Goglu* et *Le Chameau* », *Le Progrès du Saguenay*, Vol. 44, n°. 308 (17 août 1931), p. 1.
- [s.a.]. « *Le Patriote Debut* », *The Canadian Jewish Chronicle* (26 mai 1933), p. 3.
- [s.a.]. « Le Pontefesse Maximus réfutera-t-il ceci? », *La Nation*, n°. 15 (19 mai 1939), p. 1 et p. 4.
- [s.a.]. « Le premier « Congrès national des fascistes canadiens » vient de s'ouvrir à Kingston », *La Patrie* (3 juillet 1938).
- [s.a.]. « Les communistes opposés à la libération d'Arcand », *La Presse* (6 juillet 1945), 1 p.
- [s.a.]. « Les fascistes américains supportent A. Arcand », *Vrai* (5 janvier 1957), p. 12.
- [s.a.]. « Les fascistes fêtent le grand succès du maire Bourré de Sorel », *L'Illustration nouvelle* (7 février 1938), 1 p.
- [s.a.]. « Les fascistes se terrent à St-Alphonse d'Youville », *Vrai* (16 février 1957), p. 5.
- [s.a.]. « Les Fils natifs du Canada », *La Presse*, n°. 256 (15 août 1930), p. 8.
- [s.a.]. « Les Juifs contre le fascisme anglais », *La Nation*, n°. 28 (19 août 1937), p. 3.
- [s.a.]. « Les « prisonniers politiques » sont mieux à Bordeaux que dans les camps de Hitler », *Le Petit Journal* (9 juin 1940).
- [s.a.]. « Les Unités Sanitaires et le Bill Bercovitch, au caucus des libéraux », *La Presse*, n°. 100 (12 février 1932), p. 17.
- [s.a.]. « Letters to the Editor », *The Montreal Daily Star* (31 mai 1940).
- [s.a.]. « Le vrai visage du Führer, Adrien Arcand », *Le Sorelois* (1949 ?), pp. 146-147.
- [s.a.]. « M. Adrien Arcand réclame un système d'autorité au pays », *L'Action catholique* (date incertaine).

- [s.a.]. « Maître Salluste Lavery candidat à la mairie », *La Patrie* (7 octobre 1934), 1 p.
- [s.a.]. « M. Bercovitch ne modifiera pas son Bill », *La Presse*, n° 93 (4 février 1932), p. 3.
- [s.a.]. « M. Houde demandera le rappel de la *Loi des écoles juives* », *L'Action catholique* (9 octobre 1930).
- [s.a.]. « M. Houde fils d'Italie », *La Presse*, n° 91 (2 février 1932), p. 5.
- [s.a.]. "Minorities in Quebec", *The Canadian Jewish Chronicle* (30 septembre 1938), p. 4.
- [s.a.]. « M. Joseph Ménard », *Lyre*, Vol. VIII, n° 77 (janvier 1931), p. 11.
- [s.a.]. « M. Joseph Ménard est déclaré non coupable », *La Presse* (24 mars 1944), 1 p.
- [s.a.]. "Montreal's Auxiliary Police", *The Canadian Jewish Chronicle* (29 octobre 1937).
- [s.a.]. « M. Paul Bouchard à Chicoutimi », *Le Progrès du Saguenay*, Vol. 50, n° 96 (1^{er} septembre 1938), p. 9.
- [s.a.]. « M. Paul Bouchard à Jonquièrre », *Le Progrès du Saguenay*, Vol. 50, n° 45 (9 septembre 1937), p. 6.
- [s.a.]. « M. P. Bercovitch amende le projet de loi qu'il doit soumettre prochainement », *La Presse*, n° 94 (5 février 1932), p. 17.
- [s.a.]. « M. R.-F. Stockwell n'est pas prêt à accorder aux Juifs les droits que nous ne possédons pas encore », *La Presse*, n° 104 (17 février 1932), p. 11.
- [s.a.]. « M^R P.R. Du Tremblay, avocat : président du Club Papineau », *Album Universel*, Vol. 22, n° 1137 (3 février 1906), p. 1260.
- [s.a.]. "Nazi Organizers Meet Rebuff in Loyal Maritimes", *The Montreal Standard* (1^{er} juin 1940), 1 p.
- [s.a.]. « Nouveau ment du R.P. Dunn s.j. sur Arcand », *La Nation*, n° 15 (19 mai 1939), p. 4.
- [s.a.]. « On distribue le Bill Bercovitch à la députation », *La Presse*, n° 97 (9 février 1932), p. 14.
- [s.a.]. « Organisation de ces réunions fascistes à Kingston et Toronto », *La Presse* (1^{er} juillet 1938).
- [s.a.]. "Our Communal Timidity", *The Canadian Jewish Chronicle* (10 septembre 1937), p. 4.
- [s.a.]. "Over 800 Attend Arcand Rally", *The Gazette* (15 novembre 1965), 1 p.
- [s.a.]. "Patriotism Uncovered", *The Montreal Daily Star* (31 mai 1940).
- [s.a.]. « Paul Bouchard », *Le Colon*, Vol. 20 (4 février 1937), p. 1.
- [s.a.]. « Paul Rassinier – Adrien Arcand », *Lectures françaises*, n° 124-125 (août-septembre 1967), pp. 23-24.
- [s.a.]. « Pluie de dénonciations à Ottawa sur les activités des adeptes nazis du Québec », *Photo-Journal* (30 mai 1940).
- [s.a.]. "Police Continue to Round Up Pro-Nazis", *Montreal Daily Star* (25 mai 1940).
- [s.a.]. « Pour un État catholique français et corporatiste : les « Séparatistes » exposent leurs idées dans la région », *Le Progrès du Saguenay*, Vol. 49, n° 49 (8 octobre 1936), p. 2.

- [s.a.]. "Printer Claims Nazi Editor Has Promised to be Careful", *The Tribune* (14 janvier 1939), 1 p.
- [s.a.]. « Procès intéressant », *Dimanche-Matin* (27 juin 1954), p. 11.
- [s.a.]. « Procès orageux », *La Patrie* (1^{er} mars 1944), 1 p.
- [s.a.]. « Programme du Parti de l'unité nationale du Canada », *Serviam*, Vol. 1, n^o. 7, pp. 8-15.
- [s.a.]. « Programme du Parti de l'unité nationale du Canada », *Serviam*, no. 4 (mars 1966), p. ?, p. 7 et p. 9.
- [s.a.]. « Publiciste acquitté », *Le Canada* (25 février 1944), 1 p.
- [s.a.]. "Quebec Fascism", *Canadian Forum*, Vol. 17, n^o. 195 (avril 1937), pp. 4-5.
- [s.a.]. « Ralliement de « Goglus » à Québec », *Le Progrès du Saguenay*, Vol. 43, n^o. 156 (24 février 1930), p. 5.
- [s.a.]. "RCMP Raid Suspected Places in City", *Montreal Daily Star* (24 mai 1940), p. 1 et p. 7.
- [s.a.]. « Refusé à 2 endroits, Adrien Arcand est menacé d'une bombe à un troisième », *La Presse* (6 mai 1966), 1 p.
- [s.a.]. "Reprimand in Attack on Arcand", *The Gazette* (10 janvier 1963), 1 p.
- [s.a.]. « Résolution contre la libération d'Arcand », *La Survivance* (9 mai 1945).
- [s.a.]. « Rosh Hashanah, l'Hon. M. Bennett et les Hébreux », *La Presse*, n^o. 288 (23 septembre 1930), p. 25.
- [s.a.]. "Seelheim Still Large Zeitung Shareholder", *Winnipeg Tribune* (21 avril 1939), 2 p.
- [s.a.]. « Selon Arcand, Gérin-Lajoie et le P. Bradet sont communistes », *Métro-Express* (8 septembre 1965), 1 p.
- [s.a.]. « Sir Oswald Mosley aurait l'intention de former un nouveau parti politique », *La Presse*, n^o. 46 (9 décembre 1930), p. 1 et p. 33.
- [s.a.]. "Two Arcand Lieutenants Arraigned", *The Montreal Daily Star* (1^{er} juin 1940).
- [s.a.]. « Une soirée réussie des Filles natives du Canada », *La Presse*, n^o. 108 (22 février 1932), p. 22.
- [s.a.]. « Un nouveau procès pour Joseph Ménard », *Le Devoir* (2 mars 1944), 1 p.
- [s.a.]. "Val David Synagogue One More Profaned", *Montreal Star* (23 juillet 1935), 1 p.
- [s.a.]. « Véhément discours de M. Arcand dans Berthier-Maskinongé », *Le Nouvelliste* (28 juillet 1953).
- [s.a.]. "Vigilents Patrols Urged Be Cautious", *The Montreal Gazette* (19 juin 1940), p.
- [s.a.]. « Visite chez Adrien Arcand et le docteur Noël Décarie », *Le Canada* (24 mai 1940).
- [s.a.]. « Vol manifeste », *Le Fouet* (31 octobre 1930), p. 7.
- [s.a.]. "What Toronto Newspapers Said", *Canadian Jewish Review* (17 juin 1938).
- [s.a.]. "Who Owns Canada?", *The Canadian Jewish Chronicle* (11 octobre 1935), p. 4.

- [s.a.]. "William Whittaker Dies", *The Winnipeg Free Press* (26 novembre 1938), p. 1.
- [s.a.]. "Zeitung Article Slaps at Britain: Local Pro-Nazi organ Attacks British as Well as Jewish People", *The Tribune* (17 janvier 1939), 1 p.
- A.R. « Lettre ouverte à un partisan d'Arcand », *La Nation*, n° 17 (1^{er} juin 1939), p. 4.
- ASSELIN, Olivar. « La grève de l'internat », *L'Ordre*, n° 88 (vendredi, 22 juin 1934), p. 1.
- BELLEAU, René. « Les conjurations antinationales : du nouveau sur Arcand et le PNSC. La doctrine et les faits », *La Nation*, n° 40 (12 novembre 1936), pp. 1-2.
- BLANCHE, Henri. « Les hommes et la politique : Salluste Lavery contre les Juifs », *La Nation*, n° 43 (1^{er} décembre 1938), p. 3.
- BOUCHARD, Paul. « Adrien Arcand, rastaquouère et cabotin », *La Nation*, n° 37 (22 octobre 1936), p. 1.
- _____. « Arcand est impérialiste et contre l'autonomie des provinces », *La Nation*, n° 15 (19 mai 1939), p. 1.
- _____. « Faillite de la Confédération », *La Nation*, (3 décembre 1936).
- _____. « Le cardinal Villeneuve et Hitler », *La Nation* (4 novembre 1937), p. 1.
- _____. « Le PNSC n'est pas du fascisme », *La Nation*, n° 37 (22 octobre 1936), p. 4.
- _____. « L'Unité nationale change de nom », *La Nation*, n° 39 (3 novembre 1938), p. 1.
- _____. « Philippe Hamel et Adrien Arcand », *La Nation*, n° 36 (15 octobre 1936), p. 1.
- BOUCHARD, Téléphore-Damien. « Extrémistes de tout acabit », *En Avant!* (17 décembre 1937).
- _____. « Le fascisme est dénoncé », *En Avant!* (3 décembre 1937).
- _____. « Qu'attend M. Duplessis pour agir? », *En avant!* (26 novembre 1937).
- _____. « Qui protège les fascistes? », *Le Clairon* (10 décembre 1937).
- BOURASSA, Edmond. « Adrien Arcand : un nazi au pays des Siffleux », *La Nation* (18 mars 1937), p. 1.
- _____. « Notre rupture avec Adrien Arcand », *La Nation*, n° 8 (1^{er} avril 1937), p. 4.
- _____. « Notre rupture avec Adrien Arcand », *La Nation*, n° 9 (8 avril 1937), p. 4 et p. 3.
- BOURASSA, Édouard. « Arcand avoue où il veut en venir », *La Nation*, n° 18 (8 juin 1939), p. 4.
- _____. « L'impérialiste Arcand », *La Nation*, n° 21 (8 juillet 1939), p. 4.
- BROUSSEAU, Serge. « Gérard Pelletier fausse la vérité », *Nouvelles Illustrées* (3 juin 1961), pp. 7-8.
- _____. « Le grand chef nationaliste canadien-français, Adrien Arcand : « Le Procès Eichmann est une diabolique conspiration mondiale » », *Nouvelles Illustrées* (22 avril 1961), p. 2, p. 3, p. 9.
- CHANTRAINE, Pol. « Il existe un camp d'entraînement nazi dans la province de Québec », *Photo-Journal*, Vol. 29, n° 41 (26 janvier – 2 février 1966), p. 3 et p. 7.

CÔTÉ, Françoise. « Devant 750 fidèles, Adrien Arcand fait une rentrée spectaculaire à Montréal », *Le Devoir* (15 novembre 1965), p. 1 et p. 8.

_____. « Fasciste d'un autre âge : Adrien Arcand », *Le Magazine MacLean*, Vol. 1 (mai 1961), p. 21 et pp. 47-48.

CÔTÉ, Jean. « Avant de mourir du cancer, Adrien Arcand désigne son successeur », *La Semaine illustrée*, Vol. 1, n° 31 (7-13 août 1967), pp. 3-5.

CÔTÉ, Langevin. "650 in Quebec Hear Jews Denounced", *The Globe and Mail* (15 novembre 1965), p. 16.

COUGHLIN, C.A. "The Quebec 'Padlock Law'", *L'Œuvre des tracts*, n° 234 (décembre 1938), pp. 11-16.

EDWARDS, Frederick. "Fascism in Canada", *MacLean's Magazine*, Vol. 51, n° 10 (1938), pp. 66-69.

_____. "Fascism in Canada: Part Two", *Maclean's Magazine* (1er mai 1938), p. 15 et p. 30.

FIDÈLE CACAMBO. « M. Duplessis va-t-il agir? », *En Avant!* (3 décembre 1937).

FLAMBEAU. « Contrebande des armes dans le Québec », *L'Autorité* (16 avril 1938), p. 8.

_____. « De profundis du fascisme à Kingston et à Toronto », *L'Autorité* (9 juillet 1938).

FOREST, Jean-Paul. « Le lieutenant-colonel J.-Lucien Dansereau, E.D., M.E.I.C., ingénieur conseil et administrateur », *Commerce*, Vol. 57, n° 10 (octobre 1955), pp. 7-15.

FORSEY, Eugene. "Clerical Fascism in Quebec", *Canadian Forum*, Vol. 17, n° 197 (juin 1937), pp. 90-92.

_____. "Quebec On the Road to Fascism", *Canadian Forum*, Vol. 17, n° 203 (décembre 1937), pp. 298-300.

FRANCHÈRE, Charles-Édouard. « Bas le masque... M. Arcand », *La Nation*, n° 22 (7 juillet 1938), p. 3.

GAUDET, Bernard. « Acrostiche : Salluste Lavery », *Le Passe-temps*, Vol. 24, n° 603 (4 mai 1918), p. 178.

GAUTHIER, Georges (M^{gr}). « Circulaire de Monseigneur l'archevêque-coadjuteur au clergé du diocèse », *Semaine religieuse de Québec*, n° 30 (24 mars 1938).

GIRARD, Jogues. « Adrien Arcand s'en prend aux Juifs devant une foule d'environ 300 personnes », *La Presse* (4 avril 1966), pp. 29-30.

_____. « Le Parti d'Adrien Arcand s'en prend au cardinal, au RIN, aux Juifs, etc. », *La Presse* (12 décembre 1966), p. 47.

GREENING, W.E. "Adrien Arcand Rides Again", *The Chicago Jewish Forum*; Vol. 13, n° 4 (été 1955), pp. 207-212.

GRIFFIN, David. "Montreal Fascist Leader Aspires to Dictatorship of Canada", *Toronto Daily Star* (10 février 1938).

GUIMONT, Pierre. « Nos nazi-fascistes à l'œuvre », *Le Jour* (6 mai 1939), 1 p.

HARVEY, Jean-Charles. « Qu'on arrête ces gangsters! », *Le Jour* (4 décembre 1937).

HÉBERT, Jacques. « Arcand », *Vrai* (3 mars 1956), p. 3 et p. 10.

_____. « Le fasciste Arcand dénoncé », *Vrai*, Vol. 2, n° 27 (21 avril 1956), p. 5.

HOARE, John. "Swastika over Quebec: Arcand Meeting", *Saturday Night* (9 septembre 1939), 1 p.

I.R. "We Want to Know", *Jewish Daily Eagle* (14 janvier 1931), 2 p.

KEITH, J.E. "The Fascist Province", *Canadian Forum*, Vol. XIV, n° 163 (avril 1934), pp. 251-252.

LA NATION. « Il n'en tient qu'à Duplessis et à Manion de couper court à la propagande naziste du rédacteur en chef de *L'Illustration nouvelle* », *La Nation*, n° 20 (23 juin 1939), p. 1 et p. 4.

_____. « La comédie nationale et internationale d'Ernest Lapointe à Staline en passant par Hitler et la Pontifesse Arcand », *La Nation*, n° 16 (26 mai 1939), p. 1 et p. 4.

_____. « La louche épopée du cabotin Arcand : Grand Goglu, Führer, *Pontifex Maximus* du Parti national socialiste canadien », *La Nation*, n° 15 (19 mai 1939), p. 1.

_____. « Le Fureur Arcand à Québec », *La Nation*, n° 21 (8 juillet 1939), p. 1.

_____. « Le mouvement naziste d'Arcand condamné par un jésuite », *La Nation*, n° 15 (19 mai 1939), p. 1.

_____. « Les insultes de la presse de Londres prouvent enfin le rôle louche d'Arcand et la complicité du Parti conservateur », *La Nation*, n° 17 (1^{er} juin 1939), p. 1 et p. 4.

_____. « *L'Illustration nouvelle* renie Arcand », *La Nation*, n° 42 (26 novembre 1936), p. 1.

_____. « Où il est démontré qu'Adrien Arcand n'est qu'une fripouille de la politique et du journalisme », *La Nation*, n° 21 (8 juillet 1939), p. 1.

LAPORTE, Denis. « Arcand déclare : « La guerre mondiale dans six mois » », *Nouvelles Illustrées* (22 mai 1965), p. 5.

LAURENDEAU, André. « Croisade antifasciste? », *L'Action nationale*, Vol. 11, n° 1 (janvier 1938), pp. 41-51.

L'ÉCOLE SOCIALE POPULAIRE. *L'École sociale populaire* (janvier 1929 – octobre 1940).

LEFEBVRE, Jean-Jacques. « Nos disparus – Saluste Lavery », *Revue du Barreau*, Vol. 27, n° 9 (novembre 1967), pp. 646-648.

L.V.S.B. "A Treatise on the One-Humped Camel: in Health and in Disease", *The Geographical Journal*, Vol. 72, n° 2 (août 1928), p. 183.

MAC TAGGART, Ken W. "Largent Fascist Unit is Led from Quebec", *Globe and Mail* (2 décembre 1937), 1 p.

MARTIN, David. "But it is as Yet at an Immature Stage and is Based on Parliamentary Action", *Current History* (novembre 1937), pp. 69-74.

_____. "Interview with Adrien Arcand", *Time Magazine*, n° 138 (octobre-novembre 1937), 15 p.

- MAYNARD, Raymond. "Jewish Tyranny in Canada", *The Cross and the Flag*, Vol. 26, n° 5 (août 1967), p. 4 et p. 22.
- MCCULLOUGH, Stewart. "The Future of the Jew in Canada", *Canadian Forum*, Vol. XIV, n° 163 (avril 1934), pp. 253-256.
- MEDRES, I. "Canadian Jew-Baiting on Exhibition: Congress Puts Literature on Parade", *The Canadian Jewish Chronicle*.
- MILLER, Albert. "Canada's Fifth Column", *The Jewish Standard* (octobre 1940), p. 7 et pp. 84-93.
- NEWMAN, Gershon B. "Arcand Survives", *The Jewish Standard* (15 janvier 1967), p. 4.
- O'BRIEN, A.W. "Sharp Decline of Fascist Movement", *The Montreal Standard* (2 juillet 1938), pp. 1-2.
- PAQUET, Philippe. « Arcand semeur de haine », *Le Devoir* (26 mai 1965), 1 p.
- PAR INTÉRIM. « M. Louis Francoeur et la propagande nazie », *La Nation*, n° 21 (8 juillet 1939), p. 1.
- PELLETIER, Georges. « Enquête préliminaire d'Adrien Arcand », *Le Devoir* (25 juin 1940).
- PRATTE, Gilles. « Arcand accuse la CECM de publier un texte du fondateur du sionisme », *La Presse* (17 mai 1965), 2 p.
- PROULX, Robert. « « Le Juif » », *Le Patriote*, Vol. 1, n° 37 (12 janvier 1934), p. 5.
- QUINN, Herbert F. "The Bogey of Fascism in Quebec", *Dalhousie Review*, Vol. 18 (1938-1939), pp. 301-308.
- R.L. « Heil Arcand ! », *La Presse* (26 avril 1965), 1 p.
- ROBER. « Duplessis et les nazo-fascistes », *L'Autorité* (1^{er} juin 1940).
- ROBERTS, Leslie. "Will the Quebec Turn to the Right?", *The Canadian Magazine* (avril 1938), pp. 7-10.
- ROCHON, Paul. « Adrien Arcand n'a pu donner sa conférence, jeudi soir dernier », *Le Petit journal* (23 mai 1954), p. 23.
- S. "Embryo Fascism in Quebec", *Foreign Affairs* (avril 1938), pp. 454-466.
- SAINT-DENIS, Henri (o.m.i.). "Fascism in Quebec: A False Alarm", *Revue de l'Université d'Ottawa*, Vol. 9 (janvier 1939), 12 p.
- SCHMID, Yankel. "Le Patriote Discovers More Jews: The Ranks of Israel Become Enriched", *The Canadian Jewish Chronicle* (22 novembre 1935), p. 7.
- SHIELD, Roy. "The Poor Old CBC Is Getting Kicked Again", *Toronto Star* (24 janvier 1963).
- STALL, Robert. "Arcand Fails to Light Old Fascist Fire", *The Montreal Star* (15 novembre 1965), p. 18.
- STEVENS, Francis. "Winnipeg Mosaic: Boycott Irks Local German", *Winnipeg Free Press* (16 janvier 1939), 1 p.
- TRUDEL, Pierre. « À l'extrême-droite : Adrien Arcand », *Incidences*, n° 1 (novembre 1962), pp. 12-21.
- VÉZINA, Roger. « Que fait donc Adrien? », *L'Homme libre* (19 novembre 1938).

WALLOT, Jean-Pierre. « M. Arcand et les Juifs », *Le Progrès de Valleyfield* (5 mai 1965), p. 4.

WINTER, Hal. "Arcand Launches New Book", *Montreal Star* (8 septembre 1965), p. 4.

WOLLOCK, Max A. "Commentary", *The Suburban* (25 novembre 1965).

2. SOURCES SECONDAIRES

2.1 INSTRUMENTS DE TRAVAIL

ARCHIVES DE L'UNIVERSITÉ LAVAL. *Répertoire numérique du fonds Georges-Henri Lévesque (P151)*, (page consultée le 24 janvier 2013), [en ligne], adresse URL : http://www.archives.ulaval.ca/fileadmin/documents/Documents/P151_Rep_num_Levesque.pdf

ARCHIVES NATIONALES DU CANADA. *Fonds de la Commission athlétique de Montréal. – 1926 à 1958*, (page consultée le 10 juillet 2011), [en ligne], adresse URL : http://www.archivescanada.ca/english/search/ItemDisplay.asp?sessionKey=999999999_142&l=1&bv=1&v=O&coll=1&itm=164622&rt=1&bill=1

_____. *Freiman Family Fonds*, (page consultée le 17 décembre 2012), [en ligne], adresse URL : http://www.archivescanada.ca/english/search/ItemDisplay.asp?sessionKey=999999999_142&l=1&lv=1&v=O&coll=1&itm=258407&rt=1&bill=1

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC. *Débats reconstitués*, (page consultée le 16 juillet 2008), [en ligne], adresse URL : <http://www.assnat.qc.ca/debats-reconstitues/index.html>

_____. *Dictionnaire des parlementaires du Québec de 1792 à nos jours*, (page consultée le 9 août 2006), [en ligne], adresse URL : <http://www.assnat.qc.ca/fr/membres/notices/index.html>

AUSTRALIAN DICTIONARY OF BIOGRAPHY. *Clarke, Sir George Sydenham [Baron Sydenham] (1848-1933)*, (page consultée le 12 décembre 2010), [en ligne], adresse URL : <http://adbonline.anu.edu.au/biogs/A080014b.htm>

BEHIELS, Michael D. *Archambault, Joseph-Papin*, (page consultée le 16 décembre 2012), [en ligne], adresse URL : <http://www.thecanadianencyclopedia.com/articles/fr/josephpapin-archambault>

BIBLIOTHÈQUE ET ARCHIVES CANADA. *Collections Canada*, (page consultée le 13 décembre 2010), [en ligne], adresse URL : <http://www.collectionscanada.gc.ca/>

COLLÈGE MARIANOPOLIS. *Aimé Geoffrion: avocat*, (page consultée le 9 décembre 2012), [en ligne], adresse URL : <http://faculty.marianopolis.edu/c.belanger/quebechistory/encyclopedia/AimeGeoffrion.htm>

_____. *Article 98 du Code criminel*, (page consultée le 9 août 2006), [en ligne], adresse URL : <http://faculty.marianopolis.edu/c.belanger/quebechistory/docs/Article98duCodecriminel>

_____. *Fernand Dufresne : avocat directeur du Service de la police de Montréal*, (page consultée le 2 janvier 2012), [en ligne], adresse URL : <http://faculty.marianopolis.edu/c.belanger/quebechistory/encyclopedia/FernandDufresne.htm>

_____. *L'abbé Antonio Huot (1877-1929)*, (page consultée le 12 décembre 2010), [en ligne], adresse URL : <http://webcache.googleusercontent.com/search?q=cache:V-95KlwTAIoJ:faculty.marianopolis.edu/c.belanger/quebechistory/encyclopedia/roylitchap12.htm+Abb%C3%A9+Antonio+Huot&cd=7&hl=fr&ct=clnk&gl=ca>

_____. *Le cardinal Raymond-Marie Rouleau (1866-1931)*, (page consultée le 9 décembre 2012), [en ligne], adresse URL : <http://faculty.marianopolis.edu/c.belanger/quebechistory/encyclopedia/rouleau.htm>

_____. *L'Encyclopédie de l'histoire du Québec : Salluste Lavery*, (page consultée le 9 août 2006), [en ligne], adresse URL : <http://www2.marianopolis.edu/quebechistory/encyclopedia/SallusteLavery1.html>

_____. *Programme de Salluste Lavery : élections municipales de Montréal (avril 1934)*, (page consultée le 9 août 2006), [en ligne], adresse URL : <http://www2.marianopolis.edu/quebechistory/encyclopedia/SallusteLaveryprogramme.html>

_____. *Son Éminence Jean-Marie-Rodrigue Villeneuve*, (page consultée le 16 janvier 2013), [en ligne], adresse URL : <http://faculty.marianopolis.edu/c.belanger/quebechistory/encyclopedia/cardinalJeanMarieVilleneuve.htm>

ENCYCLOPAEDIA BRITANNICA. *Plutarco Elias Calles*, (page consultée le 31 décembre 2012), [en ligne], adresse URL : <http://www.britannica.com/EBchecked/topic/89869/Plutarco-Elias-Calles>

FORSEY, Eugene. *Under the Padlock*, (page consultée le 20 août 2007), [en ligne], adresse URL : <http://faculty.marianopolis.edu/c.belanger/quebechistory/docs/PadlockLaw-Quebec.html>

HOPKINS, Castell. "Adrien, A.", *The Canadian Annual Review: 1927-1928*, Toronto, The Canadian Review Company Limited, 1927, p. 423.

_____. "Arcand, Adrien", *The Canadian Annual Review: 1937 and 1938*, Toronto, The Canadian Review Company Limited, 1940, 550 p.

HYATT, A.M.J. *Currie, Sir Arthur William*, (page consultée le 9 décembre 2012), [en ligne], adresse URL : <http://www.thecanadianencyclopedia.com/articles/fr/sir-arthur-william-currie>

IRVING, Abella. « Antisémisme », *Encyclopédie Canada 2000*, Montréal, 2000, pp. 104-105.

KAPLAN, William. "Arcand, Adrian", *Encyclopédie Canada 2000*, Montréal, 2000, 114 p.

_____. *Arcand, Adrien*, (page consultée le 6 mai 2006), [en ligne], adresse URL : <http://www.thecanadianencyclopedia.com/index.ofm?PgNm=TCE&Params=f1ARI#0000267>

L'ENCYCLOPÉDIE CANADIENNE. *Fondation Maurice Pollack/Maurice Pollack Foundation*, (page consultée le 16 janvier 2013), [en ligne], adresse URL : <http://www.thecanadianencyclopedia.com/articles/fr/emc/fondation-mauricepollackmaurice-pollack-foundation>

MCKAY, W.A., WALLACE, W. Stewart. "Arcand, Adrien (1900-1967)", *The Macmillan Dictionary of Canadian Biography*, Toronto, Macmillan of Canada, 1978, p. 20.

MILLMAN, Thomas R. *Lobley, Joseph-Albert*, (page consultée le 9 décembre 2012), [en ligne], adresse URL : http://www.biographi.ca/009004-119.01-e.php?id_nbr=5658

ONTARIO'S ARCHIVAL INFORMATION NETWORK. *Collection PF165 – D'Arcy Argue Counsell Martin Collection*, (page consultée le 24 janvier 2013), [en ligne], adresse URL : <http://arceion.ca/darcy-argue-counsell-martin-collection:rad>

PARLEMENT DU CANADA. *Historique des circonscriptions depuis 1867*, (page consultée le 17 décembre 2012), [en ligne], adresse URL : <http://www.parl.gc.ca/About/Parliament/FederalRidingsHistory/hfer.asp?Include=Y&Language=F&rid=626&Search=Det>

_____. *Fiche parlementaire*, (page consultée le 24 janvier 2013), [en ligne], adresse URL : <http://www.parl.gc.ca/ParlInfo/Files/Parliamentarian.aspx?Item=16ce500b-a94a-497d-a6d8-216f81209b13&Language=F>

_____. *Les Présidents de la Chambre des communes du Canada : l'Honorable Rodolphe Lemieux*, (page consultée le 31 décembre 2012), [en ligne], adresse URL : <http://parl.gc.ca/About/Parliament/Speakers/Hoc/sp-16Lemieux-f.htm>

PERIN, Roberto. *Bégin, Louis-Nazaire*, (page consultée le 16 décembre 2012), [en ligne], adresse URL : http://www.biographi.ca/FR/009004-119.01-f.php?id_nbr=8022

PLOUFFE, Hélène. *GOUR, Émile*, (page consultée le 29 mai 2007), [en ligne], adresse URL : <http://www.thecanadianencyclopedia.com/index.cfm?PgNm=TCE&Params=O1ARTQ0001415>

QUEEN'S ENCYCLOPEDIA. *Beatty, Sir Edward Wentworth (1877-1943)*, page consultée le 9 décembre 2012), [en ligne], adresse URL : <http://www.queensu.ca/encyclopedia/b/beattyedward.html>

QUEEN'S UNIVERSITY ARCHIVES. *Fonds F00939 - H. Carl Goldenberg fonds*, (page consultée le 18 décembre 2012), [en ligne], adresse URL : <http://db1.archives.queensu.ca/ica-atom/index.php/h-carl-goldenberg-fonds:rad>

SAVARD, Pierre. *Tardivel, Jules-Paul*, (page consultée le 16 décembre 2012), [en ligne], adresse URL : <http://www.biographi.ca/009004-119.01-f.php?BioId=41218>

STEWART WALLACE, W. "Arcand, Adrien (1900-1967)", *The Macmillan Dictionary of Canadian Biography*, Toronto, Macmillan of Canada, 1978, p. 20.

_____. "Native Sons of Canada", *The Encyclopedia of Canada*, Toronto, University Associates of Canada, 1948, p. 384.

TEXAS STATE HISTORICAL ASSOCIATION. *Dies, Martin*, (page consultée le 23 décembre 2012), [en ligne], adresse URL : <http://www.tshaonline.org/handbook/online/articles/fdi13>

THE CANADIAN JEWISH HERITAGE NETWORK. *GORDON, Nathan*, (page consultée le 9 décembre 2012), [en ligne], adresse URL : <http://www.cjhn.ca/permalink/180>

_____. *Hayes, Saul and Beatrice*, (page consultée le 24 janvier 2013), [en ligne], adresse URL : <http://www.cjhn.ca/permalink/189>

WEISBORD, Merrily. *Fred Rose*, (page consultée le 20 décembre 2012), [en ligne], adresse URL : <http://www.thecanadianencyclopedia.com/articles/fr/fred-rose>

2.2 MONOGRAPHIES

[s.a.]. « Adrien Arcand n'a pas abandonné ses combats », in *Almanach Éclair*, Montréal, Éditions Éclair limitée, juillet 1956 – juillet 1957, pp. 165-169.

ABELLA, Irving, TROPER, Harold. *None is too many*, Toronto, Lester & Orpen Dennys, 1982, 336 p.

AMYOT, Éric. *Le Québec entre Pétain et De Gaulle*, Montréal, Fides, 1999, 359 p.

ANCTIL, Pierre. *Le Devoir, les Juifs et l'immigration : de Bourassa à Laurendeau*, Saint-Laurent, Institut québécois de recherche sur la culture, 1988, pp. 50-143.

_____. *Saint-Laurent, la Main de Montréal*, Sillery, Septentrion, 2002, 112 p.

ANCTIL, Pierre, BOUCSHARD, Gérard, ROBINSON, Ira. *Juifs et Canadiens français dans la société québécoise*, Sillery, Septentrion, 2000, 197 p.

ARCHIBALD, Clinton. *Un Québec corporatiste? : corporatisme et néo-corporatisme : du passage d'une idéologie corporatiste sociale à une idéologie corporatiste politique : le Québec de 1930 à nos jours*, Saint-Laurent, Éditions Asticou, 1983, 429 p.

BARRETT, Stanley R. *Is God a Racist? The Right Wing in Canada*, Toronto/Buffalo/Londres, University of Toronto Press, 1987, 377 p.

BEAUCHAMP, Hélène, DAVID, Gilbert (dir.). *Théâtres québécois et canadiens-français au XXe siècle*, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, 2003, 436 p.

BENEWICK, Robert. *The Fascist Movement in Britain*, Londres, The Penguin Press, 1972, 339 p.

BERGERON, Caroline, BERNARD, Yves. *Trop loin de Berlin : des prisonniers allemands au Canada (1939-1946)*, Montréal, Septentrion, 358 p.

BERNIER, Serge, MACFARLANE, John (dir.). *Canada, 1900-1950 : un pays prend sa place*, Outremont, Organisation pour l'histoire du Canada, 2002, 253 p.

BERTON, Pierre. *The Great Depression, 1929-1939*, Toronto, McClelland and Stewart Inc., 1990, 555 p.

BETCHERMAN, Lita-Rose. *Ernest Lapointe: Mackenzie King's Great Quebec Lieutenant*, Toronto, University of Toronto Press, 2002, 426 p.

_____. *The Swastika and the Maple Leaf. Fascist Movements in Canada in the Thirties*, Toronto, Fitzhenry & Whiteside, 1978, 167 p.

BIENVENUE, Louise. *Quand la jeunesse entre en scène : l'Action catholique avant la Révolution tranquille*, Montréal, Boréal, 2003, 291 p.

BLACK, Conrad. *Duplessis*, Toronto, McClelland and Stewart, 1977, 743 p.

BOILY, Frédéric. *La pensée nationaliste de Lionel Groulx*, Sillery, Septentrion, 2003, 229 p.

BOUCHARD, Gérard. *Les deux chanoines : contradiction et ambivalence dans la pensée de Lionel Groulx*, Montréal, Boréal, 2002, 313 p.

BOURDON, Joseph. *Montréal-Matin : son histoire, ses histoires*, Ottawa, La Presse, 1978, 282 p.

CARDIN, Jean-François, COUTURE, Claude. *Histoire du Canada : espace et différences*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1996, 397 p.

CARLSEN, Jorn, LACROIX, Jean-Michel (dir.). *Canadian Society and Culture in Times of Economic Depression*, Ottawa, Association for Canadian Studies, 1987, 254 p.

CHARLAND, Jean-Pierre. *L'été de 1939 avant l'orage*, Montréal, Hurtubise HMH Ltée., 2006, 492 p.

CHIRON, Yves. *Pie XI*, Paris, Perrin, 2004, 418 p.

COOK, Ramsey, RICKER, John, SAYWELL, John. *Le Canada : étude moderne*, Toronto, Clarke, Irwin & Company Limited, 1981, 309 p.

CORBO, Claude, LAMONDE, Yvan. *Le rouge et le bleu : une anthologie de la pensée politique au Québec de la Conquête à la Révolution tranquille*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1999, pp. 381-445.

CORCOS, Arlette. *Montréal, les Juifs et l'école*, Sillery, Septentrion, 1997, 305 p.

CÔTÉ, Jean. *Adrien Arcand : une grande figure de notre temps*, Montréal, Pan-Am, 1994, 228 p.

_____. *Paul Bouchard : flamboyante figure de notre époque*, Montréal, Québecor, 1998, 240 p.

COUTURIER, Jean-Paul. *Un passé composé : le Canada de 1850 à nos jours*, Moncton, Éditions d'Acadie, 1996, 418 p.

DALLEY, Jan. *Un fascisme anglais : 1932 à 1940, l'aventure politique de Diana et Oswald Mosley*, Paris, Autrement, 2001, 391 p.

DAVIES, Alan T. *Antisemitism in Canada: History and Interpretation*, Ottawa, Wilfrid Laurier University Press, 1992, 313 p.

DELISLE, Esther. *Essais sur l'imprégnation fasciste au Québec*, Québec, Varia, 2002, 258 p.

DÉSY, Caroline. *Si loin, si proche : la Guerre civile espagnole et le Québec des années trente*, Saint-Nicolas, [s.n.], 2003, 177 p.

DICKINSON, John A., YOUNG, Brian. *Brève histoire socioéconomique du Québec*, Québec, Septentrion, 1992, 379 p.

DICKINSON, John A. et al. *Les chemins de la migration en Belgique et au Québec : XVII^e-XX^e siècles*, Beauport, MNH, 1995, 287 p.

DION, Léon. *Nationalisme et politique au Québec*, Montréal, Hurtubise HMH, 1975, 177 p.

DIONNE, René (dir.). *Le Québécois et sa littérature*, Sherbrooke, Naaman, 1984, 462 p.

DUFOUR, Andrée. *Histoire de l'éducation au Québec*, Québec, Boréal Express, 1997, 119 p.

DUPONT, Antonin. *Taschereau*, Montréal, Guérin, 1997, 366 p.

DUROCHER, René. « Le Fasciste canadien, 1935-1938 », in DUMONT, Fernand, HAMELIN, Jean, MONTMINY, Jean-Paul. *Idéologies au Canada français : 1930-1939*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1978, 361 p.

DUROCHER, René, LINTEAU, Paul-André, ROBERT, Jean-Claude. *Histoire du Québec contemporain*, Saint-Laurent, Boréal, 1989, 2 vol.

FELTEAU, Cyrille. *Histoire de La Presse : le plus grand quotidien français d'Amérique, 1916-1984*, Montréal, La Presse, 1983-1984, Volume 2, 283 p.

FIELD, Geoffrey G. "Anti-Semitism with the Boots Off", in Herbert A. Strauss. *Hostages of Modernization: Studies on Modern Anti-Semitism 1870-1933/39 Germany-Great Britain-France*, Berlin, Walter de Gruyter, 1992, pp. 294-326.

FOURNIER, Marcel. *Communisme et anticommunisme au Québec 1920-1950*, Montréal, Éditions coopératives Albert Saint-Martin, 1979, 167 p.

FRENETTE, Yves. *Brève histoire des Canadiens français*, Québec, Boréal, 1998, 197 p.

- GABOURY, Jean-Pierre. *Le nationalisme de Lionel Groulx : aspects idéologiques*, Ottawa, Université d'Ottawa, 1970, 226 p.
- GAGNÉ, Gilles, WARREN, Jean-Philippe. *Sociologie et valeurs*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 2003, 393 p.
- GAGNON, Alain, SARRA-BOURNET, Michel. *Duplessis : entre la grande noirceur et la société libérale*, Montréal, Éditions Québec-Amérique, 1997, 396 p.
- GÉLINAS, Xavier. *La droite intellectuelle québécoise et la Révolution tranquille*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2007, 486 p.
- GINGRAS, Pierre-Philippe. *Le Devoir*, Montréal, Libre Expression, 1985, pp. 100-118.
- GOLDSCHLÄGER, Alain. « Le Juif d'Adrien Arcand », in Nadia Khouri (dir.). *Discours et mythes de l'ethnicité*, Montréal, Association canadienne-française pour l'avancement des sciences, 1992, pp. 185-196.
- GOUGEON, Gilles. *Histoire du nationalisme québécois : entrevues avec sept spécialistes*, Montréal, VLB éditeur, 1993, pp. 87-127.
- GRAVELINE, Pierre. *Une histoire de l'éducation et du syndicalisme enseignant au Québec*, Montréal, Typo Essai, 2003, 196 p.
- HAMELIN, Jean (dir.). *Histoire du Québec*, Saint-Hyacinthe, Édisem inc., 1976, 538 p.
- HARDY, Alfred. *Patronage et patroneux : un témoignage inédit de l'ancien directeur général des achats du Québec*, Montréal, Éditions de l'Homme, 1979, 149 p.
- HÉBERT, Casimir. *L'Honorable P.E. Blondin: sénateur, ancien ministre et commandeur de la Légion d'honneur: essai biographique*, [S.L.], [s.n.], 1946, 35 p.
- HERBERT, William. *A History of Canadian Literature*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 2003, 464 p.
- HUGHES, Everett Cherrington. *French Canada in Transition*, Chicago, The University of Chicago Press, 1943, 227 p.
- HUOT, Giselle, LALONDE-RÉMILLARD, Juliette, TRÉPANIÉ, Pierre. *Correspondance, 1894-1967*, Montréal, Fides, 1989, 3 v.
- IACOVETTA, Franca, PERIN, Roberto, PRINCIPE, Angelo (dir.). *Enemies Within: Italian and Other Internees in Canada and Abroad*, Toronto, University of Toronto Press, 2000, 429 p.
- KEALEY, Gregory Sean, WHITAKER, Reginald. *R.C.M.P. Security Bulletins*, Saint-John's, Committee on Canadian Labour History, 1989-1997, 7 volumes.
- KERSHAW, Ian. *Hitler*, Paris, Flammarion, 1999-2000, 2 vol.
 _____. *Qu'est-ce que le nazisme?*, Paris, Gallimard, pp. 28-94.
- KESTERTON, W.H. *A history of Journalism in Canada*, Toronto, Macmillan of Canada Limited, 1979, pp. 195-203.
- KING, Joe. *Les Juifs de Montréal : trois siècles de parcours exceptionnel*, Outremont, Carte blanche, 2002, 304 p.

- KNOPP, Guido. *Hitler*, Paris, J. Grancher, 1998, 282 p.
- LACOURSIÈRE, Jacques, PROVENCHER, Jean, VAUGEOIS, Denis. *Canada/Québec (1534-2000)*, Québec, Septentrion, 2000, 591 p.
- LAGRAVE, Jean-Paul de. *Histoire de l'information au Québec*, Montréal, La Presse Limitée, 1980, pp. 162-191.
- LAHAISE, Robert. *La fin d'un Québec traditionnel, 1914-1939*, Montréal, L'Hexagone, 1994, 235 p.
- _____. *Le Devoir : reflet du Québec au 20^e siècle*, La Salle, Hurtubise HMH Limitée, 1994, 504 p.
- LALIBERTÉ, G.-Raymond. *Une société secrète : l'Ordre de Jacques-Cartier*, Montréal, Hurtubise HMH, 1983, 395 p.
- LALONDE, Jean-Louis. *Des loups dans la bergerie*, Montréal, Fides, 2002, 448 p.
- LANCTÔT, Alain. *Felquiste sans mon consentement ou La loi du silence*, Saint-Laurent, Les Intouchables, 1996, 157 p.
- LA ROQUE, Hertel. *Camillien Houde : le p'tit gars de Sainte-Marie*, Montréal, Éditions de l'Homme, 1961, 159 p.
- LA TERREUR, Marc. *Les tribulations des conservateurs au Québec : de Bennett à Diefenbaker*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1973, 265 p.
- LEBZELTER, Gisela C. "Henry Hamilton Beamish and the Britons: Champions of Anti-Semitism", in Kenneth Lunn, Richard C. Thurlow. *British Fascism*, Londres, Croom Helm Limited, 1980, pp. 41-57.
- LESTER, Normand. *Le livre noir du Canada anglais*, Montréal, Les Intouchables, 2001, 302 p.
- LÉTOURNEAU, Jocelyn. *Le Québec, les Québécois : un parcours historique*, Québec, Fides, 2004, p. 60.
- LÉVESQUE, Andrée. *Virage à gauche interdit : les communistes, les socialistes et leurs ennemis au Québec : 1929-1939*, Montréal, Boréal Express, 1984, 186 p.
- LÉVESQUE, Robert, MIGNER, Robert. *Camillien et les années vingt suivi de Camillien au goulag*, Montréal, Éditions des Brûlés, 1978, 123 p.
- LEVITT, Cyril H., SHAFFIR, William. *The Riot at Christie Pits*, Toronto, Lester & Orpen Dennys, 1987, 305 p.
- MACFARLANE, John. *Ernest Lapointe and Quebec's Influence on Canadian Foreign Policy*, Toronto, University of Toronto Press, 1999, 270 p.
- MAILHOT, Laurent. *La littérature québécoise depuis ses origines*, Montréal, Typo Essai, 2003, 451 p.
- MARTEL, Marcel. *Le Canada français : récit de sa formulation et de son éclatement, 1850-1967*, Ottawa, La Société historique du Canada, 1998, 35 p.
- MCINNIS, Edgar. *Canada: a Political & Social History*, Toronto, Holt, Rinehart and Winston of Canada, 1982, 775 p.
- MEUNE, Manuel. *Les Allemands du Québec*, Montréal, du Méridien, 2003, 322 p.

- NADEAU, Jean-François. *Adrien Arcand : Führer canadien*, Montréal, Lux, 2010, 404 p.
- NEATBY, H. Blair. *La grande dépression des années 30*, Montréal, La Presse, 1975, 202 p.
- NELLES, H.V. *Une brève histoire du Canada*, Québec, Fides, 2005, 330 p.
- OUIMET, Raymond. *L'affaire Tissot : campagne antisémite en Outaouais*, Montpellier, Écrits des Hautes-Terres, 2006, 155 p.
- PERIN, Roberto. "Making Good Fascists and Good Canadians : Consular Propaganda and the Italian Community in Montreal in the 1930s", in GOLD, Gerald L. *Minorities and Mother Country Imagery*, Saint-John's, Memorial University of Newfoundland, 1984, pp. 136-158.
- PHILLIPS, David. *Arcand ou... la vérité retrouvée*, Saint-Léonard, Éditions Béluga, 2002, 716 p.
- PIERRARD, Pierre. *Juifs et catholiques français : d'Édouard Drumont à Jacob Kaplan (1886-1994)*, Paris, Cerf, 1997, 456 p.
- PONT-HUMBERT, Catherine. *Une Histoire du Québec par sa littérature : 1914-1939*, Montréal, Guérin, 1998, 767 p.
- PRINCIPE, Angelo. *The Darkest Side of the Fascist Years: the Italian-Canadian Press: 1920-1942*, Toronto, Guernica, 1999, 272 p.
- REICHEL, Peter. *La fascination du nazisme*, Paris, O. Jacob, 1993, pp. 168-248.
- RENAUD, Charles. *L'imprévisible Monsieur Houde*, Montréal, Éditions de l'Homme, 1964, 140 p.
- REPKA, Kathleen M., REPKA, William. *Dangerous Patriots: Canada's Unknown Prisoners of War*, Vancouver, New Star Books, 1982, 249 p.
- ROBILLARD, Denise. *L'Ordre de Jacques Cartier 1926-1965: une société secrète pour les Canadiens français catholiques*, Montréal, Fides, 2009, 541 p.
- ROBIN, Martin. *Le spectre de la droite*, Montréal, Balzac-Le Griot éditeur, 1998, 304 p.
- ROME, David. *Canadian Jewish Archives on the Jewish School Question in Montreal 1903-1931*, Montréal, Canadian Jewish Congress, 1975, 136 p.
- _____. *Clouds in the thirties: On Anti-Semitism in Canada 1929-1939, a Chapter on Canadian Jewish History*, Montréal, Canadian Jewish Congress, 1977-1980, Vol. 1 à 5, Vol. 7, pp. 1-103 et Vol. 10, pp. 388-504.
- _____. *On Sunday Observance, 1906*, Montréal, Canadian Jewish Congress, 1979, 120 p.
- ROUILLARD, Jacques. *Le Syndicalisme québécois*, Montréal, Boréal, 2004, 335 p.
- ROY, Fernande. *Histoire des idéologies au Québec aux XIXe et XXe siècles*, Montréal, Boréal Express, 1993, 127 p.
- RUMILLY, Robert. *Henri Bourassa : la vie publique d'un grand Canadien*, Montréal, Éditions de l'Homme, 1953, 778 p.
- _____. *Histoire de la province de Québec*, Ottawa, Fides, 1959-1969, 8 volumes.
- _____. *Pages d'histoire politique*, Montréal, Ligue de l'autonomie des provinces.

- SABOURIN, Hélène. *Éducation et culture au XIXe siècle*, Montréal, Leméac, 2003, 230 p.
- SAFARIAN, A.E. *The Canadian Economy in the Great Depression*, Toronto, McClelland and Stewart Limited, 1970, 261 p.
- SALVATORE, Filippo. *Le Fascisme et les Italiens à Montréal*, Montréal, Guernica, 1995, 302 p.
- SARRA-BOURNET, Michel (dir.). *Les nationalismes au Québec du XIXe au XXIe siècle*, Saint-Nicolas, Presses de l'Université Laval, 2001, 364 p.
- SEAGER, Allen, THOMPSON, John Heed. *Canada: 1922-1939*, Toronto, McClelland and Stewart, 1985, 438 p.
- SHER, Julian. *White Hoods: Canada's Ku Klux Klan*, Vancouver, New Star Books, 1983, 229 p.
- TAGUIEFF, Pierre-André. *La judéophobie des Modernes: des Lumières au Jihad mondial*, Paris, Odile Jacob, 2008, 689 p.
- TELLIER, Luc-Normand. *Le Québec, État nordique*, Montréal, Quinze, 1977, 229 p.
- THÉORÉT, Hughes. *Le docteur Lalanne : le faiseur d'anges à la croix gammée*, Québec, Éditions GID, 2011, 183 p.
- _____. *Les chemises bleues : Adrien Arcand, journaliste antisémite canadien-français*, Québec, Septentrion, 2012, 410 p.
- TROFIMENKOFF, Susan Mann. *Visions nationales : une histoire du Québec*, Toronto, Éditions du Trécaré, 1986, pp. 315-357.
- VIDAL-NAQUET, Pierre. *Les assassins de la mémoire*, Paris, La Découverte, 1987, pp. 108-133.
- VIGOD, Bernard. *Taschereau*, Sillery, Septentrion, 1996, 392 p.
- VOISINE, Nive (dir.). *Histoire de l'Église catholique au Québec (1608-1970)*, Montréal, Fides, 1971, pp. 55-72.
- _____. *Histoire du catholicisme québécois*, Montréal, Boréal Express, 1984, Tome 1 : 1898-1940, pp. 359-451.
- WADE, Mason. *Les Canadiens français de 1760 à nos jours, Tome II (1911-1963)*, Ottawa, Le Cercle du Livre de France, 1963, 579 p.
- WAGNER, Jonathan F. *Brothers Beyond the Sea*, Waterloo (Ontario), Wilfrid Laurier University Press, 1981, 163 p.
- WARREN, Jean-Philippe. *L'engagement sociologique*, Montréal, Boréal, 2003, 444 p.
- WINOCK, Michel. *Édouard Drumont et Cie : antisémitisme et fascisme en France*, Paris, Seuil, 1982, 218 p.

2.3 ARTICLES DE JOURNAUX (1969-2008)

[s.a.]. « Adrien Arcand, critique musical », *La Presse* (22 février 1992), p. E7.

- [s.a.]. "Death of a Nazi", *The Jewish Standard* (15 décembre 1994), 1 p.
- [s.a.]. « Des chiffres gonflés ? », *La Presse*, (25 novembre 1996), p. B3.
- [s.a.]. « « La CECM viole l'esprit de la Constitution chrétienne » », *Le Journal de Montréal* (8 septembre 1969), 1 p.
- [s.a.]. « L'affaire Tissot : fascisme et antisémitisme en vrac », *Le Droit*, (28 octobre 2006), p. 19.
- [s.a.]. « Perspectives », *Le Devoir*, (24 juin 2006).
- [s.a.]. "Western Guard Leader Shows Up for Jail Term", *The Gazette* (4 avril 1981).
- [s.a.]. « Zundel vante Arcand », *La Presse*, (23 février 1985).
- BÉLANGER, Mathieu. « Les fascistes ressuscités », *Le Droit*, (12 juin 2006), p. 5.
- HARDY, J.C.P. « Un Parti social-chrétien pour le Québec et... le Canada », *Défi* (12 mai 1972), p. 20.
- LAMEY, Mary. "Island Retreat has Dark Past: Recently Purchased Property was Once Owned by Fascist Doctor", *Montreal Gazette* (12 novembre 1999), p. C3.
- LAVERTU, Yves. « Céline et les Chemises brunes de Montréal », *La Presse*, (30 juillet 2006), p. 4.
- LORTIE, Marie-Claude. « Es-tu le frère de... », *La Presse* (9 mars 1996), p. A1.
- LUNGEN, Paul. "Action by Civil Liberties Lobby Sparks Protest", *The Canadian Jewish News* (23 février 1989), p. 5.
- _____. "CHRC Seeks Taylor's Location", *Canadian Jewish News* (24 août 1991), 1 p.
- _____. "Taylor Gets Court Documents", *Canadian Jewish News* (5 septembre 1991), 1 p.
- _____. "Taylor Sentence Unclear", *Canadian Jewish News* (29 août 1991), 1 p.
- MARSOLAIS, Claude-V. « Normand Lester : des conservateurs finançaient Adrien Arcand », *La Presse*, (18 novembre 2001), p. B5.
- MARTEL, Réginald. « Une histoire peu glorieuse », *La Presse*, (4 février 2007), p. 10.
- MASER, Peter. "Racist's Freedom of Speech: Challenge Will Be Major Charter Test", *The Gazette* (9 novembre 1983), 1 p.
- MORAND, Normand. « Une conférence sur l'histoire de l'île Lalanne située à Sainte-Barbe », *Le Soleil de Valleyfield* (12 février 2005), 1 p.
- NADEAU, Jean-François. « L'araignée gorgée de sang », *Le Devoir*, (20 janvier 2007), p. F1.
- NADLER, Allan. "Black Hat like me", *The Montreal Gazette* (12 août 2008).
- NATIONALISTE. « Adrien Arcand voyait clair », *Défi* (12 mai 1972), p. 20.
- PETROWSKI, Nathalie. « L'ogre de Lanoraie », *La Presse*, (8 novembre 1996), p. A5.
- PRATTE, André. « Victime d'une ignorance coupable... », *La Presse*, (9 novembre 1996), p. B1.

PROULX, Daniel. « Le « führer » canadien : Adrien Arcand, le chantre du fascisme fleurdelisé », *La Presse*, (5 septembre 1993), p. A8.

ROUILLARD, Jacques. « Le Québec était-il fasciste en 1942 ? », *Le Devoir* (13 novembre 1996), p. A7.

THÉRIAULT, Carl. « Il y a 60 ans la Bataille du Saint-Laurent », *Le Soleil* (31 décembre 2005), p. A16.

VENNAT, Pierre. « En 1928, Montréal a connu la Semaine du livre », *La Presse* (2 novembre 1997), p. B9.

WOOD, Nancy. "Denial of Holocaust Growing, Group Told", *The Gazette* (5 juin 1985), p. A6.

2.4 ARTICLES DE REVUES SCIENTIFIQUES

[s.a.]. « Éditorial », *Revue d'histoire de la Shoah*, n° 192 (janvier/juin 2010), pp. 1-26.

[s.a.]. « Nos gloires nationales d'après *Le Goglu* d'Adrien Arcand », *Revue du centre d'étude du Québec*, Vol. 3, n° 9 (mai 1969), pp. 25-69.

ANCTIL, Pierre. « Vers une relecture de l'héritage littéraire yiddish montréalais », *Études françaises*, Vol. 37, n° 3 (2001), pp. 9-27.

ASSOULINE, Pierre. « Henry Coston : itinéraire d'un antisémite », *L'Histoire*, n° 148 (octobre 1991), pp. 56-58.

BARRETT, Stanley R. "Fascism in Canada", *Contemporary Crises*, n° 8 (1994), pp. 345-377.

BERCUSON, David, BLISS, Michael, BROAD, Graham et al. "Canada's Hall of Infamy", *The Beaver*, Vol. 87, n° 4 (août-septembre 2007), pp. 31-37.

BLAIR, Fraser. "Labor and the Church in Quebec", *Foreign Affairs*, Vol. 28, n° 2 (janvier 1950), pp. 247-254.

BONVILLE, Jean de, ROY, Fernande. « La recherche sur l'histoire de la presse quotidienne. Bilan et perspectives », *Recherches sociographiques*, Vol. 41, n° 1 (2000), pp. 15-51.

BRUNET, Jean-Paul. « Un fascisme français : le Parti populaire français de Doriot (1936-1939) », *Revue française de science politique*, Vol. 33, n° 2 (avril 1983), pp. 255-280.

BURRIN, Philippe. « Politique et société : les structures du pouvoir dans l'Italie fasciste et l'Allemagne nazie », *Annales Économie, Sociétés, Civilisations*, n° 43 (janvier-mars 1988), pp. 615-637.

CANUEL, Alain. « Les avatars de la radio publique d'expression française au Canada 1932-1939 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, Vol. 51, n° 3 (hiver 1998), pp. 327-356.

CAYA, Marcel. « Chronique d'archives », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, Vol. 29, n° 2 (1975), pp. 310-313.

COMEAU, Robert. « Lionel Groulx, les indépendantistes de *La Nation* et le séparatisme (1936-1938) », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, Vol. 26, n° 1 (juin 1972), pp. 83-102.

COURTOIS, Charles-Philippe. « *La droite intellectuelle québécoise et la Révolution tranquille*, Xavier Gélinas. Québec, Presses de l'Université Laval, collection Cultures québécoises, 2007, 486 p. 45 \$ », *The Canadian Historical Review*, Vol. 89, n° 3 (septembre 2008), pp. 451-454.

DANSEREAU, Bernard. « Censure à Concordia », *SCCUQ@*, n° 19 (décembre 2002), pp. 3-4.

- FRENETTE, Yves. « Les éditoriaux de *La Presse*, 1934-1936 : une défense de la démocratie libérale », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, Vol. 33, n° 3 (décembre 1979), pp. 451-462.
- GENDRESI, Giovanni. « Le système scolaire de l'État corporatif : « La Charte de l'école » », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, n° 30 (juillet-septembre 1983), pp. 408-419.
- GENEST, Jean-Guy. « La radio, la presse quotidienne et les élections provinciales de 1939 », *Protée*, Vol. 1, n° 3 (décembre 1971), pp. 41-47.
- _____. « Le corporatisme au Québec », *Saguenayensia*, Vol. 30, n° 3 (juillet-septembre 1988), pp. 14-18.
- GODBOUT, Jacques, OUELLETTE, Fernand, PRÉFONTAINE, Yves et al. « Les jours se suivent... », *Liberté*, Vol. 7, n° 3 (39) (1965), pp. 315-328.
- HAMELIN, Louis-Edmond. « Paul Bouchard (1908-1997). Sa contribution à la géographie », *Cahiers de géographie du Québec*, Vol. 41, no. 113 (1997), pp. 209-219.
- HARVEY, Fernand. « La presse périodique à Québec de 1764 à 1940 : vue d'ensemble d'un processus culturel », *Les cahiers des dix*, n° 58 (2004), pp. 213-250.
- HORN, Michiel. « Students and Academic Freedom in Canada », *Revue d'histoire de l'éducation*, Vol. 11, n° 1 (1999), pp. 1-32.
- HORRALL, Andrew. « R.B. Bennett, la poste et l'affaire Goglu », *Cap-aux-Diamants*, n° 56 (hiver 1999), p. 53.
- JONES, Richard A. « Le Führer canadien », *Horizon Canada*, Vol. 5, n° 60, pp. 1430-1435.
- KATTAN, Naïm. « Juifs et Canadiens français », *Études françaises*, Vol. 37, n° 3 (2001), pp. 101-109.
- KLEE, Marcus. « "Hands-Off Labour Forum": The Making and Unmaking of National Working-Class Radio Broadcasting in Canada, 1935-1944 », *Labour/Le Travail*, Vol. 35 (printemps 1995), p. 112.
- LACASSE, Germain. « La naissance d'une passion : les Québécois et le septième art », *Cap-aux-Diamants : la revue d'histoire du Québec*, n° 38 (1994), pp. 18-22.
- _____. « Vestiges narratifs. Les Premiers Temps du scénario québécois », *Études littéraires*, Vol. 26, n° 2 (1993), pp. 57-65.
- LALIBERTÉ, G.-Raymond. « Dix-huit ans de corporatisme militant. L'École sociale populaire de Montréal, 1933-1950 », *Recherches sociographiques*, Vol. 21, n° 1-2 (janvier-août 1980), pp. 55-96.
- LAMONDE, Yvan. « Les Jeune-Canada ou les « Jeunes-Laurentie »?: la recherche d'un nationalisme (1932-1938) », *Les cahiers des dix*, n° 63 (2009), pp. 175-215.
- LAURENCE, Gérard. « Ouvrage recensé : Joseph BOURDON. « Montréal-Matin, son histoire, ses histoires » », *Recherches sociographiques*, Vol. 21, n° 3 (1980), pp. 385-387.
- LAVOIE, Elzéar. « L'évolution de la radio au Canada français avant 1940 », *Recherches sociographiques*, Vol. 12, n° 1 (janvier 1971), pp. 17-49.
- LE BEAU, Hélène. « « D'un voyage à l'autre » », *Études littéraires*, Vol. 18, n° 2 (1985), pp. 419-432.
- LE VIEUX GUSTAVE. « Père d'Adrien Arcand, le Führer du Canada : Narcisse Arcand, charpentier-menuisier », *Le monde ouvrier* (mai-juin 2010), 1 p.

L'HÉRAULT, Pierre, PELLETIER, Jacques. « L'écrivain est un cynobite, entrevue avec Jacques Ferron », *Voix et images*, Vol. 8, n° 3 (1983), pp. 397-405.

MARQUIS, Dominique. « Un nouveau combat pour l'Église : la presse catholique d'information (1907-1940) », *Études d'histoire religieuse*, Vol. 68 (2002), pp. 73-88.

MASSICOTTE, Guy. « Les éditorialistes canadiens-français et les origines de la Seconde Guerre mondiale », *Recherches sociographiques*, Vol. 17, n° 2 (mai-août 1976), pp. 139-165.

MESLI, Samy. « Historique du consulat général de France », *Cap-aux-Diamants : la revue d'histoire du Québec*, n° 99 (2002), pp. 65-72.

MILZA, Pierre. « Le fascisme italien à Paris », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, n° 30 (juillet-septembre 1983), pp. 420-452.

NEPVEU, Pierre. « Désordre et vacuité : figures de la judéité québécoise-française », *Études françaises*, Vol. 37, n° 3 (2001), pp. 69-84.

PAXTON, Robert O. « La spécificité de la persécution des Juifs en France en 1942 », *Annales ESC*, n° 3 (mai-juin 1993), pp. 605-619.

_____. « The Five Stages of Fascism », *The Journal of Modern History*, Vol. 70, n° 1 (mars 1998), pp. 1-23.

PHILLIPS, Lester H. « Canada's Internal Security », *The Canadian Journal of Economics and Political Science*, Vol. 12, n° 1 (février 1946), pp. 18-29.

POMEYROLS, Catherine. « Le Devoir et la guerre d'Espagne : les usages de la référence française », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, Vol. 58, n° 3 (hiver 2005), pp. 347-387.

ROBERT, Lucie. « Jeanne Maubourg (1875-1953) : l'apprentissage de la modernité théâtrale », *Jeu : revue de théâtre*, n° 124 (3) (2007), pp. 173-182.

ROBERTSON, Susan Mann. « Variations on a Nationalist Theme: Henri Bourassa and Abbé Groulx in the 1920's », *Historical Papers*, Vol. 5, n° 1 (1970), pp. 109-119.

ROBIDOUX, Réjean. « 1- « ... toute cette fricassée... des essais de ma vie... » : Souvenances de Georges-Henri Lévesque », *Lettres québécoises : la revue de l'actualité littéraire*, n° 33 (1984), pp. 74-76.

ROUILLARD, Jacques. « Haro sur le fascisme : la fondation de la Fédération provinciale du travail du Québec, 1938 », *Canadian Historical Review*, Vol. 71, n° 3 (1990), pp. 346-374.

_____. « KEALEY, Gregory S. et Reg Whitaker, dir., *R.C.M.P. Security Bulletins. The Depression Years, V: 1938-1939* (St. John's, Canadian Committee on Labour History, 1997), 508 p. », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, Vol. 52, n° 1 (été 1998).

ROUSSO, Henry. « Une justice impossible. L'épuration et la politique anti-juive de Vichy », *Annales ESC*, Vol. 48, n° 3 (mai-juin 1993), pp. 745-770.

ROY, Alain. « Guerre et paix : Lucien Borne, l'homme de la situation », *Cap-aux-Diamants : la revue d'histoire du Québec* (2005), pp. 59-63.

RUMILLY, Robert. « L'affaire des écoles juives (1928-1931) », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, Vol. X, n° 2 (septembre 1956), pp. 222-244.

SAINT-PIERRE, Céline. « Idéologie et pratiques syndicales au Québec dans les années '30 : la loi de l'extension juridique de la convention collective de travail », *Sociologie et sociétés*, Vol. VII, n^o. 2 (novembre 1975), pp. 5-32.

STEINERT, Marlis G. « Fascisme et national-socialisme : cas singuliers, cas spécifiques, phénomène générique? », *L'Historien et les relations internationales, recueil d'études en hommage à J. Freymond*, Genève, I.U.H.E.L., 1981, pp. 167-179.

TASCHEREAU, Sylvie. « Échapper à Shylock : la *Hebrew Free Loan Association of Montreal* entre antisémitisme et intégration, 1911-1913 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, Vol. 59, no. 4 (2006), pp. 451-480.

THALMANN, Rita. « La traque des Juifs dans le contexte de la « mise au pas » de la France », *Annales ESC*, n^o. 3 (mai-juin 1993), pp. 595-604.

THÉORÉT, Hughes. « L'île du Dr Lalanne : une page oubliée de l'histoire du nazisme », *Au fil du temps*, Vol. 7, n^o. 1 (mars 1998), pp. 3-9.

THOMAS, Robert H. « La tentative allemande d'acheter l'île d'Anticosti en 1937 », *Revue militaire canadienne* (printemps 2001), pp. 47-52.

TRÉPANIÉ, Pierre. « La religion dans la pensée d'Adrien Arcand », *Les cahiers des dix*, n^o. 46 (1991), pp. 207-247.

_____. « Le maurrassisme au Canada français », *Les cahiers des dix*, n^o. 53 (1999), pp. 167-233.

_____. « Les droites au Canada français (1770-1970) », *Les cahiers des dix*, n^o. 48 (1993), pp. 119-164.

_____. « Quel corporatisme ? (1820-1965) », *Les cahiers des dix*, n^o. 49 (1994), pp. 159-212.

VAÏS, Michel. « Bloc-notes », *Jeu : revue de théâtre*, n^o. 111 (2) (2004), pp. 189-193.

WARREN, Jean-Philippe. « Le corporatisme canadien-français comme « système total ». Quatre concepts pour comprendre la popularité d'une doctrine », *Recherches sociographiques*, Vol. 45, n^o. 2 (2004), pp. 219-238.

2.5 DOCUMENTS OFFICIELS

ARMSTRONG, Elizabeth H., LEFEBVRE, Florent, OGLESBY, R.G. *Recueil de textes : la presse canadienne et la Deuxième Guerre mondiale*, Ottawa, Ministère de la Défense, 1997, 189 p.

CONGRÈS JUIF QUÉBÉCOIS. *Mémoire adressé à la coalition parlementaire canadienne de lutte contre l'antisémitisme (CPCCA)*, Congrès juif québécois, 31 août 2000, 14 p.

OTTAWA, GENDARMERIE ROYALE DU CANADA. *La loi et l'ordre dans la démocratie canadienne*, Ottawa, Éditeur officiel (Edmond Cloutier), 1952, pp. 149-159.

2.6 MÉMOIRES ET THÈSES

ARCAND, Robert. *Les catholiques du Québec et le fascisme italien (1929-1939)*, mémoire de maîtrise (histoire), Université de Sherbrooke, 1986, 195 p.

BARTOLINI, Mario J.A. *La perception canadienne de l'Italie fasciste via Le Soleil de Québec et The Citizen d'Ottawa de 1922 à 1935*, mémoire de maîtrise (histoire), Université de Sherbrooke, 1995, 135 p.

- BAYLEY, Charles M. *The Social Structure of the Italian and Ukrainian Immigrant Communities : Montreal, 1935-1937*, thèse de doctorat (sociologie), Université McGill, 1939, 292 p.
- BERNARD, Philippe. *La pensée du quotidien « L'Ordre » : contribution à l'histoire des idées politiques du Québec*, mémoire de maîtrise (sciences politiques), Université de Montréal, 1966, 115 p.
- CAUX, Réal. *Le Parti national social chrétien (Adrien Arcand, ses idées, son œuvre et ses influences)*, mémoire de maîtrise (sciences politiques), Université Laval, 1958, 94 p.
- CHARPENTIER, Marc. *Columns on the March: Montreal Newspapers Interpret the Spanish Civil War: 1936-1939*, mémoire de maîtrise (histoire), Université McGill, 1992, 123 p.
- COMEAU, Robert. *Les indépendantistes québécois, 1936-1938*, mémoire de maîtrise (histoire), Université de Montréal, 1971, 2 v.
- CULLÉN, Stephen M. *The British Union of Fascists, 1932-1940: Ideology, Membership and Meetings*, mémoire de maîtrise, University of Oxford, 1987.
- DANDURAND, Pierre. *Analyse de l'idéologie d'un journal nationaliste canadien-français « Le Devoir », 1911-1956*, mémoire de maîtrise (sociologie), Université de Montréal, 1961, 147 p.
- EPP, Frank Henry. *An Analysis of Germanism and National Socialism in the Immigrant Newspapers of a Canadian Minority Group, the Mennonites, in the 1930s*, thèse de doctorat (journalisme), University of Minnesota, 1965, 395 p.
- GAUTHIER FRASER, Louise. *L'incidence de l'Holocauste, l'antisémitisme et Adrien Arcand sur les personnages de Mordecai Richler*, mémoire de maîtrise (arts), Université Laval, 1989, 120 p.
- GORMAN, Robert Marshall. *Swastika over England: the Life and Thought of Arnold Spencer Leese*, mémoire de maîtrise, Georgia College, 1975, 143 p.
- HÉBERT, Marc. *La presse de Québec et les Juifs 1925-1939 : le cas du Soleil et du Quebec Chronicle Telegraph*, mémoire de maîtrise (histoire), Université Laval, 1994, 138 p.
- JOURNAULT, François. *La censure de la presse durant la Deuxième Guerre mondiale au Canada : fonctionnement de l'appareil de censure et comportement de la presse*, mémoire de maîtrise (histoire), Université du Québec à Montréal, 1997, 144 p.
- LARIVIÈRE, Claude. *Crise économique et contrôle social : le cas de Montréal (1929-1937)*, mémoire de maîtrise (service social), Université de Montréal, 1976, 265 p.
- LAROSE, Michèle. *Les jeunesses patriotes et La Nation : un courant politique d'extrême-droite au Québec, 1934-1939*, mémoire de maîtrise (histoire), Université du Québec à Montréal, 1984, 161 p.
- MARCOTTE, Ian. *Du « rempart contre le communisme » au « roi-grue », en passant par « l'ère païenne » : la presse montréalaise face à l'Allemagne nazie d'avant-guerre 1933-1939*, mémoire de maîtrise (sciences politiques), Université Laval, 2004, 121 p.
- MCCBRIDE, Michelle. *From Indifference to Internment: An Examination of RCMP Responses to Nazism and Fascism in Canada from 1934 to 1941*, mémoire de maîtrise (histoire), Memorial University of Newfoundland, 1997, 319 p.
- MIGNER, Robert. *Camillien Houde et le Houdisme (1889-1931)*, mémoire de maîtrise (histoire), Université de Montréal, 1971, pp. 31-145.

MONTSION, Rollande. *Les grands thèmes du mouvement national social chrétien et d'Adrien Arcand vus par les principaux journaux fascistes au Canada français : 1932-1938*, mémoire de maîtrise (histoire), Université d'Ottawa, 1975, 126 p.

MORELL, John E. *Arnold Leese : His Life and Work, His Ideas and His Place in British Fascism*, mémoire de maîtrise, University of Sheffield, 1975.

MORISSET, Stéphane. *Adrien Arcand : sa vision, son modèle et la perception inspirée par son programme*, mémoire de maîtrise (histoire), Université Laval, 1995, 86 p.

NADEAU, Jean-François. *Robert Rumilly en son histoire*, thèse de doctorat (histoire), Université du Québec à Montréal, 2003, 539 p.

OFFENBECK, John. *The Nazi Movement and German-Canadians 1933-1939*, mémoire de maîtrise (histoire), University of Western Ontario, 1970, 195 p.

POIRIER, Patrick. *La représentation du régime hitlérien par les éditorialistes du quotidien La Patrie, (1933-1939)*, mémoire de maîtrise (histoire), Université du Québec à Montréal, 2000, 132 p.

THÉORËT, Hughes. *La campagne antisémite d'Adrien Arcand d'après-guerre : 1945 à 1967*, mémoire de maîtrise (histoire), Université d'Ottawa, 2009, 180 p.

2.7 SITES INTERNET

[s.a.]. *Le Montréal-Matin*, (page consultée le 17 janvier 2010), [en ligne], adresse URL : <http://www.rappelez-vousde.com/rubrique.le-montreal-matin.501659.html>

ACTIVITÉS DE LA SHGS. *L'île Lalanne, un épisode du nazisme au Québec*, (page consultée le 7 mai 2006), [en ligne], adresse URL : <http://shgs.suroit.com/16fevrier.htm>

AIM25. ARCHIVES IN LONDON AND THE M25 AREA. *Bourne, Cardinal Francis Alphonsus (1861-1935) Archbishop of Westminster*, (page consultée le 18 décembre 2012), [en ligne], adresse URL : http://www.aim25.ac.uk/cgi-bin/vcdf/detail?coll_id=9892&inst_id=113&nv1=search&nv2

ANCIENS DU SÉMINAIRE DE SAINT-HYACINTHE. *Honorable Joseph-Hormisdas Rainville sénateur*, (page consultée le 3 janvier 2013), [en ligne], adresse URL : <http://www.anciensemsthyacinthe.qc.ca/Siteseminaire/105.html>

ARCAND, Adrien. *L'appel du sang*, (page consultée le 12 septembre 2009), [en ligne], adresse URL : <http://www.stormfront.org/forum/showthread.php?t=437540>

ASSOCIATION DU BARREAU DU COMTÉ DE CARLETON. *CCLA Awards – Background and History*, (page consultée le 17 décembre 2012), [en ligne], adresse URL : <http://www.ccla-abcc.ca/uploadedFiles/Background%20and%20History.pdf>

BARREAU DE QUÉBEC. *Galerie des Bâtonniers et Bâtonnières*, (page consultée le 20 décembre 2012), [en ligne], adresse URL : http://www.barreau.qc.ca/quebec/1/7/1_7_11.asp

BEAUCHEMIN, Valérie. *Maxwell Goldstein – Federation of Jewish Philanthropies*, (page consultée le 9 décembre 2012), [en ligne], adresse URL : <http://imjm.ca/location/1299>

BBC HISTORIC FIGURES. *Benito Mussolini (1883-1945)*, (page consultée le 13 décembre 2010), [en ligne], adresse URL : http://www.bbc.co.uk/history/historic_figures/mussolini_benito.shtml

BENOÎT XV. *Ad Beatissimi Apostolorum Principis : lettre encyclique de Sa Sainteté le pape Benoît XV*, (page consultée le 12 mars 2008), [en ligne], adresse URL : http://www.vatican.va/holy_father/benedict_xv/encyclicals/documents/hf_ben-xv_enc_01111914_ad-beatissimi-apostolorum_fr.html

_____. *Annus Iam Plenus: Encyclical of Pope Benedict XV on Children of Central Europe to the Patriarchs, Primates, Archbishops, Bishops, and Other Local Ordinaries in Peace and Communion with the Apostolic See*, (page consultée le 11 août 2008), [en ligne], adresse URL : http://www.vatican.va/holy_father/benedict_xv/encyclicals/documents/hf_ben-xv_enc_01121920_annus-iam-plenus_en.html

_____. *Pacem, Dei Munus Pulcherrimum: Encyclical of Pope Benedict XV on Peace and Christian Reconciliation to the Patriarchs, Primates, Archbishops, Bishops, and Ordinaries in Peace and Communion with the Holy See*, (page consultée le 12 mars 2008), [en ligne], adresse URL : http://www.vatican.va/holy_father/benedict_xv/encyclicals/documents/hf_ben-xv_enc_23051920_pacem-dei-munus-pulcherrimum_en.html

_____. *Paterno Iam Diu: Encyclical of Pope Benedict XV on the Children of Central Europe to the Patriarchs, Primates, Archbishops, Bishops, and Other Ordinaries in Peace and Communion with the Holy See*, (page consultée le 11 août 2008), [en ligne], adresse URL : http://www.vatican.va/holy_father/benedict_xv/encyclicals/documents/hf_ben-xv_enc_24111919_paterno-iam-diu_en.html

_____. *Quod Iam Diu: Encyclical of Pope Benedict XV on the Future Peace Conference to the Patriarchs, Archbishops, Bishops, and Other Ordinaries of the Catholic World*, (page consultée le 12 mars 2008), [en ligne], adresse URL : http://www.vatican.va/holy_father/benedict_xv/encyclicals/documents/hf_ben-xv_enc_01121918_quod-iam-diu_en.html

BIBLIOTHÈQUE VIRTUELLE DU PATRIMOINE DOCUMENTAIRE COMMUNAUTAIRE CANADIEN FRANCOPHONE. *Lutte au racisme: circuit de découverte urbaine*, (page consultée le 29 mai 2007), [en ligne], adresse URL : http://bv.cdeacf.ca/EA_HTML/2005_04_0519.htm

BRITISH UNION OF FASCISTS. *Oswald Mosley – Briton, Fascist, European*, (page consultée le 19 juin 2012), [en ligne], adresse URL : <http://www.oswaldmosley.com/>

CABINET VINCENT/DAGENAIS/GIBSON. *Histoire du cabinet*, (page consultée le 17 décembre 2012), [en ligne], adresse URL : <http://www.vdg.ca/histoire.html>

CENTRE JUNO BEACH. *Le Parti national socialiste chrétien*, (page consultée le 6 mai 2006), [en ligne], adresse URL : <http://www.junobeach.org/f/2/can-eve-eve-fas-pns-f.htm>

COMMISSION DE TOPONYMIE DU QUÉBEC. *Rue Victor-Cusson*, (page consultée le 28 décembre 2012), [en ligne], adresse URL : http://www.toponymie.gouv.qc.ca/ct/ToposWeb/Fiche.aspx?no_seq=232956

COMPLEXE MUSÉAL DU MUSÉE DE LA CIVILISATION. *Fonds Louis-Adolphe Paquet*, (page consultée le 12 décembre 2010), [en ligne], adresse URL : http://www.mcq.org/fr/complexe/craf_fonds/craf_fonds.php?idEv=w488

CONSEIL INTERPROFESSIONNEL DU QUÉBEC. *Le système professionnel*, (page consultée le 26 juillet 2012), [en ligne], adresse URL : <http://www.professions-quebec.org/index.php/fr/element/visualiser/id/7#65>

CONSEIL RÉGIONAL DE LA CULTURE EN OUTAOUAIS. *Conférence sur le nazisme canadien*, (page consultée le 7 mai 2006), [en ligne], adresse URL : http://www.crco.org/index.php?option=com_excalendar&Itemid=73&extmods=view&extid=74

CORDEAU, Hermine. *Le Centre des femmes*, (page consultée le 7 mars 2006), [en ligne], adresse URL : <http://www.hcordeau.com/mem13.htm>

COURNOYER, Jean. *Lespérance (Zotique)*, (page consultée le 24 janvier 2013), [en ligne], adresse URL : [http://www.memoireduquebec.com/wiki/index.php?title=Lesp%C3%A9rance_\(Zotique\)](http://www.memoireduquebec.com/wiki/index.php?title=Lesp%C3%A9rance_(Zotique))

CROTEAU, Jean-Philippe. *Le mode de nomination des commissaires à la PBSCCM et la communauté juive : confessionnalité et démocratisation (1906-1931)*, (page consultée le 9 décembre 2012), [en ligne], adresse URL : https://docs.google.com/viewer?a=v&q=cache:bZUXmI3IECsJ:pi.library.yorku.ca/ojs/index.php/cjs/article/download/31320/28742+Michael+Hirsch.+MDe+de+nomination&hl=fr&gl=ca&pid=bl&srcid=ADGEEShRiJldnoK0SMOEH4F6O1uC59kMsOoM79XRkotwn3pb05XyJeGGrLsF-g_xtLw8LPxO8uPJPToMRTdpfrwpyWbfSZYx7wmISjupztGOZEYWixGp8QES013QHw_SoH5LmBEDEM&sig=AHIEtbTU2LTtWHlgMKZU0zBi13sP07VBMA

CSST. *À propos de nous*, (page consultée le 7 août 2012), [en ligne], adresse URL : http://www.csst.qc.ca/a_propos/historique/Pages/entree_vigueur_cat_1931.aspx

DANSEREAU, Bernard. *Arcand, Narcisse*, (page consultée le 2 août 2010), [en ligne], adresse URL : http://www.biographi.ca/009004-119.01-f.php?&id_nbr=8009&interval=25&&PHPSESSID=sbnau9a2bpiqi2nfr9brnq7911

DIOCÈSE DE MONTRÉAL. *M^{gr} Georges Gauthier*, (page consultée le 13 décembre 2010), [en ligne], adresse URL : <http://www.diocesemontreal.org/histoire/eveques/gauthier/index.htm>

_____. *M^{gr} Paul Bruchési*, (page consultée le 9 décembre 2012), [en ligne], adresse URL : <http://diocesemontreal.org/leglise-a-montreal/notre-histoire/nos-eveques/mgr-paul-bruchesi.html>

ÉDITION BEAUCE. *La Beauce et Madeleine Ferron, des volcans tranquilles!*, (page consultée le 3 janvier 2010), [en ligne], adresse URL : <http://editionbeauce.com/actualites.asp?nID=9033&Cat=1>

ENGLISH, John. *Trudeau, Pierre Elliott*, (page consultée le 2 août 2010), [en ligne], adresse URL : http://www.biographi.ca/009004-119.01-f.php?&id_nbr=8hdgh14mcej5

ÉQUIPE DE RECHERCHE SUR LE TERRORISME ET L'ANTITERRORISME. *Le Ku Klux Klan: mouvement terroriste ou simple mascarade extrémiste?*, (page consultée le 29 mai 2007), [en ligne], adresse URL : <http://www.erta-tcrg.org/cr6224/2004-2006/kkk2.htm>

EXCELSIOR COMMUNICATION. *Fraserville 1850-1919*, (page consultée le 9 décembre 2012), [en ligne], adresse URL : http://fraserville.ca/cacouna_residents004.html

GOW, James Iain. *Le Secrétariat provincial du Québec, pépinière de l'administration québécoise*, (page consultée le 10 mai 2012), [en ligne], adresse URL : <http://www.ipac.ca/e-commerce/uploads/Reflexions-LeSecretariatProvincial.pdf>

GRAND RÉPERTOIRE DU PATRIMOINE BÂTI DE MONTRÉAL. *Maison Lord Atholstan*, (page consultée le 2 janvier 2013), [en ligne], http://patrimoine.ville.montreal.qc.ca/inventaire/fiche_bat.php?arrondissement=0&batiment=oui&lignes=2&id_bat=9839-78-5244-01&debut=497

HILLMER, Norman. *Déclaration de Balfour*, (page consultée le 24 juillet 2012), [en ligne], adresse URL : <http://www.thecanadianencyclopedia.com/articles/fr/declaration-de-balfour>

HISTORIA TV. *L'Île du Diable, repaire nazi : l'éphémère destin du Parti nazi canadien*, (page consultée le 6 mai 2006), [en ligne], adresse URL : http://www.historiatv.com/extra/dossier/dossier_septembre04.jsp

HÔPITAL GÉNÉRAL JUIF. *Le dispensaire Herzl*, (page consultée le 9 décembre 2012), [en ligne], adresse URL : <http://jgh.ca/uploads/JGH%20Archives/travelingexhibit/JGHat75.pdf>

HYDRO-QUÉBEC. *Un bâtisseur d'empire : Sir Herbert Samuel Holt (1856-1941)*, (page consultée le 1^{er} janvier 2013), [en ligne], adresse URL : http://www.hydroquebec.com/comprendre/histoire/pop_samuel_holt.html

INTERACTIVE MUSEUM OF JEWISH MONTREAL. *Lyon Cohen and the Jewish Times*, (page consultée le 9 décembre 2012), [en ligne], adresse URL : <http://imjm.ca/location/1070>

INTERNET ARCHIVE. *Le Droit et son histoire*, (page consultée le 24 janvier 2013), [en ligne], adresse URL : http://www.archive.org/stream/ledroitsetsonhist00tail/ledroitsetsonhist00tail_djvu.txt

JEWISH VIRTUAL LIBRARY. *Samuel Belkin*, (page consultée le 18 décembre 2012), [en ligne], adresse URL : <http://www.jewishvirtuallibrary.org/jsource/biography/sbelkin.html>

JOLY, Laurent. *Darquier de Pellepoix, « champion » des antisémites français (1936-1939)*, (page consultée le 21 décembre 2012), [en ligne], adresse URL : http://www.memorialdelashoah.org/upload/medias/fr/A1_seltexes_173_joly.pdf

JOSEPH PONTON COSTUMES. *Appelez-nous*, (page consultée le 4 septembre 2011), [en ligne], adresse URL : <http://www.costumesjosephponton.ca/>

KEATE, Stuart. *Interview at Lanoraie*, (page consultée le 5 juin 2007), [en ligne], adresse URL : <http://www.time.com/time/magazine/article/0,9171,934140,00.html>

KUPERMINC, Victor. *La conférence d'Évian*, (page consultée le 6 janvier 2011), [en ligne], adresse URL : <http://www.sefarad.org/publication/lm/035/5.html>

KRAWCHUK, Peter. *Camp Petawawa*, (page consultée le 29 mai 2007), [en ligne], adresse URL : <http://www.socialisthistory.ca/Docs/CPC/WW2/IWC20.htm>

L'ACADÉMIE FRANÇAISE. *René Doumic*, (page consultée le 3 janvier 2013), [en ligne], adresse URL : <http://www.academie-francaise.fr/les-immortels/rene-doumic>

L'ACTION NATIONALE. *Les origines de l'Action nationale*, (page consultée le 3 septembre 2011), [en ligne], adresse URL : http://www.action-nationale.qc.ca/index.php?option=com_content&task=view&id=348&Itemid=0

L'ACTUALITÉ. *Dis-moi la vérité! : 1930-1945 : le mythe du Québec fasciste*, (page consultée le 6 mai 2006), [en ligne], adresse URL : <http://aix1.uottawa.ca/fgingras/doc/quebec1930-45.html>

LAFFERTY, Rich. *A farshlepte krenk : Antisemitism in Canada*, (page consultée le 2 novembre 2008), [en ligne], adresse URL : <http://www.lafferty.ca/files/writing/stuff/canadian-antisemitism.pdf>

LANCTÔT, Jacques. *La pire des accusations (1)*, (page consultée le 17 juillet 2009), [en ligne], adresse URL : <http://www.canoe.com/infos/chroniques/jacqueslanctot/archives/2008/06/20080609-152716.html>

LAPRISE, Andrée. *Coupables d'être étrangers*, (page consultée le 29 mai 2007), [en ligne], adresse URL : <http://perso.orange.fr/bastas/pga/camps-canadiens/site-hist-quebec.htm>

LA QUESTION. *Vendredi Saint : jeûne et prière*, (page consultée le 8 juillet 2012), [en ligne], adresse URL : <http://lebloglaquestion.wordpress.com/2012/04/06/vendredi-saint-jeune-et-priere/>

LAW SOCIETY OF UPPER CANADA. *Diversifying the Bar: Lawyers Make History*, (page consultée le 17 décembre 2012), [en ligne], adresse URL : http://www.lsuc.on.ca/media/june1810_biographiesbyyearofcall.pdf

LEBEUF, Sophie-Hélène. *Le suffrage féminin souffle 70 bougies*, (page consultée le 31 décembre 2012), [en ligne], adresse URL : <http://www.radio-canada.ca/nouvelles/societe/2010/04/21/002-vote-femmes-accueil.shtml>

LE CANADA : UNE HISTOIRE POPULAIRE. *Le fascisme au Canada et au Québec*, (page consultée le 7 mars 2006), [en ligne], adresse URL : http://history.cbo.ca/history/?Mival=EpisContent.html&series_id=1&episode_id=13&chapter_id=5&page_id=3&lang=F

LÉON XIII. *Aeterni Patris : lettre encyclique de Sa Sainteté le pape Léon XIII sur la philosophie chrétienne*, (page consultée le 11 août 2008), [en ligne], adresse URL : http://www.vatican.va/holy_father/leo_xiii/encyclicals/documents/hf_l-xiii_enc_0408187

_____. *Affari vos : Encyclical of Pope Leo XIII on the Manitoba School Question*, (page consultée le 11 août 2008), [en ligne], adresse URL : http://www.vatican.va/holy_father/leo_xiii/encyclicals/documents/hf_l_xiii_enc_0812189

_____. *Au milieu des sollicitudes : Encyclical of Pope Leo XIII on the Church and State in France*, (page consultée le 12 mars 2008), [en ligne], adresse URL : http://www.vatican.va/holy_father/leo_xiii/encyclicals/documents/hf_l-xiii_enc_1602189

_____. *Caritatis : Encyclical of Pope Leo XIII on the Church in Poland*, (page consultée le 11 août 2008), [en ligne], adresse URL : http://www.vatican.va/holy_father/leo_xiii/encyclicals/documents/hf_l-xiii_enc_1903181

_____. *Caritatis Studium: Encyclical of Pope Leo XIII on the Church in Scotland*, (page consultée le 11 août 2008), [en ligne], adresse URL : http://www.vatican.va/holy_father/leo_xiii/encyclicals/documents/hf_l-xiii_enc_2507189

_____. *Catholicae Ecclesiae: Encyclical of Pope Leo XIII on Slavery in the Missions*, (page consultée le 11 août 2008), [en ligne], adresse URL : http://www.vatican.va/holy_father/leo_xiii/encyclicals/documents/hf_l-xiii_enc_2011189

_____. *Constanti Hungarorum*, (page consultée le 11 août 2008), [en ligne], adresse URL : http://www.vatican.va/holy_father/leo_xiii/encyclicals/documents/hf_l-xiii_enc_0209189

_____. *Cum multa : Encyclical of Pope Leo XIII on Conditions in Spain*, (page consultée le 12 mars 2008), [en ligne], adresse URL : http://www.vatican.va/holy_father/leo_xiii/encyclicals/documents/hf_l-xiii_enc_0812188

_____. *Custodi di Quella Fede: Encyclical of Pope Leo XIII on Freemasonry*, (page consultée le 12 mars 2008), [en ligne], adresse URL : http://www.vatican.va/holy_father/leo_xiii/encyclicals/documents/hf_l-xiii_enc_0812189

_____. *Dall'alto Dell Apostolico Seggio: encyclical of Pope Leo XIII on freemasonry in Italy*, (page consultée le 12 mars 2008), [en ligne], adresse URL : http://www.vatican.va/holy_father/leo_xiii/encyclicals/documents/hf_l-xiii_enc_1890101

_____. *Depuis le jour* : lettre encyclique de S.S. le pape Léon XIII aux archevêques, évêques et au clergé de France, (page consultée le 12 mars 2008), [en ligne], adresse URL : http://www.vatican.va/holy_father_leo_xiii/encyclicals/documents/hf_l-xiii_enc_0809189

_____. *Diuturnum* : lettre encyclique de S.S. le pape Léon XIII sur l'origine du pouvoir civil, (page consultée le 12 mars 2008), [en ligne], adresse URL : http://www.vatican.va/holy_father/leo_xiii/encyclicals/documents/hf_l-xiii_enc_2906188

_____. *Dum Multa* : encyclical of Pope Leo XIII on Marriage Legislation, (page consultée le 11 août 2001), (en ligne), adresse URL: http://www.vatican.va/holy_father/leo_xiii/encyclicals/documents/hf_l-xiii_enc_2412190

_____. *Etsi Cunctas* : Encyclical of Pope Leo XIII on the Church in Ireland, (page consultée le 11 août 2008), [en ligne], adresse URL: http://www.vatican.va/holy_father/leo_xiii/encyclicals/documents/hf_l-xiii_enc_1502188

_____. *Etsi nos* : Encyclical of Pope Leo XIII on conditions in Italy, (page consultée le 12 mars 2008), [en ligne], adresse URL: http://www.vatican.va/holy_father_leo_xiii/encyclicals/documents/hf_l_xiii_enc_1502188

_____. *Graves de Communi Re* : Lettre encyclique de S.S. le pape Léon XIII, (page consultée le 12 mars 2008), [en ligne], adresse URL : http://www.vatican.va/holy_father/leo_xiii/encyclicals/documents/hf_l-xiii_enc_1801190

_____. *Gravissimas* : Encyclical of Pope Leo XIII on Religious Orders in Portugal, (page consultée le 11 août 2008), [en ligne], adresse URL : http://www.vatican.va/holy_father/leo_xiii/encyclicals/documents/hf_l-xiii_enc_1605190

_____. *Humanum Genus* : Lettre encyclique de S.S. le pape Léon XIII condamnant le relativisme philosophique et moral de la franc-maçonnerie, (page consultée le 12 mars 2008), [en ligne], adresse URL : http://www.vatican.va/holy_father/leo_xiii/encyclicals/documents/hf_l-xiii_enc_1884042

_____. *Iampridem* : Encyclical of Pope Leo XIII on Catholicism in Germany, (page consultée le 12 mars 2008), [en ligne], adresse URL : http://www.vatican.va/holy_father/leo_xiii/encyclicals/documents/hf_l-xiii_enc_0601188

_____. *Immortale Dei* : lettre encyclique de S.S. le pape Léon XIII, (page consultée le 12 mars 2008), [en ligne], adresse URL : http://www.vatican.va/holy_father/leo_xiii/encyclicals/documents/hf_l-xiii_enc_0111188

_____. *In Amplissimo* : Encyclical of Pope Leo XIII on the Church in the United States, (page consultée le 11 août 2008), [en ligne], adresse URL: http://www.vatican.va/holy_father/leo_xiii/encyclicals/documents/hf_l-xiii_enc_1504190

_____. *Inimica vis* : Encyclical of Pope Leo XIII on Freemasonry, (page consultée le 12 mars 2008), [en ligne], adresse URL: http://www.vatican.va/holy_father/leo_xiii/encyclicals/documents/hf_l-xiii_enc_0812189

_____. *In Ipso* : Encyclical of Pope Leo XIII on Episcopal Reunions in Austria, (page consultée le 11 août 2008), [en ligne], adresse URL: http://www.vatican.va/holy_father/leo_xiii/encyclicals/documents/hf_l-xiii_enc_0303189

_____. *In Plurimis* : Encyclical of Pope Leo XIII on the Abolition of Slavery, (page consultée le 31 mai 2004), [en ligne], adresse URL: http://www.vatican.va/holy_father/leo_xiii/encyclicals/documents/hf_l-xiii_enc_0505188

_____. *Inscrutabili Dei Consilio: Encyclical of Pope Leo XIII on the Evils of Society*, (page consultée le 12 mars 2008), [en ligne], adresse URL: http://www.vatican.va/holy_father/leo_xiii/encyclicals/documents/hf_l-xiii_enc_2104187

_____. *Insignes: Encyclical of Pope Leo XIII on the Hungarian Millennium*, (page consultée le 11 août 2008), [en ligne], adresse URL: http://www.vatican.va/holy_father/leo_xiii/encyclicals/documents/hf_l-xiii_enc_0105189

_____. *Inter Graves: Encyclical of Pope Leo XIII on the Church in Peru*, (page consultée le 11 août 2008), [en ligne], adresse URL: http://www.vatican.va/holy_father/leo_xiii/encyclicals/documents/hf_l-xiii_enc_0105189

_____. *Libertas Praestantissimum: lettre encyclique de Sa Sainteté le pape Léon XIII sur la liberté humaine*, (page consultée le 11 août 2008), [en ligne], adresse URL: http://www.vatican.va/holy_father/leo_xiii/encyclicals/documents/hf_l-xiii_enc_2006188

_____. *Licet Multa : Encyclical of Pope Leo XIII on Catholics in Belgium*, (page consultée le 11 août 2008), [en ligne], adresse URL: http://www.vatican.va/holy_father/leo_xiii/encyclicals/documents/hf_l-xiii_enc_0308188

_____. *Litteras A Vobis : Encyclical of Pope Leo XIII on Clergy in Brazil*, (page consultée le 11 août 2008), [en ligne], adresse URL: http://www.vatican.va/holy_father/leo_xiii/encyclicals/documents/hf_l-xiii_enc_0207189

_____. *Longinqua : Encyclical of Pope Leo XIII on Catholicism in the United States*, (page consultée le 11 août 2008), [en ligne], adresse URL: http://www.vatican.va/holy_father/leo_xiii/encyclicals/documents/hf_l-xiii_enc_0601189

_____. *Magni Nobis: Encyclical of Pope Leo XIII on the Catholic University of America*, (page consultée le 11 août 2008), [en ligne], adresse URL: http://www.vatican.va/holy_father/leo_xiii/encyclicals/documents/hf_l-xiii_enc_0703188

_____. *Nobilissima Gallorum Gens: Encyclical of Pope Leo XIII on the Religious Question in France*, (page consultée le 12 mars 2008), [en ligne], adresse URL: http://www.vatican.va/holy_father/leo_xiii/encyclicals/documents/hf_l-xiii_enc_0802188

_____. *Non Mediocri : Encyclical of Pope Leo XIII on the Spanish College in Rome*, (page consultée le 11 août 2008), [en ligne], adresse URL: http://www.vatican.va/holy_father/leo_xiii/encyclicals/documents/hf_l-xiii_enc_2510189

_____. *Officio Sanctissimo: Encyclical of Pope Leo XIII on the Church in Bavaria*, (page consultée le 12 mars 2008), [en ligne], adresse URL: http://www.vatican.va/holy_father/leo_xiii/encyclicals/documents/hf_l-xiii_enc_2212188

_____. *Pastoralis officii: Encyclical of Pope Leo XIII on the Morality of Dueling*, (page consultée le 11 août 2008), [en ligne], adresse URL: http://www.vatican.va/holy_father/leo_xiii/encyclicals/documents/hf_l-xiii_enc_1209189

_____. *Pergrata: Encyclical of Pope Leo XIII on the Church in Portugal*, (page consultée le 11 août 2008), [en ligne], adresse URL: http://www.vatican.va/holy_father/leo_xiii/encyclicals/documents/hf_l-xiii_enc_1409188

_____. *Permoti nos: Encyclical of Pope Leo XIII on Social Conditions in Belgium*, (page consultée le 11 août 2008), [en ligne], adresse URL: http://www.vatican.va/holy_father/leo_xiii/encyclicals/documents/hf_l-xiii_enc_1007189

_____. *Quae Ad Nos : Encyclical of Pope Leo XIII on the Church in Bohemia and Moravia*, (page consultée le 11 août 2008), [en ligne], adresse URL: http://www.vatican.va/holy_father/leo_xiii/encyclicals/documents/hf_l-xiii_enc_1012188

_____. *Quam Aerumnosa: Encyclical of Pope Leo XIII on Italian Immigrants*, (page consultée le 12 mars 2008), [en ligne], adresse URL: http://www.vatican.va/holy_father/leo_xiii/encyclicals/documents/hf_l-xiii_enc_1012188

_____. *Quam Religiosa: Encyclical of Pope Leo XIII on Civil Marriage Law*, (page consultée le 11 août 2008), [en ligne], adresse URL: http://www.vatican.va/holy_father/leo_xiii/encyclicals/documents/hf_l-xiii_enc_1608189

_____. *Quarto Abeunte Saeculo : Encyclical of Pope Leo XIII on the Columbus Quadricentennial*, (page consultée le 11 août 2008), [en ligne], adresse URL: http://www.vatican.va/holy_father/leo_xiii/encyclicals/documents/hf_l-xiii_enc_1607189

_____. *Quod Apostolici Muneris: Lettre encyclique de Sa Sainteté le pape Léon XIII sur les erreurs modernes*, (page consultée le 12 mars 2008), [en ligne], adresse URL: http://www.vatican.va/holy_father/leo_xiii/encyclicals/documents/hf_l-xiii_enc_2812187

_____. *Quod Multum: Encyclical of Pope Leo XIII on the Liberty of the Church*, (page consultée le 11 août 2008), [en ligne], adresse URL: http://www.vatican.va/holy_father/leo_xiii/encyclicals/documents/hf_l-xiii_enc_2208188

_____. *Quod Votis: Encyclical of Pope Leo XIII on the Proposed Catholic University*, (page consultée le 11 août 2008), [en ligne], adresse URL: http://www.vatican.va/holy_father/leo_xiii/encyclicals/documents/hf_l-xiii_enc_2512189

_____. *Quum Diuturnum: Encyclical of Pope Leo XIII on the Latin American Bishops' Plenary Council*, (page consultée le 11 août 2008), [en ligne], adresse URL: http://www.vatican.va/holy_father/leo_xiii/encyclicals/documents/hf_l-xiii_enc_2512189

_____. *Reputantibus: Encyclical of Pope Leo XIII on the Language Question in Bohemia*, (page consultée le 11 août 2008), [en ligne], adresse URL: http://www.vatican.va/holy_father/leo_xiii/encyclicals/documents/hf_l-xiii_enc_2008190

_____. *Rerum Novarum : Lettre encyclique de Sa Sainteté le pape Léon XIII*, (page consultée le 1^{er} juin 2008), [en ligne], adresse URL: http://www.vatican.va/holy_father/leo_xiii/encyclicals/documents/hf_l-xiii_enc_1505189

_____. *Saepe Nos : Encyclical of Pope Leo XIII on Boycotting in Ireland*, (page consultée le 11 août 2008), [en ligne], adresse URL: http://www.vatican.va/holy_father/leo_xiii/encyclicals/documents/hf_l-xiii_enc_2406188

_____. *Sapientiae Christianae: Encyclical of Pope Leo XIII on Christians as Citizens*, (page consultée le 11 août 2008), [en ligne], adresse URL: http://www.vatican.va/holy_father/leo_xiii/encyclicals/documents/hf_l-xiii_enc_1001189

_____. *Spectata Fides: Encyclical of Pope Leo XIII on Christian Education*, (page consultée le 11 août 2008), [en ligne], adresse URL: http://www.vatican.va/holy_father/leo_xiii/encyclicals/documents/hf_l-xiii_enc_2711188

_____. *Spesse Volte : Encyclical of Pope Leo XIII on the Suppression of Catholic Institutions*, (page consultée le 12 mars 2008), [en ligne], adresse URL: http://www.vatican.va/holy_father/leo_xiii/encyclicals/documents/hf_l-xiii_enc_0508189

_____. *Urbanitatis Veteris: Encyclical of Pope Leo XIII on the Foundation of a Seminary in Athens*, (page consultée le 11 août 2008), [en ligne], adresse URL: http://www.vatican.va/holy_father/leo_xiii/encyclicals/documents/hf_l-xiii_enc_2011190

L'ÉVÈNE. *Charles Maurras*, (page consultée le 20 décembre 2012), [en ligne], adresse URL: <http://www.evene.fr/celebre/biographie/charles-maurras-917.php>

NEATBY, H. Blair. *King, William Lyon Mackenzie*, (page consultée le 13 décembre 2010), [en ligne], adresse URL: <http://www.thecanadianencyclopedia.com/index.cfm?PgNm=TCE&Params=F1ARTF000431>

PIE X. *Gravissimo Officii Munere: Encyclical of Pope Pius X on French Associations of Worship, to Our Venerable Brethren, the Archbishops, and Bishops of France*, (page consultée le 12 mars 2008), [en ligne], adresse URL: http://www.vatican.va/holy_father/pius_x/encyclicals/documents/hf_p-x_enc_10081906

_____. *Iamdudum: Encyclical of Pope Pius X on the Law of Separation in Portugal to Our Venerable Brethren, the Patriarchs, Primates, Archbishops, Bishops, and the Ordinaries of Other Places in Peace and Communion with the Apostolic See*, (page consultée le 11 août 2008), [en ligne], adresse URL: http://www.vatican.va/holy_father/pius_x/encyclicals/documents/hf_p-x_enc_24051911

_____. *Il fermo proposito: Lettre encyclique de Sa Sainteté le pape Pie X sur l'Action catholique ou Action des catholiques*, (page consultée le 12 mars 2008), [en ligne], adresse URL: http://www.vatican.va/holy_father/pius_x/encyclicals/documents/hf_p-x_enc_11061905

_____. *Lacrimabili Statu: Encyclical of Pope Pius X on the Indians of South America to the Archbishops and Bishops of Latin America*, (page consultée le 11 août 2008), [en ligne], adresse URL: http://www.vatican.va/holy_father/pius_x/encyclicals/documents/hf_p-x_enc_07061912

_____. *Pascendi Dominici Gregis: Lettre encyclique de Sa Sainteté le pape Pie X sur les erreurs du modernisme*, (page consultée le 12 mars 2008), [en ligne], adresse URL: http://www.vatican.va/holy_father/pius_x/encyclicals/documents/hf_p-x_enc_19070908

_____. *Pieni L'Animo: Encyclical of Pope Pius X on the Clergy in Italy to the Venerable Brethren, the Archbishops, and Bishops of Italy*, (page consultée le 12 mars 2008), [en ligne], adresse URL: http://www.vatican.va/holy_father/pius_x/encyclicals/documents/hf_p-x_enc_28071906

_____. *Singulari Quadam: Encyclical of Pope Pius X on Labor Organizations to Our Beloved Son, George Kopp, Cardinal Priest of the Holy Roman Church, Bishops of Breslau, and to the Other Archbishops and Bishops of Germany*, (page consultée le 12 mars 2008), [en ligne], adresse URL: http://www.vatican.va/holy_father/pius_x/encyclicals/documents/hf_p-x_enc_24091912

_____. *Une fois encore: lettre encyclique de Sa Sainteté le pape Pie X*, (page consultée le 12 mars 2008), [en ligne], adresse URL: http://www.vatican.va/holy_father/pius_x/encyclicals/documents/hf_p-x_enc_06011907

_____. *Vehementer nos: lettre encyclique de Sa Sainteté le pape Pie X au peuple français*, (page consultée le 12 mars 2008), [en ligne], adresse URL: http://www.vatican.va/holy_father/pius_x/encyclicals/documents/hf_p-x_enc_11021906

PIE XI. *Acerba Animi: Encyclical of Pope Pius XI on Persecution of the Church in Mexico to Our Venerable Brothers of Mexico, the Archbishops, Bishops, and Ordinaries in Peace and Communion with the Archbishops, Bishops, and Ordinaries in Peace and Communion with the Apostolic See*, (page consultée le 12 mars 2008), [en ligne], adresse URL: http://www.vatican.va/holy_father/pius_xi/encyclicals/documents/hf_p-xi_enc_29091913

_____. *Casti Connubii: lettre encyclique du Souverain Pontife Pie XI sur le mariage chrétien considéré au point de vue de la condition présente, des nécessités, des erreurs et des vices de la famille et de la société*, (page consultée le 11 août 2008), [en ligne], adresse URL : http://www.vatican.va/holy_father/pius_xi/encyclicals/documents/hf_p-xi_enc_3112193

_____. *Dilectissima Nobis: Encyclical of Pope Pius XI on Oppression of the Church of Spain to the Eminent Cardinals*, (page consultée le 11 août 2008), [en ligne], adresse URL : http://www.vatican.va/holy_father/pius_xi/encyclicals/documents/hf_p-xi_enc_0306193

_____. *Divini Illius Magistri: lettre encyclique de Sa Sainteté le pape Pie XI sur l'éducation chrétienne de la jeunesse*, (page consultée le 12 mars 2008), [en ligne], adresse URL : http://www.vatican.va/holy_father/pius_xi/encyclicals/documents/hf_p-xi_enc_3112192

_____. *Divini Redemptoris : lettre encyclique de Sa Sainteté le pape Pie XI sur le communisme athée*, (page consultée le 12 mars 2008), [en ligne], adresse URL : http://www.vatican.va/holy_father/pius_xi/encyclicals/documents/hf_p-xi_enc_1903193

_____. *Firmissimam Constantiam : Encyclical of Pope Pius XI on the Religious Situation in Mexico to the Venerable Brethren the Archbishops, Bishops, and Other Ordinaries of Mexico in Peace and Communion with the Apostolic See*, (page consultée le 12 mars 2008), [en ligne], adresse URL : http://www.vatican.va/holy_father/pius_xi/encyclicals/documents/hf_p-xi_enc_1937032

_____. *Iniquis Afflictisque: Encyclical of Pope Pius XI on the Persecution of the Church in Mexico to the Venerable Brethren, the Patriarchs, Primate, Archbishops, Bishops, and Other Ordinaries in Peace and Communion with the Apostolic See*, (page consultée le 12 mars 2008), [en ligne], adresse URL : http://www.vatican.va/holy_father/pius_xi/encyclicals/documents/hf_p-xi_enc_1811192

_____. *Maximam Gravissimamque: Encyclical of Pope Pius XI on French Diocesan Associations*, (page consultée le 12 mars 2008), [en ligne], adresse URL : http://www.vatican.va/holy_father/pius_xi/encyclicals/documents/hf_p-xi_enc_1801192

_____. *Non Abbiamo Bisogno : Encyclical of Pope Pius XI on Catholic Action in Italy to our Venerable Brethren the Patriarchs, Primate, Archbishops, Bishops, and Other Ordinaries in Peace and Communion with the Apostolic See*, (page consultée le 12 mars 2008), [en ligne], adresse URL : http://www.vatican.va/holy_father/pius_xi/encyclicals/documents/hf_p-xi_enc_2906193

_____. *Nova Impendet : Encyclical of Pope Pius XI on the Economic Crisis to the Venerable Brothers the Patriarchs, Primate, Archbishops, Bishops, and Other Ordinaries, in Peace and Communion with the Apostolic See*, (page consultée le 12 mars 2008), [en ligne], adresse URL : http://www.vatican.va/holy_father/pius_xi/encyclicals/documents/hf_p-xi_enc_0210193

_____. *Ubi Arcano Dei Consilio: Encyclical of Pope Pius XI on the Peace of Christ in the Kingdom of Christ to our Venerable Brethren the Patriarchs, Primate, Archbishops, Bishops, and Other Ordinaries in Peace and Communion with the Apostolic See*, (page consultée le 12 mars 2008), [en ligne], adresse URL : http://www.vatican.va/holy_father/pius_xi/encyclicals/documents/hf_p-xi_enc_2312192

_____. *Vigilanti Cura: lettre encyclique à l'épiscopat des États-Unis*, (page consultée le 12 mars 2008), [en ligne], adresse URL : http://www.vatican.va/holy_father/pius_xi/encyclicals/documents/hf_p-xi_enc_2906193

PIE XII. *Saeculo Octavo: Encyclical of Pope Pius XII on the Eighth Centenary of the Independence of Portugal to the Venerable Brethren, the Patriarch of Lisbon, the Archbishops, Bishops, and Other Ordinaries of Portugal and its Overseas Possessions, in Peace and Communion with the Apostolic See*, (page consultée le 12 mars 2008), [en ligne], adresse URL :

http://www.vatican.va/holy_father/pius_xii/encyclicals/documents/hf_p-xii_enc_13061940_saeculo-exeunte-octavo_en.html

_____. *Sertum Laetitiae: Encyclical of Pope Pius XII on the Hundred and Fiftieth Anniversary of the Establishment of the Hierarchy in the United States*, (page consultée le 11 août 2008), [en ligne], adresse URL : http://www.vatican.va/holy_father/pius_xii/encyclicals/documents/hf_p-xii_enc_011119

_____. *Summi Pontificatus: Lettre encyclique de Sa Sainteté le pape Pie XII*, (page consultée le 12 mars 2008), [en ligne], adresse URL : http://www.vatican.va/holy_father/pius_xii/encyclicals/documents/hf_p-xii_enc_201019

POLICE MUNICIPALE D'OTTAWA. *History*, (page consultée le 17 décembre 2012), [en ligne], adresse URL : http://www.ottawapolice.ca/fr/about_ops/history/OPS_Timeline.pdf

PRATIQUE DE L'HISTOIRE ET DÉVOIEMENTS NÉGATIONNISTES (PHDN). *Ernst Zündel*, (page consultée le 6 mai 2006), [en ligne], adresse URL : <http://www.phdn.org/negation/faurisson/zundel.html>

RAYMOND CHABOT INC. *Dépôt volontaire*, (page consultée le 11 juillet 2011), [en ligne], adresse URL : <http://www.raymondchabot.com/index.cfm/2.0.1225.6839.1042.361.html>

RÉSEAU CANADIEN DU PATRIMOINE JUIF. *Caiserman, H.M.*, (page consultée le 9 décembre 2012), [en ligne], adresse URL : <http://www.cjhn.ca/permalinkFR/139>

RÉSEAU CANADIEN D'INFORMATION ARCHIVISTIQUE. *Fonds de la Commission royale sur les écarts de prix*, (page consultée le 25 août 2013), [en ligne], adresse URL : http://www.archivescanada.ca/english/search/ItemDisplay.asp?sessionKey=1143478259019_206_191_57_199&l=0&lv=1&v=0&coll=1&itm=257983&rt=1&bill=1

SERVICE DES INCENDIES DE MONTRÉAL. *Historique du Service des incendies de Montréal*, (page consultée le 1^{er} mai 2011), [en ligne], adresse URL : http://www.pompiermontreal.com/index.php?option=com_content&view=article&id=251&Itemid=79

STRUTHERS, James. *Crise des années 30*, (page consultée le 25 juillet 2012), [en ligne], adresse URL : <http://www.thecanadianencyclopedia.com/articles/fr/crise-des-annees-30>

THE BRITISH EMPIRE. *Clifford Walter Harvison*, (page consultée le 24 janvier 2013), [en ligne], adresse URL : <http://www.britishempire.co.uk/forces/armyunits/canadiancavalry/rcmpharvison.htm>

THE MANITOBA HISTORICAL SOCIETY. *Memorable Manitobans : John Queen (1882-1946)*, (page consultée le 24 janvier 2013), [en ligne], adresse URL : http://www.mhs.mb.ca/docs/people/queen_j.shtml

THÉORÊT, Hughes. *La campagne fasciste et antisémite d'Adrien Arcand (1945-1967)*, (page consultée le 5 février 2009), [en ligne], adresse URL : http://www.ihaf.qc.ca/IHAF/Congres_files/Programme-2009.pdf

THE PEERAGE. *Esmond Cecil Harmsworth, 2nd Viscount Rothermere*, (page consultée le 24 janvier 2013), [En ligne], adresse URL : <http://thepeerage.com/p1377.htm#i13767>

THE WHITE HOUSE. *Franklin D. Roosevelt*, (page consultée le 24 décembre 2012), [en ligne], adresse URL : <http://www.whitehouse.gov/about/presidents/franklindroosevelt>

TIME-LIFE. *Fascist Meet*, (page consultée le 30 mai 2007), [en ligne], adresse URL : <http://www.time.com/time/magazine/article/0,9171,760011.00.html?iid=chix-sphere>

_____. *Quisling Fever*, (page consultée le 30 mai 2007), [en ligne], adresse URL : <http://www.time.com/time/magazine/article/0,9171,764007.00.html>

TRÉPANIÉ, Pierre. *Racisme. Le mythe du Québec fasciste*, (page consultée le 26 septembre 2006), [en ligne], adresse URL : <http://www.vigile.net/ds-societe/docs/02-5-7-trepanier-30.html>

TROFIMENKOFF, Susan Mann. *Groulx, Lionel-Adolphe*, (page consultée le 12 décembre 2010), [en ligne],
adresse URL : <http://www.thecanadianencyclopedia.com/index.cfm?PgNm=TCE&Params=F1ARTF0003472>

UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE. *Adrien Arcand et le Parti national social chrétien*, (page consultée le 6 mai 2006), [en ligne], adresse URL : <http://bilan.usherbrooke.ca/bilan/pages/clips/42.html>

_____. *Adrien Arcand (1899-1967) : homme politique*, (page consultée le 6 mai 2006), [en ligne], adresse URL : <http://bilan.usherbrooke.ca/bilan/pages/biographies/92.htm>

_____. *Annonce d'un nouveau programme d'agriculture*, (page consultée le 5 juillet 2011), [en ligne], adresse URL : <http://bilan.usherbrooke.ca/bilan/pages/evenements/21931.html>

_____. *Élection des libéraux de William Lyon Mackenzie King à la Chambre des communes à Ottawa*, (page consultée le 28 août 2012), [en ligne], adresse URL : <http://www.bilan.usherb.ca/bilan/pages/evenements/21243.html>

_____. *Idola Saint-Jean (1880-1945) : militante féministe, professeure*, (page consultée le 31 décembre 2012), [en ligne], adresse URL : <http://bilan.usherbrooke.ca/bilan/pages/biographies/291.html>

_____. *Les élections municipales à Montréal*, (page consultée le 6 août 2012), [en ligne], adresse URL : <http://bilan.usherbrooke.ca/bilan/pages/Thematiques.jsp?theme=15>

_____. *Raoul Dandurand (1861-1942) : homme politique, avocat, diplomate*, (page consultée le 4 septembre 2011), [en ligne], adresse URL : <http://www.bilan.usherb.ca/bilan/pages/biographies/942.html>

UNIVERSITÉ DE TORONTO. *Collection Adrien Arcand*, (page consultée le 7 mai 2006), [en ligne], adresse URL : <http://www.library.utoronto.ca/robarts/microtext/collection/pages/colladar.html>

VILLE DE MONTRÉAL. *Fernand Rinfret (1932-1934)*, (page consultée le 2 janvier 2013), [en ligne],
adresse URL : http://www2.ville.montreal.qc.ca/archives/democratie/democratie_fr/expo/maires/rinfret/index.shtm

_____. *Photographies anciennes*, (page consultée le 2 janvier 2012), [en ligne], adresse URL : <http://www2.ville.montreal.qc.ca/archives/accueil/Repertoire/Z3.pdf>

_____. *Portraits historiques canadiens*, (page consultée le 9 décembre 2012), [en ligne], adresse URL : <http://www2.ville.montreal.qc.ca/archives/portraits/fr/fiches/P0786.shtm>

WEINMANN, Heinz. *Les Québécois et l'ethnicité*, (page consultée le 6 mai 2006), [en ligne], adresse URL : <http://www.vigile.net/pol/racisme/weinmaethnie.html>

WELTNER, Frank. *Jew Watch*, (page consultée le 29 mai 2007), [en ligne], adresse URL : http://www.jewwatch.com/jew_occupiedgovernants-USSR-historians.html

2.8 FILM

DAMIANI, Jean-Philippe. *Destins : « L'Île du Diable, repaire nazi »*, Historia TV (2006), 60 min., coul.